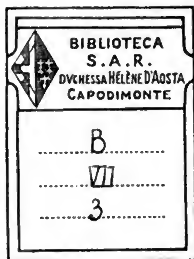
L'ÉLÉVATION ET LA CHUTE DE L'EMPEREUR MAXIMILIEN: INTERVENTION...

comte Emile Kératry, Lucien Anatole Prévost-Paradol




HELENÆ · AVGV-
STÆ · DVCISSÆ
EX · LIBRIS




BIBLIOTECA
S.A.R.
DVCHESSA HÉLÈNE D'AOSTA
CAPODIMONTE
B
VII
3

L'ÉLÉVATION ET LA CHUTE

DE

L'EMPEREUR

MAXIMILIEN

PAR

LE C^TE DE KERATRY

Précédée d'une Préface

DE PRÉVOST-PARADOL

De l'Académie française

QUATRIÈME ÉDITION

PARIS

LIBRAIRIE INTERNATIONALE

15, BOULEVARD MONTMARTRE

A. LACROIX, VERBOECKHOVEN ET Cie, ÉDITEURS

A Bruxelles, à Leipzig et à Livourne

1868



L'ÉLÉVATION ET LA CHUTE

DE

L'EMPEREUR MAXIMILIEN

PARIS. — IMPRIMERIE L. POUPART-DAVYL, RUE DU BAC, 30.

L'ÉLÉVATION ET LA CHUTE

DE

L'EMPEREUR

MAXIMILIEN

INTERVENTION FRANÇAISE AU MEXIQUE

1861 — 1867

PAR LE Cte E. DE KÉRATRY

Précédée d'une Préface

DE PRÉVOST-PARADOL

De l'Académie française

QUATRIÈME ÉDITION



PARIS
LIBRAIRIE INTERNATIONALE
15, BOULEVARD MONTMARTRE

A. LACROIX, VERBOECKHOVEN ET Cie, ÉDITEURS
A Bruxelles, à Leipzig et à Livourne

1868

PRÉFACE

L'entreprise du Mexique, sur laquelle cet ouvrage, déjà consacré par la curiosité publique *, contient tant de détails intéressants et nouveaux, n'est pas le plus fâcheux des résultats qu'a produits pour la France le gouvernement personnel, tel qu'il existe légalement depuis quinze ans, car les affaires d'Italie et d'Allemagne, engagées et conduites d'après le même principe, ménagent à notre pays des épreuves plus fortes et des embarras plus durables; mais l'entreprise mexicaine offre ce caractère particulier d'intérêt que le gouvernement personnel s'y montre plus à découvert qu'en aucune autre, que les yeux les moins clairvoyants sont forcés d'y voir l'œuvre librement conçue d'une seule volonté, que l'objet en est nettement défini dès le début, que le théâtre en est limité, que la catastrophe en est décisive et éclatante, que tout y a marché, comme dans un drame antique, vers une fin sanglante et vers un dénouement assez mémorable pour servir d'éternelle leçon à la postérité.

* Il a été publié dans la *Revue contemporaine*.

En disant que le gouvernement personnel se montre plus à découvert dans l'entreprise du Mexique que dans les affaires d'Allemagne et d'Italie, nous nous mettons au point de vue de l'ensemble du public, car, pour les hommes éclairés, ces trois grands événements du règne actuel, unité italienne, unité allemande, entreprise du Mexique découlent de la même source, et sont des résultats inégalement graves, mais également reconnaissables du même procédé de gouvernement. Selon les idées anciennes et bien connues du chef de l'État, qui, en 1852, a fait passer ces idées dans nos lois, le souverain, plus ou moins contrôlé après coup par des assemblées délibérantes, a le droit et le devoir de concevoir et d'entreprendre avec une entière liberté les projets qu'il croit avantageux à la gloire ou au bonheur de la patrie. Il ne s'agit plus ici de ces souverains constitutionnels qui, entourés d'un ministère responsable, veillent à l'application des lois et à l'exécution d'une politique dont l'impulsion première vient de l'opinion publique, exprimée et légalisée par un parlement. A cette image, aujourd'hui si familière aux esprits éclairés, est substituée celle d'un chef d'Etat, méditant ses desseins dans le silence du cabinet ou s'y abandonnant à ses rêveries solitaires, donnant ensuite ses ordres à des ministres isolés dans leur obéissance et dépendant de lui seul, et soumettant enfin au jugement des mandataires de la nation des entreprises achevées ou irrévocablement engagées, qui peuvent seule-

ment servir de matière à des éloges reconnaissants ou à des regrets patriotiques.

De ce système de gouvernement sont sortis les actes si importants qui ont abouti à l'unité italienne, à l'unité allemande et à l'expédition mexicaine, et aucune autre façon de gouverner n'était capable de les produire. Aucun cabinet responsable, soit républicain, soit monarchique, n'aurait pu concevoir, préparer et rendre inévitable la guerre de 1859, telle que M. de Cavour lui-même l'a plus tard expliquée dans sa correspondance. Aucun cabinet responsable n'aurait pu favoriser à l'origine les desseins de M. de Bismark dans l'espérance, si cruellement déçue, d'en tirer parti, ni surtout refuser l'offre formelle et plusieurs fois répétée de l'Angleterre pour arrêter par une action commune le démembrement de la monarchie danoise. Enfin on ne peut contester que le gouvernement personnel, dans la plus forte acception du mot, avait seul le moyen et pouvait seul concevoir la pensée de fonder un trône au Mexique et d'y élever un prince autrichien par les armes de la France.

Ces trois entreprises ont donc ce caractère commun d'être des œuvres directes du gouvernement personnel et des exemples frappants du mal qu'il peut produire. Mais tandis que l'unité italienne et l'hégémonie prussienne n'ont pas encore enfanté toutes leurs conséquences et laissent encore incertaines une partie des questions qu'elles soulèvent, l'entreprise du Mexique est définitivement close et

le dénouement irrévocable auquel elle vient d'aboutir permet mieux de la juger. Il y a encore entre l'entreprise mexicaine et les deux autres cette différence : l'entreprise italienne, une fois dévoilée, a trouvé en France d'assez nombreux partisans, et, compliquée, comme elle l'est aujourd'hui, de la question religieuse, elle partage au moins les esprits et n'est point désavouée par toute la nation; l'hégémonie de la Prusse en Allemagne est considérée avec moins d'indulgence et les fautes si visibles et si librement commises qui l'ont créée sont généralement condamnées; mais il faut reconnaître en même temps qu'un certain nombre de Français, imbus des doctrines à la mode sur les nationalités et sur la formation nécessaire des grands États aux dépens des petits, prennent leur parti de la grandeur prussienne et de l'unité allemande. Pour l'entreprise mexicaine, il n'est arrivé rien de semblable; aussitôt que son but véritable a été dévoilé, elle a été condamnée par un jugement unanime; cette désapprobation a duré, en s'accroissant, autant que l'entreprise elle-même; elle a été universelle et perpétuelle, au point que ceux-là même que leur profession d'avocats ou d'écrivains au service du gouvernement obligeaient à le soutenir dans cette affaire, ne pouvaient s'empêcher de se soulager, en dehors de leurs fonctions si pénibles, par l'expression sincère de leur regret et de leur blâme. C'est ce qui permet de dire que, parmi les trois œuvres du gouvernement personnel depuis quinze ans,

l'entreprise mexicaine est celle qui le montre le mieux à découvert et qui le condamne le plus : le Mexique est une sorte de champ clos où il lui a plu de descendre, non pas sans masque, mais à peine masqué, et dans lequel il a été vaincu avec éclat, après une lutte relativement courte, mais décisive, contre la force des choses, le bon sens et l'équité.

Ce serait dépasser les limites d'une préface et empiéter sur l'attachant récit qu'on va lire, que d'esquisser les principaux épisodes de cette sanglante aventure. Marquons-en seulement quelques traits pour aider à en mieux comprendre l'origine et la fin. Nous n'attachons (dût-on nous en blâmer) qu'une importance très-secondaire à certains motifs peu honorables qui n'auraient pas été étrangers, dit-on, au début de l'entreprise mexicaine et dont la tribune, aussi bien que la presse, a souvent retenti. En supposant vrai tout ce qu'on a dit de plus regrettable sur l'affaire Jecker, en admettant même que des influences de cette nature aient indirectement pesé sur les résolutions du chef de l'État, il faut chercher ailleurs et plus haut les véritables motifs de l'entreprise. Nous n'avons jamais été suspect de flatterie envers le souverain actuel de la France, et l'usage qu'il a fait d'un immense pouvoir n'a pas sensiblement modifié les sentiments que nous ont jadis inspirés les moyens choisis pour l'obtenir. Mais tout en regrettant que ce prince ait été contraint (comme César qu'il

plaint particulièrement à ce sujet) de choisir ses auxiliaires dans une fraction restreinte de citoyens, et non pas toujours dans la plus irréprochable ni dans la plus capable, nous n'avons jamais hésité à chercher le motif de ses actions dans l'amour sincère du bien public, sentiment très naturel d'ailleurs chez un prince qui veut affermir et même léguer une couronne. Cependant, dans un gouvernement personnel, l'erreur innocente, généreuse même, du chef de l'État, peut devenir la source du malheur public. L'erreur capitale de laquelle est sortie l'entreprise mexicaine est un jugement faux porté par le gouvernement français sur l'issue de la guerre civile aux États-Unis.

Si cette guerre civile n'eût pas éclaté ou si le gouvernement français eût prévu la victoire définitive du Nord et la reconstitution de la puissance américaine, jamais l'idée de fonder un trône au Mexique par les armes de l'Europe ne serait entrée dans son esprit. C'est la dissolution apparente des États-Unis qui a été l'origine de l'entreprise mexicaine, comme leur résurrection a suffi pour anéantir ce trône éphémère. L'erreur si funeste, dans laquelle le gouvernement français est tombé à l'égard de la guerre civile des Etats-Unis, s'explique par le penchant accoutumé de l'âme humaine à espérer ce qu'elle désire. La chute de la république américaine a été, dès le début de ce grand trouble, dans les vœux du gouvernement français, et ses organes les plus accrédités n'en faisaient pas mystère. La

destruction d'un gouvernement républicain par une sorte de suicide, l'effondrement subit et complet d'une démocratie qui prétendait se passer d'un César, paraissaient d'un bon augure, en même temps que d'un bon exemple, à tous ceux qui tendent à représenter la dictature comme l'accompagnement nécessaire et le couronnement naturel de la démocratie.

L'Angleterre, cédant à la joie bien naturelle de voir se détruire d'elle-même une rivale déjà redoutable et protégée jadis dans son berceau par le drapeau de la France, espéra aussi ce qu'elle désirait, et partagea l'opinion du gouvernement français sur l'issue probable de cette guerre civile. Mais tandis que cette erreur, excusable des deux côtés, conduisait seulement le gouvernement anglais à attendre, dans une neutralité malveillante à l'égard du Nord, le résultat des événements, cette même erreur ouvrait pour le gouvernement français la porte mystérieuse décrite par le poète, par laquelle nous arrivent les songes, et l'imagination rêveuse qui décide de nos destinées se donna aussitôt carrière.

Puisque les Etats-Unis étaient déjà comme s'ils n'étaient plus, puisque le champ était libre dans le Nouveau-Monde, pourquoi n'y pas tenter quelque grande chose qui sans être inutile à l'intérêt de la France, vînt surtout accroître le prestige si nécessaire à son gouvernement? On avait contre le Mexique ces griefs renaissants et perpétuels qu'un Etat plongé dans l'anarchie ne peut guère éviter de

fournir aux puissances étrangères. Pourquoi n'irait-on pas, comme on l'avait déjà fait plusieurs fois, exiger les armes à la main la réparation de ces griefs? Mais, cette fois, il ne s'agissait pas de paraître sur ces côtes lointaines et de repartir avec un traité, ni même d'occuper un port et de percevoir soi-même les indemnités nécessaires. Cette fois, notre arrivée devait être le signal d'une révolution, préparée par un parti et provoquée par la vue de nos armes. Cette révolution, que des émigrés pleins d'assurance représentaient comme certaine autant que facile, devait, dit-on, renverser la république et aboutir avec notre appui à la fondation d'un trône.

Ce trône, pour qui serait-il? L'idée seule d'en disposer était une séduction bien puissante. Relever pour soi-même un trône abattu, quelle faveur de la fortune; mais en élever un pour autrui, donner soi-même une couronne, n'est-ce pas le comble de la grandeur humaine? A ces images enivrantes se joignaient d'autres rêves plus vagues encore, mais par cela même plus propres à séduire et revêtues d'une indistincte grandeur : régénération de la race latine dans le Nouveau-Monde, création d'un équilibre, barrière opposée à l'envahissement de la race anglo-saxonne, mines de métaux précieux inépuisables, percement d'un ithsme, etc...

Sur quel front cependant poserait-on cette couronne? Sur le front d'un autre rêveur, qu'une ambition jusqu'alors déçue et qu'une idée exagérée de

ses forces disposaient aux aventures. Né sur les marches d'un trône, épris de grandeur monarchique et avide de popularité, placé par le sort à égale distance du rôle de chef d'empire et du rôle de chef de révolution, ayant du goût pour les deux rôles et s'agitant entre les deux, tenu ainsi dans une sorte d'impuissance, gêné et embarrassé de plus d'une manière, et persuadé que la fortune, qui ne pouvait l'oublier, lui ménageait quelque magnifique surprise, l'archiduc Maximilien crut reconnaître sa destinée et lui obéir en acceptant ce don funeste. Que de fois cette couronne lui était apparue dans ses rêves : « L'escalier monumental du « palais de Caserte, écrivait-il en 1851, est digne « de la majesté. Quoi de plus beau que de se figu- « rer le souverain placé en haut et comme resplen- « dissant de l'éclat du marbre qui l'environne et de « se le figurer laissant venir jusqu'à lui les humains! « La tourbe monte gracieusement; le roi leur en- « voie un regard gracieux, mais qui tombe de « haut. Lui, le puissant, l'impérieux, il s'avance « vers eux avec un sourire d'une auguste bonté. « Qu'un Charles-Quint, qu'une Marie-Thérèse pa- « raissent ainsi au haut de cet escalier, et je vou- « drais voir celui qui ne courberait pas la tête « devant la majesté à qui Dieu donne la puissance! « Moi aussi, pauvre éphémère, je sentis remonter « en moi l'orgueil que j'avais déjà éprouvé dans le « palais des doges de Venise, et je songeai combien « il devait être agréable en de certains moments,

« trop solennels pour être fréquents, de se tenir au « haut d'un tel escalier, de pouvoir laisser tomber « son regard sur tous les autres, et de se sentir le « premier, comme le soleil dans le firmament! » Tel fut le rêve de ce malheureux prince, qui devait se réveiller la main d'un soldat de Juarez sur l'épaule et en route pour le fossé de Queretaro. Toutefois, c'était l'homme qui convenait à l'entreprise, il accepta, non sans hésitation ni sans crainte, et partit.

On voudrait pouvoir effacer de notre histoire les événements qui avaient précédé son arrivée sur cette terre lointaine. Quoi de plus triste, en effet, que de voir une vaillante armée servir d'instrument à une politique qui se sent obligée de cacher sous des revendications équitables un but illégitime? Nous nous présentions au Mexique, à peu près comme Garibaldi était naguère aux portes de Rome, c'est-à-dire avec l'espoir d'y provoquer une révolution qui nous était promise, qui nous paraissait due et qui était indispensable à la suite de nos desseins. Or, non-seulement cette révolution n'éclatait pas, mais le gouvernement régulier du pays, traitant avec nous comme avec nos alliés, nous offrait toutes les satisfactions imaginables. Que faire, à moins d'avouer que c'était ce gouvernement même, qu'au mépris du droit des gens, on venait expressément détruire? Le rejet de la convention de Soledad ne fut pas autre chose que l'aveu de cette résolution irrévocable, et notre armée fut dès-lors engagée

sur cet âpre chemin, semé de victoires fréquentes et inutiles.

Nous ne nous arrêterons pas sur cette guerre qui comptera, quoi qu'on en dise, parmi les actes militaires les plus méritoires de notre intrépide armée. Le sentiment du devoir pouvait seul la soutenir dans une tâche aussi pénible, et elle l'a remplie avec une fermeté héroïque. En dépit du nombre relativement si restreint de ses envahisseurs, malgré les épreuves d'une lutte qui, en se prolongeant et en s'envenimant, ne pouvait éviter de devenir cruelle, le Mexique sentit bientôt la main d'un maître. Il fut occupé et soumis assez loin et assez longtemps pour qu'un empire pût se fonder, si cette fondation eût été possible; et lorsque le jour de la concentration et de l'évacuation fut venu, cet échec si complet de notre politique devint encore par l'ordre parfait de cette vaste opération, par l'absence de tout désastre, par l'attitude respectueuse de nos ennemis, un dernier succès pour nos armes. Si donc le prestige politique de la France a gravement souffert au Mexique, si le sang français et si l'or français y ont été follement répandus, notre honneur militaire en revient sauf; et sans entrer ici dans des débats personnels que je n'ai pour ma part ni les moyens ni le devoir de juger, je félicite mon pays d'avoir rencontré dans le principal et dernier chef de cette pénible guerre un serviteur éprouvé dont la main ferme et dont la volonté tran-

quille peuvent rendre bientôt quelque grand service à la France.

Mais aucun succès militaire ne pouvait prévaloir contre cette double cause de ruine : impossibilité politique de fonder un empire au Mexique sur l'appui d'un parti national et résurrection des Etats-Unis. On verra aisément, par les détails curieux que contient cet ouvrage, combien était chimérique l'espoir de trouver au Mexique un parti disposé à concourir à l'établissement d'un trône et capable de le défendre. L'anarchie même a ses préférences et un certain ordre qui lui est propre. Sur ce vaste territoire, où l'isolement est si facile, l'indépendance si aisée, la révolte si séduisante, la forme fédérative et républicaine n'était pas seulement indiquée par la nature des choses, elle était entrée dans les habitudes et acceptée par les esprits. En outre, l'intervention étrangère, qui n'est jamais agréable à ceux même qu'elle vient soutenir, confondait désormais la cause de la république avec la cause même de la patrie. Enfin, il fallait choisir entre les deux partis irréconciliables qui depuis longtemps déchiraient le Mexique, et lorsque Maximilien, suivant la méthode consacrée en pareille circonstance, affectait d'incliner vers le parti qui le combattait plutôt que vers le parti qui l'avait appelé, il s'aliénait irrévocablement ses amis sans gagner ses adversaires. Il oscilla donc misérablement entre les deux camps jusqu'au jour suprême où il se livra tout entier à celui qui lui offrait de

tenter pour sa cause un dernier effort, et qui le conduisit à sa perte.

Pendant ces alternatives de succès militaires et d'embarras politiques, d'espérances et de craintes qui composèrent la courte histoire de cet empire, la victoire du Nord aux États-Unis décidait de son existence et en marquait le terme inévitable. Trompé dans ses calculs, et voyant se relever inopinément ce puissant État, sur la ruine duquel on avait compté, le gouvernement français avait essayé vainement de mettre obstacle à cette résurrection menaçante. Il avait sollicité l'Angleterre et la Russie d'intervenir en commun aux États-Unis pour obtenir en faveur du Sud un armistice et des négociations, c'est-à-dire le salut. L'Angleterre avait refusé d'entrer dans cette croisade, et cette prudence, qui lui devient de plus en plus habituelle, avait étouffé chez elle la voix de la passion et les conseils de l'intérêt. Quant à la Russie, trop heureuse de voir renaître avec éclat une puissance qu'elle a toujours flattée, et de recueillir aux États-Unis l'héritage de notre ancienne faveur, elle ne pouvait un seul instant prêter l'oreille à une proposition de ce genre. Laissé ainsi à lui-même, le gouvernement français hésita et recula devant une tâche si sanglante et si difficile. Dès ce moment, l'entreprise du Mexique était condamnée, et l'on pouvait presque compter les jours qui séparaient encore Maximilien de sa chute.

Pour les États-Unis, en effet, l'entreprise mexi-

caine n'était qu'un épisode de leur guerre civile; ils la considéraient comme une de ces attaques ou de ces injures qu'on supporte dans la mauvaise fortune, avec l'espoir de les effacer sinon de les venger quand reviennent des jours meilleurs. Ils avaient donc traité ce mal avec patience, contenant leur ressentiment, blâmant l'entreprise, et réservant leur conduite future, s'efforçant d'en parler sans trop d'amertume, et accommodant leur langage à leur sort incertain. Mais une fois relevée, bien que sanglante encore et sentant une nouvelle vie courir dans ses veines, la République tourna aussitôt de ce côté son attention et résolut de saisir une occasion si favorable pour rentrer avec quelque fierté sur la scène du monde. Dès-lors commença cette longue série de plaintes, d'insinuations, de sommations et de menaces à peine déguisées, qui éprouvèrent si cruellement notre orgueil sans lasser notre patience. Que pouvait-on faire, en effet? Entrer en guerre avec les États-Unis ressuscités, lorsqu'on avait sagement reculé devant leur faiblesse même et devant leur apparente agonie, et s'engager dans cette grande aventure pour sauver un trône déjà chancelant, et que de nombreux indices semblaient déjà condamner, en dehors de cette cause certaine de ruine! Le gouvernement français ne songeait nullement à prendre ce parti téméraire, et malgré l'accord ancien et constant des pouvoirs publics avec tous les désirs du chef de l'État, on pouvait craindre qu'il fût difficile d'entraîner jusque-là la France. En

même temps, d'autres fautes plus graves encore et commises plus près de nous, commençaient à porter leurs fruits et réclamaient déjà pour les affaires de l'Europe toute l'attention aussi bien que toutes les forces de notre pays. La chute de l'empire mexicain fut donc acceptée par le gouvernement français comme un sacrifice absolument imposé par la fortune.

Mais il importait, pour diminuer l'échec du gouvernement français, que Maximilien ne parût point renversé violemment du trône, et de peur qu'il n'en fût précipité, il fallait ne rien négliger pour lui persuader d'en descendre. C'est surtout sur cette dernière partie de l'histoire de l'aventure mexicaine que ce livre abonde en détails attachants et tristes. On verra quels dégoûts furent imposés à ce prince, comment il dut renoncer graduellement à chacune de ses espérances, même les plus légitimes, comment l'ombre et l'abandon s'étendirent autour de lui, comment il vit s'échapper de ses mains, avec une vitesse imprévue, tous les moyens de combattre et de régner. Et le voyage lamentable de cette princesse digne de l'éloquence de Bossuet! Et la fin de ce couple infortuné, par la folie et le supplice, dénouement vraiment digne du pinceau de Shakspeare! Et, pour ne rien omettre, qu'on se représente au-dessus des acteurs malheureux ou humiliés de ce drame, et le poussant vers son terme, l'arrogante république américaine à peu près dans l'attitude qu'eut un instant l'Europe coalisée lors-

qu'elle prétendit contraindre Louis XIV à détruire de sa main le trône qu'il avait élevé en Espagne, et à en précipiter lui même son petit-fils! Jamais spectacle plus émouvant ne fut donné au monde; jamais la France ne reçut de plus vive ni de plus claire leçon; puisse cette leçon du moins n'être pas inutile! Qu'elle contribue, s'il se peut, à nous préserver d'aussi grandes fautes et de plus grands malheurs!

Novembre 1867.

PRÉVOST-PARADOL.

L'ÉLÉVATION ET LA CHUTE

DE

L'EMPEREUR MAXIMILIEN

D'APRÈS DES DOCUMENTS INÉDITS

HISTOIRE

DE L'INTERVENTION FRANÇAISE AU MEXIQUE

1861—1867

L'expédition française au Mexique appartient désormais à l'histoire. Le second empereur mexicain a été fusillé à Queretaro en 1867, comme le premier l'avait été à Padilla, en 1824. Tous les deux pourtant aimaient leur pays d'adoption, et Maximilien y avait apporté un sentiment très élevé de sa mission.

Au moment où un débat solennel retentit dans l'enceinte de notre Palais législatif, qu'il nous soit permis de rechercher les causes diverses qui ont concouru à la ruine de cette entreprise lointaine. L'heure est d'autant plus favorable à cet essai, que les différents actes du drame mexicain, si fécond en péripéties, datent d'hier, pour ainsi dire. De plus, il

nous semble qu'il y a justice à préciser et à attribuer à chacun des acteurs de ce drame sanglant la part de responsabilité qui doit lui incomber dans la conception, dans l'entreprise et dans la conduite, comme dans l'avortement de cette campagne malheureuse. Poursuivons donc cette enquête et tâchons d'y mettre toute l'impartialité dont nous sommes capable.

Il faut reconnaître tout d'abord que l'armée française, marins et soldats, est hors de cause. Seule, elle fut à la hauteur de sa mission. Esclave du devoir, elle a payé sa dette jusqu'au bout, sans s'écarter un moment de ses traditions généreuses. Cette expédition meurtrière lui comptera comme un nouveau titre de gloire. Rarement la valeur française a dû s'attester individuellement sur un champ aussi vaste. Si notre pays eût pu être témoin des mille faits d'armes restés obscurs et accomplis pendant ces cinq années, aux quatre coins du Mexique, par des poignées d'hommes perdus dans les espaces, il eût fait taire un instant ses griefs d'opposition devant l'admiration que les vertus guerrières de ses enfants lui auraient inspirée. Les braves que le corps expéditionnaire a semés sur sa route depuis les Antilles jusqu'aux rives du Pacifique, proclament assez haut son dévouement.

C'est donc à la première pensée du cabinet des Tuileries, aux instructions émanées de lui, à la conduite de notre politique et de nos opérations militaires, enfin à la coopération de l'archiduc Maximilien qu'il faut demander la lumière indispensable pour éclairer la triste scène où le trône élevé par les mains de la France a croulé dans le sang et où le prestige national a été diminué.

I

Quelle idée a d'abord présidé à l'envoi du pavillon français sous les murs de la Vera-Cruz? Quelle a été plus tard la véritable cause de la déclaration de guerre lancée contre le président Juarez?

Si nous devons nous en tenir aux déclarations officielles, nous y voyons que le gouvernement de l'Empereur, en vertu d'une convention signée le 30 novembre 1861 avec l'Angleterre et l'Espagne, a résolu, par une intervention commune, « de contraindre le Mexique à exécuter des obligations déjà solennellement contractées et à nous donner des garanties de protection plus efficaces pour les personnes et les propriétés de nos nationaux. » Telles sont les instructions confiées au contre-amiral Jurien de la Gravière, investi du commandement en chef de nos forces militaires envoyées au Mexique avec une division navale. Le ministre des affaires étrangères, M. Thouvenel, ajoutait aux instructions de l'amiral : « ... Les puissances alliées s'interdisent d'intervenir dans les affaires intérieures du pays, et notamment

d'exercer aucune pression sur la volonté des populations, quant au choix de leur gouvernement. »

Dans les premiers jours de janvier, les trois plénipotentiaires adressaient au gouvernement mexicain, sous forme collective, une note pour demander réparation de tous les griefs et préjudices soufferts. Le 9 février 1862, les commissaires alliés informaient le ministre de Juarez, Doblado, que les troupes alliées se mettraient en marche vers le milieu du mois, pour occuper dans l'intérieur des campements moins malsains, et l'invitaient à venir s'entendre avec le comte de Reuss, général Prim.

L'armée de débarquement avait été placée sous les ordres du général espagnol Prim. L'Espagne comptait 7,000 hommes et la France 3,000 environ. L'Angleterre n'avait mis à terre que des marins. Le 19 février 1862, était signée entre le gouvernement mexicain et les plénipotentiaires de l'Espagne, de l'Angleterre et de la France, la convention préliminaire de la Soledad, qui confirmait l'autorité de Juarez par l'article 1er, et qui, par l'art. 6, stipulait que le drapeau mexicain, qui avait disparu à l'approche des escadres alliées s'embossant devant la Vera-Cruz, serait hissé de nouveau.

Près de deux mois étaient nécessaires pour que le projet de traité pût faire retour d'Europe au camp des négociateurs, qui avaient dû consulter leurs gouvernements respectifs. Aussi, dans un juste esprit de prévoyance, l'art. 3 de la convention de la Soledad avait stipulé que, tant que dureraient les négociations, le corps expéditionnaire occuperait les villes de Cordova, Orizaba et Tehuacan, cantonnements favorables à la santé du soldat. Le ministre Doblado avait accordé cette concession et Juarez l'avait ratifiée. S'il était juste,

à notre point de vue, d'exiger impérieusement, en présence du climat meurtrier des terres chaudes, surtout pendant l'hivernage, cette liberté de manœuvre, l'orgueil des Mexicains se trouva profondément blessé de cette condescendance du Président; ils se sentirent humiliés de ce que l'évacuation de leur territoire envahi n'avait pas précédé les préliminaires de paix. Mais Juarez, plus enclin à la finesse qu'à la bravoure, était animé d'un réel désir de donner les satisfactions réclamées par les alliés, et il avait nettement compris qu'il n'obtiendrait jamais le retrait des troupes ennemies, avant d'avoir échangé un gage sérieux de conciliation. Toutefois, confiant dans notre parole, le gouvernement mexicain avait posé comme condition à cette liberté de mouvement commandée par un sentiment humain, que « si les négociations venaient à se rompre » (art. 4), les forces alliées se retireraient des positions prises, rétrograderaient sur la route de la Vera-Cruz jusqu'à Paso Ancho, avant de faire acte d'hostilité, auquel cas les hôpitaux des alliés resteraient sous la sauvegarde de la nation mexicaine.

Le courrier, impatiemment attendu d'Europe, fut enfin signalé en rade. On apprit que l'Angleterre, qui repoussait l'idée d'une expédition à l'intérieur du Mexique, ratifiait la signature de son plénipotentiaire, sir Ch. Wyke. L'Espagne, en exprimant certains regrets, ne désapprouvait pas le général Prim. Mais la France, par l'organe du *Moniteur*, déclarait hautement qu'elle ne pouvait accepter la convention de la Soledad, comme « contraire à la dignité nationale ». Ce désaveu officiel, infligé à un officier réputé à juste titre jaloux de l'honneur de son pavillon, provoqua un pénible étonnement, et eut un retentissement fâcheux.

L'amiral, dès le 1[er] avril, commença son mouvement rétrograde. Le corps français avait occupé Tehuacan : il vint s'arrêter à Cordova, à trois étapes de Paso Ancho, à hauteur des Espagnols. Mais une rupture était imminente entre les trois alliés, dont les intérêts et les vues étaient manifestement en lutte. Le 9 avril 1862, la rupture était consommée ; elle avait été surtout motivée par la présence sous notre drapeau d'Almonte et d'émigrés arrivés dans les premiers jours de mars, suspects, à cause de leurs opinions monarchiques, tant à Juarez qu'au gouvernement anglais. Le ministre Wyke écrivait en effet au comte Russel : « C'est en donnant notre intervention l'aspect d'un protectorat amical que nous pouvons consolider un gouvernement qui représente la portion intelligente et respectable de la nation. »

Disons tout de suite qu'en 1857 une constitution votée par le Congrès général avait donné la présidence au général Comonfort, qui avait déserté lui-même son fauteuil ; que Juarez, en vertu de son mandat de vice-président, défendait cette constitution depuis six ans ; seul, l'avocat indien n'avait pas été parjure ! Il avait pris la haute magistrature d'une république en convulsion, ruinée par la guerre civile. Chef d'un pays démoralisé, traversé par toutes les mauvaises passions qui cherchaient à le déborder, il aurait pu mieux faire peut-être, mais il aurait pu aussi faire plus mal. Sur lui est retombé de tout son poids le malheur d'un demi-siècle de fanatisme et d'anarchie ! Il a eu le courage de porter le fardeau sans faiblir. Pour lui du moins, le mot de patrie a eu un sens. D'ailleurs, qui voudra le juger, s'il veut être juste, devra oublier l'Europe, pour ne plus voir que les horizons tourmentés du Mexique.

Le sort en était jeté! Les escadres espagnole et anglaise reprirent la mer, et le corps expéditionnaire français, fort de 6,000 hommes environ, laissé dans l'isolement, se prépara à l'offensive, en poursuivant son mouvement rétrograde vers le Chiquihuite, torrent encaissé, situé presqu'à mi-distance entre le golfe et Orizaba, et dont les escarpements boisés, qui commandent le col, avaient été armés pour la résistance par les Mexicains. Pendant que, fidèle aux engagements pris, il opérait cette contre-marche, le bruit se répandit que nos soldats malades, laissés en arrière dans l'hôpital d'Orizaba, sous la protection même de l'ennemi, étaient menacés dans leur existence par l'armée juariste. Le commandant français, cédant à la crainte de laisser égorger ses hommes sans défense, fit immédiatement volte-face, et violant, quoiqu'à regret, la parole donnée, ouvrit la campagne en montant à marches forcées sur Orizaba, sans avoir repassé la position du Chiquihuite.

Tel est le résumé succinct de la première phase de l'expédition mexicaine. A n'examiner que les faits portés par le gouvernement impérial à la connaissance du pays, il semble évident que Napoléon III n'a eu qu'un but, celui de protéger les intérêts de nos nationaux, intérêts qui eussent été lésés par la convention de la Soledad, si elle eût été ratifiée. La France n'a été que généreuse en couvrant de sa sauvegarde les émigrés mexicains désireux de fouler le sol de la patrie. A en croire le langage officiel, la guerre est née du refus ou des concessions illusoires opposés par le président républicain à la demande légitime de satisfactions réclamées par notre ministre. Juarez restera donc seul responsable devant l'histoire de la ruine de son peuple et du sang répandu

à profusion sur la terre mexicaine, impuissant à la féconder!

Mais prenons la liberté de rechercher la vérité si fugitive dans cette affaire, et, maintenant que nous avons vu les principaux acteurs en mouvement, interrogeons ce qui se passait derrière la scène. Au style officiel, répliquons par la brutalité des faits et de documents indiscutables.

Or, le 18 janvier 1861, dix mois juste avant la convention signée par les trois puissances, pendant que Juarez siégeait dans la capitale, sans prévoir l'orage qui se formait déjà en Europe pour venir éclater sur sa tête, la France conspirait sa chute. A quatre lieues de Mexico, caché dans la petite ville de Lalpam, célèbre jadis par ses jeux, le général Leonardo Marquez nouait les premiers liens de la conspiration qui unissait déjà le cabinet des Tuileries et le palais de Miramar. Dans cette nuit du 18, un courrier indien, porteur d'un billet confidentiel, entrait à Mexico. Le général Marquez écrivait au licenciado Aguilar, ancien ministre de Santa-Anna, que l'heure était venue « d'organiser la réaction politique, sociale et militaire. » Il lui offrait la présidence d'un directoire et le droit d'en choisir les membres qu'il jugerait les plus capables de servir la bonne cause. La devise *Dios e Orden* était arborée : c'était le signal de la révolte contre *Libertad e Independencia*, la formule républicaine.

En même temps, le parti des émigrés mexicains, à la tête desquels on comptait MM. Gutierrez de Estrada, Hidalgo, Almonte, le père Miranda, et l'ex-président Miramon, s'agitait à Paris, et profitait de sa faveur et de son accès à la cour des Tuileries pour éveiller une auguste bienveillance en faveur de sa cause. De son côté, Mgr La Bastida, archevêque de Mexico, au nom de son clergé dépouillé de ses biens de

mainmorte par une loi promulguée en 1859 (biens s'élevant à 900 millions de francs), combattait chaudement pour les mêmes intérêts auprès de la cour de Rome, qui ne tardait pas à se montrer favorable au projet formé de placer un prince de la race catholique des Hapsbourg sur l'ancien trône d'Iturbide.

Certains prétendent que l'empire mexicain est sorti de la paix de Villafranca. Sans attacher trop grande importance à cette assertion, il est hors de doute que, à l'heure où Marquez organisait un soulèvement, le parti des émigrés mexicains, avec l'appui secret du gouvernement français, dans le sein duquel prévalaient les sympathies espagnoles, offrait la couronne impériale à l'archiduc Maximilien, qui venait de renoncer à toutes charges dans son propre pays, pour se retirer à Miramar et se tenir prêt à toute éventualité.

Les pourparlers entre Paris et Miramar durèrent huit mois environ, avant que les résistances de l'archiduc fussent vaincues. Enfin, le prince adressa au confident autorisé, M. Gutierrez de Estrada, une lettre écrite en espagnol, tracée sur le recto et le verso d'une grande page. Maximilien déclarait accepter la couronne qui lui était offerte, mais « à la condition que la France et l'Angleterre le soutiendraient de leur garantie morale et matérielle sur terre et sur mer. » M. Gutierrez expédia aussitôt de Paris ce précieux document, que nous avons lu, au licenciado Aguilar, pour le porter à la connaissance des membres de la conspiration fomentée à Mexico. Mais le secret ne fut pas si bien gardé qu'en 1862 cet ancien ministre de Santa Anna ne fût mis sous les verrous. Quelque temps après, faute de preuves suffisantes, Doblado signa sa mise en liberté.

Comme on le voit, l'acceptation de l'archiduc engageait déjà moralement la France, dès la fin de 1861, au moment même où l'expédition maritime concertée par les trois puissances contre la République entrait en voie d'exécution. C'est dans cette combinaison ourdie dans l'ombre qu'il faut trouver le but mystérieux de l'intervention française, qui avait espéré faire partager ses vues au cabinet anglais, et engager son action coopérative dans l'établissement de l'archiduc Maximilien sur le trône qui lui était promis. Le parti rebelle, recruté parmi les cléricaux, n'attendait plus pour ouvrir la campagne que l'apparition du drapeau tricolore dans les eaux du Mexique.

La défense de nos nationaux, le désir de venger les outrages subis par eux, outrages dont il faut en justice accuser plutôt tout le Mexique que Juarez, tout cela n'était qu'un prétexte relégué d'avance au second plan de l'entreprise. Mais on l'invoquait pour débarquer des troupes sur le territoire de la République et y prendre pied, jusqu'au jour où le gouvernement français pourrait inaugurer librement sa politique dans le Nouveau-Monde, politique grosse de hasards, qui allait mettre la France en contradiction complète avec son principe de non-intervention. Si on conservait un doute à cet égard, il serait vite détruit par deux événements postérieurs qui ont exercé une grande influence sur l'issue désastreuse de cette entreprise. Nous voulons parler de la rupture de la convention de la Soledad et de la lettre de l'Empereur Napoléon III au général Forey.

Pourquoi la convention de la Soledad a-t-elle été déchirée par la France seule?

L'Angleterre s'est empressée de se dégager de la question

mexicaine, par la signature de la convention, du jour où elle a été initiée indirectement aux projets nourris secrètement par le gouvernement français. Ce ne fut qu'en octobre 1861, après la demande de garantie anglaise imposée par Maximilien, que M. Thouvenel donna ordre de pressentir le cabinet britannique à ce sujet, sans rien accuser de net dans ses ouvertures. Il arriva que ces ouvertures furent mal accueillies de l'autre côté du détroit. Aussitôt, notre ministre des affaires étrangères, plusieurs fois interpellé par l'ambassadeur d'Angleterre, et craignant de s'être trop avancé, répondit très catégoriquement : « Aucun gouvernement ne sera imposé au peuple mexicain. » (Dépêche du comte Cowley au comte Russel, 2 mai 1862). Une autre fois, M. Thouvenel, questionné par lord Cowley au sujet de la canditature de l'archiduc Maximilien, pour savoir si des négociations étaient pendantes entre la France et l'Autriche, répondit négativement. « Des négociations avaient été entamées par des Mexicains seuls,qui s'étaient rendus à Vienne dans ce but, » affirmait notre ministre des relations extérieures.

Malgré ces dénégations, l'Angleterre crut prudent d'affirmer l'autorité de Juarez et de se retirer. Elle se souciait peu de compromettre sa responsabilité en accordant au futur empereur une garantie dont elle a prouvé largement, depuis cette époque, qu'elle était peu prodigue. Quelle garantie lui demandait-on? Elle ne l'ignorait pas; c'était une protection presque illimitée, qui pouvait précipiter sa flotte dans un conflit avec les États-Unis. Le cabinet britannique eût-il osé la donner imprudemment, qu'à coup sûr le Parlement l'eût désavoué. Aussi, M. Wyke, son plénipotentiaire, n'eut-il plus qu'un but, celui de tirer, comme on dit vulgairement,

son épingle du jeu, en profitant de la pression commune pour obtenir de profitables indemnités qui panseraient toutes les blessures des réclamants anglais. En effet, l'Angleterre est celle qui a le plus bénéficié de nos sacrifices, grâce aux prélèvements faits en sa faveur sur les recettes mexicaines durant toute l'expédition.

Quant à la cour de Madrid, le général Prim l'avait entraînée à la Vera-Cruz, animé qu'il était d'une ambition toute personnelle. Allié par sa femme à la famille des Echavarria, qui comptait un ministre dans le conseil même de Juarez, entretenant d'actives relations avec le Mexique qu'il connaissait facile aux *pronunciamentos*, le comte de Reuss avait rêvé un instant, sinon un diadième royal, peut-être une couronne de vice-roi qui rattachât l'ancienne colonie espagnole à la mère patrie. Dès qu'il eut le sentiment de l'ordre de choses que la France voulait implanter, dès l'annonce de l'arrivée du renfort amené par le général de Lorencez et destiné à une expédition dans l'intérieur qu'il se flattait de tenter seul, il comprit que ses illusions étaient déçues, et il décida son gouvernement à abandonner la partie, en jetant aussitôt de la défaveur sur l'entreprise française. Son voyage à Vichy avait fait naître dans son esprit des espérances magiques. Leur évanouissement excita d'autant sa rancune et lui dicta son fameux discours au Sénat espagnol, dont il eut soin d'expédier un grand nombre d'exemplaires aux États-Unis. Prim oublia même qu'il avait eu l'honneur de commander le corps expéditionnaire combiné. Car, pendant que les Français se faisaient tuer sous les murs de Puebla, en mai 1863, il écrivait, par le port ennemi de Tuxpan, à son oncle, le ministre juariste, et sous le couvert de la légation britannique,

lui adressait un nombre considérable d'exemplaires de ce même discours, si contraire aux armes de ses alliés de la veille.

Il n'est pas sans intérêt de reproduire cette lettre du général Prim : elle n'a pas d'ailleurs besoin d'être commentée.

A M. Jose Gonzalez Echavarria, à Mexico.

Madrid, 11 mai 1863.

Mon très estimable oncle et ami, je reçois votre lettre de janvier, et je me rends compte de la situation des choses de ce pays, état déplorable certainement, mais qui fait connaître au monde que le Mexique est une nation et que ses enfants ne sont pas une race abjecte et dégradée, comme on a eu la prétention de le faire croire. Mais vous êtes bien les dignes fils de ceux qui ont étonné l'univers de leurs exploits. *Que dira ce blagueur de M. Billaut* * pour justifier ces paroles : « Le gouvernement parjure de Juarez va tomber au souffle de la France. » En France, il y a une inquiétude et un malaise indicibles causés par la guerre du Mexique, et à ceux qui m'interrogent, j'ajoute que la guerre du Mexique peut devenir une catastrophe pour la France, et c'est la vérité. Figurons-nous que les forces de Forey viennent se briser contre Puebla. *Ave Maria santissima!* Dieu seul sait ce qu'il pourrait arriver en pareil cas.

Nous attendons les courriers avec impatience pour savoir de vos nouvelles et de celles du pays. Je vois que M. Wyke (le ministre anglais) est parti pour l'Europe, et je crains qu'il n'ait effectué son départ avant d'avoir reçu le courrier dans lequel, par son entremise, je vous écrivais, ainsi qu'à l'oncle Michel, et je vous envoyais, ainsi qu'à d'autres, des exemplaires de mon

* Textuel ; ces mots ont été écrits en français par le général Prim.

discours au Sénat. Ce discours aura, sans nul doute, été goûté, non-seulement dans ce pays, mais encore dans tout le continent américain.

Ici, il y a eu changement de cabinet. O'Donell est tombé, et nous avons été sur le point de voir arriver les progressistes. En fin de cause, sont entrés au pouvoir Miraflores et Concha, tous les deux français dans la question du Mexique. Mais partout où vous entendrez dire que les Espagnols vont revenir au Mexique pour y appuyer les Français, niez-le bien vite. Car ce qui a été fait est bien fait, et personne ne pourra le défaire.

PRIM.

La dépêche suivante, datée du mois de juillet et adressée au président Juarez par le Mexicain Ramon Diaz, agent de son gouvernement à la Havane, peut jeter un certain jour sur la lettre du général Prim.

Dépêche de l'agent Ramon Diaz à Benito Juarez, Président de la République à Mexico.

Havane, 19 juillet 1863.

Très cher Monsieur et Ami,

Encore impressionné par les échecs que nous venons de souffrir, quand nous nous y attendions le moins, alors que nos succès ne pouvaient plus se mettre en doute, je vous écris ces lignes pour vous informer que je forme une souscription dans cette île, souscription qui donne des résultats satisfaisants pour l'acquisition d'une partie de l'armement dont je vous parlais dans ma précédente. Car je suppose que vous ne pourrez, pour le moment, me faire passer les fonds nécessaires à cet achat.

Je travaille avec une grande activité, et il est probable que vers la moitié du mois prochain, j'aurai conclu l'affaire qui me préoc-

cupe tant. Par conséquent, j'espère seulement que vous me donnerez vos ordres pour vous expédier cet envoi le plus tôt possible. Il m'est facile de le diriger sur Tuxpan et par vapeur avec assez de sécurité Dites-moi donc s'il vous convient qu'il aille sur ce point, ou indiquez-moi un lieu sûr de désembarquement. Comme cette affaire est assez délicate, je ne m'en remettrai à personne, et moi-même j'irai accompagner l'armement en question. Si vous ne prenez pas d'autres dispositions, j'espère que vous m'enverrez la licence nécessaire pour passer à la République.

Il est probable que Napoléon retirera ses troupes aussitôt que se sera formé un gouvernement de carton dans la capitale de la République. D'ailleurs, les événements de Pologne se compliquent et, de plus, les confédérés viennent de recevoir un coup terrible.

En Espagne, les choses sont dans le même état. Aujourd'hui, on dit que O'Donell va rentrer au ministère; mais cela n'est pas croyable. Rien de nouveau dans cette île.

Sans rien de plus pour aujourd'hui, je me répète,

Votre ami bien dévoué,

Ramon S. Diaz.

L'agent juariste jouait son rôle. Mais comment apprécier l'attitude des autorités de la Havane, colonie espagnole, en présence de cette souscription juariste destinée à l'armement des troupes républicaines? Quel brusque contraste! De ce même port de la Havane, quelques mois auparavant, l'escadre espagnole avait fait voile pour Vera-Cruz, où elle allait fièrement planter le drapeau de Sa Majesté Catholique à côté des couleurs de la France. L'ambition déçue du général Prim, qui avait peut-être rêvé une couronne mexicaine, expliquerait-elle cette violation de neutralité à la-

quelle le capitaine général de la colonie prêtait les mains : nous étions pourtant des alliés de la veille !

Enfin, pour quelle raison le gouvernement français a-t-il déchiré seul le pacte de la Soledad ? L'amiral Jurien, notre plénipotentiaire, qui a laissé au Mexique un nom sympathique et une haute réputation de loyauté et de droiture, a été frappé d'un désaveu formel le jour où l'Empereur « adopta la résolution de retirer ses pleins pouvoirs à l'amiral. » Or, il est certain que l'amiral, entouré de l'estime publique comme il l'était, eût pu monter seul à Mexico, sans crainte aucune pour sa sécurité, et régler lui-même avec le président Juarez tous les différends qui divisaient les deux gouvernements. La prudence conseillait même d'agir ainsi. Était-il préférable de renverser le pouvoir existant alors en vertu de la constitution, sous prétexte qu'il ne jouissait pas de toute la force et de toute l'autorité désirables? D'autre part, il est hors de doute que le plénipotentiaire français avait parfaitement concilié la dignité de son pays avec les intérêts de ses nationaux.

« Le gouvernement mexicain, avait écrit Doblado, au nom de Juarez, aux commissaires alliés, est résolu à faire toute espèce de sacrifice pour prouver aux nations amies que l'accomplissement fidèle des engagements qu'il contracte sera, à l'avenir, un des principes invariables de l'administration libérale. »

Cette déclaration, faite par un gouvernement stable et de bonne foi, aurait été satisfaisante. Il est vrai que le passé permettait des doutes sur l'exécution de ces promesses. Mieux valait alors, dès le début, dès le départ de l'amiral quittant Paris, déclarer nettement la guerre. Il était inutile de né-

gocier, puisqu'on se refusait d'avance à laisser le temps utile à l'effet des négociations, et qu'on les déclarait illusoires par anticipation, eu égard à l'impuissance ou la mauvaise foi présumée de Juarez.

L'amiral avait agi honnêtement, et la preuve en est que, peu de mois après le désaveu contre lequel s'éleva d'ailleurs l'opinion publique, le chef de l'État lui-même appela à ses côtés l'amiral Jurien, qui, en outre de cette distinction flatteuse, fut envoyé une seconde fois au Mexique, arborant son pavillon sur la frégate cuirassée *la Normandie*. Il est impossible de ne pas rester frappé de cette étrange contradiction. Mais nous en trouvons bientôt l'explication dans la lettre écrite en 1862 au général Forey, au moment où ce dernier recevait le commandement du gros corps d'armée destiné à venger l'échec éprouvé par le général de Lorencez, échec dont nous parlerons tout à l'heure.

L'Empereur écrivait :

Fontainebleau, 3 juillet 1862.

... Si, au contraire, le Mexique conserve son indépendance, et maintient l'intégrité de son territoire, si un gouvernement stable s'y continue avec l'assistance de la France, *nous aurons rendu à la race latine, de l'autre côté de l'Océan, sa force et son prestige.*

Napoléon.

L'expédition a donc désormais pour but le triomphe de la race latine sur la terre américaine pour l'opposer aux envahissements des Anglo-Saxons. C'est dans ce document impérial que, pour la première fois, se révèle publiquement la véritable inspiration de l'Empereur. Elle est en contradiction

formelle avec les instructions du gouvernement français à son plénipotentiaire et avec le langage de ses ministres, MM. Billaud et Rouher, affirmant jusque-là à la tribune qu'il n'a jamais été question de la fondation d'un empire pour Maximilien. et que la défense de nos intérêts nationaux a seule provoqué les hostilités contre Juarez.

En effet, la défense de nos nationaux n'a été jusqu'ici qu'un masque qu'il est temps d'écarter. L'archiduc va tout à l'heure paraître en scène. L'amiral a été désavoué, parce que, agissant de bonne foi, il a failli ruiner un arrière-projet dont il n'a pas reçu la confidence. La convention a été répudiée par la France, parce que celle-ci ne voulait pas, parce qu'elle ne pouvait plus traiter, liée qu'elle était vis-à-vis de Maximilien. Il ne s'agissait guère de nos réclamations financières pour le moment. La chute de Juarez était seule en jeu, et, pour renverser le fauteuil du président, il fallait que l'armée française pût entrer à Mexico les armes à la main.

Ainsi, dès le début, l'intervention de la France au Mexique a été le fruit d'une politique équivoque, qui a pesé de tout son poids sur l'entreprise. Et si Juarez a consenti à engager cette guerre à outrance, signalée et terminée par des représailles terribles, c'est qu'il a su du premier coup que le pavillon tricolore masquait un drapeau impérial qui marchait à la suite de l'étranger, et que l'existence de la République était menacée dans son principe même. On peut croire que ce but non avoué a été pour beaucoup dans l'appui déguisé, fourni par les États-Unis à la cause républicaine dès le principe, appui qui a suffi pour tenir en échec et ruiner l'influence française en Amérique. Certains documents, qui furent trouvés après le combat dans les bagages

du général Comonfort, abandonnés dans la fonderie de San-Lorenzo, et qui ont passé sous nos yeux, ne nous laissent aucun doute sur le concours des États-Unis, qui avaient compris que la France voulait profiter de la guerre qui déchirait leur sein pour contrebalancer l'influence anglo-saxonne. Le président Lincoln, dont on vantait la loyauté en France, écrivait à Juarez : « Nous ne sommes pas en guerre ouverte avec la France, mais comptez sur de l'argent, sur des canons et sur des enrôlements volontaires que nous favoriserons. » Il a tenu parole.

Encore ici, on ne peut se défendre d'un sentiment pénible devant les hésitations du gouvernement impérial, qui n'a pas osé prendre un caractère décidé dans sa politique au-delà de l'Océan, et qui, depuis le commencement jusqu'à la fin de l'expédition, n'a eu recours qu'aux demi-mesures. Cette idée d'opposer la race latine à l'envahissement des Anglo-Saxons, qui probablement d'ici à un demi-siècle étreindront le globe entier en donnant les deux mains aux Russes, leurs alliés naturels, était une idée imposante, digne de tenter un grand cœur et une grande nation, mais à la condition qu'elle fût assurée d'avance des moyens de succès. Il était facile de prévoir qu'en cas d'échec, sa ruine avancerait et précipiterait sans retour la chute de l'influence latine dans les Amériques, et effacerait à tout jamais un prestige que les Espagnols ont tant compromis. Mais, pour triompher, cette idée avait besoin du concours des États-Unis eux-mêmes. A coup sûr, l'occasion était favorable en 1862 en présence de la scission des États du Sud avec ceux du Nord. C'était l'heure pour la France de faire acte de vigueur et de se créer des alliés dans le camp même des ennemis. Deux voies étaient ouvertes :

l'une et l'autre étaient praticables ; nous ne prétendons pas les juger ici. Ou bien, il fallait du premier coup se prononcer radicalement pour la cause de l'Union, et contenir le Sud par une démonstration menaçante sur la frontière de Rio-Bravo ; ou bien, si on reconnaissait le caractère de belligérant au parti de la sécession, on devait sans hésitation aller jusqu'au bout et consommer l'œuvre de la séparation, en se déclarant ouvertement pour les planteurs des Etats du Sud, qui, au souvenir de la gloire française, avaient tressailli et n'attendaient que le secours de notre parole pour triompher et tendre la main à notre corps expéditionnaire marchant sur Mexico. Par une conséquence qu'on a peine à concevoir aujourd'hui, quand on jette les yeux derrière soi, la politique impériale sortit de toute tradition logique. Le caractère de belligérants, accordé aux États du Sud, ne servit qu'à prolonger inutilement une lutte meurtrière, et notre gouvernement repoussa les ouvertures réitérées des propriétaires sudistes, qu'il avait, la veille, encouragés et qu'il laissa finalement succomber. Dès lors, la cause latine était perdue. Les Yankese victorieux franchirent en masse la frontière du Texas et, attirés par la rapine, s'éparpillèrent en guérillas juaristes dans les provinces mexicaines du Nuevo-Leon, de la Sonora et du Tamaulipas.

II

Ici commence la seconde phase de l'expédition française. Nous quittons le domaine de la diplomatie et de la politique pour entrer sur le terrain de la guerre. Des fautes ont été aussi commises et elles ont été suivies de conséquences funestes.

Après la rupture de la convention de la Soledad, les troupes françaises, renforcées de 3,500 hommes amenés par le général de Lorencez, commencèrent les hostilités. La ligne du Chiquihuite n'avait pas été repassée, comme le voulait la convention de la Soledad. Cette violation de la parole donnée était un fâcheux début. Elle produisit un déplorable effet. Un peuple civilisé, qui se piquait d'apporter à une nation presque barbare le respect du droit et des engagements pris, commençait ainsi par fouler aux pieds une promesse solennelle. Ce fut une double faute. Outre que le prestige de notre force en fut diminué, nous ouvrions les premiers la porte à la trahison. De plus, les Mexicains s'imaginèrent, et

dans leur langage fanfaron, répétèrent à l'envi que les Français avaient eu peur de leur rendre la possession du col du Chiquihuite; « position formidable que nous n'aurions pu franchir une seconde fois, » prétendaient-ils, « si elle avait été défendue par les dignes fils de Cortès. » Pour tout homme du métier, ils se faisaient illusion. La route du col, armée de quelques canons de fonte et de vieilles pièces de rempart difficiles à manœuvrer, qui enfilaient mal le chemin tortueux qui débouche en venant de la mer, était des plus faciles à tourner par les hauteurs voisines, et, à coup sûr, la résistance n'eût pas été longue. Mais, en tout cas, il eût été préférable de subir quelques pertes, au risque de retarder le secours à apporter aux malades abandonnés à Orizaba, que de laisser croire que nous avions manqué à notre parole. Le bon droit, cette fois encore, parut se ranger du côté des Mexicains, qui ne se firent pas faute d'exploiter notre oubli des traités parmi les populations.

Nous n'essaierons pas de décrire ici les opérations militaires commencées sous de si fâcheux auspices, et qui vinrent se dénouer si cruellement, le 5 mai 1862, sous les murs de Puebla; mais on peut dire que notre gouvernement commit une série d'erreurs qui attestaient de sa part une ignorance complète du pays où il portait la guerre, tout autant qu'un étrange oubli des sentiments qu'avait soulevés dans notre propre patrie l'invasion des alliés.

Le général de Lorencez avait reçu mission d'ouvrir une pareille campagne à la tête d'un effectif dérisoire par son insuffisance. La responsabilité de son insuccès remonte de droit au gouvernement, qui n'avait pas suivi les règles de la plus simple prévoyance. Les lauriers, si rapidement cueillis

en Chine par quelques bataillons heureux, faisaient sans doute espérer une nouvelle moisson au Mexique. Il a fallu l'héroïsme d'une poignée d'hommes pour que l'échec éprouvé sous les forts de Guadalupe et de Loreto ne se changeât pas en un complet désastre, et l'histoire impartiale dira bien haut que la retraite du général de Lorencez à travers trente lieues de pays tourmenté, inondé et facile à l'embuscade, intimidant, par la mâle contenance de sa petite colonne, la nombreuse cavalerie de Carbajal, qui couronnait les *cerros* sans oser en descendre, ramenant ses nombreux blessés et son matériel jusqu'à Orizaba, est à la hauteur de beaux faits d'armes. Deux fautes ont été commises par le commandement militaire, qui avait méconnu les grands principes de la guerre. Avant tout, il eût dû éclairer sa marche, avant de se mettre à portée de Puebla, où il croyait entrer comme dans une cité amie et qui l'accueillit, à petite distance, par un feu roulant. Plus tard, c'était une mesure impérieuse de s'assurer militairement du Borrogo qui dominait la ville d'Orizaba, où il avait dû chercher un refuge après sa retraite.

Mais la défaite de Puebla a eu pour cause principale l'ignorance complète où M. de Saligny, qui était armé de pouvoirs étendus et qui marchait avec l'armée, était des dispositions de la place et de la population. Le général, trompé par les assertions de la diplomatie mal renseignée, poussa droit devant lui, convaincu que les rues de Puebla étaient ornées d'arcs de triomphe en l'honneur de nos soldats libérateurs. Le mécompte fut cruel : on eût dû le prévoir. Était-ce le parti des émigrés, qui depuis longtemps avaient vieilli hors de leur pays, qui pouvait donner de salutaires avis ? En outre,

n'avait-on pas pris pour allié le général Marquez, connu au Mexique par sa cruauté, coupable d'avoir, sur l'ordre du président Miramon, rebelle à l'autorité de Juarez, fait briser par ses soldats le sceau officiel et les coffres de la légalion anglaise pour en soustraire 7 millions de francs qui y étaient déposés; coupable encore d'avoir fait fusiller les blessés nationaux et étrangers couchés dans les hôpitaux de Tacubaya! Son drapeau précédait le nôtre; il fut salué par le pays comme il le méritait. Marquez avait appelé l'invasion! Est-ce ainsi que nous devions nous présenter en libérateurs aux Mexicains, pleins de haine pour Marquez, vigoureux soldat, mais chez qui le soldat avait des appétits de bourreau. Le dernier siége de Mexico, que ce général défendait il y a trois semaines, a été signalé par des excès qui, de l'aveu même de l'infortuné Maximilien, déshonoraient la cause impériale. Mais nous subissions dès lors les conséquences de nos fautes. Le général Marquez devait être naturellement notre allié, puisque c'est lui qui, depuis 1861, tenait dans ses mains les fils de la conspiration franco-mexicaine.

Le Mexique est un pays maudit; le mot patrie n'y vibre plus. Il est divisé en deux partis, qui s'intitulent les cléricaux et les libéraux, sans parler des bandes de toutes couleurs qui pillent les villes et rançonnent les voyageurs au nom de Dieu ou de la liberté. Dans les deux partis, il y a, sans doute, des individualités honorables qui gémissent de la décadence et de la guerre civile. Mais, pendant que cinq millions d'Indiens travaillent et souffrent, les cléricaux veulent conserver ce qu'ils ont acquis aux dépens de la prospérité générale; les libéraux veulent s'enrichir et parvenir aux honneurs. Tous sont coupables. Les libéraux, fidèles à la

constitution, n'ont pas la honte d'avoir livré leur sol à l'étranger. C'est le seul mérite du président Juarez, si on le veut, mais c'est là sa force. C'est avec cette force que la France a dû compter. C'est ce qui donnera à Juarez, devant le tribunal de l'histoire, le bénéfice des circonstances atténuantes.

Pendant que le général de Lorencez, enfermé dans Orizaba durant l'hivernage de 1862, subissait mille privations et résistait avec sa petite troupe aux efforts de l'ennemi, le général Forey faisait voile pour la Vera-Cruz avec 30,000 hommes de troupes fraîches. Dès l'arrivée du nouveau corps expéditionnaire, le général de Lorencez reprit la route de la France, emportant avec lui les sincères regrets de ses soldats, qui l'avaient vu à l'œuvre. Le commandant en chef, dès les premiers jours d'octobre, installait son quartier général à Orizaba.

Chacun espérait en venir promptement aux mains avec l'ennemi. La campagne pouvait se terminer rapidement. Novembre, décembre, janvier et février étaient les mois les plus favorables aux opérations sur les hauts plateaux qui séparent Orizaba de Mexico. Là où 5,000 combattants avaient échoué, 35,000 soldats, pleins d'élan, jaloux de venger un échec dû à une surprise, devaient emporter Puebla, ville ouverte, et ses forts, qu'on n'avait pas encore eu le temps de rendre formidables par des travaux de défense. La flotte, à qui était échu le rôle pénible et ingrat de transporter les troupes et le matériel de guerre, n'avait pas suffi pour apporter les approvisionnements de bouche nécessaires. Il y avait donc urgence à faire monter sans retard, sur le plateau de San-Andres, riche en maïs et en bétail, le petit corps du

général de Lorencez, qui en connaissait les ressources et la topographie. Les régiments fraîchement débarqués auraient suivi de près et auraient ainsi échappé à l'action des terres chaudes. Les ravitaillements auraient été aussi assurés pour les diverses colonnes convergeant vers Puebla par les routes de Tehuacan, de Palmar et de Perote. D'un bond, l'armée française entrait à Mexico, sans grosses pertes et sans avoir pillé ou laissé piller le pays, pour qui une guerre rapidement menée devait déjà être assez funeste.

Toutes les prévisions de l'armée, impatiente d'entamer les opérations, furent trompées. Le général Forey procéda avec une lenteur qui permit aux juaristes d'organiser la défense, de lever des Indiens en masse, de faire appel aux contingents les plus éloignés du centre du territoire, de ravager à leur profit les haciendas des hauts plateaux, de brûler les provisions qu'ils ne pouvaient emporter, et enfin d'abriter Puebla derrière une double ceinture de remparts et de canons.

Cinq longs mois se passèrent ainsi en marches et en contremarches pleines de fatigue. Jusqu'en avril 1863, l'armée française ne s'avança qu'à pas comptés, appauvrissant le pays par un séjour prolongé, et redoublant la confiance des libéraux par l'excès de ses précautions. Ainsi, quand nous gravîmes les Cumbres, l'ennemi avait fait le vide devant nos colonnes sur le plateau d'Anahuac. La région était dévastée et presque stérile. Les terres chaudes avaient décimé notre effectif, et il fallut aller demander aux États-Unis et à la Havane les grains nécessaires aux hommes et aux animaux. Des sommes considérables furent consacrées par les intendances à l'achat de mulets demandés à l'étranger, tan-

dis qu'ils abondaient tout à l'heure devant nos avant-postes, et une grosse quantité d'avoines, importées de New-York, restèrent en partie, faute de moyens de transport pour les plateaux, à croupir sur les quais de la Vera-Cruz, inondées par l'eau de mer, jusqu'au jour où, ne pouvant les utiliser, on se décida à les réexpédier en France, où elles arrivèrent à moitié avariées. Une opération de remonte fut aussi tentée à Tampico, et chaque cheval ramené à la Vera-Cruz par nos cavaliers d'Afrique, après évaluation des dépenses, revenait au prix moyen de 25,000 fr. Il est vrai que l'opération avait coûté une canonnière, *la Lance,* perdue sur la barre du fleuve. Tels furent les fruits de la temporisation.

Enfin, la *ville des Anges* apparut à nos yeux comme la terre promise. Il fallut commencer un siége en règle. Le même système, qui avait prévalu jusque-là dans la direction des opérations militaires, fut appliqué à l'investissement de la place. On écarta toute idée d'un assaut, qui certes, après quelques travaux d'approche et de reconnaissance, eût pu être tenté contre les Mexicains, si on s'était d'abord attaqué à la ville pour faire tomber les forts de *Guadalupe* et de *Loreto* uniquement par la famine et la soif. Plus tard, la prise du Pénitencier nous donna un instant les clefs de la ville ; car déjà les assaillants avaient pénétré dans les *quadres*, d'où on pouvait foncer sur la cathédrale qui servait de réduit au général Ortega. Les assiégés, poussés la baïonnette dans les reins, étaient ébranlés et se débandaient sous la panique. L'ordre fut donné de se retirer et de quitter des positions déjà prises, dont la conservation paraissait trop en l'air et trop périlleuse. Et, depuis cette sanglante soirée, les Français durent se résigner à attaquer et à enlever successivement chaque nuit

des pâtés de maisons, chèrement achetés, perdus et repris, procédant méthodiquement, s'arrrêtant à une limite précise fixée par avance à l'élan des troupes, indiquant ainsi clairement à l'ennemi sur quel point devait se porter l'attaque du lendemain, lui laissant toujours dix-huit heures de répit pour doubler ses lignes de barricades et pour percer ses meurtrières, à l'abri desquelles, invisible, il fusillait nos soldats s'avançant dans les ténèbres la poitrine découverte.

Grâce à ce système, condamné par les hommes du métier réputés pour leur expérience, cet affreux siége dura trois jours de plus que celui de Saragosse, et, sans l'heureuse attaque du fort de Totimehuacan, qui fit tomber la place, on se préparait à subir les pluies d'hivernage en face des retranchements de Puebla. Le *cerro* San-Juan, où était installé le quartier général français, s'était déjà couvert de baraques en bois et de cahutes en terre destinées aux troupes. Ce ne fut que pendant le siége, après la tranchée ouverte, qu'on s'aperçut de l'insuffisance de nos canons, et on dut envoyer le commandant Bruat chercher à bord de la flotte ses pièces rayées de gros calibre.

Après la capitulation de Puebla, peu s'en fallut, sans l'insistance des généraux divisionnaires, qu'on ajournât la marche sur Mexico. C'était se préparer de gaieté de cœur à un second siége, car Mexico s'était déjà entouré d'ouvrages qu'on commençait à armer. Prise à l'improviste, la capitale ne fit aucune résistance.

Si le général Forey, par la rapidité de sa marche, eût évité le siége de Puebla, la face des choses eût peut-être changé au Mexique. Grâce à nos retards, l'esprit de résistance s'était

développé dans la République et avait eu le temps de gagner toutes les provinces qui, depuis, s'étaient prononcées pour l'autorité présidentielle. Les capitales d'États, qui allaient devenir autant de foyers d'insurrection, fussent demeurées tranquilles, faute de concert entre elles, et la France, dès les premiers jours de 1863, entrant en maîtresse dans Mexico, eût conquis toute liberté pour s'allier franchement aux séparatistes du Sud, qui, de leur côté, gagnaient encore du terrain.

Malgré les fleurs et les pétards semés sur la route du général Forey entrant à Mexico, l'enthousiasme fut factice. Ce qui eût dû, avant tout, frapper un commandement attentif, c'est que Juarez n'avait pas été chassé par la population de la capitale. Le chef de l'État cédait la place à la force, mais sans compromis. Dans sa retraite, il emportait le pouvoir républicain, mais il ne le laissait pas tomber de ses mains. Il était courbé, mais il n'abdiquait pas. Il avait l'entêtement du droit. Ce fut pendant cinq ans le secret de la force d'inertie ou de la résistance du vieil Indien, se retirant de bourgade en bourgade, sans jamais trouver un traître ou un assassin sur sa route.

III

La troisième phase de l'expédition date de l'entrée du corps expéditionnaire dans la capitale du Mexique (juillet 1863). Elle comprend deux périodes bien distinctes, pendant lesquelles les deux généraux en chef français qui se succédèrent suivirent une ligne de conduite diamétralement opposée. Ce manque d'unité de vues dans le commandement militaire et politique était la conséquence forcée d'un programme non avoué à l'origine ; aussi fut-il la cause de mesures dangereuses, impolitiques, et de revirements qui excitèrent la méfiance de l'opinion publique la plus favorablement disposée pour l'intervention. Le feu sacré de notre armée même s'était fort attiédi, car son bon sens ne s'était pas mépris longtemps sur la valeur des hommes et des choses, qu'elle avait pu juger, à mesure qu'elle pénétrait plus avant dans l'intérieur du pays.

A notre action militaire, à laquelle Mexico avait été assigné comme terme glorieux, allait succéder l'organisation politique de la nation, dont le gouvernement régulier venait

de s'évanouir devant nos enseignes. Cette tâche incombait au général Forey, aidé du concours du ministre de France, M. Dubois de Saligny, Le moment était arrivé de déchirer le dernier voile. Sur l'invitation de M. de Saligny, après une entrevue à la légation, Almonte, le général Marquez et le licenciado Aguilar, posèrent du premier coup la candidature de l'archiduc Maximilien sous le patronage des cléricaux. Une *junta* de notables fut convoquée dans la capitale par le général Forey pour se prononcer sur le choix de la forme du gouvernement futur. Ses suffrages devaient décider des destinées du Mexique. Les notables étaient appelés à délibérer en paix, à l'ombre de notre drapeau.

L'empressement des principaux personnages de la capitale à se rendre à la *junta* fut peu marqué. La parole française leur inspirait une trop médiocre confiance. Nos procédés de la veille n'étaient pas faits, il faut le reconnaître, pour les encourager à se compromettre ouvertement dans une réunion, à la sortie de laquelle tous leurs noms pouvaient être inscrits sur les listes de Sylla. Pendant les marches et les contremarches auxquelles s'étaient livrées nos colonnes, avant de camper sous Puebla, les besoins de ravitaillement et de remonte avaient conduit nos armes dans les centres les plus riches et les plus populeux. C'est ainsi qu'on était entré à San-Andres, à Tehuacan, qu'on avait même débarqué à Tampico, en invitant les habitants et les bourgades voisines à livrer grains et animaux. Les Mexicains de ces villes n'avaient consenti aux transactions demandées que sur la promesse formelle que les troupes françaises n'évacueraient pas leurs cités, signalées désormais à la vindicte des libéraux, ou qu'on y laisserait garnison suffisante. Puis, un matin,

ils s'étaient réveillés seuls, brusquement prévenus du départ de nos colonnes. Ils avaient dû fuir ou rester à la merci des juaristes, qui les avaient fusillés ou pendus. Nous avions donc été précédés à Mexico d'un fâcheux renom. De plus, les *haciendas* des notables, disséminées dans les provinces limitrophes de Mexico, étaient menacées, en cas d'infidélité de leurs propriétaires, de devenir la proie de l'ennemi, prêt à exercer sa vengeance. Or, nous ne pouvions les préserver efficacement.

Néanmoins, malgré de nombreuses abstentions, un fantôme (*) de *junta* s'organisa, tint séance et vota au bruit du canon qui annonçait la naissance de l'Empire. Le *licenciado* Aguilar avait lu un remarquable rapport, plein de bonnes intentions, qui concluait à la monarchie et proposait d'offrir la couronne à l'archiduc Maximilien. Une commission, dont l'auteur de ce rapport fut nommé membre, fut désignée pour se rendre au château de Miramar, en passant par Paris et par Rome, porteur de l'acte solennel et d'un sceptre impérial.

Cette page d'histoire fut peu digne de la France qui y a attaché son nom ; elle devait un autre hommage au suffrage universel. Il faut avoir assisté à cette épisode de l'intervention pour pouvoir le juger à sa valeur. Cette séance mémorable de la *junta* restera comme un exemple regrettable d'outrage fait à la vérité. Non pas qu'une partie de l'assemblée, avide de repos et de sécurité, n'eût réellement jeté les yeux sur un prince dont les vertus pouvaient être d'un grand stimulant

* On dut payer les habits de certains notables, comme nous avions déjà payé les fleurs jetées sous les pas des Français, à leur entrée dans Mexico.

pour le Mexique, mais cette assemblée n'avait ni mandat ni caractère suffisant pour engager le pays entier. Qu'étaient donc devenues les déclarations de notre ministre des affaires étrangères à lord Cowley ? « Aucun gouvernement ne sera imposé au peuple mexicain. »

Pendant que les commissaires, encouragés par le cabinet des Tuileries, cherchaient à vaincre, à Miramar, les hésitations du frère de l'empereur d'Autriche, chez qui le siége de Puebla et la froideur de l'Angleterre avaient fait naître de justes préventions, le général Forey adressait aux Mexicains rebelles qui tenaient la campagne un dernier appel à la concorde. Par malheur, cédant aux influences cléricales, il lançait en même temps un *bando* aussi impolitique que vexatoire. Ce *bando* prononçait la confiscation des biens de tous les partisans libéraux qui ne déposeraient par les armes. C'était donner le droit de représailles à Juarez. A l'honneur du gouvernement français, cet injuste décret fut désavoué à Paris et rapporté à Mexico. En attendant l'acceptation définitive de l'archiduc, un conseil de régence fut institué dans la capitale : il était composé de trois Mexicains, Almonte, le général Salas et l'archevêque de Mexico, Almonte en était le président; le choix de ce dernier était heureux, quoiqu'il se fût montré jadis ardent républicain.

Maximilien avait le cœur trop haut placé pour se rendre, malgré les insistances de notre gouvernement impatient d'établir un ordre de choses, à un appel aussi entaché de précipitation que celui de la *Junta*. M. Drouyn de Lhuys, qui avait succédé à M. Thouvenel aux affaires étrangères dut se résigner, quoique la politique impériale eût assigné d'abord Mexico comme terme aux opérations militaires, à écrire ces

lignes au général en chef, à la date du 17 août 1863 : « Nous ne saurions considérer les votes de l'assemblée de Mexico que comme un premier indice des dispositions du pays... »

C'était là le signal d'une nouvelle campagne, destinée « *à recueillir les suffrages des villes de l'intérieur.* » On reconnaissait s'être trop hâté, ne pas avoir assez compté avec l'esprit public, et surtout avec la délicatesse du futur souverain qui demandait un suffrage sincère.

En présence du document suivant, qui emprunte sa gravité au nom du signataire, et qui a trait à cette campagne électorale, on ne peut plus douter de la part active que le cabinet des Tuileries a prise à la création du trône mexicain. Cette entreprise tentée au delà de l'Océan avait même pour but de dégager la politique européenne, puisqu'on voit figurer dans cette lettre adressée à un membre du Parlement anglais la question de la Vénétie, dont on se préoccupait déjà à Paris comme à Vienne.

A un membre du Parlement anglais.

Paris, le 30 décembre 1863.

Mon cher monsieur,

. . . . L'archiduc, quoi qu'on en dise, n'a rien changé à ses dispositions, ni rien révoqué. Loin de là, vous pouvez tenir pour certain qu'il partira dans le courant du mois de mars prochain, époque à laquelle on pourra connaître en Europe le résultat du vote *général* (mais non universel) de la Nation, seule condition qu'il mette aujourd'hui à son départ, et dont l'accomplissement est pour nous un fait complètement assuré.

Il est à remarquer, en effet, et ceci nous tranquillise entière-

ment, que la question du Mexique est tout à fait en dehors du mouvement politique général de l'Europe. C'est une affaire *suivie exclusivement entre l'Empereur Napoléon et l'Archiduc, avec l'approbation de l'Empereur son frère*, comme chef de la famille, mais sans la moindre immixtion du gouvernement autrichien.

Cette situation favorable à l'Autriche, en tant qu'elle met la Vénétie ou toute autre compensation hors de cause, a aussi un résultat favorable à la question mexicaine, en la laissant isolée et sur son terrain spécial ; la France se trouvant au Mexique déjà, et n'ayant devant elle d'autre solution que le trône de l'archiduc, qu'il y ait en Europe guerre ou non.

Le bâtiment autrichien qui portera ce prince au Mexique, ne sera arrêté ni par l'Angleterre, qui sera vraisemblablement l'alliée de l'Autriche dans les complications prévues, ni par la France qui l'y conduit.

Il me semble que les illusions n'ont aucune part à ces appréciations toutes pratiques.

Je vous prie de me croire toujours

Votre affectueux dévoué,

J.-M. Gutierrez de Estrada.

On allait donc, cette fois encore, en dépit des promesses faites à la tribune française, en dehors de toutes prévisions, courir de nouvelles aventures et entamer une troisième série de sacrifices coûteux. On n'était plus maître de la situation ; il fallait glisser sur la pente où on s'était engagé. Pourtant c'était l'heure de méditer l'état de choses, et, malgré les répugnances manifestées par M. Rouher, de traiter avec Juarez vaincu, pour se retirer en vainqueur.

Au mois d'octobre 1863, le général Bazaine recevait le commandement suprême des mains du général Forey, promu

maréchal et rappelé en France, ainsi que les pouvoirs dévolus à M. de Saligny, qui ne tardait pas, à son tour, à suivre le vainqueur de Puebla.

Le général Bazaine prit les rênes des affaires à une heure critique. Les contingents juaristes se reformaient dans l'intérieur et devenaient menaçants; les bandits infestaient les routes et les environs de la capitale ; les tendances cléricales du maréchal Forey avaient éloigné les libéraux honnêtes prêts à se rallier dans l'espoir qu'un souffle généreux s'était élevé de France pour éteindre la discorde; qu'une fois l'honneur des armes satisfait, le droit ne serait pas méconnu, et que, sans exception de partis, tout homme de bonne volonté serait appelé à donner librement son avis sur les affaires publiques. Le clergé, d'autre part, annonçait déjà que Maximilien s'était engagé, vis-à-vis du Pape, à lui restituer les biens de mainmorte, et jetait l'alarme parmi les nombreux détenteurs nationaux et étrangers des immeubles vendus. L'archevêque de Mexico, membre du conseil de régence, ne contribuait pas peu, par ses intrigues et son caractère remuant, à accréditer ces bruits fâcheux de l'autorité de sa parole.

La question religieuse était le véritable nœud de la question politique qui, depuis six ans, avait armé les Mexicains les uns contre les autres. Les biens ecclésiastiques étaient si considérables au Mexique, qu'ils immobilisaient une valeur d'un milliard environ. Cet immense capital appartenait légitimement en partie à l'Eglise : mais la captation et les abus d'autorité n'avaient pas été étrangers à cette accumulation de richesses si contraire à l'esprit de renoncement. Le gouvernement de Juarez, obéissant au progrès qui repousse les biens de mainmorte, avait eu le grave tort de ne pas agir avec

modération, de ne pas laisser aux établissements de bienfaisance, de charité et d'éducation, les ressources nécessaires à leur existence, de dépouiller l'Eglise des splendeurs du culte, et de ne pas pourvoir, dès le début, par un concordat, à la situation du clergé; de plus, les ventes des immeubles ecclésiastiques avaient été scandaleuses, et il importait aux intérêts du trésor comme à la dignité de l'État d'opérer la révision des contrats. Ce fut sur ce terrain de conciliation que le nouveau commandant en chef, qui avait compris sagement tout le danger qu'il y aurait à revenir sur le passé dans une plus large mesure, entreprit de rallier les hommes de bonne volonté. Cette ligne de conduite avait d'autant plus de chances de succès que le général Bazaine arrivait au premier commandement précédé d'une réputation de bravoure très sympathique, même aux Mexicains, qui n'étaient pas indifférents à sa bonhomie accueillante et pleine de finesse. Ces derniers étaient surtout flattés d'entendre le général français parler la langue espagnole, qu'il avait apprise durant la dernière guerre d'Espagne.

Quelques coups de main vigoureusement menés contre des bandes de pillards ne tardèrent pas à ramener la confiance dans Mexico et les bourgades voisines. Ils faisaient bien augurer de la rapidité avec laquelle serait conduite, après les pluies, l'expédition qui se préparait pour repousser de l'intérieur les Juaristes et permettre aux provinces centrales de choisir un nouveau gouvernement. Malheureusement le conseil de régence donnait déjà le spectacle d'une division fâcheuse, à laquelle le général dut mettre un terme pour ne pas laisser sur ses derrières, pendant qu'il opérerait militairement, des ferments de discorde. La dissolution de la régence

fut mise en question ; elle fut repoussée par le général lui-même, qui sentait que cet acte de vigueur pourrait jeter du discrédit sur l'origine des pouvoirs de Maximilien, et serait infailliblement exploité par les partisans de Juarez. Le président du conseil de régence, homme sage et désintéressé, dévoué à son pays, dont il avait mal compris les aspirations, parce qu'il lui supposait des vertus dont il est incapable, marchait dans la route tracée par le général Bazaine. Le second membre du conseil, Salas, vieillard inoffensif, l'y suivait comme son ombre. Mais l'archevêque de Mexico, qui avait su capter la confiance des Tuileries, contrecarrait de parti pris toutes les décisions salutaires, en colorant ses actes d'opposition systématique des nuances les plus douces. Le général, usant de la même tactique et d'accord avec Almonte, sans éclat, sans secousse, avec une habile politesse, lui fit comprendre qu'il cessait de fait d'appartenir au conseil de régence. Mexico ne s'en aperçut que par la disparition du poste d'honneur affecté au palais épiscopal.

Cette fâcheuse influence de Mgr La Bastida une fois écartée, dès les premiers jours de novembre 1863, notre armée, dispersée à l'avance en vue d'un mouvement enveloppant, reçut le signal de s'ébranler dans plusieurs directions convergentes. Les généraux juaristes Uraga, Doblato, Negrete et Comonfort avaient reformé des corps d'armée pour la défense de la République. En six semaines, l'ennemi était culbuté par la rapidité de notre marche. Le drapeau franco-mexicain sillonnait tous les hauts plateaux, depuis Morelia jusqu'à San-Luis, villes que Marquez et Mejia conquéraient brillamment à la future couronne ; depuis Mexico jusqu'à Guadalaara où le général Bazaine, après six semaines de courses à

vol d'oiseau, entrait sans coup férir. Les lauriers de San-Lorenzo étaient encore verts. Partout à son approche l'ennemi lâchait pied. Ce fut une campagne toute de vitesse, de l'avis général, heureusement conçue, promptement terminée. Toutes les villes de l'intérieur, où nous reçûmes un accueil glacial, sauf à Léon, se prononcèrent peu à peu pour l'archiduc (dont plusieurs ignoraient même le nom), avec la même facilité qu'elles se seraient déclarées pour un autre candidat que nous aurions appuyé du même déploiement de forces. Au mois de février 1864, le général Bazaine rentrait de nuit avec sa seule escorte dans la capitale, surprise d'un si rapide retour. Sa présence y était nécessaire pour contrebalancer les intrigues du parti clérical et de l'archevêque, qui avait jugé convenable d'excommunier pendant son absence l'armée française. Ce prélat en fut quitte pour lui donner publiquement sa bénédiction.

Jamais, depuis 1821, date de son indépendance, des terres chaudes de l'Océan à celles du Pacifique, le Mexique n'avait joui d'un calme pareil à celui qu'il éprouva pendant les quatre mois qui suivirent cette campagne dans l'intérieur. Il y eut un moment de réaction favorable aux idées d'ordre et de bien-être qu'apportait avec elle l'armée française. Maximilien ne pouvait choisir un moment plus propice pour inaugurer son règne, s'il voulait rester sourd aux conseils de sa propre famille. Le général Bazaine avait fait beaucoup pour sa couronne.

Le 28 mai 1864, à la grande joie du cabinet des Tuileries, qui avait craint un instant, par suite des résistances de l'archiduc, de voir s'écrouler l'échafaudage qu'il avait élevé si laborieusement, les nouveaux souverains débarquèrent à la

Vera-Cruz. On sait qu'ils y furent mal reçus. Cette ville de négoce, habituée aux gros bénéfices et aux dilapidations des douanes, devait voir avec peine inaugurer une ère nouvelle qui s'annonçait morale et honnête. Isolés au débarquement, les souverains firent leur entrée à Mexico, suivis de toute une race qui leur faisait brillant cortége. C'était là le vrai peuple qui eût sauvé et soutenu l'Empereur, s'il l'eût connu et apprécié !

A la voix du clergé, qui se flattait que le passage de Maximilien par la capitale du Saint-Siége avait assuré gain de cause à ses injustes prétentions, les Indiens s'étaient levés en masse, déjà dévoués, mais attentifs, avides de voir tomber des lèvres impériales une promesse de liberté et de réhabilitation : ils s'en retournèrent désespérés dans leurs pauvres *anchos.*

Dès l'arrivée de Maximilien, un véritable parti impérialiste, sincère, plein d'enthousiasme, séduit par le charme personnel de leurs Majestés, se forma spontanément et librement. Il y eut une heure où l'Empire, quoique la tâche s'annonçât difficile et périlleuse, eut des chances sérieuses d'avenir. C'était une heure inespérée pour le Mexique. Ni le prince, ni les sujets ne surent en profiter. Malgré les efforts d'une compagne pleine d'illusions plus tard cruellement perdues et douloureusement payées, dont le nom laissera une trace lumineuse dans ce malheureux pays, Maximilien, qui n'osait pas ce qu'il voulait, a commis des fautes nombreuses, parce qu'avec son caractère chevaleresque et indécis, il a persisté à se croire assis sur un trône d'Europe. Il a succombé sous le budget dont le mirage l'avait ébloui du haut de son palais de Miramar. Sous son sceptre débonnaire,

toutes les mauvaises passions, avec leurs appétits, ont repris le dessus. Il oubliait que la trahison circule dans le sang du Mexique. Il fallait aux Mexicains un Louis XI ou un Cromwell, marchant droit à son but, songeant au pays avant de penser aux individus. Ce n'est pas armé du Bulletin des lois qu'il pouvait conquérir son royaume, mais bien toujours en selle, l'épée au côté. Il fallait parler aux yeux avant de s'adresser aux cœurs. L'Empire s'est atrophié faute de concentration, parce qu'il a voulu tout entreprendre en un jour. On civilise cent lieues carrées, où on peut appeler les bras, l'industrie et les bienfaits de la sécurité, mais on ne civilise pas des déserts ouverts à tous les vents. Aussi l'armée française s'est-elle usée glorieusement dans ces immensités, sans profit pour la couronne dont elle eût désiré la prospérité, ne fût-ce que par patriotisme, pour voir justifier les immenses sacrifices d'hommes et d'argent engloutis dans ce gouffre mexicain. Car Juarez, on doit s'y attendre, roulera avec le Mexique dans l'abîme que l'intervention a creusé à jamais entre les deux partis. Peut-être que, livré à lui seul. grâce à un instinct de conservation, ce pays encore dans l'enfance aurait pu se moraliser et se développer à l'école du malheur. La France ne s'est pas faite en un jour. Combien de siècles lui a-t-il fallu depuis Charlemagne pour secouer la barbarie et le fanatisme, enfin pour s'organiser, et au prix de quelles convulsions? Nous sommes trop oublieux de l'histoire.

L'opinion publique s'est douloureusement émue de la discorde qui a éclaté la dernière année entre l'autorité impériale du Mexique et le commandement français. Il n'y a pas lieu de s'en étonner, s'il est vrai que des instructions éma-

nées de Paris, et remontant déjà à une année, prescrivaient d'obtenir de Maximilien une abdication presque forcée. Mais nous nous refusons à ajouter foi à un pareil bruit, dont la réalité serait si douloureuse. Cependant, il faut confesser que d'abord notre gouvernement a failli à ses engagements, en retirant ses troupes d'un seul coup et avant le délai fixé, devant les menaces des États-Unis; il laissait ainsi Maximilien brusquement désarmé. Il avait commis une faute en promettant la prolongation de son intervention qui devait cesser dès l'entrée dans Mexico; il en avait commis une nouvelle, en ne tenant pas sa parole. Malgré cela, le maréchal eût bien mérité de l'Europe en assumant sous sa responsabilité une mesure de rigueur exceptionnelle, qui eût soulevé des clameurs, mais qui eût été sanctionnée par la raison et l'humanité. Lorsque Maximilien, éperdu, s'est rendu à Orizaba pour rentrer en Europe, obéissant ainsi à l'appel suppliant de l'Impératrice désabusée, il s'est rejeté dans la mêlée parce que les cléricaux lui avaient offert des secours trompeurs en soldats et en millions. A ce moment suprême, où le prince généreux se laissait pousser par son honneur dans un précipice entr'ouvert sous ses pas, évident pour tous les yeux, il eût été généreux d'enlever de vive force le compagnon de notre fortune devenue mauvaise, et de le rendre malgré lui à l'Autriche et à une princesse digne de tous les respects que méritent une grande infortune comme un beau caractère. On eût évité à Juarez et à l'Europe une lamentable catastrophe, qui a fait crier toutes les fibres humaines, jusqu'à imposer silence au langage de la froide raison. Triste dénouement de ce grand drame, dont les pages sont sanglantes ! Le 19 juin, sur le cerro de *la campana* qui domine

Queretaro, Maximilien a péri à sept heures du matin sous les balles qui frappaient en même temps ses généraux, Miramon, ancien président de la République, et Mejia, le premier général du Mexique, mort fidèle à son parti. Il y avait juste dix ans que le colonel Mejia entrait en triomphateur à Queretaro ! Marquez, qui défendait Mexico, a capitulé le 21. « Le 27 juin, » annonce le *Moniteur* lui-même, « Vera-Cruz a été occupée sans désordres, et les troupes étrangères ont pu s'embarquer sans être inquiétées. » Les libéraux n'ont donc pas commis les excès qu'on redoutait, et, en trois mois, l'autorité de Juarez, réputée impuissante, s'est affirmée de nouveau sur tous les points du territoire mexicain. Il faut aujourd'hui reconnaître que ce gouvernement fugitif disposait de la majorité de l'opinion publique, puisqu'il a su trouver une armée du jour où nos soldats ont cessé de prendre part à la lutte. Juarez vient d'être réélu président. Là, à défaut d'autres griefs, serait la condamnation de cette longue expédition, que la liberté de la presse française aurait certainement modérée, sinon empêchée.

Maximilien est tombé sous le coup du décret d'octobre 1865 qu'il avait signé et lancé contre tout homme pris les armes à la main, décret qui répugnait à sa nature généreuse, mais issu fatalement des flancs de la guerre civile. En vertu de ce terrible décret, les généraux réguliers Arteaga et Salazar furent passés par les armes. La violence appelle les représailles ! Le cœur se serre à cette pensée poignante que le condamné de sang royal n'a pas eu la consolation d'échanger un dernier regard avec son auguste compagne ; les adieux suprêmes des deux généraux juaristes ne sont pas moins touchants. Qu'une sainte pitié jette le même crêpe funèbre sur

ces trois tombes, où reposent assurément les victimes de grands sentiments. Maximilien a payé de son sang sa confiance dans l'appui de notre gouvernement, son dévouement stérile, mais sincère, à son peuple d'adoption; Arteaga et Salazar sont tombés en soldats disputant le sol national à l'invasion. Juarez a certes perdu une grande occasion d'étonner l'Europe par un acte de clémence, signe caractéristique des forts, qui l'eût réconcilié avec les cours de l'Europe; mais, à coup sûr, cet acte de clémence n'eût pas sauvé la vie à Maximilien, et l'eût coûtée à Juarez. Qui connaît le pays et ses passions sauvages, arrivées ces derniers temps au paroxysme, n'en peut douter un seul instant.

IV

Aujourd'hui, où nous possédons les documents relatifs à la dernière année du règne de l'empereur du Mexique, nous allons en retracer l'histoire, et, à l'aide de certitudes, imposer silence aux commentaires. La discipline repoussait ce soupçon que le maréchal de France, honoré à juste titre de la confiance de l'Empereur jusqu'au terme de l'évacuation, et dont les actes, pendant cette dernière période, ont donné lieu à mille appréciations diverses, eût fait exécuter d'autres ordres que ceux qui émanaient directement du souverain. Il importait donc fort à la dignité de notre gouvernement de démontrer, dans des publications plus sérieuses que les paroles de M. Rouher, que, dans l'espoir de réorganiser à la hâte un nouvel ordre de choses et en vue de prévenir les désordres profonds qui allaient succéder à notre évacuation, il n'avait pas conspiré la chute de Maximilien après avoir conspiré son élévation. Puisqu'il a gardé le silence, nous voulons dire la vérité. Cette étude historique a surtout pour but de préciser

et d'attribuer à chacun des acteurs de ce drame sanglant, qui a pour titre « l'Intervention française, » la part de responsabilité qui doit lui incomber. Celle qui concerne finalement Maximilien, et qui va se dégager de ce nouvel examen des événements accomplis, expliquera devant le tribunal de l'histoire les fautes et les malheurs de cet infortuné souverain. En effet, en présence de nombreux documents d'une incontestable authenticité, deux points principaux vont, dès le début du règne impérial, apparaître à travers le voile que nous allons déchirer, et grandiront à l'horizon mexicain jusqu'au dénouement fatal. D'une part, se révéleront la versatilité, l'indécision et l'aveuglement de Maximilien, animé pourtant des plus généreux sentiments, qu'il scellera volontairement de son sang royal, après avoir été surpris par le brusque abandon de notre gouvernement ; de l'autre, éclateront la rude franchise, la loyauté soutenue et le dévouement du concours apporté au second empereur du Mexique par le commandement militaire français.

Pour bien comprendre la marche des événements qui ont signalé la dernière période mexicaine depuis 1866 jusqu'à 1867, il n'est pas sans intérêt de jeter un rapide coup d'œil en arrière sur la conduite de la politique des cabinets français et mexicain.

Du jour où le gouvernement français invita l'archiduc Maximilien à monter sur le trône que la fameuse *junta* des notables lui avait élevé à Mexico sous l'égide de notre drapeau, l'empereur Napoléon III, qui se flattait d'avoir atteint son premier but, *la régénération du Mexique par l'influence de la race latine*, jugea l'heure favorable pour exiger les satisfactions dues aux intérêts de nos nationaux. Ce

fut à cet effet, qu'après l'acceptation de l'archiduc, qui eut lieu le 10 avril 1864, fut conclu le traité de Miramar, « destiné en même temps à régler le passé et à nous investir des avantages conquis par nos armes. Par cette convention, la France s'était obligée à maintenir au Mexique des forces militaires dans des conditions déterminées. Le nouveau souverain s'engageait en retour à payer, aux termes et d'après les modes indiqués, les frais de cette occupation ; il s'engageait, en outre, à nous rembourser les dépenses de l'expédition, et à indemniser les Français dont les souffrances l'avaient provoquée. »

Ce programme officiel était donc net, exempt de toute équivoque. Maximilien en comprenait d'avance l'entière portée. Il allait régner au Mexique et gouverner avec l'appui de la France, et, en échange de cette protection, il promettait de faire honneur aux engagements qu'il avait souscrits envers notre pays. De son côté, l'empereur Napoléon, pour prix de sacrifices militaires passés et futurs, obtenait le droit de poursuivre le remboursement des indemnités stipulées par le traité de Miramar et de provoquer dans un délai de trois mois l'examen sérieux des créances de nos nationaux, tout en faisant preuve de modération. Il devait donc compter sur le concours du jeune prince dont l'ambition surexcitée et favorisée par ses armes avait rêvé et trouvé une couronne.

Malgré sa mobilité d'esprit, Maximilien possédait un cacactère entier. Déjà, pendant la régence instituée à Mexico, il donna lui-même, de son château de Miramar, l'impulsion qu'il croyait nécessaire pour préparer son avénement au trône. A peine eut-il accepté provisoirement la couronne

(3 octobre 1863) qu'il en prit effectivement possession, quoiqu'à distance; il envoya, dès cette époque, des instructions précises à M. Almonte, président de la régence; plus tard même, après qu'en signant le traité de Miramar, il l'eût nommé lieutenant de l'empire, il continua de lui signifier de loin ses volontés, et il faut reconnaître que du premier coup ces dernières se révélèrent, sinon vraiment ennemies, du moins peu soucieuses des intérêts français; car, dans l'intervalle de six semaines qui s'écoulèrent entre l'acceptation définitive de Maximilien et son débarquement au Mexique (29 mai 1864), le marquis de Montholon, ministre de France à Mexico, qui avait mission de presser le régent d'aviser au réglement des créances françaises, vint se heurter alors contre cette réponse évasive de M. Almonte: « Je ne puis rien: il faut que je prenne les ordres de Sa Majesté, qui est à Miramar, et que je consulte M. Gutierrez de Estrada, qui se trouve à Rome. » Il était étrange que le cabinet mexicain, qui depuis longtemps déjà puisait ses inspirations en Europe, n'eût encore rien arrêté, même de préliminaire, au sujet d'une question urgente, déjà mûrement débattue entre les deux souverains, et qui tenait en suspens de nombreux intérêts!

A peine l'Empereur eut-il touché le sol de sa nouvelle patrie, qu'oubliant la gratitude (faute trop souvent reprochée aux princes), il écarta la plupart des personnages du parti dit conservateur ou clérical, qui avaient aidé l'intervention, et s'empressa de constituer un ministère avec des éléments hostiles au nom français, se disant parti national, persuadé qu'il paraîtrait de bonne politique de répudier dès l'origine, aux yeux de son peuple, une trop grande communauté d'ac-

tion avec notre gouvernement. C'est ainsi que le parti militant, qui avait tenu la campagne en arborant le premier le drapeau impérial, fut décimé par des éliminations presque brutales. Le colonel de gendarmerie La Peña, de Tulancingo, qui avait rendu de sérieux et périlleux services, fut méconnu, ainsi que les chefs Galvez et Argueyes. Les premiers généraux furent peu à peu écartés, exilés en Europe ou frappés de discrédit: l'éloignement du fidèle Mejia lui-même, resté plus tard le seul véritable ami de la mauvaise fortune, fut mis en question. L'armée, les préfectures et les gardes rurales se recrutèrent d'hommes perfides, qui préparèrent en secret la défection et neutralisèrent les efforts de nos troupes, dès le principe des opérations.

Pourtant, le général en chef Bazaine, se renfermant strictement dans son rôle militaire, n'avait pas perdu de temps et n'avait ralenti en rien les mesures favorables au nouveau régime, dont il avait préparé le succès depuis dix mois. Continuant l'œuvre du maréchal Forey qui, dès l'entrée de nos régiments à Mexico, avait prescrit la restauration de l'arsenal et de la fonderie de canons de Chapultepec, il avait apporté tous les soins à l'armement de la capitale et de ses abords; il avait étendu ces mêmes mesures défensives aux capitales des États de l'intérieur occupées par nos forces et par les troupes mexicaines. A son arrivée dans la première ville de la république, l'armée française avait trouvé le service de l'artillerie entièrement désorganisé, le matériel délabré et hors d'état de fonctionner, les magasins au pillage, l'arsenal sans un outil, les machines en partie démontées, en partie livrées à des particuliers en remboursement de leurs créances contre le gouvernement. L'outillage de la

fonderie avait disparu et la capsulerie ne pouvait rien pour la fabrication.

Quatre cents ouvriers français, en quelques mois, avaient réorganisé tous les ateliers de Molino del Rey remis en pleine activité, et fournissaient munitions, armes et matériel aux diverses places fortes, ainsi qu'aux colonnes mobiles opérant avec l'armée. Pendant l'hiver de 1863 à 1864, cinquante bouches à feu étaient mises en batterie sur les fortifications de Mexico. Quinze mille fusils, apportés de tous les coins du territoire soumis, étaient distribués aux troupes mexicaines ainsi qu'aux centres de population désireux de s'armer pour la défense de leurs foyers contre les bandes de partisans. Les deux divisions de Mejia et Marquez, dont les cadres avaient été épurés et réconfortés, avaient repris la campagne avec des soldats bien payés, habillés à neuf et régulièrement équipés.

Un des premiers actes de Maximilien fut de charger le général en chef Bazaine, en qui il avait une haute confiance, de la reconstruction du système militaire, qu'il était urgent de mettre en rapport avec les vrais besoins et les ressources présumées de l'empire. C'était une tâche difficile, qui exigeait un esprit de suite et d'unité soutenu, si on voulait assurer un succès durable. Jaloux de répondre avec franchise à l'appel de l'empereur, le général lui fit connaître le même jour les dispositions militaires qu'il allait prendre pour la pacification du pays; mais, en même temps, il lui parla un langage net, qui ne devait lui laisser aucun doute sur le véritable rôle de l'action française. Plusieurs villes avaient déjà supplié Maximilien, par l'organe de leurs préfets politiques ou de leurs chefs supérieurs, de leur accorder l'appui

permanent des garnisons françaises. C'était un devoir de prémunir dès l'origine le souverain contre de pareilles tendances, qui devaient forcément, si elles étaient encouragées, accroître l'inertie des populations et l'égoïsme local. Assurées d'avance de leur sécurité à l'ombre de notre drapeau, elles se seraient habituées à une tutelle désastreuse, qui aurait eu pour résultat certain d'enlever à notre armée disséminée sur tous les points du territoire les moyens d'opérer en forces compactes et en temps opportun. Le seul système efficace pour relever et entretenir le moral des habitants consistait à faire sillonner le pays par des colonnes mobiles, qui, rayonnant dans tous les sens en se donnant la main, prêteraient appui aux villes et aux *haciendas*, leur fourniraient des armes et les aideraient même à installer leurs moyens de défense. Tel était le plan que le général en chef adoptait :

Mexico, 4 juillet 1864.

Sire,

J'ai l'honneur d'informer Votre Majesté que je crois le moment venu de faire parcourir par des colonnes mobiles le pays montagneux, compris entre Tulancingo, Zacuatilpan, Llanos de Apam, Perote et Jalapa, et qui s'étend au Nord jusqu'à Huexutla, et à l'Est jusqu'à Tampico.

Ce pâté montagneux, divisé en plusieurs sierras d'un difficile accès, est peuplé de centres assez importants. Des bandes nombreuses infestent la Sierra, mettent à rançon les populations, gênent les communications et sèment le désordre et l'inquiétude dans ce pays où elles entretiennent l'anarchie. Mon intention serait de faire partir de Mexico une colonne légère française d'environ six cents hommes de toutes armes, de Pachuca une seconde, moins forte, et enfin de Jalapa, et plus tard de Perote, une troisième colonne de troupes mixtes.

Ces colonnes mobiles, traversant la Sierra dans tous les sens, refouleront les dissidents, donneront aux populations le temps de s'armer et de s'organiser pour la défense, et relèveront leur moral, trop facilement abattu.

Mais il n'est pas possible de constituer des garnisons permanentes françaises. C'est ici le lieu d'exposer à Votre Majesté la fâcheuse tendance qu'ont toutes les populations de ne se croire en sûreté qu'à l'abri de nos baïonnettes. Chaque fois que nos troupes se sont présentées dans une localité et y ont séjourné quelque temps, soit par suite des nécessités de la guerre, soit pour faciliter aux habitants les moyens de s'organiser, d'établir quelques travaux de défense, de construire un réduit, etc., il m'a fallu lutter contre les demandes incessantes des autorités locales, qui déclaraient que le départ des troupes serait le signal de représailles cruelles de la part de leurs ennemis, auxquels les habitants ne sauraient résister.

Je ne puis accéder à toutes ces demandes, parce qu'il n'est point possible de disséminer l'armée et de lui enlever ainsi sa principale force, la cohésion, et surtout parce qu'il m'a paru indispensable que les populations s'habituassent à compter sur leurs propres moyens, et non à s'endormir dans une sécurité factice, due à la présence de nos soldats.

Votre Majesté a déjà reçu de nombreuses demandes de garnisons. Les préfets politiques, les commandants supérieurs eux-mêmes, ont représenté à l'Empereur la nécessité de faire telle ou telle opération militaire dans le rayon de leur action, chacun ne voyant ainsi que la portion du territoire qu'il a dans les mains.

Mais le commandement en chef tient seul les fils de cette trame compliquée et peut seul juger, non-seulement de l'opportunité du moment où une opération peut être entreprise, mais encore de la convenance qu'il y a à combiner tous les mouvements, de façon à arriver à un résultat certain et à ne rien compromettre nulle part.

J'ai cru de mon devoir de prémunir Votre Majesté contre ces tendances dues à un sentiment de zèle exagéré et d'égoïsme local et même contre la timidité des populations qui ne manqueront pas d'envoyer des adresses et des délégués pour obtenir des garnisons.

L'exemple de Tulancingo, celui de Chapa de Nota et de quelques autres villes qui ont été armées par nos soins, qui se sont retranchées et qui se sont organisées pour la défense, prouvent qu'avec de la bonne volonté et avec de l'énergie les populations doivent suffire à la défense des villes de leur territoire. Je n'épargnerai rien pour développer ces deux sentiments et pour inspirer de la confiance en eux-mêmes aux habitants des villes et des *haciendas*. Je leur fournirai des armes et les aiderai dans l'installation de leurs moyens de défense ; mais il ne me sera point possible de leur laisser des garnisons.

Le rôle des colonnes mobiles est de remplacer ces garnisons. Leur effet est bien plus puissant, et le moral de la troupe étant toujours en raison directe des effectifs, la discipline et l'esprit militaire ne souffriront ainsi aucune atteinte.

BAZAINE.

L'empereur approuva l'exposé de ce plan, qui était le fruit d'une expérience acquise, et aussitôt des colonnes légères furent lancées à travers le pays rebelle, qui s'étend de Tulancingo, à la Huasteca, jusqu'aux rives du Panuco, pâté montagneux et boisé, aux gorges et aux pentes abruptes et aux pitons escarpés, connu sous le nom de Sierras.

On s'occupa dès lors activement de la réorganisation de l'armée mexicaine, massée à ce moment en deux grosses divisions: celle du général Marquez opérant dans le Michoacan, au sud de Mexico, et celle du général Mejia, qui avait pris position au nord, dans la ville de San-Luis, enlevée

hardiment à l'armée libérale après un combat sanglant. Pendant plusieurs mois, des commissions permanentes poursuivirent la révision des brevets des officiers de tous grades. En présence d'états-majors et de cadres excessifs, ruineux pour le trésor national, cette mesure était impérieuse; elle souleva des tempêtes et fut le germe de défections inévitables, parce que bon nombre de généraux et de colonels s'étaient improvisés tels de leur propre autorité, à la tête de bandes recrutées pour exercer la rapine sur les grandes routes. Pendant ce temps, la moitié de l'armée franco-mexicaine s'ébranlait aussi vers le Nord. L'ordre était parti du quartier général français, impatient d'affirmer l'autorité de Maximilien, d'entreprendre une sérieuse campagne pour refouler jusqu'à la frontière américaine Juarez et son gouvernement, installés dans la capitale du Nuevo Leon, à deux cents lieues environ de Mexico. Quoique pourchassé, toujours vaincu, le président de la République mexicaine restait inébranlable, résolu à ne pas laisser tomber son mandat légal.

Pour prix de leurs services, certains chefs de notre armée se voyaient déjà calomniés auprès du souverain, et les ministres, jaloux de notre influence méritée, se faisaient en haut lieu les interprètes de plaintes passionnées, émanant de plusieurs préfets politiques hostiles, qu'ils avaient eu soin de nommer eux-mêmes dans les provinces, pour se ménager une chance de salut dans l'avenir. Au mois de septembre 1864, les délations, portées aux oreilles de l'impératrice Charlotte, dont le caractère ardent pouvait s'en affecter, redoublèrent d'acrimonie. Le général en chef, prévenu, n'hésita pas à en référer à l'impératrice elle-même, et

lui dénonça loyalement ces intrigues des hauts fonctionnaires comme aussi fâcheuses pour les intérêts de la couronne que pour notre propre dignité.

Mexico, 24 septembre 1864.

A S. M. l'Impératice.

Madame,

Le général en chef signale de nouveau à Sa Majesté les plaintes qu'il a eu plusieurs fois à exprimer contre des rapports exagérés, pour ne pas dire mensongers, établis par des fonctionnaires haut placés dans l'administration.

Les commandants militaires n'agissent que sous la direction du général en chef. Les mesures exceptionnelles, les amendes imposées aux populations et même aux individus ont été appliquées par ordre et d'après les règles établies et dans un but qui ne saurait être désavoué par le commandement.

Ces agitations, entretenues par l'esprit de parti, sont consacrées par des événements regrettables à tous égards et dont la responsabilité ne saurait être attribuée qu'aux agents dont la faiblesse ou l'incapacité pourraient être signalées sans trop de sévérité.

Les derniers faits accomplis à San-Angel, où des bandits armés sont venus enlever, au centre de la ville, des armes et des munitions enfermées à l'aventure dans une maison non gardée, prouvent surabondamment que l'autorité civile ne veille point et s'endort dans une sécurité déplorable, sinon dans une complicité coupable.

Les populations elles-mêmes, dont le zèle et le dévouement sont exaltés par certains fonctionnaires, font constamment défaut au moment d'agir, et cela tient certainement au manque d'énergie et d'initiative de ceux qui, par leur position, devraient

les engager, sinon les entraîner par leur exemple, à la résistance.

Les dernières nouvelles que je reçois de Zacuatilpan me dépeignent cette ville comme abandonnée par ses habitants, fuyant avec les bandes que poursuivent une poignée de nos soldats.

Cet état de choses est déplorable, et je ne saurais trop insister auprès de Votre Majesté pour qu'une circulaire fût adressée aux populations, répandue à profusion, afin d'engager chacun à rester chez soi, à défendre ses foyers ou tout au moins à ne pas les abandonner...

C'est avec le plus profond respect, Madame...

BAZAINE.

Pièces en main, il fut prouvé que nos commandants militaires n'avaient agi partout que d'après les ordres régulièrement exécutés et que leur conduite ne pouvait être qu'approuvée. Malheureusement, la fidélité des autorités impérialistes ne s'élevait pas à la hauteur de la droiture des officiers français.

Maximilien semblait ne pas s'émouvoir de ces symptômes fâcheux. Venu de Miramar avec un bagage de lois arrêtées d'avance, qu'il appelait « ses statuts », imbu d'idées préconçues, il travaillait sans relâche sur le papier, édictant d'excellents décrets, qui s'arrêtaient à l'état de lettre morte entre les mains de ses ministres, réunissant et présidant de nombreuses commissions françaises dont les efforts étaient condamnés d'avance à la stérilité, faute d'une direction unique et vigoureuse. Car l'empereur, qui n'était pas armé pour la lutte d'une énergie soutenue, envisageait toutes les questions au point de vue théorique, sans poursuivre opiniâtrement leur mise à exécution. Il oubliait le tempérament et les habitudes de ses sujets pour ne se souvenir que du

caractère des fonctionnaires européens. Il ne s'apercevait pas qu'il devait être à la fois la tête et le bras de la nation. Pourtant ni les avis, ni méme les remontrances ne lui étaient épargnés.

Dès l'abord, l'empereur n'avait pas compris que la race indienne n'était appelée à former le meilleur levain de la régénération pour son peuple, qu'à la seule condition de devenir libre du *péonage*, et en même temps, propriétaire d'une partie du sol laissé à l'abandon par l'incurie de l'État. Pourtant le trône comptait un valeureux champion dans le général Mejia, Indien comme Juarez lui-même, comme le fameux Porfirio Diaz, le futur défenseur d'Oajaca. Ces individualités ne devaient-elles pas fixer l'attention de la couronne? Néanmoins, le quartier général se vit forcé d'appeler la sévérité de l'empereur sur les persécutions dont certains membres de cette caste digne d'intérêt étaient les victimes de la part des autorités mexicaines.

Mexico, 16 novembre 1864.

Sire!

J'ai reçu hier un nommé Manuel Medel, sous-préfet et ex-commandant militaire de Tepeji de la Seda, qui vient d'être destitué par M. Pardo, préfet politique du département de Puebla. Je ne connais Manuel Medel que par la réputation d'honnêteté et d'énergie qu'il s'est acquise dans le pays. S. E. le maréchal Forey a cru devoir, à propos de la vigoureuse résistance qu'il a opposée aux juaristes, nommer Manuel Medel chevalier de la Légion-d'Honneur. Medel est un Indien pur sang, au type énergique et aux allures un peu timides cependant de cette race. Il proteste de son dévouement à l'Empire, de ses bonnes intentions et invoque son passé pour témoigner en faveur de ses principes.

Je ne sais quels motifs M. Pardo a pu avoir pour le destituer, et j'en réfère à Votre Majesté qui, en écoutant un serviteur, le seul Indien de la classe civile qui porte les insignes de la Légion-d'Honneur, pourra se convaincre de la vérité et apprécier les faits sous leur véritable jour...

BAZAINE.

Cet acte, commis au nom de l'empereur, avait refroidi bien des dévouements.

Les finances devaient être une question de vie ou de mort pour l'empire naissant. Du jour où il avait touché le sol mexicain, Maximilien aurait dû envisager froidement, sous toutes ses faces, le monstre qui devait le dévorer. Mais il avait apporté de bien grandes illusions sur la puissance financière de son pays d'adoption, et sur ses ressources minières. Il avait cru que l'apparition du drapeau français dans les villes éloignées du centre suffirait pour rétablir la circulation des forces vitales; et du haut de sa résidence de Chapultepec, où il allait enfouir prématurément de grosses sommes pour la restauration du palais et la construction d'une route destinée à le relier à la capitale, il n'apercevait pas au nord et au sud ses propres troupes prêtes à manquer de solde et à se mutiner en présence de l'ennemi.

Six mois déjà s'étaient écoulés depuis l'inauguration de son règne, que l'empereur recevait une note française, datée de la fin de novembre 1864, qui lui signalait des retards fort préjudiciables aux intérêts de son empire. Sur son désir, tout un service financier avait été appelé et envoyé de France. A l'issue d'une conférence où Maximilien avait réuni son ministre de la guerre, le secrétaire d'État des finances et le maréchal Bazaine, afin d'aviser aux mesures

nécessaires, ce personnel avait été réparti dans le pays. A peine arrivé à Mexico, notre quartier général avait expédié ces agents pour les destinations respectives où ils allaient accomplir une mission de contrôle et de surveillance ; à la même heure, il faisait rayonner dans les départements des circulaires adressées aux chefs militaires chargés de les seconder. De son côté, le ministre des finances avait promis formellement d'envoyer sans délai des instructions analogues aux directeurs de l'*hacienda* publique dans les provinces de l'empire déjà soumises. Rendus à leurs postes, les fonctionnaires français furent éconduits par les administrations locales ; aucune disposition n'avait été assurée, comme le prouve la lettre du maréchal à l'Empereur :

Mexico, 30 septembre 1864.

Sire,

Votre Majesté m'ayant autorisé, lors d'une conférence que j'ai eu l'honneur d'avoir avec elle, à réunir le ministre de la guerre et le sous-secrétaire d'État des finances, pour convenir des instructions qui seraient adressées aux commandants supérieurs et aux agents du gouvernement mexicain à propos de l'envoi dans les ports et dans les principales villes de l'intérieur, des agents du service financier qui se trouvaient à Mexico, j'ai pris mes dispositions immédiatement, adressé mes instructions et mes circulaires et fait partir les agents pour leurs destinations respectives.

J'ai fait savoir à M. le sous-secrétaire d'État des finances que les employés français étaient partis. Je lui ai envoyé copie des instructions remises à ces employés et aux commandants supérieurs appelés à les seconder dans leur mission, et j'ai insisté pour que, de son côté, M. le sous-secrétaire d'État envoyât

également des instructions d'accord avec les miennes aux directeurs de l'*hacienda* publique dans les divers départements de l'Empire.

Il m'a été répondu que cette question était à l'étude et qu'aucune solution n'avait encore été prise!

Je crains que les agents du service financier français ne se trouvent dans une fausse situation et qu'il leur soit impossible, faute d'un règlement et non pourvus d'une commission en règle, d'accomplir la mission de contrôle et de surveillance qu'ils sont appelés à remplir.

J'ai l'honneur de soumettre cette observation à la haute appréciation de Votre Majesté et de lui signaler ce retard qui sera certainement préjudiciable aux intérêts financiers du pays.

BAZAINE.

C'est ainsi que les plus sages mesures étaient paralysées par l'inertie des conseillers du trône. Tandis que les ordres de l'Empereur, si mal secondé, s'arrêtaient dans les cartons, un temps précieux s'écoulait. Les dilapidations douanières n'étaient pas réprimées et les impôts ne rentraient pas dans les caisses publiques. Maximilien eût mieux réussi en s'assurant par ses propres yeux de l'exécution de ses volontés. Ne pouvait-il se porter, de sa personne, sur les points les plus importants où les obstacles lui étaient signalés chaque jour par nos rapports militaires? La présence d'un souverain est toujours éloquente et réchauffe le sentiment des masses. Par quel autre système Alexandre conquérait-il l'Asie en trois ans, imprimant à tout le pays un caractère qu'il n'a pas perdu depuis cette grande période? Mais le système allemand dominait avec toutes ses lenteurs. Pourtant, pour rester juste, il faut avouer que le climat mexicain avait déjà affecté

la constitution de l'empereur, et, sous ces latitudes, le physique réagit cruellement sur le moral.

Dans les départements, les préfets politiques, choisis dans le sein du parti national, neutralisaient les efforts de nos colonnes mobiles. Outre ces fâcheuses tendances contre lesquelles Maximilien, mal guidé par les inspirations de son entourage, ne pouvait que lutter mollement, le ministère, mené par M. Eloïn, Belge en mission, attaché au service de l'impératrice Charlotte et dont l'influence a été désastreuse pour le règne, fournissait chaque jour de nouvelles preuves de son mauvais vouloir en tout ce qui touchait les intérêts français.

Malgré les instances répétées du marquis de Montholon, la commission formée à Mexico pour discuter et apprécier les droits de nos réclamants se voyait sans cesse entravée par des incidents calculés. Sans la pression exercée sur lui par ses propres conseillers, Maximilien eût, sans doute, rempli ses engagements; mais sa résistance était, de Paris même, encouragée par les excitations de M. Hidalgo, dont les récriminations n'étaient pas sans influence à la cour des Tuileries, grâce à une auguste intervention. Il faut dire aussi que les exigences françaises semblaient à bon droit exagérées à Maximilien et peu fondées en partie quant à la quotité afférente aux bons usuraires du suisse Jecker, naturalisé Français après les débuts de l'intervention.

Depuis cinq mois, il existait un point en litige. Notre ministre à Mexico réclamait, sans l'obtenir, un intérêt en faveur des créances sujettes à révision. Si cette révision était équitable, il y avait justice aussi à compenser par un intérêt les retards apportés au règlement, et on ne pouvait vouloir que nos compatriotes fussent moins bien traités au point de

vue du taux légal que les créanciers ordinaires de l'Etat. Ce ne fut que le 9 décembre 1864 que M. Ramirez, ministre d'État et des affaires étrangères, écrivit au marquis de Montholon « que son souverain, *tout en étant convaincu que la justice se trouvait entièrement de son côté, mais pour éviter de troubler l'accord avec l'empereur des Français*, donnait l'ordre par le packet à M. Hidalgo, son ministre à Paris, de reconnaître qu'un intérêt était désormais assuré aux créances sujettes à révision. »

Vers la même époque, les nouvelles de la pacification des provinces centrales, opérée par nos armes, parvenaient au quartier général. La situation militaire des parages sillonnés par l'armée franco-mexicaine apparaissait excellente. Au nord, le général de Castagny, à la tête d'une division française, le général Mejia, suivi de sa division mexicaine, et la contre-guerilla française * s'avançaient parallèlement sur une largeur de 150 lieues de pays, par une marche de front, et refoulaient l'ennemi jusqu'à la frontière des États-Unis. Sur l'autre face, le général Douay venait de pousser, de concert avec Marquez, une pointe brillante jusqu'à Colima, capitale de l'État situé sur le versant du Pacifique, et le colonel de Pothier, prenant à revers l'armée d'Arteaga, l'avait rejetée derrière le Rio-Grande. Partout, matériel de guerre, pièces de campagne jetées dans les *barrancas* ** restaient aux mains des Français, et notre flotte appuyait les opérations avec succès par des débarquements sur les deux côtes du

* Voir les livraisons des 15 octobre 1865, 1er et 15 février 1866 de la *Revue des deux Mondes* : « *La contre-guerilla française au Mexique : combats des terres chaudes.* »

** Profonds ravins creusés par les pluies torrentielles.

golfe et de l'Océan. Mais les armes mexicaines, livrées à elles-mêmes, s'annonçaient déjà moins heureuses. Le général Vicario, qui tenait la route du Sud au Pacifique, quoique prévenu depuis vingt jours par le général en chef que le mouvement du général Douay, qui opérait sur sa droite, devait infailliblement rejeter sur lui une partie des forces ennemies, n'avait pris aucune mesure défensive, et s'était vu forcé de battre en retraite. Pour protéger la ville de Cuernavaca, découverte par un échec des impérialistes, et dans le but de relever le pays déjà démoralisé, le maréchal Bazaine s'empressa d'envoyer une colonne vers les régions compromises.

V

Au début de l'année 1865, le commandement français avait largement accompli la tâche que l'empereur du Mexique avait confiée, depuis son débarquement (29 mai 1864), à son zèle et à son activité. Le pays s'était apaisé et rentrait dans le calme. L'armée nationale avait été réorganisée sur les bases des projets que chacun de nos chefs d'armes, suivant sa spécialité, avait étudiés et proposés. Le territoire avait été partagé en neuf divisions militaires avec états-majors constitués et fonctionnant régulièrement. Tous les documents à l'appui avaient été remis entre les mains impériales. De plus, un registre du personnel administratif et politique, consciencieusement établi par nos commandants de colonnes, permettait un contrôle efficace des individus appelés à jouer un rôle dans les différentes branches des services. Le 26 janvier, l'empereur signait la loi organique de l'armée, et deux mois après, une fois l'impulsion imprimée par les officiers français, il donnait décharge de sa mission à notre quartier général par une lettre conçue dans les termes les plus sympathiques.

Mexico, le 26 mars 1865.

Mon cher maréchal,

J'ai confié, le 7 juillet de l'année dernière, à votre haute et savante direction la mission d'élaborer un projet d'organisation de l'armée mexicaine. Les travaux que Votre Excellence m'a successivement adressés m'ont fourni des documents très utiles pour la loi organique de l'armée, que j'ai signée le 26 janvier de cette année.

Je remercie Votre Excellence du concours dévoué qu'elle m'a prêté dans cette circonstance et des nouveaux services qu'elle a rendus à mon pays en coopérant à cette œuvre.

La commission et les sous-commissions dont vous étiez président seront dissoutes, et le ministère de la guerre récemment réorganisé pourra, au moyen des règlements mis en vigueur, traiter les dernières questions qui n'auraient pas encore reçu de solution.

Votre affectionné,

MAXIMILIEN.

Désormais le ministre de la guerre devait traiter personnellement les questions qui restaient à résoudre. Maximilien, qui avait cru son conseil capable de diriger les affaires que, dans le seul désir de diminuer l'autorité française, les ministres s'étaient efforcés de concentrer dans leurs mains, ne tarda pas à constater que le désordre se glissait de nouveau dans tous les rouages du service de la guerre. Les opérations graves en étaient compromises. Des contingents désignés pour marcher sur Oajaca n'avaient pas bougé de leurs quartiers de Mexico.

Il faut rappeler ici que le maréchal Bazaine, grâce à un siége énergiquement conduit, venait d'enfermer dans la ville d'Oajaca et d'y faire capituler le général juariste Porfirio

Diaz, ainsi que son armée. Ce chef libéral, qui avait soutenu vaillamment sa cause, les armes à la main, avait droit à être traité en prisonnier de guerre et avec tous les égards dus aux vaincus. Le maréchal Forey affirmant au Sénat français qu'il méritait d'être fusillé, commettait une erreur ; car Porfirio Diaz, chef régulier d'un État dont il avait pour devoir de défendre la capitale, puisque son territoire n'avait jamais encore été foulé par l'armée française ou impérialiste, méritait uniquement d'être sévèrement interné ou plutôt banni à titre provisoire aux Antilles. C'est par des mesures de violence, qui ne distinguent même pas le véritable caractère d'un ennemi, qu'on provoque de terribles représailles!

Porfirio, conduit prisonnier à Puebla par l'armée française, avait été enfermé dans le fort de Guadalupe, d'où toute évasion était impossible. Par ordre de l'empereur, il fut remis à la garde des Autrichiens, qui, après l'avoir fait redescendre dans la ville, le laissèrent s'échapper. Porfirio, fidèle à Juarez, reprit la campagne et renversa plus tard le trône impérial. Mais il faut dire qu'après les combats de Miahuatlan et de la Carbonera, il traita convenablement les prisonniers français, et facilita aussi l'échange des Autrichiens restés entre ses mains après la chute d'Oajaca retombée en son pouvoir. Tout porte à croire que l'empereur lui-même, mû par un sentiment généreux, mais imprudent, avait prescrit de faciliter son évasion.

On s'aperçut bientôt que le ministre de la guerre faisait des déplacements de troupes, donnait des ordres directs à ses généraux, sans consulter ni aviser notre quartier général, et supprimait tacitement des postes-volants placés, pour la sécurité des communications, sur la route de Mexico à Vera-

Cruz, donnant ainsi libre carrière au brigandage, qui fit de nouvelles victimes.

Après un mois de direction mexicaine, l'empereur, désabusé, prit le parti de confier à de meilleures mains la surveillance de son armée. Un général français * fut mis à sa disposition; l'influence de M. Eloïn l'emporta. Le 5 mai 1865, l'empereur se décida à investir de ce commandement le général autrichien, comte de Thün. Ce fut pendant son séjour à l'hacienda de Jalapilla. Là, il arrêta lui-même le plan d'une nouvelle organisation militaire, appelant à Puebla, pour la formation d'une brigade, une partie des troupes stationnées à Toluca, Ario, Jalapa, Morelia et Mexico.

Hacienda de Jalapilla, 5 mai 1865.

Mon cher maréchal,

Partageant l'opinion de Votre Excellence qu'il faut poursuivre activement l'organisation de l'armée, et n'ayant pas trouvé un général français ou mexicain qui eût voulu ou qui aurait pu s'en charger, je me suis décidé à la confier au général comte de Thun.

La première disposition à prendre est la réunion des forces nécessaires pour former une brigade. J'invite Votre Excellence à donner ses ordres pour que les corps ci-nommés se rendent à Puebla, endroit que je désigne pour l'organisation.

Le bataillon de l'Empereur, stationné à Toluca.

Le 3e bataillon de ligne, stationné à Ario.

La compagnie du génie, stationnée à Ario.

Les fractions des bataillons stationnés à Jalapa et à Morelia.

* Ce général, rappelé en France, attendit vainement la decision de Maximilien, et fut forcé de partir après un mois de retard inutile.

Le régiment de cavalerie de l'Impératrice, en réunissant tous les détachements qui se trouvent dans différents endroits.

J'ai choisi ces troupes comme les moins nécessaires pour le moment dans les endroits qu'elles occupent.

A la suite des impressions de mon voyage et m'occupant sérieusement des affaires militaires, je reviens à la nécessité d'une prompte et bonne organisation de la gendarmerie.

Il nous faut avant tout un bon chef connaissant à fond l'admirable organisation de votre gendarmerie, et un petit cadre d'officiers et de sous-officiers, qui puissent seconder leur chef dans cette organisation si difficile et toute nouvelle pour ce pays.

Je crois qu'il faudra commencer par former une force peu nombreuse, qui occupera la capitale et ses environs et qui formera le premier noyau d'une organisation progressive.

MAXIMILIEN.

Cette lettre du 5 mai, par laquelle Maximilien donnait l'ordre de dégarnir de troupes la ville de Morelia et ses environs, prouve que le souverain agissait spontanément et que le maréchal, comme chef de son armée, n'était pas indépendant. De plus, elle combat victorieusement un exposé militaire, émané de Maximilien à la même époque et reproduit dans une récente publication intitulée : « *La Cour de Rome et l'Empereur Maximilien*, » que Sa Sainteté vient d'ailleurs de condamner comme peu digne de foi.

« La ville de Morelia est entourée d'ennemis, disent ces notes impériales; . . . . le point le plus brûlant est d'assurer les grandes villes . . . . On a ruiné le trésor public ; le pauvre pays doit payer les troupes françaises. »

On a peine à s'expliquer cet aperçu du pays. L'armée française, comme toute notre marine, peut attester que pré-

cisément à cette époque, elle occupait toutes les villes d'État et les principaux ports du Mexique. Nous ne savons pas qu'elle ait cédé jamais la place aux libéraux vainqueurs. Seule, la capitale de l'État de Guanajuato, ainsi nommée, avait été confiée aux armes mexicaines, parce qu'elle était couverte sur ses quatre faces par un cordon de places fortifiées et défendues par nous, qui servait de barrière aux incursions de l'ennemi. D'autre part, Oajaca venait de succomber sous la belle attaque de siége dirigée par le maréchal Bazaine en personne.

Quant au trésor ruiné par la solde de nos troupes, l'infortuné souverain ne pouvait se plaindre des sommes que la France coûtait au Mexique, puisqu'en ceignant la couronne si imprudemment acceptée, il avait signé librement l'article 10 du traité de Miramar, stipulant que la dépense de chaque soldat français par an s'élèverait à 1,000 francs, à la charge du Mexique. Quant aux frais imposés à la couronne et nécessités par les transports marchant à la suite de nos colonnes, les chiffres officiels accusent neuf millions de francs comme somme totale.

Mais disons la vérité. Ces notes impériales, destinées à quelques feuilles publiques d'Europe, étaient secrètement rédigées au secrétariat impérial de manière à ce que, donnant un aperçu plus sombre de la situation, elles exerçassent une pression indirecte sur l'opinion publique et sur le cabinet français, trop porté à diminuer brusquement son effectif militaire, comme les événements l'ont prouvé plus tard.

Il faut observer que ces modifications militaires, prescrites par l'empereur Maximilien et répétées coup sur coup dans la distribution des forces, étaient peu faites pour donner

de la solidité aux troupes, étonnées d'obéir à des chefs toujours nouveaux. De plus, le mélange des contingents auxiliaires austro-belges avec les troupes nationales qui les voyaient avec méfiance, parce qu'elles rappelaient trop l'origine étrangère du souverain, était une faute; car Puebla ressemblait à un vrai camp autrichien. A côté du ministre de la guerre, Maximilien eut encore le tort de créer un cabinet militaire, institution qu'il avait importée de son pays, comprenant exclusivement les troupes austro-belges et s'administrant directement. Ces innovations ne tendaient à rien moins qu'à affaiblir l'unité du commandement et à enlever au maréchal, le seul commandant en chef en vertu de l'art. 6 du traité de Miramar (article que l'empereur eut besoin d'évoquer plus tard), une partie de l'autorité si nécessaire à la rapidité de l'exécution dans un pays aussi vaste, aussi divisé et aussi agité que le Mexique. A la même date, Maximilien conçut l'heureuse idée de constituer un corps de gendarmerie sur le modèle de la gendarmerie française, destiné à occuper la capitale et ses environs, et à s'étendre progressivement aux autres divisions militaires. Pour sa formation, il fit appel aux officiers et aux sous-officiers du corps expéditionnaire, qui ne tardèrent pas à y répondre. Un lieutenant-colonel français en reçut le commandement; mais, par suite de nouvelles intrigues, cet officier ne tarda pas à le céder au colonel hollandais Tindal, appelé à ce poste par la volonté expresse du souverain.

Le général de Thün, investi d'une haute confiance, chercha bientôt à s'affranchir de la direction française. Ces tendances étaient d'ailleurs inévitables, si on veut faire la part des susceptibilités nationales mises en jeu. Il faut reconnaître,

d'un autre côté, que ce poste offrait de grandes difficultés; car le général autrichien ne trouva aucun concours chez ses subordonnés dans la hiérarchie ministérielle, et les officiers mexicains entravèrent sa bonne volonté par leur force d'inertie.

Si Maximilien a commis des fautes résultant surtout de son indécision, de sa mobilité d'esprit comme de son ignorance du caractère mexicain, l'histoire impartiale dira que son imprudente ambition avait accepté une tâche bien lourde, aussi grave au dedans qu'au dehors de l'empire, et on a le droit de se demander si tout autre à sa place se fût montré plus habile ou plus heureux.

Deux graves questions extérieures dont le nouveau règne avait forcément hérité pesaient de tout leur poids sur la situation intérieure du Mexique. D'abord le règlement des biens de mainmorte restait toujours en suspens. La cour de Rome n'avait pas encore consenti à se prononcer, et elle y paraissait d'autant moins disposée que l'empereur avait répudié le parti clérical, auquel il devait sa couronne. Ce revirement politique avait médiocrement encouragé le pape à faire des concessions. Car l'espoir du Saint-Siége avait été, en aidant un archiduc autrichien à monter sur l'ancien trône espagnol, de faire rentrer ces pays lointains dans le giron de l'Église. D'un autre côté, les détenteurs des domaines du clergé se déclaraient impatients d'une solution favorable à leurs intérêts, dont la fraude, pour beaucoup, avait créé l'origine de propriété. Aussi employaient-ils tous les moyens pour presser les pas de l'empereur dans la voie qui devait le conduire à une rupture avec le Saint-Père. Les organes de la presse libérale, surtout à Puebla, soulevaient avec une

violence intempestive une question qui exigeait d'autant plus de ménagements que le nonce du pape était attendu pour les négociations.

Restait la question américaine, qui n'était pas la moins pleine de périls. Les derniers événements survenus aux États-Unis et les mouvements menaçants du général juariste Negrete sur la frontière du nord de l'empire constituaient un danger prochain pour la sécurité de la couronne. On savait que les partisans de Juarez se remuaient et n'attendaient que la cessation des hostilités entre le nord et le sud de l'Amérique pour créer des difficultés à Maximilien. Grâce aux menées de Romero, le représentant accrédité du président de la République mexicaine, des enrôlements publics avaient étéouverts dans les principales villes de l'Union, et la presse faisait appel aux aventuriers, en les excitant à franchir la frontière.

C'est alors que Maximilien, dans l'espoir de désarmer les flibustiers et de faire cesser les enrôlements volontaires américains, conçut le projet, sans consulter le commandement français, de se concilier l'appui, ou du moins la neutralité du cabinet de Washington par une secrète démarche. A cet effet, il dépêcha M. Arroyo, avec mission d'essayer des ouvertures dans ce sens. On se rappelle quel accueil fut réservé au mystérieux ambassadeur, qui fut éconduit par le cabinet républicain. En vérité, c'est le lieu de s'étonner que Maximilien, subissant une fâcheuse influence, ait pu céder à une pareille tentation. Le *statu quo*, avec son flibustérisme déguisé, n'était-il pas cent fois préférable à un échec d'influence qui ne pouvait manquer de devenir public et d'ébranler ceux-là même qui doutaient encore des vrais sentiments

des États-Unis? L'empereur du Mexique avait bien vite oublié cet important document diplomatique, qui n'avait pu échapper à son examen, et dont la forme, aussi bien que le fond, avait été si désobligeante pour le cabinet français :

M. Seward à M. Dayton, ministre des États-Unis à Paris.

Washington, le 7 avril 1864.

Monsieur, je vous envoie copie d'une résolution *passée à l'unanimité* par la Chambre des représentants, le 4 de ce mois. Elle affirme l'opposition de ce *corps à la reconnaissance d'une monarchie au Mexique.*

... Il est à peine nécessaire, après ce que je vous ai déjà écrit avec une entière franchise pour les informations de la France, de dire que cette résolution traduit sincèrement le *sentiment unanime du peuple* des États-Unis relativement au Mexique.

W. H. SEWARD.

Ainsi parlaient les fédéraux, à l'heure même où Richmond acclamait les victoires du général Lee et où les confédérés semblaient menaçants pour le président Lincoln. La question de principe était nettement posée. Il était temps encore de ne pas dire un éternel adieu aux jardins de Miramar et aux vagues aimées de l'Adriatique! Quelques semaines après, au moment où la famille impériale naviguait dans les eaux de la Havane, le cap sur la Vera-Cruz, ne croisait-elle pas en mer le vaisseau qui emportait le représentant américain rappelé de Mexico par son gouvernement?

M. Seward à M. Dayton.

(Département d'État). Washington, le 21 mai 1864.

Nous vous apprenons que M. Corwin, notre ministre pléni-

potentiaire au Mexique, est à la Havane, en route pour les États-Unis, où il revient en *congé d'absence.*

W. H. Seward.

Malgré l'intervention française, M. Corwin était demeuré à Mexico ; il ne s'éloignait qu'à l'arrivée des nouveaux souverains. Quelle espérance de réconciliation pouvait inspirer une pareille attitude, surtout après le désastre consommé des Sudistes? La plus simple prudence, la dignité surtout, interdisait toute démarche de M. Arroyo à la Maison-Blanche.

L'armée française avait déjà pris toutes ses dispositions pour repousser les attaques des flibustiers. Le colonel Jeanningros fortifiait bientôt la place de Monterey, et, par des ouvrages installés autour de Cadeyreta, couvrait le territoire avec des forces respectables au cas où une irruption américaine eût été tentée. Plus haut, le général Brincourt surveillait la partie supérieure du fleuve-frontière, prêt à toute éventualité. Par malheur, le général Cortina, qui commandait une partie des troupes échelonnées sur la partie basse du Rio Bravo, et qui était déjà fameux par ses trahisons, se prononça subitement contre l'empire, essayant ainsi de livrer le port important de Matamoros aux mains de Negrete, avec qui il s'était mis d'accord moyennant une forte somme d'argent. Quel aveuglement, malgré les avertissements répétés, avait donc poussé Maximilien, six mois auparavant, à faire grâce à Cortina, général de rencontre, pillard aussi lâche qu'effréné, bloqué dans Matamoros sans espoir de retraite et forcé de se rendre à merci après mille exactions! Plus encore, pourquoi l'avoir élevé le même jour au grade de général régulier, chargé d'un commandement actif sur la frontière et dans la

ville qu'il venait de dépouiller sans pudeur? Maximilien avait cru faire acte de bonne politique et désarmer ainsi par sa clémence les autres dissidents! Negrete se jeta aussitôt sur Matamoros; mais ses contingents furent contraints de se débander devant le débarquement à Bagdad de notre marine, venue au secours de Mejia qui tenait dans la place.

Le signal de la révolte était donné. Le gouvernement impérial avait prescrit de remettre à une de ses brigades le département du Tamaulipas péniblement conquis par la contre-guérilla française. Deux mois après, cette province était entièrement reperdue, et la capitale du Nuevo Leon, Monterey, que les autorités mexicaines, en dépit de toutes les recommandations de notre quartier général, n'avaient pas mise en état de défense, succombait aussi sous les attaques du parti rebelle. Dans le courant de mai, le maréchal dut ordonner de reprendre l'offensive sur tous les points envahis et de s'en emparer de nouveau.

Tous ces déchirements intérieurs pouvaient encore s'apaiser si la cour de Mexico avait osé à temps couper le mal dans sa racine, c'est-à-dire se mettre à l'abri des flibustiers en s'en faisant des sujets et des défenseurs; elle eût ainsi déjoué les manœuvres de M. Seward. Une chance favorable à une pareille tentative venait de se présenter. A la fin de mai 1865, le général confédéré Slaughter, qui commandait à Brownsville, sur la rive du Rio Bravo opposée à celle de Matamoros, à la nouvelle des désastres des Sudistes, hésita s'il déposerait les armes ou s'il franchirait la frontière mexicaine avec ses 25,000 partisans, qui paraissaient disposés à demander asile à l'empereur, à la condition d'obtenir des concessions de terrains dans les départements nord-ouest. Cette invasion

de colons, autorisée par le droit international, était une bonne fortune pour le Mexique; car ces groupes coloniaux, placés en avant-garde le long du fleuve-frontière, devaient arrêter un jour l'invasion des Yankees essayant de faire irruption au Texas. Des négociations, à ce sujet, furent ouvertes; il n'y avait pas de temps à perdre pour se mettre en mesure de faire face à des éventualités menaçantes. L'envoi à Matamoros d'un commissaire impérial muni de pouvoirs spéciaux pouvait, à ce moment, ne pas éveiller les susceptibilités des États du Nord, qui, dans leur désir de vaincre les séparatistes, auraient vu avec plaisir la cessation des hostilités du général Slaughter, et Lincoln aurait pu fermer les yeux sur le passage des 25,000 confédérés dans le territoire voisin comme sujets mexicains. Le maréchal s'empressa d'appeler l'attention de Maximilien sur cette question d'une si haute importance pour l'avenir de la monarchie.

Mexico, 29 mai 1865.

Sire,

Les derniers événements survenus aux États-Unis et les mouvements du général Negrete sur la frontière du nord de l'empire me font un devoir de placer sous les yeux de Votre Majesté la situation actuelle, telle que je la comprends, en appelant la haute attention de l'empereur sur certaines éventualités qui, pour ne pas constituer un danger imminent, n'en sont pas moins d'une haute importance.

Il est hors de doute aujourd'hui que les agents du parti juariste se remuent et cherchent à créer à l'empire mexicain des embarras et des difficultés que la cessation des hostilités entre le Nord et le Sud des États-Unis semble rendre inévitables.

Les enrôlements publics ouverts dans les villes principales de

l'Union et les appels que la presse américaine fait aux émigrants pour le Mexique prouvent surabondamment les menées d'un parti qui fait bon marché de la nationalité mexicaine et montrent que les sympathies du peuple américain, dont l'esprit d'aventure n'est malheureusement que trop connu, sont toutes en faveur de ce parti.

Votre Majesté n'a rien à redouter pour le moment ; toutes mes dispositions sont prises pour repousser les bandes de flibustiers qui tenteraient d'envahir le sud de l'empire.

La tentative avortée du général Negrete, qui ne peut s'expliquer que par l'espoir qu'il avait de se voir soutenir par ces bandes armées, n'a abouti à rien. Elle a prouvé seulement que la conversion de certains hommes, et entre autres celle de Cortina, n'était que fictive, et le rôle odieux joué par ce dernier le rend à tout jamais indigne de la clémence de Votre Majesté.

Elle a fait voir que la morale de quelques autres chefs n'était pas à la hauteur de la confiance dont ils étaient investis, et enfin, elle m'a fait reconnaître que mes ordres, en ce qui concernait la mise en état de défense des places occupées par l'armée mexicaine, n'étaient point exécutés.

Monterey a succombé sous ses défenseurs parce qu'aucune de mes recommandations n'avait été suivie.

La retraite de Negrete, devant la résistance qu'il a rencontrée à Matamoros et à la nouvelle du débarquement des troupes françaises à Bagdad, indique assez le peu de confiance que ce chef juariste avait dans ses troupes et autorise les suppositions que j'ai eu l'honneur d'émettre plus haut.

Le maréchal énumérait ensuite les ordres qu'il avait donnés, détaillant à Sa Majesté les mouvements qu'il faisait exécuter, les travaux dont on s'occupait, et les marches concertées pour reprendre la ville de Monterey, reconquérir l'État

du Tamaulipas, et disperser ou bloquer les dissidents; puis il abordait la question des confédérés :

J'ai l'honneur de le répéter à Votre Majesté : toutes mes dispositions sont prises pour parer aux premières éventualités.

Il est possible que le général confédéré Slaughter, qui commande à Brownsville, apprenant les désastres de son parti et la capture par les fédéraux du président Jefferson Davis, dépose les armes comme l'ont fait les autres généraux sudistes, mais il n'est pas improbable non plus que la proximité du territoire mexicain ne l'engage à venir sur la rive droite du fleuve chercher un refuge avec son corps désarmé sur un territoire ami.

Le droit international autorise parfaitement l'asile donné à une armée battue dans ces conditions. Après le désarmement préalable du corps d'armée sudiste, ne serait-il pas possible de former entre Monterey et le Saltillo, et sur les terrains qui appartiennent à l'État dans ces contrées, ou même sur ceux de M. Sanchez Navarro, des groupes coloniaux qui formeraient ainsi un premier obstacle aux envahissements des flibustiers. Il y aurait à s'entendre avec M. Sanchez Navarro...

Le maréchal ne se dissimulait ni les inconvénients ni le danger d'une pareille mesure : mais il y avait intérêt à se créer des alliés américains. Au milieu d'inextricables embarras que l'apathie générale des Mexicains ne devait pas résoudre, il fallait agir. Il jugeait si bien la situation, et il connaissait à ce point les Etats-Unis et la nécessité de ménager les susceptibilités de l'orgueil Yankee vis-à-vis de la monarchie, qu'il continuait :

Je signale cette éventualité à Votre Majesté, afin qu'elle veuille bien donner à l'avance les instructions qu'elle jugera les plus propres à répondre aux événements.

L'envoi d'un commissaire impérial à Matamoros me paraît d'une nécessité urgente, et je me permettrai de faire observer à Votre Majesté qu'un commissaire civil, muni de pouvoirs politiques, me semble plus apte à remplir une mission de ce côté qu'un commissaire militaire, puisque le général Mejia y a acquis une certaine influence sous ce rapport.

L'esprit irritable des Yankees pourrait, à la nouvelle de l'asile accordé au corps d'armée du général Slaughter, créer de nouveaux et sérieux embarras.

Je n'admets guère l'éventualité de la résistance désespérée des dernières forces du Sud dans le Texas ; l'issue ne saurait en être douteuse ni tardive.

Cependant, comme il faut tout prévoir, cette éventualité serait la plus dangereuse pour la frontière du Nord du Mexique. Les armées américaines envahissant le Texas amèneraient aux portes de l'empire un redoutable voisinage, et plus que jamais il serait indispensable d'avoir à Matamoros un agent sur le dévouement duquel Votre Majesté pût compter.

Le général en chef terminait en affirmant qu'il était certain de faire face aux événements, mais il suppliait l'Empereur de ne négliger aucune mesure salutaire pour l'avenir. Car, quoique l'armée française fût alors maîtresse de toutes les positions, l'armée mexicaine était appelée à la remplacer successivement. Le maréchal prévoyait bien aussi les défections des impérialistes.

Il n'y a pas de temps à perdre pour vous mettre partout et parfaitement en mesure de répondre aux éventualités, et j'ose prier Votre Majesté d'excuser mon insistance en faveur des motifs qui la dictent. BAZAINE.

Les futurs émigrants avaient demandé à être reçus comme

citoyens, en acceptant toutes les charges légales ; ils s'engageaient à se débander avant leur entrée, et leurs armes ne devaient leur être rendues que plus tard, pour la défense de leurs foyers contre les incursions des Indiens libres. Leur agent secret, que nous ne voulons nommer par crainte de le compromettre, s'était rendu à Mexico, et, selon la décision impériale, il se prépara à traiter de leur entrée dans l'Empire, ou à annoncer leur reddition aux États-Unis. Une demi-mesure fut proposée par le cabinet de Mexico : on parla de considérer d'abord les 25,000 confédérés comme prisonniers. Le mécontentement des partisans fut profond, et les négociations furent tout à coup interrompues par la capture de Jefferson Davis. Il n'y avait plus rien à espérer des États du Nord triomphants, et, cette fois encore, une chance de succès s'évanouit.

De quelque côté des États-Unis que dût pencher la victoire décisive, Maximilien n'ignorait pourtant pas qu'il y avait danger pour sa politique à ne pas s'attacher sans délai ce corps d'armée confédéré, car il avait été avisé que, dans les premiers jours du mois de février, une conférence avait eu lieu à Hampton-Roads, sur la rivière James, entre les plénipotentiaires rebelles et le président Lincoln. Dans cette entrevue, qui s'était annoncée fort cordiale, Stephens, au nom du président Jefferson Davis, déjà aux abois, avait réclamé la reconnaissance temporaire d'une fédération du Sud, en attendant l'heure favorable pour la reconstruction de l'Union. Dans cette attente, le Sud uni au Nord s'engageait à faire triompher la doctrine Monroë, en affranchissant le Mexique de l'occupation française, et en enlevant le Canada à la domination de l'Angleterre. C'est ainsi que les confédérés

prétendaient se venger de la ruine de secrètes espérances encouragées, dès l'origine de la lutte, par le cabinet des Tuileries, qui, après leur avoir reconnu le caractère de belligérants, les avait ensuite abandonnés. Il y aurait donc eu pour la dynastie mexicaine un puissant intérêt à neutraliser ce revirement hostile par une prompte entente avec les soldats de Slaughter.

Cet échec fut sensible à notre quartier général, qui se félicitait de la venue de ce renfort considérable, nécessaire pour la pacification compromise. Tout périclitait alors dans les mains mexicaines. Le maréchal n'hésita pas, sur ces entrefaites, à indiquer franchement à l'empereur la nécessité de grands commandements, qui devaient d'abord être exercés par les généraux français, l'éclairant par écrit sur la gravité de la situation. Il le suppliait de ne négliger aucune précaution. Nous avions déjà établi une ligne télégraphique de Vera-Cruz à Mexico. Il était aussi urgent de relier le nord à la capitale par un télégraphe qui aboutît au moins jusqu'à San Luis, et, pour ne pas en retarder l'exécution, les officiers et les soldats français furent chargés de le construire en marchant. En dépit de la grande distance, cette ligne ne tarda pas à fonctionner dès l'arrivée des fils et des appareils.

Malgré des revers et des défections sensibles, malgré de nombreux tiraillements dans l'armée austro-belge-mexicaine, inséparables du contact de tant d'éléments militaires hétérogènes, malgré les intrigues de palais, la concorde régnait entière à cette époque entre les Majestés mexicaines et le maréchal. Maximilien même, qui rendait hommage à la loyauté et à la puissance du concours que lui prêtait notre commandement, sentant bien aussi que c'était de ce dernier seul

qu'il tirait la force nécessaire pour fonder et pour organiser, n'avait pas peu contribué à l'union du maréchal avec une famille du pays, d'origine espagnole, puissante plutôt par ses attaches que par une fortune aujourd'hui compromise. En effet, la famille des la Peña avait fourni à la magistrature comme à l'armée des généraux et des avocats distingués. En 1833, l'oncle de la future maréchale, le général Pedrazza, avait été élevé à la dignité de président de la république, et sa propre tante s'était même vue choisie comme demoiselle d'honneur par l'impératrice Iturbide.

A l'exemple du sultan, qui avait généreusement récompensé le duc de Malakoff après la chute de Sébastopol, la famille souveraine, à l'occasion de son mariage, constitua une riche dot à la maréchale, voulant ainsi manifester hautement ses sentiments de gratitude pour l'armée française en l'honorant dans la personne de son général en chef. La lettre impériale déposée aux archives de Mexico et jointe à l'acte de donation, était ainsi conçue * :

Mexico, 26 juin 1865.

Mon cher maréchal Bazaine,

Voulant vous donner une preuve d'amitié personnelle ainsi que de reconnaissance pour les services rendus à notre patrie, et

* Ce domaine, aujourd'hui entre les mains du pouvoir républicain, est resté sans valeur pour la maréchale, l'empereur Maximilien ayant généreusement offert, au moment de l'évacuation, de rembourser les 500,000 fr. sur sa fortune particulière, et son offre ayant été naturellement déclinée par un maréchal de France, qui avait déjà refusé de la munificence impériale, dont le président du conseil, M. Lacunza, avait été l'interprète, le titre de duc de Mexico et de riches propriétés situées dans le Zongolica.

Ce domaine vient d'être donné par Juarez au colonel Pepe Rincon, à valoir sur la somme comptée par ce chef au colonel Lopez, pour prix de son ignoble trahison de Queretaro.

profitant de l'occasion de votre mariage, donnons à la maréchale Bazaine le palais de *Buena-Vista*, y compris le jardin et le mobilier, sous la réserve que, le jour où vous retournerez en Europe, ou si, pour tout autre motif, vous ne vouliez plus rester en possession dudit palais pour la maréchale Bazaine, la nation reprendra le domaine, le gouvernement s'obligeant, en pareil cas, à donner à la maréchale Bazaine, comme dot, la somme de cent mille piastres.

Votre très affectionné,

MAXIMILIEN.

CASTILLO.— ALMONTE.

On sait que, quelques semaines après son entrée solennelle à Mexico, Maximilien avait adressé à son ministre, Velasquez de Léon, un remarquable programme financier et administratif, embrassant les différentes branches des deux services. Ce manifeste contenait en germe toutes les intentions du souverain, qui, à coup sûr, avait apporté au Mexique un sentiment fort élevé de sa mission réparatrice. Les impôts, les douanes, les emprunts, les voies ferrées, les lignes télégraphiques, les grands travaux, le service postal, l'unité des poids et mesures, le contrôle des fonds publics, y étaient discutés avec un grand sens, et la création des commissions nécessaires y était ordonnée. Quant à la colonisation, voici en quels termes s'exprimait la volonté impériale: « Après avoir adopté une base pour les impôts ordinaires, la commission s'occupera des ventes de terrains vagues. L'étendue et la valeur de ces terrains ne peuvent être déterminées, faute de renseignements. *Dans cette situation, la colonisation du pays par des familles industrieuses ne saurait encore être entreprise et favorisée.* La commission nous

soumettra le règlement et le plan qui paraîtront le plus propres à réunir des éléments d'information exacte. »

En traçant ces instructions, Maximilien oubliait que, sous son sceptre se réunissaient six millions environ d'Indiens, race sobre, industrieuse et amie du travail, qui, avant d'être réduite à l'esclavage par l'aristocratie conquérante, et exploitée par le clergé mexicain, étonnaient Cortez par leur civilisation non moins magnifique que la cour de Montézuma. Le vainqueur espagnol n'envoyait-il pas à Charles-Quint un vaisseau chargé des plus curieuses productions des arts mexicains, échappées au premier pillage de ses soldats? « Les peintures en plumes, les bijoux ciselés dans l'or et l'argent, et les ustensiles, écrivait-il à son souverain, sont merveilleux. » Il est vrai que ces hommes simples méprisaient encore les métaux comme monnaie, puisqu'ils n'employaient dans leurs échanges que la noix de cacao. La déposition de Robertson, décrivant la découverte de l'Amériqne, d'après les manuscrits de Cortez et d'Herrera est assez éloquente. « Les progrès des sujets de Montézuma dans la civilisation se montrent non-seulement dans tous les points essentiels à toute société bien ordonnée, mais encore dans divers objets de police intérieure, qu'on peut regarder comme d'une moindre importance. L'établissement de courriers publics (piétons, puisque la race chevaline y était inconnue), postés de distance en distance pour faire passer les nouvelles d'une partie de l'empire à l'autre, était une invention ingénieuse de police, que ne possédait à cette époque aucun Etat de l'Europe. La situation de la capitale sur un lac, avec les chaussées et les digues fort longues qui servaient d'avenues à ses différents quartiers, avait demandé une adresse et un tra-

vail qu'on ne pouvait trouver que chez un peuple civilisé. On peut faire la même réflexion sur la structure des aqueducs, composés d'argile mêlée de mortier, par lesquels ils avaient amené un cours d'eau douce d'une distance fort considérable. Le long des chaussées, il y avait des tuyaux de la grosseur d'un bœuf. Un certain nombre d'hommes, employés régulièrement à nettoyer les rues, à les éclairer par des feux allumés en différentes places, et à y faire la garde pendant la nuit, montrait encore un degré d'attention pour la tranquillité publique que les nations polies n'ont acquis que fort tard. »

Nous croyons que le Mexique gagnerait peut-être à faire retour à son âge de fer. Quoi qu'il en soit, les arrière-neveux de ces barbares ne méritaient-ils pas un meilleur sort que celui qui les attache à la glèbe et qui les condamne à l'office de bêtes de somme? Ce furent eux qui firent brillant cortége à l'empereur Maximilien et à l'impératrice Charlotte, montant la route d'Orizaba à Mexico; ils avaient exhumé tous leurs vieux ornements, restes d'une splendeur évanouie, pour faire honneur au descendant de Charles V. Maximilien, qui pouvait réparer le crime de son royal aïeul, commit la faute, en les congédiant de sa capitale, de ne pas renvoyer libres les vaincus du XVI[e] siècle. C'eût été royalement inaugurer son règne.

Ce ne fut qu'à la fin de septembre 1865, que, se ravisant, mais bien tard déjà, il rendit un décret qui prononçait l'émancipation des Indiens *péones* ainsi que l'extinction de de leurs dettes passées, dettes souvent usuraires et infâmes, qui frappait de servage l'enfant encore dans le sein de sa mère. Cette mesure libérale et humaine restera à l'honneur

de Maximilien; elle eût dû suffire pour désarmer ses juges de Queretaro! Malheureusement, elle était incomplète; c'était encore une demi-mesure sortie de la situation même que s'était faite le souverain, désireux de ménager les deux partis extrêmes. Les *péones* n'étaient pas rendus propriétaires du sol par ce décret d'émancipation. Et pourtant, en quelles meilleures mains que celles des *péones* affranchis l'État pouvait-il mettre ces terrains vagues dont parlait le manifesfe impérial au ministre Velasquez, quand Sa Majesté regrettait que, « faute d'évaluation certaine de l'étendue et de la valeur de ces terrains, on ne pût les livrer à des familles industrieuses. » La commission mexicaine, instituée vainement depuis une année, n'avait-elle donc pu prévoir cette nécessité de ne pas affranchir toute une race de travailleurs sans lui donner en même temps les éléments fonciers du travail. Le gouvernement mexicain perdait ainsi, comme il avait déjà perdu les 25,000 soldats, laboureurs ou artisans du confédéré Slaughter, des millions de vigoureux colons possédant à un haut point l'esprit de famille et de mariage, et forcés d'avance à demander aux hasards le pain de chaque jour, si les propriétaires des *haciendas* ne les appelaient pas sur leurs cultures. Or les *hacenderos*, privés par ce décret de leurs créances et des bras de leurs *péones*, se dirent mécontents et refusèrent d'employer les services des Indiens qui voulaient profiter de leur libération légale. C'est ainsi que fatalement renaissait le vieil ordre de servitude pour le *péon*, qui, dans la crainte de voir périr de faim sa nombreuse famille, reprenait sa chaîne.

D'autre part, le clergé était devenu l'ennemi personnel de la couronne; il ne pouvait donc que favoriser le mécontente-

ment des *hacenderos*, jaloux qu'il était de recouvrer son action désastreuse sur les *peones*, dont l'émancipation devait diminuer le fanatisme et les pieuses offrandes. Le parti clérical ne cherchait pas d'ailleurs à cacher l'existence de sentiments hostiles qui n'avaient fait que s'accroître depuis le couronnement de Maximilien entraîné vers le parti libéral. Et en voici l'expression sincère, qui éclate dans une lettre de l'archevêque de Mexico, Mgr La Bastida. Ce document historique nous semble trop instructif pour ne pas le consigner ici, à la décharge de Maximilien, dont les intentions étaient déjà calomniées quatre mois après que le sceptre lui avait été proposé à Miramar.

Un écrit clandestin, qualifiant *les généraux régents de l'intervention des ennemis les plus acharnés de la religion et de l'ordre*, avait été répandu à Mexico et saisi par la police. En constatant avec justice que les prélats avaient été entourés par notre armée de respect et de vénération, le commandant militaire de la place avait dénoncé ces manœuvres à l'archevêque, qui répondit :

Mgr La Bastida à M. le général baron Neigre.

..... Il est un fait avéré, c'est que nous avons tous protesté contre *ces deux individus* * *qui ont la prétention d'être un gouvernement,* en déclarant catégoriquement que l'Eglise, dans la plénitude de ses immunités et de ses droits, supporte aujourd'hui les mêmes attaques que celles qu'elle a eu à supporter pendant

* Le général Almonte et le général Salas composaient la régence, dont le général Bazaine avait dû, avant l'arrivée de l'empereur, éliminer l'archevêque pour cause d'intrigues et d'hostilité systématique.

le gouvernement de Juarez ; que jamais elle ne s'est vue persécutée avec plus d'acharnement.

Pélagio Antonio,
Archevêque de Mexico.

Cette violence de langage faisait mal augurer de l'avenir. Ainsi battu en brèche dans les grands centres comme dans les *haciendas*, le chef de l'Etat pouvait-il espérer l'apaisement des passions? Toutes ses idées les plus fécondes, contenues en germes dans son programme impérial, avortaient faute d'instruments capables de les développer avec probité et conviction, et cela, en dépit du concours incessant des fonctionnaires français, auxquels, du reste, la cour de Mexico se plaisait à rendre pleine justice.

On se rappelle que le quartier général avait déjà fermement signalé, en novembre 1864, l'incurie du ministre de l'*hacienda*, relative au personnel financier appelé d'Europe pour venir en aide au gouvernement mexicain. A la fin de juillet 1865, une nouvelle note pressante, placée sous les yeux mêmes de Sa Majesté, attestait que l'*Hacienda* publique n'avait reconnu aux agents français que des pouvoirs dérisoires, qui ne leur permettaient d'exercer aucun contrôle utile sur la rentrée des deniers de l'État comme sur leur emploi par les administrations locales, ces dernières opposant la même résistance à toute immixtion étrangère que celle qui attendait dans la capitale le successeur de M. Corta, M. Langlois. Ce conseiller d'Etat avait été envoyé de France, comme on le sait, sur la prière de Maximilien, pour nettoyer les écuries d'Augias,où douanes et impôts étaient mis au pillage par les premiers serviteurs de la couronne. C'était par-

tout le même mot d'ordre dans les rangs de l'administration mexicaine !

Un autre prétexte de trouble n'avait pas peu contribué à retarder les succès du corps expéditionnaire, qui rivalisait d'activité, sans compter ses pertes ni ses fatigues, et sans se laisser rebuter par des obstacles de toute nature. La réorganisation d'une nationalité ne s'accomplit que par un rude labeur et par mille sacrifices locaux. Or, le remaniement territorial, qui avait été nécessité par la création de grands commandements militaires, avait porté une profonde atteinte à l'esprit de routine des premiers propriétaires fonciers et surtout aux habitudes du parti clérical, dont il déplaçait les centres d'action. Une partie des *hacenderos* mécontents, sans oser encore se déclarer ouvertement contre l'Empire, prêtait les mains à la rébellion, donnait l'hospitalité et comptait des piastres aux *guerillas*, et, tout en remontant leur cavalerie, acceptait sur ses domaines les chevaux blessés ou fatigués des partisans ou bandits, qui réclamaient leurs montures dès qu'elles étaient en état de servir.

Dans le cours de cette année 1865, la marine et l'armée française avaient fait un si vigoureux effort, depuis le golfe jusqu'au Pacifique, que moins de 29,000 combattants avaient visité et rallié tous les ports et toutes les capitales d'États de cet immense empire, sauf celles du Guerrero et du Chiapas. Nous avons prouvé à l'époque, dans un recueil français *, que cette diffusion militaire, conseillée par Maximilien et l'Impératrice, était une grave imprudence et devait créer des dangers dans l'avenir. Mieux valait étendre progressivement

* *Revue des Deux-Mondes* du 15 septembre 1866 : « L'empire du Mexique et ses chances d'avenir. »

et selon ses ressources une domination pacifique, ralliant tous les intérêts, en élargissant peu à peu un cercle solidement armé, que de couvrir du premier coup de vastes solitudes clairsemées de petits centres; car on pouvait facilement prévoir, dans un avenir peu éloigné, la nécessité de leur abandon, suivi des horreurs de la guerre qui accompagnent toujours une retraite. Cependant, nos colonnes, franchissant les prairies, avaient envahi la capitale du Chihuahua, dernière retraite du président de la république, et la nouvelle officielle s'était répandue dans l'empire que Juarez avait déserté le sol mexicain. Ce bruit avait quelque fondement. Le fugitif de Chihuahua s'était réfugié à *Paso del Norte*, bourgade dont les maisons s'alignent sur un rang le long de la rive du *Rio Grande*. A cent mètres de l'autre côté du fleuve, on aborde aux États-Unis. On comprendra aisément que, dans une pareille position, le président Juarez, dont la capture, du reste, n'eût en rien modifié le caractère de la résistance des libéraux, se savait entièrement à l'abri de nos troupes. A peine signalait-on un cavalier, qu'il traversait le fleuve, pour ne le repasser qu'une fois le danger disparu. C'est ainsi que, pendant près de dix-huit mois, Juarez a vécu sur le Rio Grande, d'accord avec le cabinet de Washington. Pour lui interdire la rentrée du territoire, pouvait-on garder tout le cours du long fleuve qui descend de ce point jusqu'au golfe?

C'est ici qu'intervient le fameux décret du 3 octobre 1865, qui a coûté tant de larmes. Il est d'une haute importance de rétablir sa véritable origine, ainsi que son exacte portée. Disons tout d'abord qu'on a lieu d'être douloureusement surpris que les ministres qui ont contresigné ce décret, et qui

plus tard ont abandonné Maximilien pour s'abriter en France et à Paris, n'aient pas encore élevé la voix en faveur de la défense ou de la mémoire du souverain qui avait signé et conçu lui-même ce funeste *bando;* car, en plein conseil, des lèvres impériales elles-mêmes ils avaient recueilli la vérité.

Dès que la nouvelle que Juarez avait traversé la frontière à *Paso del Norte* fut parvenue à Mexico, la satisfaction fut grande au palais. L'armée franco-mexicaine tenait alors toutes les fortes positions. La disparition du chef républicain faisait espérer le ralentissement des hostilités du parti dit libéral, presque acculé et laissé sans direction. Maximilien, qui se croyait, de bonne foi, l'élu d'un peuple las de désordres et de convulsions, et qui avait la fierté de son rôle réparateur, se persuada aisément que les juaristes étaient déroutés, et qu'en honorant le parti vaincu, il allait porter un coup décisif à la résistance qui ne serait plus favorisée que par les bandes de pillards; alors, il accusa devant son conseil le projet de faire offrir à Juarez la présidence du tribunal suprême, et son sincère dessein de rallier autour de lui toutes les illustrations du pays.

Comme moyen d'ouverture de négociations, il rédigea le décret du 3 octobre. En effet, en tête de ce décret, il établit que la cause républicaine avait perdu son dernier soutien, et les considérants furent un hommage rendu au caractère de Juarez. Quant au décret lui-même, il n'était certes dirigé, dans l'intention de l'empereur, que contre ceux dont la tactique avait pour unique but d'abriter leurs brigandages sous un prétendu drapeau républicain. Ce funeste décret, dont on peut consulter la minute originale, a été entièrement tracé de la main de Maximilien, quoiqu'il eût un secrétaire à ses

côtés. Tous ses ministres, qui en ont favorisé la conception, y ont apposé leurs signatures. Seul, le maréchal ne l'a pas signé. Avant de le revêtir du caractère officiel, Maximilien crut devoir consulter le maréchal. Il fut répondu du quartier général que, tout d'abord, des considérants aussi flatteurs pour le président, combattu comme ennemi par la France, sembleraient dirigés contre l'intervention, et, qu'en outre de cette fâcheuse interprétation, cet acte était inutile, puisque les cours martiales fonctionnaient, ayant pour garantie la conscience des officiers français; de plus, il était impolitique, parce qu'il rendrait trop facilement les Mexicains justiciables des Mexicains, et que tout l'odieux en rejaillirait sur la personne du souverain, dont le plus beau droit était le droit de grâce. L'empereur, approuvé complètement par ses cinq ministres, et persistant dans sa première pensée, celle de rattacher Juarez par cette déclaration publique partie du trône, passa outre. Au dernier moment, le général en chef, qui dut faire exécuter ce décret, comme c'était son devoir de chef des deux armées, demanda et obtint de faire ajouter un article additionnel condamnant à l'amende les *hacenderos* convaincus d'avoir recueilli et caché les armes et les chevaux des rebelles.

Ce décret du 3 octobre, qui allait rallumer la guerre civile en assouvissant des rancunes particulières, fut le suicide de la monarchie entraînée par de chevaleresques illusions et par les traditions des pays civilisés. Juarez, qui n'avait pas abdiqué son droit, devait sans nul doute repousser toute ouverture de conciliation, et l'ostracisme lancé contre les ***républicains mis hors la loi*** fit explosion aux États-Unis, où il ameuta les colères contre un prince et une princesse qui

poussaient pourtant la générosité à l'excès. Car, maintes fois, dans des élans de sensibilité, la famille impériale, dont on surprenait facilement la bonne foi, avait à tort entravé la justice de nos cours martiales. Tel est l'historique de cette fatale journée, qui ne peut pas rester une tache pour la noble victime de Queretaro.

Il y avait eu une heure, à la naissance de l'empire, où une partie de la population, autant par lassitude du désordre que par sympathie spontanée pour les nouveaux souverains, s'était préparée à tenter sérieusement l'essai de la monarchie. Cette heure précieuse s'était évanouie sans que la couronne, faute d'initiative, eût su en profiter, et la lettre suivante de l'impératrice Charlotte, princesse d'une haute intelligence et d'un grand cœur, qui se mêlait très activement à la direction des affaires militaires et politiques, indique clairement le trop peu de cas qu'elle faisait de l'élément indien, aussi bien que le projet bien arrêté de la couronne de ne pas laisser ruiner le trésor mexicain, dans la conviction que les finances françaises suffiraient à tout. Cette lettre prouve encore que des intrigues de palais, hostiles aux officiers français, s'agitaient autour du trône, dès les débuts de la monarchie.

Mexico, le 16 septembre 1864.

Général, on me demande mon opinion au sujet de cette lettre, mais comme il s'agit de généraux, je veux avant tout connaître la vôtre. Pour ma part, je crois que ce n'est qu'une intrigue qui prouve le contraire de ce qu'on cherche à démontrer.

Veuillez toujours me renseigner et me renvoyer le papier après lecture, car M. Velasquez veut que je lui donne une réponse demain.

Il passera en outre chez vous pour traiter différentes questions dont nous nous sommes occupés au conseil. La plus importante est la pacification de la Sierra. Le préfet de Tulancingo a quelques idées là-dessus qui ne sont pas mauvaises. Il me semble qu'en envoyant quelques détachements à poste fixe et d'autres à expéditionner, cela produirait de bons résultats. Seulement je vous prierais dans ce cas-là de m'avertir, afin que les autorités civiles prissent des mesures de concert avec vous pour seconder l'entreprise.

S'il était possible de connaître d'avance certains mouvements, tout en les gardant aussi secrets que possible, je crois qu'ils porteraient de plus grands fruits et on pourrait faire suivre le passage des troupes d'une organisation quelconque.

Quant aux Indiens, qui veulent se défendre contre les Plateados, vous me direz si vous croyez qu'il faille leur donner des armes. Cela commence à devenir trop fréquent, et quant à de l'argent, le gouvernement a résolu de n'en donner à personne.

Croyez, général, à mes sentiments bien sincères.

CHARLOTTE.

J'espère que vous savez tout ce qui concerne l'armée pour le 16, comme aussi qu'il y aura défilé, dès que je serai rentrée au palais et avant la réception des autorités. Vous ne m'avez donné aucune note dimanche.

En deux mois, la réorganisation de l'armée mexicaine, laborieusement poursuivie par le commandement français, avait été de nouveau compromise par le gouvernement lui-même. Quant à la direction politique et départementale, elle se montrait déplorable. Les lenteurs des ministres s'étendant jusqu'aux questions de personnes et à l'expédition des ordres, avaient laissé retomber les centres les mieux disposés dans l'apathie. On ne savait où choisir des hommes capables d'ins-

pirer confiance. Tout stimulant manquait et le patriotisme ne s'était pas réveillé. Personne ne songeait à sauver la chose publique parmi les impérialistes, malgré les exemples d'abnégation personnelle donnés par la famille impériale. Partout où les Français se multipliaient, ils venaient se heurter contre des autorités défavorablement prévenues ou manquant d'instructions. En un mot, toute la charge incombait à nos officiers, qui, dans l'intérêt du pays, se voyaient entraînés peu à peu à parer à toutes les éventualités. Dégoûtés même de voir les fonctionnaires s'endormir dans une honteuse incurie, discréditer, décourager publiquement ceux de leurs compatriotes qui se rattachaient à l'empire comme à une branche de salut, ils finissaient par s'occuper des moindres services des localités où s'exerçait leur action militaire : on craignait de voir tout s'en aller à la dérive du flot insurrectionnel qui, prenant sa source à la frontière américaine, roulait déjà du nord au sud.

On ne saurait rejeter sur Maximilien la responsabilité de toutes les défaillances auxquelles devait succomber la monarchie : c'est que l'argent, le nerf de la guerre, lui manquait déjà. Le gouvernement français n'était-il pas vraiment coupable, puisqu'il avait voulu, aux prix d'énormes sacrifices repoussés par l'opinion publique, fonder une dynastie forte au Mexique, de n'avoir compté entre les mains de son allié que 40 millions provenant de deux énormes emprunts, emprunts par lesquels il avait, grâce à ses propres receveurs généraux, obtenu la réalisation de 500 millions prêtés par d'imprudents souscripteurs alléchés et trompés? N'était-ce pas du premier jour mettre sciemment au monde un royaume mort-né? Notre ministre des affaires étrangères était assez

bien renseigné par les rapports militaires émanés de notre quartier général, pour ne pas se payer d'illusions sur la situation réelle du Mexique. Pourtant, par une politique pleine d'inconséquences, le cabinet des Tuileries laissait dès le début s'écrouler son œuvre, en refusant des ressources indispensables. A la fin de 1865, le trésor mexicain s'épuisait déjà, et la mauvaise gestion financière provoquait un accroissement de déficit qui, d'ailleurs, n'eût jamais pu être comblé par le contrôle le plus sévère; car les recettes, eussent-elles été régulièrement perçues, ne dépassaient pas 90 millions de francs, tandis que, sans parler des amortissements, les dépenses engloutissaient 150 millions au moins. Pourtant, jamais le besoin d'argent ne s'était manifesté plus impérieusement.

Sur les rives du Pacifique, certaines positions militaires n'étaient plus tenables. Le climat d'Acapulco, entre autres, avait exercé une action si meurtrière sur l'effectif des Français qui défendaient ce port, que le commandant d'Assas avait dû proposer la formation d'un bataillon à recruter sur la côte de Téhuantepec, parmi les indigènes habitués à un ciel de feu. Plus loin, Parras réclamait à bon droit l'arrivée de renforts; car ce centre industrieux avait donné un trop rare exemple d'énergie et de sacrifices qui, s'il eût été imité, eût sauvé l'empire. Les habitants de cette ville s'étaient imposés volontairement de 18,000 piastres environ pour lever une troupe de 400 hommes, et cela, à l'instigation d'un préfet énergique. A cette heure, ils se trouvaient à bout de ressources, et leurs soldats se débandaient, les laissant exposés aux représailles des libéraux. Le ministre de la guerre, mal renseigné, contestait l'authenticité de ces nouvelles inquiétantes portées à la connaissance de l'empereur. Il fal-

lut bien se rendre à l'évidence, lorsque les cris de détresse partis de ce coin du territoire parvinrent à Mexico.

Le maréchal, comprenant toute la nécessité de sauvegarder ces villes du Pacifique, centres importants au point de vue stratégique et douanier, donna l'ordre à notre marine, dont le dévouement était mis à une cruelle épreuve dans ces dangereux parages, d'approvisionner Manzanillo de telle sorte que nos bâtiments de guerre pussent profiter de leurs voyages sur la côte de Manzanillo à Acapulco, afin de porter à la garnison des vivres, de la viande et des médicaments. Quant à Parras, désireux de soulager la population, le quartier général y fit lever quatre compagnies franches, et consentit à ce que le trésor français assurât leur solde, à titre d'avances. Nulle occasion n'était perdue de venir en aide aux populations énergiques. Pourtant il y avait une juste limite qui ne pouvait être franchie par notre commandement militaire. Car, à côté des désirs de la famille impériale, il était forcé, sous peine de trahir ses devoirs de Français, d'envisager la sécurité de ses propres soldats. Or, l'article 2 du traité de Miramar, que Maximilien avait signé en pleine connaissance de cause, avait stipulé que, dès la prise de possession du trône, « notre corps expéditionnaire serait ramené à un effectif de 25,000 combattants, y compris la légion étrangère. » En outre, cet effectif devait être encore réduit au fur et à mesure que les troupes mexicaines s'organiseraient.

Contrairement à cette double clause, l'armée française était toujours restée supérieure au chiffre de 28,000 hommes, malgré la rentrée en Europe de la brigade du général Lhériller. De plus, cette brigade, qui ne comptait environ que 4,000 combattants, avait cédé la place à la légion autri-

7

chienne, forte de 8,000 baïonnettes : les forces s'étaient donc accrues au lieu d'être diminuées. Mais cependant, le maréchal ne pouvait, avec un effectif dont le double tiendrait aisément sur le terrain de Longchamps, occuper utilement une superficie de dix-huit cents lieues environ, et abandonner à tous les hasards des défections et des privations de minces détachements français. Telle était pourtant la propension de l'empereur Maximilien, dont les tendances à la diffusion militaire ne cessaient de s'accuser ; lui céder, c'était oublier la part de responsabilité encourue par le quartier général en cas d'échec.

La ville de la Paz, capitale de la Basse-Californie, est située à cinq cent cinquante lieues environ de Mexico, et les communications avec ce point reculé offraient de très grandes difficultés. Malgré tout, il avait été visité en 1865 par l'intervention, qui ne s'était retirée qu'après avoir aidé à l'organisation politique et militaire du pays. Cette ville se prononça de nouveau en faveur des juaristes, après le départ de nos forces. En apprenant cette nouvelle, Maximilien écrivit ces lignes au général en chef :

Mexico, 17 décembre 1865.

Maréchal,

Je viens d'apprendre qu'une contre-révolution a éclaté à la Paz, et que les autorités impérialistes ont dû se retirer. Cette révolte a été opérée par une centaine d'hommes.

Bien que l'importance politique de la Basse-Californie soit peu considérable, cette contre-révolution produira sur l'opinion publique, aux Etats-Unis et en Europe, le plus fâcheux effet, en donnant lieu de croire que, loin de pacifier le pays, nous perdons au contraire du terrain.

Je désire donc que vous me fassiez connaître s'il ne serait pas

possible d'envoyer à la Paz une compagnie française dont la présence dans le port suffirait pour y rétablir l'ordre et conserver cette province à l'empire.

Votre bien affectionné,

MAXIMILIEN.

En vérité, pouvait-on laisser une compagnie isolée à pareille distance du centre d'action, quand les Français tenaient déjà, dans le Pacifique, Acapulco, Guaymas, Mazatlan èt dans le golfe, Matamoros, Tampico, la Vera-Cruz, Alvarado, Sisal et Campêche, postes dangereux et malsains, où ne résidaient pas les troupes mexicaines? Il faut reconnaître encore que si les ressources financières commençaient à s'amoindrir dans des proportions inquiétantes, le ministre de la guerre mexicain ne pouvait invoquer, comme excuse des mouvements insurrectionnels qui se dessinaient, la pénurie de soldats capables d'être opposés aux dissidents : c'est qu'il avait laissé les troupes au repos ou bien n'avait pas su les employer efficacement. Quant à tous les points où brillaient les baïonnettes françaises, la tranquillité était assurée. Un coup d'œil jeté sur le tableau officiel et véridique des forces dont l'empire disposait à cette époque déjà critique, en retranchant notre corps expéditionnaire, suffira pour convaincre de leur suffisance.

Au 31 décembre 1865, l'armée mexicaine comptait dans ses rangs, sans parler d'une artillerie considérable et bien approvisionnée : En troupes nationales, tant permanentes que mobiles et municipales : 35,650 fantassins, cavaliers et artilleurs, avec 11,073 chevaux; en troupes étrangères : Belges, 1,324; Autrichiens, 6,545, avec 1,409 chevaux; ce

qui portait les chevaux au nombre de 12,482, et l'effectif militaire à 43,520 hommes.

Comme on le voit, un effectif réel aussi considérable, appuyé des Français, était capable, si la direction fût restée bien entendue et pleine d'énergie, d'assurer le triomphe de l'empire. Mais, pour nous servir des justes expressions de M. le ministre d'Etat, *Dieu ne le voulait pas*. La force, cette fois du moins, allait succomber sous une grande idée, l'horreur de l'invasion.

VI

Voici que nous entrons dans la période des désastres qui ont accablé coup sur coup l'empire mexicain. On a déjà pu se rendre un compte exact, nous l'espérons, des fautes qui les ont préparés. Les pages qu'on va lire, tout en suivant pas à pas les détails de la longue agonie d'un empire, surprendront par le récit d'événements brusques, d'engagements foulés aux pieds, de revirements imprévus, étranges, à travers lesquels la politique des deux cours française et mexicaine, bientôt mécontentes l'une de l'autre, viendra se briser contre les menaces des Etats-Unis pleins d'arrogance.

L'année 1866 s'inaugura sous de tristes auspices. Dès les premiers jours de janvier, de tous côtés, au cœur même de l'empire, éclatèrent des défections. Le souffle de la rébellion avait passé sur tous les hauts plateaux. Les bandes de *guerilleros* désolaient le Tamaulipas, le Nuevo-Leon et le Zacatecas, Etats limitrophes de l'Union. Aux portes de la capitale, Pachuca se soulevait, et le Michoacan levait l'étendard de la révolte. *Vive l'intervention du Nord*, tel était le

cri de ralliement des insurgés, qui réclamaient l'appui de la grande république voisine, pour jeter les alliés à la mer. Le titre d'alliés s'attachait aux Autrichiens et aux Belges comme aux Français. Or, ces contingents étrangers, détestés par les dissidents, avaient en outre semé la désunion autour du trône. Des dissentiments graves avaient surgi entre eux et les officiers mexicains, qui refusaient d'obéir aux officiers européens. L'article 5 du traité de Miramar avait bien stipulé « *qu'en cas d'expéditions combinées de troupes françaises et mexicaines, le commandement supérieur de ces troupes appartiendrait au commandement français.* » Mais les Belges et les Autrichiens n'avaient été appelés au Mexique que comme troupes à la solde du trésor mexicain, soumises par conséquent aux institutions militaires du pays qu'elles allaient servir, et avaient ainsi perdu tout caractère de nationalité distincte. En cas de combinaisons de troupes, les officiers mexicains étaient donc fondés à n'accepter d'ordres que d'Autrichiens ou de Belges d'un grade supérieur au leur. D'autre part, les Belges se plaignaient d'avoir été trompés, prétendant être venus en colons armés, destinés à la culture des terres et à leur défense, mais non en soldats permanents : le mécontentement avait déjà provoqué des désertions dans leurs rangs. Quant aux officiers, ils n'avaient dit adieu à l'Europe que sur l'assurance de rester à Mexico comme des gardes du corps de la famille impériale. Ces hommes du Nord, quelles que fussent leurs qualités militaires, n'étaient pas façonnés pour de pareils climats, et leurs opérations devaient se ressentir de leur tempérament peu préparé à la guerre de partisans. En outre, l'emploi de mercenaires est toujours dangereux ou impolitique. Le mot suivant, de

l'impératrice Charlotte, résumait bien la situation : « Les Autrichiens et les Belges sont très-bons en temps de calme ; mais vienne la tempête, il n'y a que les pantalons rouges. » Cette infortunée princesse rendait un juste hommage au sang français, dont elle était issue par la famille d'Orléans.

Ajoutons que Maximilien recevait de nombreuses plaintes de ses généraux, prétendant que leurs contingents manquaient de chevaux et d'armes. Mejia annonçait de son côté qu'il était difficile de contenir dans le devoir des soldats qui ne recevaient pas de solde. Le ministre de la guerre avait rendu compte à l'empereur, dont le mécontentement était vif, qu'il avait prié le quartier général français de faire escorter par un de ses bataillons la *conducta* de Monterey, désignée pour porter la paye de la division Mejia à Matamoros, et que le maréchal n'avait pas cru devoir lui prêter concours. Cette accusation contre le commandement français, qui ne cessait de favoriser de toutes ses forces le bien du service, provoqua une réelle surprise, et Maximilien put se convaincre, grâce à la correspondance échangée qui lui fut soumise, qu'il n'avait jamais été question d'une demande d'escorte pour l'argent destiné aux Mexicains, mais seulement d'un convoi de commerce, dont les exigences militaires n'avaient fait que suspendre l'envoi. D'ailleurs, des bâtiments de l'escadre, faisant voile sans cesse du port de la Vera-Cruz à celui de Matamoros, offraient toutes facilités de transport maritime en moins de soixante heures, tandis que le trajet par terre exigeait des semaines et un déploiement de forces inutilement dangereux, puisque les routes de Queretaro, de San Luis, de Monterey, conduisant au Tamaulipas, étaient infestées de *guerillas* commandées

par Cortina et Carbajal, aidés de bandes américaines

Là où les régiments français couvraient la frontière du Nord, les Américains hésitaient encore à s'engager sur le territoire mexicain ; mais la situation était fort tendue, et une démonstration agressive de nos bataillons sur le *Rio-Grande* et le *Rio Bravo* eût pu amener un conflit immédiat avec les Etats-Unis, que les instructions de notre gouvernement recommandaient formellement d'éviter. D'ailleurs, la dissémination du corps expéditionnaire n'eût pas permis d'exécuter à cette époque un pareil mouvement aussi excentrique de Mexico. Il fallait, avant tout, éteindre l'insurrection des départements voisins de la capitale de l'Empire, et le quartier général dut se hâter de faire partir de nouveaux renforts pour pacifier le Michoacan.

Ces tristes événements avaient déchiré le voile à l'aide duquel, jusqu'à cette époque, les ministres s'étaient plu à cacher la vérité à Maximilien, malgré les avis du maréchal.

Quelques jours auparavant, le général en chef avait été forcé d'appeler la sollicitude de l'Empereur sur les nombreux *pronunciamentos* militaires qui menaçaient l'existence même de l'armée. « Ce sont des faits que Votre Majesté s'expliquera, lui disait-il en flétrissant ces défections, puisqu'elle n'ignore pas qu'un bon nombre d'autorités trahissent le gouvernement et que les gardes rurales ont été organisées de telle façon qu'il semble qu'on les eût créées avec la seule idée de fournir des ressources aux dissidents.

« ..... Avant tout, il faut se « *débarrasser des agents infidèles, et assurer la solde des troupes, de préférence à d'autres dépenses* des services civils qui peuvent attendre. » Les embellissements de Mexico absorbaient, ainsi que la

résidence de Chapultepec, des sommes importantes, dont la situation financière réclamait pour l'heure un plus sérieux emploi. Pourtant, au cri d'alarme parti du quartier général, Maximilien tressaillit.

Il venait de ressentir les premières secousses qui ébranlaient son trône, et le 6 janvier 1866, il traçait ces lignes, qui dépeignaient bien l'état de son âme et ses premières angoisses. « Je sais que j'ai accepté une tâche singulièrement difficile ; mais mon courage est capable d'en supporter le fardeau, et j'irai jusqu'au bout. » Quel cruel contraste avec le ton calme et assuré de la lettre qu'il adressait cinq semaines auparavant au maréchal :

Mexico, 2 décembre 1865.

Mon cher maréchal,

Le moment est donc venu de gouverner et d'agir. J'ai compté sur votre concours pour me donner des notes sur les préfets, les commissaires impériaux et les généraux mexicains.

MAXIMILIEN.

Comment ! dix-huit mois de règne avaient donc été dépensés en pure perte ! C'est à cette heure seulement que le besoin d'action se faisait sentir. La correspondance impériale est pleine de ces étranges contradictions. Pendant que Maximilien voyait les départements se soulever et le besoin de troupes se faire sentir sur plusieurs points du territoire, après de gros désastres, il rêvait encore une nouvelle expédition lointaine, et il dégarnissait la province d'Oajaca, où Porfirio Diaz allait rallumer la guerre civile, comme en fait foi son ordre impérial ainsi conçu.

... Il ne faut pas oublier que Franco a organisé 2,200 hommes de bonnes troupes, et que si elles passent sous les ordres du général de Thun, il semble naturel d'exiger qu'elles contribuent en grande partie à la future expédition de Tabasco et de Tlapacoyan; car il n'est pas nécessaire d'entretenir un effectif aussi nombreux dans l'Etat d'Oajaca.

Maximilien.

Maximilien caressait encore l'idée de conquérir une nouvelle province, au moment où les autres tendaient à se détacher de sa couronne. Et pourtant le Yucatan, contrée insalubre, refuge de tribus rebelles, était presque toujours resté insoumis à l'ancienne autorité présidentielle !

Si Maximilien eût été sagement inspiré après dix-huit mois d'expérience et de leçons sévères, il eût dû comprendre qu'il resterait impuissant à réunir sous le sceptre impérial ce faisceau disloqué de vastes provinces, presque inconnues les unes aux autres, faute de voies de communication favorables aux échanges. L'histoire lui enseignait que les États excentriques, séparés de la capitale par des solitudes, n'avaient fait des sacrifices que pour l'indépendance commune, menacée par l'étranger, sans sympathie réelle pour Mexico ou pour Juarez, dont elles avaient peu de faveurs et de secours à attendre. Chaque capitale d'État avait son administration et ses intérêts propres. Depuis la guerre d'indépendance, le Mexique, sans parler du règne du premier empereur, Iturbide, tombé en 1824 sous la fusillade, avait plutôt été une fédération qu'une république. De plus, si les efforts militaires de la couronne avaient échoué lorsque les troupes étaient encore régulièrement payées, et que la guerre civile déchirait le sein des Etats-Unis, que pouvait-

on espérer de l'avenir, à cette heure où le trésor national, forcé de suffire à la défense de dix-huit cents lieues de territoire, s'avouait épuisé, et où les Yankees victorieux ne dissimulaient plus l'hostilité de leurs sentiments ? Deux seules chances de salut restaient à la monarchie chancelante : ou bien, comme nous l'avions déjà exposé en 1866, au lieu de prétendre régner sur un royaume imaginaire, ouvert à tous les vents, il lui fallait concentrer toutes ses forces vives dans les États de l'intérieur les plus riches et les plus denses, en conservant précieusement ses communications avec les deux mers ouvertes à l'importation et à l'exportation, et puis, attendre des temps meilleurs pour regagner du terrain. Ou bien, il convenait de faire retour à la constitution de 1857, en proclamant les dix-sept États libres, indépendants sous l'égide d'un chef souverain. Cette organisation fédéraliste pouvait seule calmer les susceptibilités ombrageuses de l'Union américaine.

Dans les premiers jours de février 1866, la situation de l'Empire était des plus critiques. Les caisses de l'État étaient complétement vides, et l'armée mexicaine réclamait hautement sa paie. Si les officiers français sont restés deux mois sous les murs de Puebla sans toucher de solde, si nos soldats ont parfois aussi attendu l'arrivée du trésor, le bivouac n'en était pas moins gai, et cela, grâce à notre magnifique organisation administrative qui pourvoit à nos besoins en campagne.

Mais faute d'argent, les troupes mexicaines mouraient de faim, si elles ne se changeaient en bandes de maraudeurs. Le général en chef connaissait trop bien les éléments militaires de l'armée mexicaine pour ne pas craindre qu'au lendemain

du pillage ne succédât la trahison ou la débandade, et il crut de son devoir de courir au plus pressé. Il prit sous sa responsabilité, dans l'intérêt du trône impérial prêt à s'écrouler, d'ordonner au payeur général français une avance de cinq millions, nécessaire pour faire subsister les Impérialistes.

Parmi bien d'autres, nous avons choisi la lettre de l'empereur, qu'on va lire, comme digne d'être citée, parce qu'elle détermine exactement la nature des rapports qui existaient à cette époque entre notre quartier général et la cour de Mexico, déjà éprouvée par la mauvaise fortune.

Palais de Mexico, le 5 février 1866.

Mon cher maréchal,

Je viens d'apprendre le précieux service que vous avez rendu à mon gouvernement, en lui venant en aide tout récemment par suite d'une crise financière difficile.

Veuillez agréer mes très sincères remerciments pour la discrétion et la cordialité avec lesquelles vous avez agi dans cette circonstance délicate, et qui, pour moi, doublent le prix de ce service.

Votre très affectionné,

MAXIMILIEN.

Ce service * rendu à la couronne mexicaine déplut à Paris. Le maréchal Bazaine ne fut pas approuvé par le cabinet des Tuileries. Il reçut pour instructions de ne plus consentir aucune avance au trésor mexicain. La chute de l'empire n'était plus douteuse ; son agonie commençait.

* Le Corps législatif a sanctionné plus tard cette dépense.

VII

Le maréchal n'avait pourtant pu rester sourd au cri d'angoisse du gouvernement mexicain; car son dernier appel avait été navrant. Le président du conseil, M. de Lacunza, un des mexicains les plus éclairés et citoyen véritablement dévoué à son pays, avait réclamé le secours de la France par une lettre trop émouvante pour que nous la passions sous silence. Ce document, plein de révélations sur la politique du cabinet français, marquera la date d'une des douloureuses étapes de l'empire créé par nos mains et marchant au précipice creusé par l'intervention.

Mexico, le 28 avril 1866.

A Son Excellence M. le maréchal Bazaine.

Très estimé maréchal,

J'ai eu l'honneur, hier, de vous rendre visite, et vous savez que le principal objet de cette visite a été de manifester à Votre Excellence l'irrécusable nécessité de continuer au Trésor mexicain les avances de fonds que lui a faites, ces mois derniers, le

Trésor français. Je veux aujourd'hui répéter à Votre Excellence mes instances les plus urgentes sur le même sujet, et lui répéter, aussi, dans quelles circonstances nous nous trouvons, et à quels résultats nous devons nous attendre, si nous n'en sortons pas promptement.

Chargé depuis peu de jours de la direction des affaires financières, je peux dire les choses telles qu'elles sont, puisqu'elles n'engagent pas ma responsabilité; et ces choses ne sont point une nouveauté pour Votre Excellence, qui les connaît bien. Leur franche exposition lui permettra de s'écrier : « Cet homme dit la vérité ! »

La situation militaire, sous le point de vue des finances, est bien connue de Votre Excellence. Dans le nord, la division Mejia vit péniblement en consommant les faibles ressources de la localité dans laquelle elle se trouve, en faisant des emprunts presque forcés, et en tirant en outre sur Vera-Cruz des sommes importantes.

Dans ce même nord, les troupes que commande Quiroga n'ont matériellement pas d'aliments, et ce chef se voit obligé de faire payer, en avance, les contributions de toute une année, d'exiger malgré cela des emprunts, et de placer les citoyens qui résident là où ils se trouvent dans la nécessité d'émigrer pour ne pas être victimes de vexations.

Dans le sud, les troupes, qui sont sous les ordres de Franco, ne peuvent sortir de Oajaca pour se porter à l'encontre des ennemis qui les menacent, parce que la solde journalière du soldat n'est pas assurée, et parce qu'il n'y a pas de fourrage pour les chevaux.

Dans le centre de l'empire, c'est pour des raisons semblables que Florentino Lopez * a perdu tant de jours avant de se mouvoir pour sortir de San-Luis.

* Général décédé à Matehuala.

Les troupes austro-belges sont endettées de près d'un demi-million de piastres ; et, avant que Votre Excellence ne les ait fait payer par le Trésor français, elles auront dépensé leur dernier centime et consommé toutes les provisions de leurs places de guerre.

Il est inutile de pousser plus loin le triste tableau de la pénurie de nos ressources au point de vue militaire ; Votre Excellence la connaît, et à Elle-même, lorsqu'Elle a demandé qu'on vînt pécuniairement au secours de certains corps de troupes mexicaines, j'ai dû répondre qu'il n'y avait pas moyen de le faire.

Cependant, que se passe-t-il dans la caisse centrale de Mexico, Là, ce sont diverses traites tirées sur elle, et dont le montant s'élève à environ trois cent mille piastres, qui n'ont pas été payées, et pour lesquelles il n'y a pas d'espérance de paiement; ce sont des exigences très urgentes auxquelles on ne saurait faire face. Ce sont, enfin, les troupes de la garnison auxquelles on doit *la solde de près de deux mois.*

Vos instructions portent que vous ne devez plus faire d'avances au Mexique. Ces instructions se trouvent directement en contradiction avec les intentions amicales et la politique elle-même de l'Empereur.

Y a-t-il un remède à cette situation? Certainement il y en a un, et ce n'est pas moi qui l'affirme; c'est M. Langlais qui l'a dit, lui qui possédait toute la confiance de la France, et en était certainement digne.

Quel est ce remède ? Il consiste en un nouveau système financier par lequel les dépenses seront diminuées, et les revenus augmentés. Déjà ce système est arrêté en projet, presque rédigé, et en grande partie mis en pratique.

Toutes les dépenses ont été réduites au plus bas chiffre, en commençant par la liste civile de l'empereur; Sa Majesté se contente du tiers de la liste assignée, il y a près d'un demi-siècle, à l'empereur Iturbide. On élabore, comme Votre Excellence le

sait, l'ordre nouveau qui doit être exigé dans les revenus publics, et duquel on attend leur plus grande augmentation : et l'on prépare les nouveaux impôts, dont une partie est déjà appliquée, par exemple, dans les douanes maritimes.

Mais il n'est pas donné à l'homme de retarder ni d'accélérer la marche du temps, et c'est là l'élément de toute espèce de bien ou de progrès. Pour produire leur effet, les nouveaux plans, qui, j'en ai la confiance, ne tromperont pas nos espérances, ont inévitablement besoin d'une certaine période de temps pour leur mise en pratique.

Pendant cette période de transition, il faut compter sur quelque chose; ce ne peut encore être les ressources nouvelles, et il est nécessaire que ce soit la France qui nous le fournisse. Cette vérité, aussi, fut reconnue et mise en pratique par M. Langlais.

Lors de sa mort, bien regrettée, les secours matériels furent un moment interrompus, et le gouvernement dut subir la loi des capitalistes auxquels il s'adressa. Votre Excellence n'ignore pas ce qu'il en advint : des affaires ruineuses en tout point, telles qu'on doit en faire sous la pression de la nécessité, donnèrent au gouvernement des ressources qui durèrent huit jours, et le discréditèrent pour beaucoup plus de temps, l'obligeant à employer, pour le remboursement, jusqu'à une partie des rentes maritimes, avec lesquelles on devait payer les emprunts extérieurs.

Tel est le résultat produit par le retrait de la Coopération Française avant le temps voulu.

Je dirai quelques mots de plus sur ces résultats. Votre Excellence comprendra que le fait de ce qu'une grande partie des Mexicains ont accepté l'intervention française, de ce qu'ils ont également accepté l'empire et le soutiennent aujourd'hui, *en dépit des principes républicains, qui furent ceux de leur enfance*, constitue un argument puissant; car à l'idée d'intervention et

d'empire, se rattache celle de bonne foi, d'ordre, de fidélité du gouvernement et, conséquemment, celle de l'indépendance de la race latine dans le Nouveau-Monde. Telle a été du moins la manière dont a été comprise ici la grande conception de l'empereur Napoléon.

Jusqu'à ce jour, l'empire et l'intervention ont joué un rôle satisfaisant. Les désordres dans le département des finances (celui dont nous nous occupons pour le moment) avaient disparu, les paiements étaient ponctuels, les revenus n'étaient plus exposés aux spéculations de l'agiotage, et les emprunts souscrits en Europe présentaient une forme régulière. Si après avoir épuisé les ressources produites par ces emprunts, comme cela a lieu, l'empereur se voit obligé à ne plus payer les dépenses, et à entrer dans la voie de l'antique désordre, tout le bien produit par le nouveau système et toutes les espérances conçues deviendront problématiques. Le résultat final s'obtiendra, mais les sacrifices et les nouvelles dépenses qu'il exigera se prolongeront et se multiplieront de telle façon, que personne ne peut les prévoir aujourd'hui.

L'alternative pour Votre Excellence est donc celle-ci : ou bien imposer aujourd'hui au Trésor français une charge légère pour terminer une œuvre entreprise par l'empereur Napoléon, laquelle est grande et utile en elle-même : ou bien vous abstenir de le faire, et imposer en conséquence à ce même Trésor français des dépenses et des sacrifices beaucoup plus grands.

L'entreprise ne peut être abandonnée : Votre Excellence la terminera-t-elle à peu de frais ? Ou bien laissera-t-elle à son gouvernement la tâche de la terminer au prix de sacrifices immenses ?

Telle est la question, monsieur le Maréchal, que soumet à Votre Excellence votre ami sincère et très affectionné

J. M. A. de Lacunza.

Deux jours après la remise de ce document, qui attestait les angoisses de Maximilien, il y avait eu conseil au palais impérial. Le général en chef, M. Dano, et M. de Maintenant, inspecteur des finances délégué au Mexique par la France, y avaient été convoqués. L'Empereur était entouré de tous les ministres de la couronne. La scène était pleine de tristesse. M. de Lacunza réclamait hautement de notre Trésor un prêt mensuel de cinq millions. Les représentants de notre gouvernement, en vertu des instructions formelles qui leur avaient été adressées, avaient opposé une fin de non-recevoir. Alors l'Empereur, se jetant dans la discussion, s'écria :

« En faisant abstraction de tous les détails, la question peut se résumer en peu de paroles : « *La banqueroute du Trésor ou l'espoir de le sauver.* » Si les personnages qui représentent la France dans cette réunion, ne veulent pas prendre la responsabilité d'avoir dépensé quelques millions, ils prendront celle d'avoir laissé venir la banqueroute, chose qui, très certainement, n'est pas dans les désirs de l'empereur Napoléon, qui s'est toujours montré l'ami de l'empire.

Le maréchal accorda la moitié du prêt demandé par Maximilien. On a vu quel accueil attendait à Paris l'initiative du général en chef. Pourquoi donc les lettres de l'empereur Napoléon à Maximilien, qui contenaient sans cesse des promesses directes de concours efficace, étaient-elles constamment précédées ou suivies d'ordres émanés de ses ministres, interdisant aux agents français les avances financières ? Pourquoi n'approuvait-on pas le maréchal ? Ce dernier acte de la politique française, qui marquait publiquement un

terme à la période de nos sacrifices financiers, fut suivi d'un grand retentissement au Mexique comme dans les deux mondes; car ce refus de subsides n'était que le précurseur de l'évacuation de notre corps expéditionnaire. Le gouvernement de Napoléon III commençait à recueillir les fruits de sa politique aventureuse. L'humiliation de notre amour-propre national par le renversement du trône mexicain, tel était désormais le but du cabinet de Washington. La Maison-Blanche n'avait pu oublier que la France avait jadis reconnu le caractère de belligérants aux rebelles du Sud, impatients de tuer le régime républicain pour inaugurer une dictature militaire dont le futur chef, célèbre général confédéré, avait entamé des négociations à Mexico même.

Aujourd'hui que les Yankees triomphaient de la sécession, ils étaient résolus à faire expier chèrement à notre pays comme à Maximilien une imprudente intervention chez la république voisine. Il faut avouer que l'heure était bien choisie par l'opiniâtre sous-secrétaire d'Etat américain, M. Seward. L'opinion publique en France, égarée un instant par les pompeuses déclarations de nos ministres, chargés d'entraîner les crédules souscripteurs vers les deux emprunts mexicains *, s'était peu à peu éclairée sur la véritable situation militaire et politique du nouvel empire. Si chaque courrier transatlantique apportait à Saint-Nazaire le bruit des succès remportés par nos armes, on savait aussi, à l'aide des corres-

* Il n'est pas sans intérêt d'indiquer ici que, malgré que ces emprunts eussent été chaudement recommandés au Mexique, pas une famille du pays, pas une maison de commerce ne voulut y souscrire : en un mot, pas une seule obligation n'a pu être placée, même parmi les impérialistes. Les Mexicains ont été plus heureusement inspirés que nos compatriotes !

pondances privées, que les juaristes, favorisés par la complicité des Etats-Unis et par l'approche de complications menaçantes en Europe, ne se laissaient pas abattre sous les revers infligés par nos soldats, et reconquéraient sans peine les portions de territoire confiées à la seule défense des forces impérialistes.

D'autre part, notre gouvernement, inquiet déjà des éventualités du conflit allemand, regrettait d'être privé du concours de 30,000 hommes aguerris, engagés au delà des mers, corps d'armée qu'il avait l'intention, nous sommes fondés à le supposer, de maintenir au Mexique d'une façon indéterminée. De plus, il se voyait gêné à l'intérieur par les manifestations de la tribune et de la presse, qui demandaient instamment qu'on mît un terme à une entreprise stérile. C'est alors que les États-Unis, par l'organe de M. Seward, firent entendre une voix impérieuse au cabinet des Tuileries. En 1864, ce ministre étranger s'était borné à affirmer à M. Drouyn de Lhuys « que le sentiment unanime du peuple américain s'opposait à la reconnaissance d'une monarchie au Mexique. » A cette heure, plus audacieux, il s'attaquait directement à l'intervention française elle-même, et lui faisait comprendre que la prolongation d'une occupation armée pouvait devenir grosse de périls.

En effet, le 6 décembre 1865, une note émanée du département d'État de Washington avait été remise au marquis de Montholon, ministre de France; elle exposait, à propos du Mexique, les vues de la politique des États-Unis, en ce qui concernait le continent américain. Cette note, communiquée et méditée au palais des Tuileries, y avait fait sensation. Le 9 janvier 1866, notre ministère des affaires étrangères

s'empressait d'expédier à son représentant une réponse à la communication de M. Seward. Le gouvernement français annonçait « qu'il était disposé à hâter, autant que possible, le rappel de ses troupes du Mexique. » Sept jours après, le packett emportait M. le baron Saillard, muni d'instructions confidentielles pour Mexico.

Non content de cette première victoire, le président Johnson prescrivait la remise d'une seconde note diplomatique, plus pressante encore, à la légation française, en date du 12 février. Après avoir pris acte du rappel de nos troupes posé en principe, il demandait la fixation d'une date précise, qui calmât les susceptibilités de ses concitoyens. Comme on le voit, Maximilien, sacrifié brusquement, se trouvait désormais à la merci du caprice de l'Union, maîtresse de la politique française sur le continent américain. Ce second document diplomatique, où M. Seward discutait, en quinze pages, avec une logique inexorable, tous les arguments dilatoires de M. Drouyn de Lhuys, ne laissait aucune porte ouverte aux ajournements calculés ou imprévus; et le fond aussi bien que la forme en sont trop curieux à étudier au point de vue des événements qui vont se dérouler, pour ne pas en reproduire ici quelques passages instructifs. La lumière qui en rejaillira suffira pour éclairer toute la scène.

Note de M. Seward au marquis de Montholon, ministre de France.

Washington, le 12 février 1866.

Monsieur, j'ai eu l'honneur, le 6 décembre, de vous adresser, *pour l'information de l'Empereur*, une communication écrite au

sujet des affaires du Mexique, en tant qu'elles sont affectées par la présence des forces armées de la France dans ce pays.

. . . .

M. Drouyn de Lhuys nous assure que le gouvernement français est disposé à hâter, autant que possible, le rappel de ses troupes du Mexique. Nous saluons cette notification comme une promesse éventuelle d'épargner désormais à notre gouvernement les appréhensions et les inquiétudes sur lesquelles j'insistais dans la communication que M. Drouyn de Lhuys a eu à considérer.

. . . .

Il est toutefois de mon devoir de maintenir que, quelles que fussent les intentions, le but et les motifs de la France, les moyens adoptés par une certaine classe de Mexicains pour renverser le gouvernement républicain de leur pays et pour profiter de l'intervention française en vue d'établir une monarchie impériale sur les ruines de ce gouvernement l'ont été, aux yeux des Etats-Unis, sans l'autorisation du peuple mexicain, et ont été mis à exécution contrairement à sa volonté et à son opinion.

. . . .

Les Etats-Unis n'ont vu aucune preuve satisfaisante que le peuple du Mexique ait parlé, ou qu'il ait établi ou accepté le prétendu empire que l'on soutient avoir été fondé dans sa capitale. Ainsi que je l'ai fait remarquer dans d'autres occasions, les Etats-Unis sont d'avis qu'un pareil assentiment ne pouvait être ni librement obtenu, ni légitimement accueilli à aucune époque, en présence de l'armée française d'invasion. La retraite des forces françaises leur semble nécessaire pour permettre au Mexique de recourir à une manifestation de cette nature. Sans doute, l'Empereur des Français est fondé à définir le point de vue sous lequel il doit engager la situation de ce pays. Celui sous lequel je la présente n'en est pas moins celui que l'Union a adopté. L'Union ne reconnaît donc et ne doit continuer à reconnaître au Mexique que l'ancienne république, et elle ne peut, en aucun cas, consen-

tir à s'engager dans ce qui impliquerait, soit directement, soit indirectement, des relations avec le prince Maximilien institué à Mexico, ou une reconnaissance de ce prince.

. . . .

Nous sommes ainsi ramenés à la question isolée qui faisait le sujet de ma communication du 6 décembre dernier, savoir, l'opportunité du règlement d'un débat dont la prolongation doit nuire incessamment à l'harmonie et à l'amitié qui ont toujours régné jusqu'ici entre les Etats-Unis et la France. Les Etats-Unis se contentent d'exposer à la France les exigences d'une situation embarrassante au Mexique, et d'exprimer l'espoir qu'elle découvrira quelque moyen, compatible à la fois avec son intérêt et sa dignité, et avec les principes et l'intérêt des Etats-Unis ***pour dégager sans retard cette situation préjudiciable.***

Nous nous en tenons à notre assertion, que la guerre dont il s'agit est devenue une guerre politique entre la France et la république du Mexique, préjudiciable et dangereuse pour les Etats-Unis et pour la cause républicaine, et c'est sous cet aspect et ce caractère seulement que nous en demandons la fin.

Nous regardons l'Empereur comme nous ayant annoncé son intention immédiate de faire cesser le service de ses armées au Mexique, de les rappeler en France et de s'en tenir fidèlement, ***sans aucune stipulation ni condition de notre part***, au principe de non-intervention sur lequel il est désormais d'accord avec les Etats-Unis.

. . . .

J'ajouterai à ces explications que, dans l'opinion du président, la France ***n'a que faire de retarder d'un instant*** la retraite promise de ses forces militaires du Mexique.

. . . .

A ne considérer simplement que le point sur lequel notre attention n'a cessé de se concentrer, savoir notre délivrance des embarras du Mexique sans troubler nos rapports avec la France,

nous serons charmés *lorsque l'Empereur nous donnera*, soit par la voie estimée de votre correspondance, soit de toute autre manière, *l'avis définitif de l'époque* à laquelle on pourra compter que finiront les opérations militaires de la France au Mexique.

W. R. SEWARD.

La rudesse de ce message du Nord était étrange; mais elle était la conséquence inévitable de notre politique d'intervention. Les rôles étaient désormais intervertis : l'Union commandait. Jadis c'était la France qui disait fièrement, par la bouche de M. Drouyn de Lhuys, en avril 1864, à M. Dayton, le représentant d'Amérique à Paris : « *Nous apportez-vous la paix ou la guerre?* » répondant ainsi à la résolution du congrès, qui avait voté à l'unanimité contre l'établissement d'une monarchie au Mexique.

La série des humiliations était inaugurée, et, dès la fin de 1865, Maximilien fut secrètement sacrifié. Ce prince, qu'une imprudente ambition avait poussé vers le rivage de la Vera-Cruz, allait tomber victime des défaillances de notre gouvernement, se laissant dicter sa conduite par l'arrogance américaine. En vérité, avant de s'engager dans d'aussi périlleux hasards, n'avait-on pu aisément prévoir cette attitude des États-Unis? Nos hommes d'État avaient-ils besoin d'une rare clairvoyance pour découvrir à l'horizon la grande ombre de la république du Nord, se projetant jusque sur la frontière du Rio-Bravo, et prête à paraître en scène à son heure? Si on savait devoir se résigner aussi facilement au parti de céder la place, parti que la prudence conseillerait d'adopter à si grande distance de la mère-patrie, était-ce faire acte de générosité que d'entraîner l'archiduc à une perte certaine? D'autre part (ce qui n'était pas moins grave), une retraite

trop brusque devait blesser nos propres troupes dans leur fierté nationale; car on ne pouvait s'attendre à voir nos régiments évacuer successivement, presque l'arme au bras, les centres qu'ils occupaient, sans être émus d'avance des représailles que les familles compromises du pays pourraient subir de la part des libéraux vainqueurs, et sans gémir de se voir reculer devant les bravades des Américains; c'était là, disons-le hautement, ouvrir à nos soldats une mauvaise école de guerre, où l'esprit de discussion des actes du commandement subordonné à une humble politique, devait affaiblir forcément l'admirable discipline de notre armée, prompte à s'émouvoir avec raison de tout ce qui lui paraît équivoque.

On comprendra donc quel rôle difficile allait échoir au général en chef fatalement placé entre l'accomplissement des ordres de son souverain, auxquels un soldat ne pouvait se soustraire sans forfaire à l'honneur, et le douloureux spectacle d'un trône brisé par un brusque revirement de la politique française intimidée, et hâtant elle-même la destruction de son propre ouvrage. Le maréchal ne se dissimulait pas qu'il allait s'engager dans une voie hérissée d'obstacles, pleine de tristesses, où le sentiment du devoir et la sécurité du corps expéditionnaire, mécontent à bon droit de son attitude passive, devraient se concilier avec tous les égards dus à une grande infortune aigrie par notre soudaine défection.

VIII

A l'heure où M. Seward remettait au ministre de France sa longue note diplomatique, débarquait au port de la Vera-Cruz M. le baron Saillard, envoyé en mission à Mexico par le cabinet français. Le même courrier apportait deux dépêches de M. Drouyn de Lhuys à M. Dano, l'une datée du 14, l'autre du 15 janvier 1866. Dans la première, il était exposé « que la situation dans laquelle nous nous trouvions au Mexique ne pouvait se prolonger, et que les circonstances nous obligeaient de prendre à cet égard une résolution définitive, que l'Empereur ordonnait de faire connaître à son représentant. » Notre ministre des affaires étrangères se bornait à constater « que la cour de Mexico, malgré la droiture de ses intentions, se trouvait dans l'impossibilité reconnue de remplir désormais les conditions de Miramar. » La question ainsi posée en ces termes, c'était rejeter injustement toute la responsabilité de notre évacuation sur Maximilien, à qui on laissait ignorer que l'affaire mexicaine était

devenue américaine. M. Drouyn de Lhuys terminait ainsi sa première dépêche :

Paris, 14 janvier 1866.

A M. Dano, ministre de France à Mexico.

. . . .

Il faut donc que notre occupation ait un terme, et nous devons nous y préparer sans retard. L'empereur vous charge, Monsieur, de la fixer de concert avec son auguste allié, après qu'une loyale discussion à laquelle M. le maréchal Bazaine est appelé naturellement à prendre part, aura déterminé les moyens de garantir, autant que possible, les intérêts du gouvernement mexicain, la sûreté de nos créances et les réclamations de nos nationaux. Le désir de Sa Majesté est que l'évacuation puisse commencer vers l'automne prochain.

Vous voudrez bien, Monsieur, donner lecture de cette dépêche à S. Exc. M. le ministre des affaires étrangères et lui en laisser copie. Je charge M. le baron Saillard d'y ajouter verbalement toutes les explications nécessaires et de me rapporter, dans un bref délai, la réponse par laquelle vous me ferez connaître les arrangements définitifs qui auront été conclus.

Drouyn de Lhuys.

La seconde dépêche, d'un caractère plus intime, avait pour but d'établir que notre gouvernement entendait se dégager des obligations contractées par le traité de Miramar, se prévalant de la faculté que lui fournissait la non-exécution d'une convention bilatérale par le Mexique, puisque son trésor était vide, et qu'il ne pouvait plus payer nos troupes entretenues sur son territoire. Le cabinet français ajoutait que ces embarras n'étaient pas nouveaux, et qu'à diverses

reprises nous avions essayé d'y pourvoir *en facilitant des emprunts qui avaient mis à la disposition du Mexique des sommes importantes*. C'était pousser trop loin l'oubli de la réalité, puisque ces emprunts énormes n'avaient mis entre les mains de Maximilien que la faible somme de 40 millions environ, sans compter les 8 millions que le souverain avait reçus personnellement à sa prise de possession du trône. Par une amère ironie, cette dépêche étrange dans ses contradictions, tout en arguant de l'impuissance de la couronne mexicaine à faire face à ses engagements, se plaisait à constater les sympathies et les espérances de la population en faveur de Maximilien. En terminant, notre gouvernement essayait même de colorer le retrait de ses troupes du désir de mieux servir les intérêts de ce trône, qu'il allait laisser crouler, ou plutôt dont il devait, nous en donnerons bientôt des preuves, précipiter la chute.

Paris, le 15 janvier 1866.

A M. Dano, ministre de France à Mexico.

. . . .

Cette situation m'amène à me demander si l'intérêt bien entendu de l'empereur Maximilien ne se trouve pas ici d'accord avec les nécessités auxquelles nous sommes tenus d'obéir. De tous les reproches que font entendre les dissidents à l'intérieur, et les adversaires au dehors, le plus dangereux pour un gouvernement qui se fonde est certainement celui de n'être soutenu que par des forces étrangères. Sans doute, le suffrage des Mexicains a répondu à cette imputation : elle subsiste pourtant, et l'on comprend combien il serait utile à la cause de l'empire de retirer cette arme à ses adversaires.

Au moment où ces diverses considérations nous obligent à

envisager le terme de notre occupation militaire, le gouvernement de l'Empereur, dans *sa sollicitude pour l'œuvre glorieuse dont il a pris l'initiative* et dans sa sympathie pour l'empereur Maximilien, devait se rendre un compte exact de la situation financière du Mexique. *Cette situation est grave, mais elle n'est point désespérée.* Avec de l'énergie et du courage, avec une volonté ferme et suivie, l'empire mexicain peut triompher des difficultés qu'il rencontre sur sa route ; mais le succès n'est qu'à ce prix. C'est la conviction que nous avons puisée dans l'examen attentif et consciencieux de ses obligations et de ses ressources, et vous vous efforcerez de la faire passer dans l'esprit de l'empereur Maximilien et de son gouvernement.

DROUYN DE LHUYS.

Peut-on prétendre encore que M. Rouher ignorait la vérité quand il traçait, du haut de la tribune du Corps législatif, ces riants tableaux du paysage mexicain, déjà si brillamment esquissés par M. Corta dans ses discours au Corps législatif, 11 et 12 avril 1865 ? Le cabinet français s'apercevait bien tard que *le reproche le plus dangereux pour un gouvernement qui se fonde, est celui de n'être soutenu que par des forces étrangères* ! L'histoire de France ne contenait-elle pas sur ce point tous les enseignements nécessaires ?

La mission du baron Saillard, complètement inattendue, vint jeter un trouble indicible dans le palais impérial. Maximilien envisagea tout de suite, sans se rendre compte d'où le coup partait, les sinistres conséquences de ce brusque abandon de la France. Quand il devint plus maître d'un juste ressentiment qu'il ne déguisa pas, il repoussa nettement les propositions qui lui avaient été formulées au nom de Napoléon III. Un mois s'était à peine écoulé que de nouvelles ins-

tructions plus précises encore, conçues toujours sous la pression américaine, étaient expédiées à M. Dano. Supposait-on donc à Paris que l'empereur Maximilien, qu'on n'avait même pas eu le soin de pressentir, consentirait facilement à lacérer le traité de Miramar, ou plutôt, était-on décidé à heurter de front toutes les résistances du prince ? Cette dernière appréciation nous paraît vraisemblable. On avait hâte de rejeter de parti pris tous les tempéraments que comportait une question aussi brûlante. La dépêche du 16 février témoigne assez des sentiments de la cour des Tuileries, impatiente de trancher violemment le nœud gordien qui l'enchaînait au nouveau continent.

Paris, le 16 février 1866.

A M. Dano, ministre de France à Mexico.

Monsieur, à l'heure où je vous écris cette dépêche, M. le baron Saillard doit être arrivé à Mexico. Les instructions du gouvernement de l'Empereur vous sont donc connues.

. . . .

Le désir de Sa Majesté, ainsi que vous le savez, est que l'évacuation puisse commencer vers l'automne prochain et *qu'elle soit achevée le plus promptement possible.* Vous aurez à vous entendre avec M. le maréchal Bazaine pour en fixer les termes successifs, d'accord avec l'empereur Maximilien.

Je ne saurais développer ici les considérations diverses dont il y aura à tenir compte dans la conduite de cette opération ; les unes, d'une nature purement militaire et technique, sont essentiellement du ressort de M. le maréchal commandant en chef; les autres, d'un caractère plus politique, sont remises à vos appréciations communes, éclairées par la parfaite connaissance

que vous avez des circonstances locales et des nécessités qu'elles imposent.

. . . .

Ces points réglés, et les intérêts français ainsi sauvegardés, le gouvernement de l'Empereur n'en continuera pas moins *à témoigner d'une manière efficace* toute la sympathie qu'inspirent à Sa Majesté la personne du souverain du Mexique et la tâche généreuse à laquelle il s'est dévoué. *Vous voudrez bien,* monsieur, *en donner, au nom de Sa Majesté, l'assurance à l'empereur Maximilien.*

DROUYN DE LHUYS.

Comme on le voit, le *Livre jaune* est intéressant à consulter. Maximilien était donc placé dans une véritable impasse. Il faut bien reconnaître que l'article 2 du traité de Miramar, ainsi conçu : « Les troupes françaises évacueront le Mexique au fur et à mesure que S. M. l'empereur du Mexique pourra organiser des troupes nécessaires pour les remplacer, » conférait à la France le droit strict de diminuer son effectif, d'autant que, depuis dix-huit mois, Maximilien, s'il n'eût été entravé par ses généraux et ses fonctionnaires, avait eu le temps et les moyens d'organiser une partie de son armée. Mais s'il était intéressant, comme épreuve salutaire, de livrer la nation mexicaine à ses propres forces, il ne s'ensuivait pas que l'évacuation, *commencée en automne*, dût être achevée avec une précipitation aussi funeste. Ce qui surtout rendit et devait rendre, de prime abord, le débat irritant, ce fut que, tout en prétendant appliquer à sa guise le traité de Miramar, le cabinet des Tuileries déclarait en même temps se dégager des obligations qu'il avait acceptées par cette convention, qui liait les deux parties. A la fin de février,

le baron Saillard, sans avoir vu sa mission aboutir, faisait voile pour l'Europe.

Sur de nouvelles insistances de notre diplomatie, la cour de Mexico ne tarda pas à s'apercevoir que sa cause était gravement compromise à Paris. Elle pensa que l'envoi d'un ambassadeur dévoué, pouvant exposer franchement à son auguste allié ses craintes et ses espérances, réussirait, sinon à conjurer, du moins à modifier les résolutions déjà prises. M. Almonte, l'ancien régent, reçut l'ordre de partir, porteur d'une missive impériale pour le palais des Tuileries. En attendant le fruit de cette négociation, le souverain du Mexique tourna toute son attention vers la légion étrangère et la brigade austro-belge, les seuls éléments européens destinés à rester, après l'évacuation, les soutiens de l'édifice impérial. L'organisation de ces forces, en effet, intéressait au plus haut point l'avenir et même le salut de la couronne.

« La convention de Miramar, par l'article 3, avait stipulé que la légion étrangère au service de la France, composée de 8,000 hommes, demeurerait encore pendant six années au Mexique, après que toutes les autres forces françaises auraient été rappelées, conformément à l'article 2. A dater de ce moment, ladite légion devait passer au service et à la solde du gouvernement mexicain. Ce dernier gouvernement se réservait la faculté d'abréger la durée de l'emploi au Mexique de ce corps étranger. »

En prévision de l'avenir, notre quartier général, dès 1865, s'était préoccupé de la formation particulière de cette force et avait apporté le plus grand soin au choix des éléments militaires qui devaient la composer. La légion ne tarda pas à se rendre redoutable, et, au commencement de l'année 1866,

elle comptait déjà six bataillons, deux escadrons, deux batteries d'artillerie et une compagnie du génie. Dans le courant de la même année, elle s'augmenta de deux bataillons. C'était là un nouvel et solide appui que Maximilien possédait en dehors de son armée, dont nous avons vu l'effectif s'élever déjà à 36,000 hommes et 12,000 chevaux environ.

Parallèlement à la légion étrangère, fonctionnait la brigade austro-belge; elle dépensait presque le double du corps français. Néanmoins, comme son existence était capitale et que son licenciement, faute de solde, eût été le signal d'une débandade générale de l'armée mexicaine, le gouvernement français crut devoir consentir cette fois à ce que notre Trésor subvînt aux frais des Belges et des Autrichiens. Dans l'intérêt de l'administration de ces contingents que notre intendant devait entretenir et contrôler, on dut proposer à Maximilien la réunion en une seule division de la légion étrangère française et de la brigade austro-belge, appelées à suivre la même fortune sous le même drapeau. Cette division devait être commandée par un général français. Une pareille combinaison était heureuse; elle supprimait toute cause de conflit d'autorité entre les officiers étrangers et les officiers indigènes; de plus, ces éléments européens, devenus compactes en vivant côte à côte, devaient acquérir une force de cohésion, qui, aux moments difficiles, eût permis à Maximilien de traverser tout le Mexique en maître. Le choix du général français était indiqué; nos droits acquis ne permettaient pas de placer notre légion sous les ordres des Autrichiens, tenus d'obéir eux-mêmes aux Mexicains.

A cette double proposition, favorable aux intérêts de la couronne, Maximilien répondit au général en chef :

Mexico, 3 avril 1866.

Mon cher maréchal,

Je réponds de la manière suivante à votre aimable lettre du 30 dernier. Il m'est fort agréable de savoir que, pendant la durée momentanée de l'état financier actuel du pays, le Trésor français se charge de couvrir les besoins de ma légion austro-belge. J'y vois une nouvelle preuve de la sympathie du gouvernement pour la cause du Mexique.

Pour ce qui touche à la réunion de la légion étrangère française et de la brigade austro-belge en une division, sous les ordres d'un général français, *je consens à cette mesure en tant que le permettent le terrain légal et les circonstances nationales spéciales de ces deux corps,* et pourvu que leur effectif total soit au moins de quinze mille hommes. Je désire donc voir s'entamer des pourparlers à ce sujet.

Mon intention est que cette affaire soit débattue par une commission, et je vous prie de me faire connaître les membres que vous y désignerez.

. . . .

Votre très affectionné,

MAXIMILIEN.

Cette réponse de l'empereur, qui laissait encore cette fois s'évanouir un élément de force pour son trône, n'était qu'un refus déguisé de la combinaison militaire soumise à sa haute appréciation. Ces expressions préméditées « le terrain légal et les circonstances nationales spéciales de ces deux corps » ouvraient un champ infini aux interprétations et aux équivoques. Néanmoins, un général de notre armée, réputé pour ses qualités énergiques, fut mis à la disposition de la cour de Mexico. La commission s'assembla souvent : dans son sein ne tardèrent pas à se manifester les influences qui avaient

déjà pesé sur la résolution impériale. Les commissaires belges et autrichiens réclamèrent pour leurs soldats une discipline indépendante et le droit de commandement pour celui des chefs qui compterait le plus gros effectif sous ses ordres. En un mot, c'était s'affranchir de toute direction française, et s'exposer, comme les événements l'ont prouvé, à de graves désastres. En fin de compte, le général autrichien de Thun, qui, dégoûté de s'occuper de l'armée mexicaine, s'était démis de ses pouvoirs, fut appelé à la tête de ces forces étrangères, et Maximilien pria de nouveau notre quartier général de reprendre la haute direction de son armée. Que de temps perdu en tâtonnements infructueux!

IX

Le seul concours que le maréchal pût apporter au gouvernement impérial consistait dans la bonne conduite des opérations de guerre : car l'article 6 du traité de Miramar lui interdisait formellement d'intervenir dans aucune branche de l'administration mexicaine. Maximilien régnait dans toute son indépendance, et, quel que fût l'état intérieur, la responsabilité incombait aux ministres de la couronne, qui, à cette heure, il est vrai, tendaient déjà à s'en décharger.

Le quartier général, dont le devoir était de lutter contre ces tendances et de se renfermer strictement dans ses attributions, s'empressa, à l'appel de la famille impériale, de jeter les bases d'une nouvelle création militaire qui pût doubler les forces de la légion étrangère et de la brigade austro-belge. Le général en chef prit sur lui de demander à son gouvernement l'autorisation de former neuf bataillons de *cazadores* (chasseurs) de Mexico, en y introduisant encore cette fois des cadres français, comme offrant le plus de garanties à la cour de Mexique.

En peu de mois, neuf bataillons de *cazadores*, à dix compagnies chaque, d'un effectif moyen de 400 hommes, étaient installés dans les principaux centres, à la défense desquels ils restaient attachés d'une façon permanente, de façon à pouvoir se renouveler par un recrutement local. Habillés, équipés et soldés aux frais de notre Trésor, leur rôle était de parcourir leurs districts en patrouilles et de donner la main aux gardes rurales comme des compagnies de partisans. Des instructeurs et des comptables sortis de nos rangs furent adjoints à ces nouvelles forces, où l'élément français dominait, puisqu'il était représenté par 66 officiers, 130 sous-officiers et 1,502 simples soldats appelés du corps expéditionnaire. Les Indiens et les Mexicains formaient l'appoint. En outre, deux légions de gendarmerie s'organisèrent à Mexico et Guadalajara, les deux villes capitales de l'empire. Les gendarmes, qui s'étaient surtout recrutés parmi les Belges et les Autrichiens, furent répartis en brigades sur les routes, où ils s'abritaient dans des casernes fortifiées. Ils étaient chargés de garder la grande ligne de la Vera-Cruz à Mexico.

En même temps, le maréchal, se conformant aux instructions de Napoléon III, envoyait à Paris son plan d'évacuation successive. Usant de la latitude qui lui avait été laissée par son gouvernement, et préoccupé de sauvegarder, autant que possible, les intérêts de la nouvelle monarchie, il avait proposé d'échelonner le départ des forces françaises en trois termes, réalisables dans un délai déterminé, de façon à ce que la retraite, commencée en novembre 1866, pût s'achever pendant l'automne de 1867. C'était donc encore vingt mois de protection française qu'il assurait à l'Empire. Il fut assez heureux pour voir cette nouvelle proposition si importante

accueillie favorablement au palais des Tuileries; mais les promesses faites à Paris ne devaient pas être longtemps respectées par le cabinet français.

Sans se laisser rebuter par les difficultés, Maximilien, chez qui le poète rêveur effaçait trop souvent le souverain, s'était mis de son côté courageusement à l'œuvre. Réconforté par la création des *cazadores*, l'empereur prit enfin le parti de trancher dans le vif la question militaire, par l'élimination des officiers dangereux et la réduction des forces nationales sur tous les points où elles restaient à charge au Trésor, sans rendre de services au pays. La lettre qu'il adressa à son ministre de la guerre indique la voie pleine de sagesse dans laquelle il essaya un instant de s'engager, éclairé par l'expérience, et livré à ses propres inspirations.

Cuernavaca, 11 mai 1866.

Mon cher ministre Garcia,

Nous vous renvoyons le projet concernant la nouvelle organisation de l'armée que vous nous avez remis, et dont les bases nous paraissent généralement bonnes.

Toutefois, vous aurez soin de communiquer préalablement ce projet au maréchal Bazaine, afin de savoir s'il ne fait pas disparaître des corps remplissant un rôle important dans le plan de ses opérations militaires.

Quant à la délicate opération de supprimer un certain nombre de forces organisées, vous prendrez toutes les précautions nécessaires pour ne pas décourager de prime abord les officiers, car autrement ils iraient grossir les rangs des dissidents.

Il conviendrait également de régler le mode à suivre pour opérer la réduction, en fixant une date précise, à laquelle chaque

commandant de corps, de batterie, de compagnie, etc., dresserait, avec l'intermédiaire de l'autorité militaire la plus voisine, un état de l'effectif, de l'habillement et de l'armement, et en indiquant qui doit recevoir tout ce qui appartient aux forces corporées ou licenciées.

Vous fixerez toute votre attention sur le mode à suivre pour opérer la dissolution des petites forces, qui, en raison de leur peu de discipline et de l'ignorance de leurs commandants, pourraient se révolter au moment où elles recevraient l'ordre de se dissoudre.

Avant de faire connaître la disposition qui réduit les forces existantes, vous étudierez avec soin dans quelles parties du territoire il y a des troupes, dont le retrait laisserait les contrées qu'elles occupent à la disposition de l'ennemi, afin de les couvrir au même instant au moyen de corps nouveaux.

En un mot, tout ce qui pourra empêcher les inconvénients que des mesures aussi importantes entraînent avec elles sera l'objet de votre attention.

Une fois que le licenciement ou le désarmement des forces qui sont en excédant seront accomplis, les officiers supérieurs et autres qui seront en surplus passeraient provisoirement au dépôt, en attendant que l'on examinât leurs titres respectifs à la pension ou au congé définitif.

MAXIMILIEN.

On retrouvait enfin dans ces instructions le style décidé et oncis, le sens droit de l'ancien amiral de la marine autrichienne qui avait préparé, pour la gloire de sa patrie, les lauriers de Lissa. S'il eût été secondé par son propre parti, et sans la défection fatale de la France, obéissant à la voix des États-Unis, Maximilien eût peut-être triomphé de bien des obstacles ! Mais le quartier général était presque son unique

soutien ; celui-ci s'empressait même d'accorder à la couronne le concours de tous nos officiers capables qu'elle désirait s'adjoindre. M. Friant, intendant militaire, plaisait particulièrement à la cour de Mexico, qui faisait grand cas de ses services. L'empereur forma le projet de l'appeler à ses côtés.

Cuernavaca, 16 mai 1866.

Mon cher maréchal,

Au moment où vous mettez généreusement à notre disposition tous les moyens en votre pouvoir pour organiser l'armée nationale, je viens vous demander d'ajouter un nouveau service à ceux que nous vous devons déjà, en autorisant M. l'intendant Friant à nous prêter le puissant concours de ses remarquables talents administratifs pour fonder sur des bases solides l'administration de l'armée mexicaine.

Le règlement élaboré par cet intendant pour la division auxiliaire se distingue par une telle simplicité unie au contrôle le plus sûr, que je me promets les plus heureux résultats de la coopération de M. Friant.

Maximilien.

Maximilien obtint sans peine que ce haut fonctionnaire fût détaché près de sa personne, quoique ce dernier fût réellement nécessaire à l'administration du corps expéditionnaire.

Un des traits frappants du règne de Maximilien, c'est la confiance qu'il avait en son œuvre. Son courage, du reste, ne fit que grandir avec l'adversité. Une fois remis de la première secousse que lui avait imprimée la nouvelle de l'évacuation, lors de la mission du baron Saillard, il avait envisagé plus

froidement la situation qui allait lui être faite, et, tout en attendant, des efforts de M. Almonte, un adoucissement aux instructions de son allié, Napoléon III, il comptait trouver dans son pays d'adoption les ressources nécessaires pour mener son entreprise à bonne fin. Il espérait beaucoup du temps pour l'apaisement des passions, persuadé qu'à la longue les dissidents opéreraient un retour sous ses drapeaux. Aussi, comme le prouve la lettre suivante, il acceptait déjà plus facilement l'idée du départ successif de nos troupes, et il travaillait avec activité à constituer ses forces nationales; seulement, il se berçait souvent d'illusions, caressant des idées qui, comme il l'avoue lui-même, *sentaient le moyen âge.* En organisant son armée sur le papier, il songeait aux lansquenets, oubliant que le Mexique avait besoin, avant tout, d'une main de fer qui concentrât tous les fils de la trame, sans rien laisser au hasard ni à l'indiscipline, et que, depuis cinquante ans environ, le pays succombait sous les bandes de partisans. Un semblable projet était bien praticable au milieu des énergiques Yankees, qui avaient souvent ainsi opéré pendant la guerre de sécession; mais, au Mexique, c'était accroître le nombre de ce que l'empereur appelait lui-même *des hordes*, ce fléau dévorant des Amériques.

Cuernavaca, le 17 mai 1866.

Mon cher maréchal,

L'Empereur Napoléon, après s'être vu dans la nécessité de fixer d'une manière formelle et publique le rappel successif de ses troupes, m'écrit dans sa dernière lettre qu'il a donné les ordres les plus précis pour qu'on prête à mon gouvernement le concours indispensable à l'achèvement de l'œuvre qu'il a si glo-

rieusement commencée, et qu'on me donne toute l'aide nécessaire pour former d'une manière solide l'armée nationale, créer les corps mixtes et réformer les corps volontaires. Afin d'atteindre sûrement ce but, je considère comme une obligation et même comme un devoir de conscience de me mettre avec vous, mon cher maréchal, qui êtes le chef des deux armées, en relations complètes et suivies pour fixer d'une manière définitive les plans d'organisation, assurer leur exécution, arrêter les dépenses à faire et déterminer les hommes à choisir. Le moyen le plus efficace de ne pas perdre le peu de temps si précieux qui nous reste me paraît être en premier lieu de vous inviter, mon cher maréchal, à me faire savoir par écrit vos idées et vos désirs au sujet des nouvelles organisations et du plan détaillé à suivre pour pacifier rapidement et entièrement le pays, en se basant sur les données remarquables parvenues dans ces derniers temps de tous les points de l'empire; en second lieu, de nous réunir tous deux chaque semaine, une fois et plus si cela est nécessaire, avec le ministre de la guerre et l'intendant Friant, dont le concours sera précieux pour les questions administratives.

A ces séances, dans lesquelles on traiterait tous les points capitaux de l'organisation, des dépenses et du personnel, j'ai l'intention d'appeler aussi le commandant Loysel, qui pourra en même temps rédiger d'une manière toute confidentielle les procès-verbaux, sans lesquels nous n'aurions ni l'ordre, ni la promptitude désirables. Dans le cas où le maréchal penserait qu'il serait également utile de faire assister à ces séances le général Uraga, comme un des représentants de la partie active de l'armée mexicaine, il aurait la bonté de me le faire connaître.

En ce moment, la question militaire me paraît devoir être envisagée sous trois points de vue essentiels :

L'organisation urgente de 20,000 hommes de troupes na-

tionales, la formation solide des corps mixtes que vous avez désignés sous le nom de *cazadores* de Mexico, et qui sont pour moi la base principale de l'armée future et de la pacification systématique du pays.

Pour le premier point, il me semble qu'il faudra profiter du peu de corps honorables existant aujourd'hui, comme ceux de Méjia, de Mendez, de Garcia, etc., en former le noyau national et renvoyer immédiatement tout ce qui ne constitue qu'une soldatesque sans valeur. Cette mesure, du reste, ne peut être qu'une entrée en matière.

Pour parvenir, dans la situation actuelle, à former vite de bons bataillons d'infanterie et de bons régiments de cavalerie, je ne vois qu'un moyen qui vous paraîtra peut-être assez singulier, et *qui sent un peu le moyen âge*, c'est de choisir des hommes sûrs, ayant toute ma confiance et la vôtre, dont la moitié devrait être des officiers européens ayant une longue expérience; de les nommer chefs des bataillons et des régiments ; puis, après les avoir fait venir à Mexico, et leur avoir donné des instructions nettes et claires, de leur dire : « Vous avez la responsabilité, choisissez vos officiers; agissez, vous serez soutenus. Mais vous devez fournir comme résultat une formation rapide et efficace de votre corps. » Votre action directe et celle du ministre de la guerre, qui est complètement à votre disposition, doivent, il me semble, contribuer beaucoup à l'exécution de ce plan.

Le deuxième point est complètement dans vos mains : votre sagesse et votre profonde connaissance du pays ne peuvent manquer d'assurer une excellente solution.

Pour le troisième point, il me paraîtrait très utile de prendre connaissance de tous les rapports et informations que les commissaires impériaux et les généraux commandant les divisions territoriales ont donnés dans ces derniers temps et dont copie se trouve à mon secrétariat. Par ce moyen, il est facile de se

faire une idée nette de la quantité de troupes qu'il serait nécessaire de mettre en mouvement et des dépenses auxquelles on devrait se préparer.

Si l'exécution est possible, on *aurait l'avantage de compromettre tous les hauts fonctionnaires* qui ont fourni les rapports, en leur montrant qu'on a obtempéré à leurs désirs, et que c'est alors à eux d'être responsables de la situation ultérieure.

Si nous nous mettons courageusement à l'œuvre, je crois que nous devons compter dans peu de mois sur un résultat brillant, qui couronnera les efforts de valeur et de sagesse que vous avez déployés pour les intérêts de ce pays.

MAXIMILIEN.

Comme on peut le voir, l'armée était toujours en état de transformation. Les commissions absorbaient les heures les plus précieuses, trop souvent en vain. Cependant, le temps pressait, et de si graves remaniements ne pouvaient s'accomplir en un jour. D'ailleurs, c'était entretenir l'état d'incertitude dans lequel vivaient les régiments mexicains, déjà trop portés, par leur nature mobile et par les traditions de *pronunciamentos*, à passer sans peine d'un chef à l'autre. Maximilien se trompait fort aussi quand il croyait, en *compromettant ses hauts fonctionnaires*, se créer des gages de fidélité pour l'avenir. Outre que ce stratagème n'était pas digne du souverain, il devait savoir que les Mexicains ne se croient jamais liés parce qu'ils sont compromis. Ceux-ci ont pour habitude, à chaque mouvement révolutionnaire, de disparaître, de laisser passer l'orage et puis de se rallier au parti vainqueur, jusqu'au moment propice à un nouveau soulèvement. Ce mépris de la foi politique faisait la force de Juarez, toujours certain d'être bien accueilli par ses concitoyens,

alors même qu'ils venaient de prêter serment à l'Empire. Ainsi, comme on se le rappelle, nos troupes avaient couru jusqu'à la ville de Chihuahua, située à l'extrémité du royaume, pour en chasser le président de la république. Après quelques mois d'occupation qui avaient certes donné le calme à ces parages lointains, ces forces avaient dû quitter cette capitale d'Etat en la livrant à sa propre garnison, pour courir à de nouveaux dangers. Aussitôt Chihuahua avait rouvert ses portes à Juarez, revenu de *Paso del Norte*, alors que Maximilien avait pu croire un instant que son ennemi avait franchi la frontière américaine sans esprit de retour. La présence du président sur le territoire éprouvait vivement l'empereur, qui s'imaginait que la résistance des dissidents n'était due qu'à cette seule cause. Malgré le besoin de troupes qui se faisait sentir dans les États du centre, la cour de Mexico résolut elle-même une seconde expédition sur Chihuahua, et elle signifia sa volonté au général en chef dans des termes qui prouvent nettement que l'empereur régnait et gouvernait dans toute son indépendance.

Chapultepec, 28 mai 1866.

Mon cher maréchal,

Les nouvelles que je reçois de l'intérieur et de l'extérieur me démontrent l'impérieuse nécessité de renvoyer Juarez de Chihuahua et d'occuper cette ville définitivement, pour ôter aux Etats-Unis le seul prétexte plausible d'accréditer près de lui un ambassadeur, et l'occasion de présenter chaque jour de nouvelles exigences.

Il est évident qu'il entre autant dans les intérêts de votre glorieux souverain et de *mon auguste allié, l'empereur Napoléon que dans les miens, de mettre un terme aux prétentions du cabi-*

net de Washington, en renvoyant Juarez de la dernière capitale; il y va même de notre honneur.

Je le répète, les nouvelles extérieures que je viens de recevoir font ressortir l'urgence de cette mesure, et, comme chef de mon armée, vous aurez la bonté d'aviser immédiatement à son exécution.

J'insiste de nouveau sur la prompte formation des bataillons franco-mexicains et la nécessité de constituer sur-le-champ leurs cadres français; car le temps presse.

J'écris sur tous ces points à l'empereur Napoléon, auquel je fais part de mes résolutions.

Votre très affectionné,

MAXIMILIEN.

La cour de Mexico ignorait donc toute la conduite du cabinet français, puisqu'elle caressait encore l'espérance de mettre un terme aux prétentions du cabinet de Washington et qu'elle se flattait d'entraîner son allié dans cette voie. Deux raisons puissantes combattaient notre retour à Chihuahua. D'abord, les dépenses qu'allait entraîner cette course lointaine devaient grever sans profit le trésor mexicain, déjà bien épuisé; de plus, notre quartier général avait l'ordre de son gouvernement d'éviter en toute circonstance les chances de conflits sur les frontières du nord, celles surtout où les Américains exerçaient une action directe. En outre, une semblable expédition était une faute; car il était aisé de prévoir qu'à pareille distance l'occupation ne pourrait être permanente. C'était fatiguer mal à propos nos colonnes d'opérations, plus utiles sur d'autres points.

L'ordre impérial fut pourtant exécuté. Le commandant Billot se dirigea rapidement sur Chihuahua, d'où Juarez,

suivi de quelques compagnons de route seulement, s'enfuit de nouveau vers *Paso del Norte*. Les soldats et les fonctionnaires libéraux s'étaient déjà éparpillés à tous les vents. Pendant six semaines, les troupes françaises travaillèrent à organiser un réduit dans la ville, de sorte qu'elle pût être à l'abri d'un retour offensif, et, après ces travaux exécutés, elles cédèrent la place à douze cents impérialistes environ, qui ne tardèrent pas à y être attaqués. Leurs chefs, au lieu de se concentrer dans le réduit et d'en défendre les abords, entreprirent une sortie avec ces forces à une demi-lieue de la ville; le soir, leur déroute était complète, et Chihuahua acclamait définitivement la république.

Cet épisode militaire se reproduisait sur bien des points du territoire, et Maximilien, que la presse française et étrangère a si souvent représenté en désaccord constant avec notre quartier général, ne demandait déjà plus qu'à son concours les moyens de défendre l'Empire. C'est que le prince ne pouvait rendre le maréchal responsable des actes de son gouvernement, et, malgré tout, il lui savait gré de ses efforts. La lettre qu'on va lire témoigne-t-elle un sentiment hostile de la couronne, mécontente de la conduite des opérations militaires, lorsqu'au contraire elle veut concentrer l'autorité absolue dans les mains du général en chef!

Mexico, 3 juin 1866.

Mon cher maréchal,

Pour terminer promptement l'organisation de l'armée, ce qu'il faut, avant tout, c'est l'unité d'action.

Les idées que vous avez émises à ce sujet au conseil sont pleines de justesse et de bon sens pratique. Vous êtes déjà d'ailleurs

commandant en chef de l'armée et directeur exclusif de tous les mouvements militaires, c'est-à-dire meilleur juge que qui que ce soit de ce qu'il faut faire et en position de l'accomplir.

Je viens donc aujourd'hui vous investir d'une autorité absolue pour l'organisation des bataillons franco-mexicains et la réorganisation de l'armée nationale.

. . . .

. . . .

Tous les ordres donnés par vous et envoyés au ministre de la guerre porteront : « Par ordre de l'Empereur. »

Tel est le plan que j'ai adopté définitivement depuis que vous m'avez éclairé de vos conseils ; il est conçu uniquement dans le but de concentrer dans vos mains une organisation que vous seul et vos dignes officiers pouvez bien faire.

MAXIMILIEN.

Pour tout esprit impartial qui se sera pénétré du sentiment de cordiale entente qui jusqu'ici régnait entre la cour de Mexico et le maréchal ; pour qui aura, sans parti pris, apprécié la sincérité des efforts tentés par notre quartier général en faveur de la consolidation du trône impérial, à l'aide des moyens restreints et des pouvoirs dont le gouvernement français l'avait armé ; enfin, après la lecture de cette correspondance si conciliante, dont nous avons reproduit plusieurs fragments, il paraîtra étrange que l'empereur et l'impératrice du Mexique pussent se plaindre secrètement à l'empereur Napoléon du général en chef, et demander son rappel. C'est pourtant ce qui se passait depuis plusieurs mois déjà à l'insu du maréchal, qui n'apprit la vérité, de Paris même, que plus tard, à l'époque du voyage en Europe de l'impératrice Charlotte. Tout pourtant commandait la franchise ; il convenait

à un souverain d'articuler loyalement et directement ses griefs, s'il les croyait justes. C'était d'autant plus un devoir pour la couronne, qu'à une autre époque, elle avait manifesté au général en chef, promu maréchal, des sentiments qui n'avaient pas peu contribué à le retenir sur le sol mexicain, où il croyait rendre des services à la monarchie; sentiments dont il avait la conscience de n'avoir pas démérité.

Penjamillo, le 7 octobre 1864.

Mon cher maréchal et ami,

C'est avec le plus grand plaisir que je viens d'apprendre à l'instant même votre élévation au maréchalat.

En vous distinguant par une aussi haute marque de faveur, l'empereur comble les vœux de tous les bons Mexicains, auxquels, en son nom, vous avez rendu la liberté et la paix, et qui vous seront à toujours reconnaissants. Une seule chose pourrait diminuer la joie que nous apporte cet heureux événement, ce serait le cas où il aurait pour conséquence de vous faire quitter notre patrie. J'espère que l'empereur Napoléon ne privera pas le Mexique des services qui lui sont si nécessaires.

En vous réitérant les félicitations les plus cordiales.....

Votre très affectionné,

Maximilien.

N'y avait-il pas dans ces lignes plus que de l'eau bénite de cour? Le billet de l'impératrice Charlotte, s'empressant d'apprendre la première cet heureux événement au général en chef, en lui transmettant les papiers publics de Belgique, respirait la même bienveillance. Quelques heures seulement d'une réelle mésintelligence étaient venues au commence-

ment de 1866 troubler l'accord de la couronne et du quartier général. Un officier français, sur l'ordre de l'empereur Napoléon, était rentré au Mexique à son retour d'un congé. Maximilien, qui n'appréciait pas alors les services de cet officier, adressa ce billet au général en chef :

Mon cher maréchal,

Le télégraphe vient de m'apprendre le retour subit de M***, qui vient de débarquer à la Vera-Cruz. J'ai tout lieu d'être surpris du retour de cet officier, et veuillez me faire connaître pourquoi on s'est écarté des instructions qui avaient suivi une réunion spéciale que nous avions eue à Mexico à ce sujet.

MAXIMILIEN.

Comme on le voit, Maximilien parlait en maître; mais, on le devine, le maréchal n'avait pu souscrire à un pareil contrôle des actes de son souverain, seul juge du choix des officiers français appelés à faire campagne au Mexique. Le soir même, dans les salons du palais, en présence du corps diplomatique et après le départ du général en chef, Maximilien avait cru devoir incriminer ce fait dans des termes un peu vifs. L'attitude du maréchal, instruit de ce pénible incident, était toute tracée; mais l'empereur du Mexique, dont le cœur était haut placé, ne tarda pas à vouloir effacer le premier les traces de ce désaccord. Jamais ce souverain ni l'impératrice n'avaient donné au général en chef connaissance directe ou indirecte des griefs qu'ils exposaient à la cour des Tuileries, et, sans les indiscrétions commises pendant le séjour de l'impératrice Charlotte au Grand-Hôtel de Paris, le maréchal eût pu longtemps encore rester dans une complète ignorance.

Mais le maréchal, en qui l'orgueil des Hapsbourg ne pouvait s'empêcher de voir le soldat parvenu, avait un tort grave. grandissant chaque jour, aux yeux de Maximilien et de son auguste compagne, c'était de vouloir, avant tout, rester l'homme de son pays. Les instructions du cabinet français, en date du 6 janvier 1866, et répétées sans cesse depuis lors, prescrivaient déjà au quartier général, de *n'exercer son influence qu'avec une grande réserve.* « Malgré les plaintes de Maximilien, écrivait-on, nous ne voulons plus donner un soldat. » A la fin du même mois, on disait encore de Paris au maréchal : « Vous avez fait acte de sagesse en concentrant vos troupes entre San-Luis et Aguas-Calientes et Matehuala. Que notre rôle militaire s'efface graduellement. » Dès les derniers jours du mois de mai 1866, le gouvernement français « *espérait déjà des résolutions extrêmes de la part de Maximilien* » accablé par la pénurie du Trésor, et faisait appel au dévouement du général en chef, pour qu'il ne rentrât pas encore en Europe, où il se préparait à revenir avec les premières troupes rapatriées, et pour qu'il acceptât les charges de l'évacuation jusqu'au terme de la retraite. Maximilien avait lui-même témoigné au commandant du corps expéditionnaire toute sa satisfaction d'une pareille mesure. Mais, malgré tout, la cour de Mexico s'était laissée persuader de réclamer l'envoi de forces françaises beaucoup plus considérables et l'ouverture d'importants crédits ; elle avait la conviction, en présence de la résistance du quartier général à ces projets, que le maréchal était le seul obstacle à de nouveaux sacrifices de notre pays, qui devaient, à son avis, assurer le triomphe de sa cause. Cette cour avait été malheureusement entretenue dans la pensée que la France était toute disposée

à lui venir encore en aide. Mais le maréchal, qui était bien éclairé sur les intentions du cabinet des Tuileries, depuis la fin de 1865, comme sur l'opinion publique qui régnait en France et aux États-Unis, ne voulait en rien provoquer une augmentation de forces qui lui eût été certainement refusée. Son avis personnel était que nous avions dépensé assez d'hommes et d'argent, et il avait été trop frappé, comme il ne cessait de le représenter à Maximilien lui-même, de l'impuissance de l'élément mexicain, pour consentir à jeter son pays dans de nouveaux hasards. Le souverain du Mexique avait raison de rechercher pour sa patrie des ressources plus considérables; le maréchal, d'ailleurs, eût été fier de commander à un corps d'armée plus imposant : mais la France n'eût-elle pas gémi de voir un de ses généraux entraîner sur cette terre lointaine des milliers d'hommes en plus? Quels comptes sanglants ne réclamerait-elle pas aujourd'hui? Certains ont cru et pourront croire qu'un accroissement d'effectif aurait suffi pour décider le triomphe de la monarchie. Ceux-là n'ont pas assisté aux intrigues et aux défections de cour, au tableau navrant des difficultés financières sans cesse renaissantes. Ils ignoraient les instructions françaises prescrivant d'évacuer les places depuis les premiers jours de 1866; ils n'ont pas eu à compter avec l'inertie calculée des plus hauts fonctionnaires, pesant sur presque tout le territoire de l'empire. Maximilien était à plaindre; mais ce n'est pas le général en chef qui devait être accusé.

Pour s'en mieux convaincre, il suffira de jeter les yeux sur la dépêche qu'à cette même époque M. Bigelow, le ministre américain à Paris, adressait à son gouvernement, qui lui avait enjoint de demander des explications au cabinet des Tuile-

ries sur de prétendus mouvements de troupes destinées au Mexique.

Paris, 4 juin 1866.

A M. Seward, sous-secrétaire d'Etat, à Washington.

Monsieur,

Je me suis rendu chez S. Exc. le ministre des affaires étrangères, dimanche dernier, pour conférer avec lui sur l'objet indiqué dans vos instructions marquées « confidentielles. » Comme il avait été déjà informé du contenu de cette dépêche par le ministre français résidant à Washington, je n'ai pas eu à le lui exposer de nouveau.

. . . .

J'ai dit ensuite que le but de vos instructions, comme je les comprends, est simplement d'obtenir une explication qui vous sera certainement demandée à vous-même par rapport à l'embarquement en France de forts corps de troupes pour le Mexique, après que l'intention de retirer toute l'armée eût été officiellement proclamée.

A cela, Son Excellence répliqua que, depuis qu'il m'a vu, il a reçu de ses collègues de la marine et de la guerre l'avis que l'on n'a envoyé à Mexico, cette année, aucunes troupes appartenant au corps expéditionnaire, si ce n'est le nombre de soldats nécessaires pour remplacer les manquants, mais, en tous cas, sans aucune augmentation de l'effectif. L'embarquement de troupes mentionné dans les journaux et dans votre dépêche est très probablement celui qui a eu lieu sur le transport le *Rhône*, vers le commencement de l'année. Ce navire a touché à la Martinique et non pas à Saint-Thomas, comme on l'a dit. Il avait à bord neuf cent seize soldats, et non douze cents, qui appartenaient à la légion étrangère, et nullement au corps expéditionnaire.

Ces soldats avaient attendu longtemps leur transport en France et en Algérie avant d'aller rejoindre leurs régiments. Aucun enrôlement n'a eu lieu pour la légion étrangère, depuis que l'empereur a proclamé son intention de retirer son drapeau du Mexique, et il n'est question, à ce qu'il sache, de faire des enrôlements nouveaux.

En ce qui concerne l'embarquement des troupes recrutées en Autriche, Son Excellence me dit que c'est là une affaire entre le gouvernement autrichien et les Mexicains, et que la France n'a rien à y voir. Depuis que je lui ai signalé le fait, il a vérifié ses propres convictions à ce sujet par une dépêche avec les ministres de la guerre et de la marine, et il s'est assuré qu'il n'y a aucune espèce d'engagement pris, soit pour un enrôlement, soit pour un transport de troupes d'Autriche au Mexique.

Il m'a ensuite déclaré que l'intention du gouvernement est de retirer toute son armée du Mexique, au plus tard dans le délai spécifié dans la dépêche qu'il vous a adressée, plus tôt même, si la température ou d'autres considérations le permettent, et qu'il n'est pas dans son intention de remplacer cette armée par d'autres troupes de n'importe quelle origine.

En terminant cette longue conversation, *dont je vous ai fait connaître l'important résultat,* j'ai exprimé au ministre la satisfaction que me procuraient ses explications et le plaisir que j'aurais à les communiquer à mon gouvernement.

Cette dépêche a été soumise à M. Drouyn de Lhuys, qui a approuvé le récit qu'elle contient de notre conversation.

JOHN BIGELOW.

La lecture de cette dépêche eût-elle laissé des espérances de renforts de troupes à Maximilien? Ainsi donc les Etats-Unis suivaient pas à pas les actes de la politique française, comptant, à un homme près, les détachements nécessaires

au renouvellement de notre effectif. Le recrutement des Autrichiens eux-mêmes était interdit. Il y avait longtemps que le gouvernement de la France ne s'était trouvé soumis à une tutelle aussi tyrannique! La seule ressource de recrutement militaire, qui restât à Maximilien, consistait désormais dans les rengagements des libérés français qui, au lieu de se rembarquer pour l'Europe, acceptaient du service parmi les *cazadores.*

X

Comme on l'a vu, Maximilien attachait un grand prix à l'accroissement des neuf bataillons de *cazadores;* il avait le droit de compter sur la bonne volonté des Français qui consentaient à en faire partie : car les souverains excitaient les chaleureuses sympathies de notre armée toujours généreuse. Mais les efforts du quartier général, le dévouement des officiers français qui avaient accepté la tâche difficile de former et de commander ces neuf bataillons, devaient rester stériles, si le pays lui-même, si les commissaires impériaux, si les grands propriétaires ne leur venaient franchement en aide par un solide recrutement. La *leva*, sorte de presse militaire, avait été jadis abolie par la régence, obéissant à une noble inspiration du maréchal Forey; l'empire avait renouvelé la défense formelle de recourir à ce système brutal et inhumain pour grossir les rangs de l'armée mexicaine. Malgré tout, la *leva* s'exerçait encore. Des Indiens pris de force par les *ha-*

cenderos, le rebut de la société mexicaine tirée des prisons publiques, tels étaient les pauvres éléments que les préfets politiques des provinces s'obstinaient à mettre à la disposition des commandants français, et on peut comprendre ce que nos propres volontaires, ayant la dignité d'eux-mêmes, devaient ressentir en coudoyant dans leurs rangs des compagnons d'armes qui avaient échangé la chaîne contre le fusil. Cependant, nos officiers ne se rebutaient pas.

S'appuyant sur les ordres impériaux qui avaient prescrit le recrutement dans les États de Mexico, de Queretaro et de San Luis, ils essayaient de secouer l'apathie des préfets politiques ou de déjouer leurs hostilités; ils parcouraient eux-mêmes les *haciendas;* ils faisaient appel au patriotisme comme aux propres intérêts des grands propriétaires, dont la sauvegarde ne pouvait être assurée que par le choix légal des travailleurs vivant sur leurs terres, ou par la venue de volontaires sous les drapeaux. La population tout entière, si les commissaires impériaux ne trahissaient pas la couronne, devait fournir son contingent au recrutement. Jamais d'ailleurs de pareils sacrifices n'avaient été plus commandés par les événements. Le général Mejia voyait devant lui Escobedo et Cortina, menaçant d'anéantir sa division, la plus disciplinée des troupes mexicaines, et composée des vieilles bandes aguerries de la Sierra. Maximilien ne se décourageait pourtant pas; il faut dire aussi qu'il sentait ses forces doublées par l'énergie d'une compagne dévouée, qui dirigeait les affaires à Mexico, tandis qu'il parcourait le pays. De Cuernavaca, où la nouvelle d'un grand désastre vint le frapper sans l'abattre, il demanda sans délai à notre quartier général les moyens de réparer le mal.

Cuernavaca, 24 juin 1866.

Mon cher maréchal,

J'ai appris avec grand plaisir, par votre dernière lettre, que l'organisation des neuf bataillons de *cazadores* et de l'armee nationale marche sans interruption, et je vous en remercie cordialement.

La nouvelle de la destruction presque complète de la division Mejia est venue me surprendre et m'affecter douloureusement. Je fondais sur ces braves troupes une partie de mes espérances pour l'avenir. D'un autre côté, la réouverture des communications entre Matamoros et Monterey eût été bien nécessaire pour soulager nos finances; mais j'ai confiance dans les mesures que vous suggérera votre haute expérience, et je vous prie de m'envoyer le plan de campagne à suivre pour réparer le malheur qui vient de nous frapper et faire rentrer dans l'ordre les départements insoumis.

MAXIMILIEN.

Un second coup, plus sensible encore, vint, à la fin de juin, frapper la cour de Mexico. C'était la réponse de l'empereur Napoléon à l'ambassade de M. Almonte, sur laquelle Maximilien, comme l'impératice Charlotte, avait fondé de si grandes espérances. Napoléon III signifiait à son allié des conditions plus dures encore que toutes celles qui avaient été formulées jusqu'à cette époque. Si la forme du message impérial, qui contenait l'exposé de certains griefs vraiment fondés, était blessante pour l'amour-propre de Maximilien, les résolutions qu'il contenait dictaient l'arrêt de mort de la monarchie mexicaine. M. Seward triomphait!

Paris, 31 mai 1866.

Le général Almonte a remis à l'empereur les lettres de S. M.

l'empereur Maximilien et s'est acquitté des communications dont il était chargé pour le gouvernement français. Sa Majesté a le regret de devoir exprimer ici la surprise que lui ont causée ces communications. Depuis plus d'un an, les instructions adressées aux agents français au Mexique, inspirées par le sentiment des devoirs et des obligations réciproques que nous avons contractées, avaient pour objet de faire parvenir au gouvernement mexicain des conseils dictés par les intérêts des deux pays, non moins que par la sincère amitié que Sa Majesté porte à l'empereur Maximilien.

Ces conseils ne semblent pas avoir été compris. Les propositions formulées par M. le général Almonte l'indiquent assez, en même temps qu'elles révèlent la méconnaissance complète d'une situation sur laquelle on ne peut pas différer d'éclairer la cour du Mexique.

On n'a pas à rappeler l'origine de l'expédition française; sa légitimité ressortait de nos griefs : obligés de nous faire justice, l'expérience du passé nous commandait de rechercher pour l'avenir des garanties contre le retour des actes qui avaient si souvent attiré sur ce pays, au prix d'expéditions onéreuses, des répressions sévères, mais toujours inefficaces. Ces garanties devaient surtout résulter de la fondation d'un gouvernement régulier assez fort pour rompre avec les traditions de désordre que s'étaient léguées des pouvoirs éphémères. Quelque désirable que fût l'établissement d'un tel gouvernement, moins que tout autre, nous pouvions songer à l'imposer, et nous avons toujours désavoué hautement un pareil dessein. Nous n'avons pas voulu croire cependant que les éléments d'une régénération politique indispensable fissent défaut à la société mexicaine, et nous nous étions promis de seconder tous les efforts qui seraient tentés par le pays lui-même pour l'arracher à l'anarchie qui le dévorait. Cette entreprise avait sa grandeur ; elle a séduit l'empereur Maximilien. A l'appel de la nation mexicaine, sans se laisser arrêter

par les difficultés et les périls de la tâche, il s'y est courageusement dévoué. Il pensait, comme l'empereur Napoléon, que de grands intérêts de conciliation et d'équilibre se rattachaient à l'indépendance du Mexique, à l'intégrité de son territoire, garanties par un gouvernement stable et réparateur, *et il savait que notre appui ne lui manquerait pas pour l'aider à réaliser une œuvre profitable au monde entier.*

Les devoirs de l'empereur envers la France lui commandaient toutefois de mesurer, à l'importance des intérêts français engagés dans cette entreprise, l'étendue du concours qu'il lui était permis d'offrir au Mexique pour en assurer le succès. C'est à cet effet qu'a été conclu le traité de Miramar.

. . . .

Or, du contrat qui avait établi nos droits et nos obligations, la France a largement acquitté les charges qu'elle avait acceptées, et elle n'a reçu que bien incomplètement du Mexique les compensations équivalentes qui lui étaient promises. C'est un fait que nous devons constater, parce qu'il ne dépend pas de nous d'en supprimer les conséquences. Nous sommes loin de méconnaître les obstacles et les difficultés de toute nature contre lesquels S. M. l'empereur Maximilien a eu à lutter. Si nous avons déploré souvent que ses loyales intentions ne fussent pas mieux secondées, nous avons toujours applaudi à son active sollicitude et à sa généreuse initiative.

. . . .

Les résultats ne répondaient pas à nos espérances, malgré l'habile et énergique direction du maréchal et le dévouement d'une armée que rien ne lasse.

. . . .

Le gouvernement français facilitait la conclusion d'emprunts qui venaient en aide aux embarras du trésor mexicain, et cependant nos charges n'étaient compensées que par des règlements de compte illusoires. Des conseils amicaux ont été donnés ; mais la

résistance systématique des conseillers de Sa Majesté se manifestait sur tout ce qui touchait les intérêts de la France. Doit-on rappeler au prix de quels efforts la légation de France a pu obtenir enfin une insuffisante réparation des dommages subis par nos nationaux, alors qu'étaient réglées sans conteste les réclamations anglaises ; alors qu'on trouvait des ressources pour acquitter, sans délai et argent comptant, des créances douteuses et non exigibles, nous avons vu contester le principe même des réclamations françaises, reconnues cependant, par le traité de Miramar, comme la cause déterminante de notre expédition et qui, à défaut de toute stipulation, ***auraient constitué une dette d'honneur irrémissible et indiscutable.***

Après avoir, en toutes circonstances, signalé au gouvernement mexicain la nécessité de pourvoir par lui-même à sa propre conservation et lui avoir maintes fois déclaré que le concours que nous lui prêtions ne serait maintenu qu'autant que les obligations correspondantes, contractées vis-à-vis de nous, seraient strictement remplies, nous lui avons fait exposer les impérieuses considérations qui ne nous permettaient plus de demander à la France de nouveaux sacrifices et qui nous décidaient à rappeler nos troupes.

En prenant toutefois cette résolution, nous avons prescrit d'apporter dans son exécution les délais et les précautions nécessaires pour éviter les dangers d'une trop brusque transition. Nous avons dû nous préoccuper en même temps de substituer aux stipulations, désormais sans valeur, du traité de Miramar, d'autres arrangements destinés à assurer la sécurité de nos créances. Le ministre de l'empereur à Mexico a reçu, en conséquence, des instructions pour conclure, à cet effet, une nouvelle convention.

Ces instructions sont, comme tous les actes de l'empereur Napoléon, inspirées par les sentiments naturels qui l'attachent à l'empereur du Mexique et par son désir sincère de concilier des

intérêts qu'il ne veut pas séparer. Il a apprécié les raisons *qui ont déterminé ses représentants à ne pas presser la conclusion immédiate des arrangements qui leur étaient indiqués* ; mais il a regretté de voir le cabinet mexicain profiter de leur condescendance pour transporter à Paris le siége d'une négociation qui ne peut être utilement suivie qu'à Mexico.

L'empereur Napoléon a surtout regretté de trouver libellées dans le projet de traité soumis à son gouvernement par le général Almonte les propositions déjà formulées et que, chaque fois qu'elles se sont produites, les plus puissantes raisons nous ont forcés de décliner. Le séjour des troupes devrait être prolongé au-delà des termes assignés, de nouvelles avances nous sont demandées dans la prévision de l'insuffisance des ressources du Trésor mexicain, et le remboursement en est ajourné à des époques indéterminées ; aucun gage ne nous est offert, aucune garantie n'est stipulée pour la sûreté de nos créances. Après les explications franches, loyales et complètes du gouvernement français, *on a peine à se rendre compte de la persistance des illusions qui ont présidé à la conception de ce projet.*

Il est impossible d'agréer les propositions apportées par le général Almonte et d'en autoriser la discussion. Il faudra consentir une nouvelle convention.

Si les combinaisons qui lui seront proposées sont agréées par Sa Majesté l'empereur Maximilien, les termes fixés pour les départs successifs des troupes françaises seront maintenus, et le maréchal Bazaine arrêtera, de concert avec Elle, les mesures nécessaires pour que l'évacuation du territoire mexicain s'effectue dans les conditions les plus favorables au maintien de l'ordre et à la consolidation du pouvoir impérial.

Si, au contraire, nos propositions n'étaient pas acceptées, on ne doit pas dissimuler que, nous considérant comme libres désormais de tout engagement, et fermement résolus à ne pas prolonger l'occupation du Mexique, *nous prescririons au maréchal*

Bazaine de procéder, avec toute la diligence possible, au rapatriement de l'armée, en ne tenant compte que des convenances militaires et des considérations techniques dont il serait le seul juge. Il aurait à aviser, en même temps, à procurer aux intérêts français les sécurités auxquelles ils ont droit.

L'empereur Napoléon a la conscience d'avoir aidé à l'œuvre commune. C'est au Mexique désormais qu'il appartient de s'affirmer. La tutelle étrangère, en se prolongeant, est une mauvaise école et une source de dangers ; au dedans, elle habitue à ne pas compter sur soi-même et paralyse l'activité nationale ; au dehors, elle suscite des ombrages, elle éveille des susceptibilités. Le moment est venu, pour le Mexique, de répondre à tous les doutes, et d'élever son patriotisme à la hauteur des circonstances difficiles qu'il traverse. Au dedans comme au dehors, les attaques dirigées contre la forme des institutions qu'il s'est données, s'affaibliront sans doute graduellement *quand il sera seul à les défendre*, et demeureront impuissantes contre l'union du peuple et de son souverain, cimentée par les épreuves courageusement acceptées et supportées en commun. Ce sera l'honneur de S. M. l'empereur Maximilien et de la nation mexicaine d'avoir ainsi accompli l'œuvre civilisatrice que nous serons toujours fiers d'avoir encouragée et protégée à son début.

La cour de Mexico resta frappée de stupeur, et témoigna même toute sa douleur de la conduite des Tuileries, et cela avec d'autant plus de force, que le Trésor mexicain s'était épuisé pour faire face à ses engagements vis-à-vis de la France. A l'heure où arrivait ce message de Napoléon III, il est constant que Maximilien, à quatre cent mille francs près, ne devait rien : il avait, depuis quelque temps, apporté tous ses soins, tous ses efforts, à satisfaire aux conditions du traité de Miramar, qui était désormais foulé aux pieds, et on

exigeait de lui une nouvelle convention qui devait lui enlever ses dernières ressources les plus liquides, les douanes de Tampico et de la Vera-Cruz, sur la moitié desquelles il devait consentir une délégation en faveur de la France. Si cette convention n'était pas acceptée, le maréchal avait l'ordre de se replier immédiatement et d'abandonner Maximilien à ses seules forces. Le ressentiment de la famille impériale s'exhala en plaintes amères et transpira même jusqu'à l'extérieur du palais. Les révélations de l'avenir justifieront cette phrase, qui, nous l'affirmons, fut prononcée par Maximilien en présence de son entourage : « Je suis joué : il y avait une convention formelle intervenue entre l'empereur Napoléon et moi, sans laquelle je n'eusse jamais accepté le trône, qui me garantissait absolument le secours des troupes françaises jusqu'à la fin de l'année de 1868. » En effet, on ne l'ignore pas à Londres, ce traité secret existait.

Maximilien comprit qu'il ne lui restait plus qu'un parti, celui de l'abdication. Le 7 juillet, il prit la plume pour signer la déchéance de la monarchie : la souveraine du Mexique arrêta sa main. C'est alors que, mue par un sentiment généreux, mais irréfléchi, l'impératrice Charlotte, bravant les fatigues d'une longue traversée et les fièvres des terres chaudes, franchit les mers. Elle espérait gagner sa cause à Paris et à Rome, c'est-à-dire trancher favorablement les trois questions qui devaient décider du sort de la monarchie, le maintien et l'augmentation du corps d'occupation, un secours financier et l'obtention d'un concordat ecclésiastique. Si son entreprise n'était pas couronnée de succès, l'Empereur, après avoir remis ses pouvoirs à la nation, devait rejoindre sa courageuse et digne compagne en Europe. La cour de

Mexico s'aveuglait elle-même sur la situation; mais, de leur côté, les confidents intimes, qui ne pouvaient se faire à l'idée d'abandonner leurs grandes positions, poussèrent l'impératrice à s'embarquer. Le 8 juillet, le journal officiel de Mexico annonçait que l'impératrice partait pour l'Europe, où elle allait traiter les affaires du Mexique et régler diverses matières internationales. C'était faire allusion au voyage de Rome, pour rassurer et le clergé et les détenteurs de biens nationaux. Afin d'assurer les frais de route de l'auguste voyageuse, il fallut, le trésor se trouvant épuisé, recourir à la caisse *des eaux* * pour une somme de 60,000 piastres.

Un incident pénible, à tous égards, signala le passage de l'impératrice dans le port de la Vera-Cruz. Le département de la marine mexicaine, à qui avait été ouvert spontanément par le maréchal un crédit de cinq cent mille francs destiné à créer un service de gardes-côtes, en vue de la contrebande qui frustrait les douanes de leurs recettes, ne possédait pas une embarcation et n'avait même pas songé à en faire préparer une pour sa souveraine. L'impératrice Charlotte, arrivant sur le môle, ne trouva qu'un canot français à ses ordres : elle refusa nettement de naviguer à l'ombre de notre pavillon pour se rendre au bâtiment qui chauffait en rade. Le mécontentement dont Sa Majesté donna, sur le quai, des signes non équivoques, indiquait assez clairement qu'elle s'éloignait du sol mexicain le cœur ulcéré contre le gouvernement français.

Ce départ, qui fut considéré comme un suprême et dernier

* Caisse qui contenait les impôts prélevés pour les travaux consacrés à préserver Mexico des inondations.

11

effort du régime monarchique, fut le signal de grandes démonstrations juaristes. Les symptômes de dissolution se manifestèrent ouvertement dans l'armée des impériaux; et la légion belge, affaiblie déjà par les désertions, commença à se mutiner, en même temps que la frontière du Nord se mettait en feu. Le général Douay annonçait que tout le pays était coupé par la cavalerie républicaine. Le général Olvera se laissait enlever un convoi défendu par 250 Autrichiens et 1,600 Mexicains, dont une partie passait à Escobedo victorieux. Le général Méjia allait succomber en perdant définitivement le port de Matamoros, et se voir forcé de rentrer presque seul par mer à la Vera-Cruz. Au Sud, les troupes de Parras faisaient défection. Le colonel Medina trahissait l'empire en soulevant la ville centrale de Tula, et les caisses vides de l'État ne pouvaient fournir la solde aux troupes de Lopez et de Quiroga, qui se débandaient. De plus, le Trésor français recevait l'ordre de ne plus compter une piastre aux bataillons de *cazadores* que le général en chef avait pris sur sa responsabilité de payer jusque-là. A l'annonce de tous ces désastres, le maréchal crut sage de se porter de sa personne sur la frontière du Nord, où l'orage s'amoncelait. Il fit former aussitôt une colonne légère qui, de concert avec la contre-guérilla française, reçut mission d'opérer à travers les zones de soulèvement. Avant de quitter Mexico, le général en chef s'était présenté au palais dans l'espoir de prendre les ordres de l'empereur : il n'avait pas été reçu.

De quel œil, en effet, Maximilien pouvait-il considérer le représentant de la France? D'ailleurs, l'empereur du Mexique n'avait pas encore pris de décision quant à la nouvelle convention proposée, et il préférait se renfermer dans

le silence. A peine arrivé à San-Luis, le 20 juillet, le maréchal envoyait au palais de Mexico un résumé de la situation du pays, et annonçait « qu'on ne pouvait plus laisser seule la légion belge dans la ville de Monterey, car elle n'était pas sûre. L'esprit d'indiscipline parmi cette troupe avait pris de telles proportions, que le général Douay n'avait pas osé exécuter l'ordre qu'il avait reçu de la licencier, par crainte de provoquer une révolte armée. » En terminant cette lettre, le maréchal, obéissant aux instructions formelles de l'empereur Napoléon, disait à Maximilien : « Je ne puis rien entreprendre avant de connaître la solution que Sa Majesté donnera à la note que la France vient de lui envoyer, et dont la dernière partie prescrit la concentration immédiate des troupes françaises, dans le cas où l'Empereur n'acquiescerait pas à la substitution d'une convention nouvelle au traité de Miramar.»

Quinze jours après, un courrier de Maximilien arrivait à Peotillos, où se trouvait notre quartier général, et remettait au maréchal une lettre plus funeste encore que le triste décret du 3 octobre, qui avait dû être arrachée à la faiblesse du souverain par un ministère affolé de peur, au bruit de l'insurrection qui gagnait le cœur même de l'empire. Il faut, de plus, affirmer que, sans certaines insistances des plus vives, l'empereur ne consultait même pas le général en chef, et appliquait immédiatement l'état de siége à tout le territoire.

Mexico, 7 août 1866.

Mon cher maréchal,

Par deux décrets en date du 1er août, j'ai déclaré l'état de siége dans les départements qui m'ont paru le plus agités en ce

moment. Ce sont, d'une part, les départements de Michoacan et de Tancitaro; de l'autre, les départements de Tuxpan, de Tulancingo et le district de Zacatlan (département de Tlaxcala).

Je dois vous faire part, à ce sujet, *que plusieurs membres de mon ministère m'invitent à déclarer l'état de siége dans tout l'empire.* Ils prétendent que le seul moyen d'arriver à la pacification du pays, et même d'obtenir de l'ordre dans l'administration et dans les finances, c'est de mettre le pouvoir entre les mains des commandants supérieurs militaires qu'on choisirait, partout où ce serait possible, parmi les officiers français. Cette mesure ne peut avoir son effet légal que si les départements sont déclarés en état de siége.

La question est très importante : elle touche aux plus sérieux intérêts, et je n'ai pas voulu prendre de décision avant de connaître votre opinion. Vous venez de parcourir une grande partie de l'empire; vous avez vu de très près la situation dans laquelle se trouvent les divers départements, et, mieux que personne, vous êtes en mesure de m'éclairer de vos lumières et des observations que vous avez faites par vous-même.

Il me serait donc agréable de savoir si vous croyez nécessaire de déclarer l'état de siége dans tout l'empire, s'il convient particulièrement de le déclarer dans certains départements et quels seraient ces départements; enfin, si vous êtes disposé à me désigner les officiers français qui pourraient être nommés commandants supérieurs dans les départements mis en état de siége. Je ne doute pas que vous ne consentiez à venir encore, dans cette circonstance, en aide à mon gouvernement.

Votre très affectionné,

MAXIMILIEN.

Le maréchal, à qui on a prêté si complaisamment des rêves d'ambition personnelle, que pouvait certes favoriser l'offre

d'une pareille dictature militaire, à une époque aussi critique pour la couronne, répondit de son bivouac à l'empereur :

Peotillos, 10 août 1866.

Sire,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Majesté de sa lettre du 2 août courant, par laquelle Elle veut bien me demander mon avis sur l'opportunité de la mise en état de siége de tout ou partie du territoire de l'empire mexicain, en m'invitant à lui faire connaître les officiers français qui pourraient être nommés commandants supérieurs dans les départements ou districts mis en état de siége.

Ainsi que le fait remarquer Votre Majesté, la question est très importante et touche aux plus sérieux intérêts.

L'état de siége, en effet, constitue un état transitoire par lequel tous les pouvoirs sont réunis entre les mains de l'autorité militaire, état qui modifie singulièrement le système des rouages administratifs et judiciaires et qui place les citoyens dans une situation anormale et tendue.

C'est également dans l'intérêt d'une mesure générale et dans un moment de grande crise imprévue, que l'autorité souveraine a recours à ce moyen extrême pour indiquer que la force est le seul argument qui lui reste à employer.

Est-ce le cas aujourd'hui d'appliquer cette mesure à l'empire mexicain ? Je ne le crois pas, et je demande à l'empereur la permission de lui démontrer que la mesure est inutile.

L'état de guerre, qui est pour ainsi dire l'état normal de ce pays depuis cinquante ans, et qui ne se modifiera qu'à la longue, ne donne-t-il pas toutes les facilités désirables pour obtenir par la force ce que ni la persuasion, ni les efforts d'une administration normale n'ont pu créer ?

La substitution d'une seule autorité à toutes les autres, d'un

seul pouvoir à tous ceux qui régissent la société, ne saurait donner plus d'unité à la marche du gouvernement, qu'autant que les autorités, momentanément suspendues (car l'état de siége, je le répète, ne peut être que transitoire), seraient, en même temps et partout, remplacées par d'autres sur la valeur et la foi desquelles on pût compter.

N'est-il pas plus naturel d'agir que d'édicter, et, dans l'état de guerre incontestable où se trouve le pays, la transition pour arriver à l'état de siége n'est-elle pas simple et facile? Les généraux, les commandants supérieurs existent partout ou à proximité des points sur lesquels leur action pourrait devenir indispensable.

Les cours martiales fonctionnent dans toute l'étendue de l'empire. L'état de siége donnera-t il plus de force, plus d'action, plus de prestige à l'autorité militaire? Non, Sire, il supprimera tout simplement l'action directe des autorités civiles.

On peut arriver au même but sans effrayer personne, en restant dans l'état de guerre, sans sortir de la légalité et en remaniant les personnels administratif, judiciaire et financier.

Dois-je maintenant, comme corollaire du sentiment qui me pousse à rejeter la mise en état de siége, sauf dans des cas urgents et dans des localités données, mais toujours très transitoirement, ajouter aux considérations générales que je viens d'avoir l'honneur d'exposer à Votre Majesté les considérations tirées de la situation propre de l'armée française au Mexique, dans les circonstances actuelles, alors qu'elle a remis depuis deux ans à l'autorité mexicaine tous les pouvoirs qu'elle exerçait avant l'arrivée du souverain ?

Quel que soit mon désir de mettre à la disposition de Votre Majesté tous les officiers dont elle aurait à me faire la demande, il est des limites que je ne saurais dépasser.

Je ne pourrais, en effet, au moment où une portion de l'armée

française se dispose à quitter le sol mexicain, désorganiser ses cadres et la priver de ses officiers supérieurs, les seuls qui puissent avoir assez d'autorité pour exercer des fonctions de commandants supérieurs de départements en état de siége.

Je puis encore moins songer à éloigner de leurs troupes les officiers supérieurs appartenant à des corps destinés à rester au Mexique.

Et, enfin, serait-il prudent, lorsque déjà deux fonctionnaires de l'armée française remplissent deux des plus importantes charges dans le gouvernement mexicain, serait-il prudent, oserai-je dire à Votre Majesté, d'augmenter la dose de responsabilité qui nous incombe, en absorbant tous les pouvoirs dans l'intérieur, en annihilant tous les éléments nationaux sur lesquels Votre Majesté s'est appuyée jusqu'à ce jour et qui peuvent être encore utilisés?

En un mot, l'état de siége deviendrait la source d'un vif mécontentement, il donnerait le prétexte à une désaffection générale, qui s'étendrait du souverain du Mexique, paraissant désespérer de son peuple, à la puissance alliée dont l'action ne se ferait plus sentir que par des rigueurs ordonnées uniquement par des officiers français; il imputerait à vos alliés tout l'odieux des mesures exceptionnelles. L'état de siége, dans ces conditions, augmenterait le nombre des ennemis de l'empire et pourrait donner créance à la calomnie, employée par les dissidents pour surexciter l'esprit national: à savoir que la France est venue au Mexique dans un but de conquête.

Obliger les préfets, les sous-préfets à adresser aux généraux et aux commandants supérieurs, quelle que soit leur nationalité, des rapports politiques sur l'état du pays et sur ses besoins, leur retirer la disposition d'aucune troupe sans l'assentiment de l'autorité militaire, à laquelle ils devront adresser une réquisition par écrit, créer enfin une sorte de solidarité entre les deux pou-

voirs au lieu de les poser en antagonistes, pousser activement l'organisation d'une bonne gendarmerie, tels sont les moyens qui me paraîtraient d'abord devoir être essayés.

Votre Majesté me pardonnera cette longue exposition, qui m'est dictée par le désir sincère que j'ai de lui être utile en toutes choses, et par la crainte que j'aurais de voir engager la question dans une voie qui serait plus nuisible qu'utile.

C'est avec le plus profond respect, Sire, etc.

BAZAINE.

Sans ce langage, digne du peuple français, les rigueurs de l'état de siége désolaient le Mexique entier, et les Américains, déjà prêts à franchir pour la seconde fois * la frontière du Rio-Bravo, venaient provoquer le drapeau tricolore, que notre armée, moins patiente que notre politique, n'eût certes pas laissé humilier.

* Les Américains noirs s'étaient déjà emparés, quelques mois auparavant, de Bagdad, occupée par les impérialistes, et l'avaient évacuée après y avoir exercé le pillage. Bagdad avait été aussitôt réoccupée par les Français.

XI

Au moment même où le maréchal Bazaine, opérant dans le nord du Mexique pour relever la cause impérialiste, répondait à l'empereur Maximilien qu'il ne pouvait approuver la mise en état de siége de tout le territoire, le bateau de la Compagnie transatlantique, *Impératrice Eugénie*, battant pavillon impérial, débarquait soudainement la souveraine du Mexique au port de Saint-Nazaire, le 8 août 1866 au matin. La surprise des autorités locales, qui s'empressèrent de signaler cet événement à Paris, fut moins vive encore que celle de la cour des Tuileries. Notre gouvernement était loin de s'attendre à une visite, dont l'annonce, on se le rappelle, provoqua une grande émotion dans notre capitale. Car l'opinion publique pressentait déjà de mystérieux incidents dans ce drame mexicain, dont les situations se nouaient de plus en plus. La veille encore de ce débarquement, le *Mémorial diplomatique* et certaines feuilles qu'on savait puiser leurs inspirations dans les régions officielles, venaient de protester, « se disant autorisés à dénoncer comme une insigne

calomnie la seule supposition que l'impératrice Charlotte pût être en route pour l'Europe. »

Pendant que le petit vapeur annexe de la Compagnie, le *Belle-Ile*, portant l'impératrice Charlotte à son bord, traversait la rade, l'estacade se couvrit de curieux et de fonctionnaires accourus à la hâte. La foule était d'autant plus compacte, qu'au même moment le paquebot neuf, *Nouveau-Monde*, prenait la mer en destination d'Aspinwall, La jeune souveraine était l'objet de tous les regards : elle semblait triste, et son costume de deuil faisait ressortir davantage son attitude rêveuse. A ses côtés se pressaient le général Almonte accouru au devant de la fille du roi Léopold, M. Martin Castillo, son ministre des affaires étrangères, quelques dames d'honneur, ses grands chambellans, le comte de Bombelles et plusieurs officiers de sa maison. Aucun préparatif n'avait été fait pour la recevoir. Une voiture de place l'entraîna à l'hôtel Bely. Ses domestiques mexicains, aux larges *sombreros* à coquilles d'or et aux vestes chamarrées d'argent, firent sensation à Saint-Nazaire à leur débarquement.

A peine eut-elle touché terre, que l'impératrice signifia son intention de voyager incognito, et son refus de demander l'hospitalité à la cour des Tuileries. En attendant l'heure du départ, qui eut lieu vers quatre heures du soir, l'auguste voyageuse visita le port. Sa démarche était ferme : les saluts qu'elle envoyait à la foule respectueuse étaient saccadés. Son visage portait l'empreinte de cruelles préoccupations doublées d'une fatigue extrême; ses yeux brillaient déjà du feu de la fièvre. La traversée avait fortement éprouvé la jeune impératrice, qui, installée sur l'arrière du navire, d'après son propre désir, pour rester plus isolée, n'avait pu trouver de repos

dans le sommeil, à cause de la trépidation continue de la machine. Le lendemain, elle arrivait à Paris et descendait au Grand-Hôtel. A mesure que le terme du voyage se rapprochait, son exaltation se développait. La famille impériale se trouvant alors au palais de Saint-Cloud, la souveraine, en demandant qu'on mît à sa disposition un carrosse de la cour, réclama une entrevue immédiate de Napoléon III. Sur ces entrefaites, elle reçut la visite de M. Drouyn de Lhuys, et passa une partie de la journée à converser avec ce ministre. Quoique l'Empereur eût répondu qu'il était indisposé et qu'il regrettait de ne pouvoir l'entretenir, l'impératrice Charlotte, n'acceptant pas d'ajournement, se rendit le lendemain au palais.

Ses instances furent tellement vives, que Napoléon consentit enfin à la recevoir. Alors, elle exposa les demandes de Maximilien, qui réclamait encore de la France de nouveaux secours financiers et militaires. L'entretien fut long et violent, plein, de part et d'autre, de récriminations qui finirent par altérer le caractère des explications échangées. L'impératrice, voyant peu à peu s'écrouler tout l'échafaudage d'espérances que son imagination pleine d'ardeur s'était plue à élever depuis son départ de Chapultepec jusqu'au seuil de Saint-Cloud, sentant son sceptre se briser sous sa main, céda même à tout son emportement. Après avoir énuméré ses griefs, la fille du roi Léopold crut reconnaître, mais trop tard, qu'elle avait eu le tort d'oublier, en acceptant un trône de la munificence de l'empereur des Français, qu'elle était issue du sang des Orléans *. De la scène du palais de Saint-Cloud peut

* Après l'entrevue de Saint-Cloud, l'impératrice Charlotte a dicté elle-même la relation de son entretien avec l'empereur Napoléon.

dater réellement la folie de cette intéressante princesse, dont le courage allait bientôt s'évanouir avec la raison. A peine conserva-t-elle la force de se traîner de Paris jusqu'au Vatican, pour tomber délirante aux genoux du Saint-Père, dont elle venait réclamer l'appui et les consolations *.

Les États-Unis n'avaient perdu de vue un seul instant, ni le voyage de l'impératrice Charlotte, ni les actes de la politique française, à laquelle M. Seward, le sous-secrétaire d'État américain, ne cessait d'imprimer de Washington une impulsion capable à la fois de satisfaire les tendances républicaines du congrès, et de désarmer les ennemis du président Johnson, taxé de mollesse à l'égard de la France. M. John Hay, chargé d'affaires *ad interim* à Paris, écrivait à M. Seward :

Paris, 10 août 1866.

Monsieur,

Il a paru récemment dans les journaux de Paris des entrefilets annonçant le départ prochain de Mexico de la femme de l'archiduc Maximilien. Ces nouvelles ont naturellement donné lieu à des appréciations en général défavorables à la cause impériale au Mexique. Pour mettre un terme à ces réflexions injurieuses, le *Mémorial* et le *Pays* ont publié des démentis de ces bruits.

. . . .

Hier, à la grande confusion de ces amis si positifs dans leur

* Le *Moniteur* du 18 septembre a publié la note suivante :
« Dans un article relatif au Mexique, publié par la *Revue contemporaine* du 15 septembre, M. de Kératry raconte qu'il y aurait eu à « Saint-Cloud des conversations extrêmement vives entre l'impératrice « Charlotte et l'empereur.
« Ce récit est absolument contraire à la vérité. »
Voir la réponse de l'auteur aux « Pièces justificatives » à la fin du volume.

affirmation et si pleins d'indignation, *la dame en question* est arrivée à Paris, et est descendue au Grand-Hôtel.

. . . .

Les plus fâcheuses conclusions sont déduites de cette visite, surtout par ceux qui ont le malheur d'être de forts détenteurs de l'emprunt mexicain. Elle est généralement considérée comme un suprême et dernier effort pour obtenir, à l'aide de l'influence personnelle, le secours indispensable à l'empire mexicain, qui a été refusé à ses représentants diplomatiques accrédités.

JOHN HAY.

Les termes de cette missive diplomatique laissaient à désirer sous le rapport de la courtoisie. Le 17 août, M. Hay rendait ainsi compte à son gouvernement de la visite de l'impératrice Charlotte au palais de Saint-Cloud :

Paris, 17 août 1866.

Monsieur,

Sur le conseil de M. Bigelow, qui est pour quelques jours avec sa famille à Ems, je me suis rendu hier au ministère des affaires étrangères. J'ai parlé à Son Excellence des nouvelles émises généralement dans les journaux de Paris, au sujet de la princesse Charlotte en France. Ces nouvelles annonçaient que le séjour de Maximilien au Mexique dépendait d'une modification aux résolutions adoptées par le gouvernement français, et annoncées dans les récentes communications de Son Excellence au marquis de Montholon et à M. Bigelow. Quelques journaux donnaient même à entendre que la princesse avait réussi à obtenir un changement dans ce programme. Je demandai au ministre si quelque modification de ce genre avait été faite ou devait être faite à la politique du gouvernement impérial, à l'égard du

Mexique. M. Drouyn de Lhuys m'a répondu qu'il n'y a eu aucune modification de notre politique à cet égard, et qu'il n'y en aura pas. Ce que nous avons dit être notre intention de faire, nous le ferons. Naturellement (a-t-il ajouté) nous avons reçu l'impératrice avec courtoisie et cordialité, mais le plan arrêté précédemment par le gouvernement et l'empereur sera exécuté comme il a été dit. »

John Hay

A l'heure où le désespoir et la folie de l'impératrice Charlotte attristaient l'Europe entière, émue d'avance du coup qui allait atteindre Maximilien, les événements se précipitaient au Mexique. L'empereur, frappé d'aveuglement, déchaînait de ses propres mains la révolution en opérant un vrai coup d'État. Il renversait son propre ministère, et au lieu d'essayer de recruter les conseillers de la couronne parmi tous les partis, dans le but de s'appuyer habilement sur le pays et sur l'opinion publique à l'approche de l'évacuation française, il se jetait à corps perdu dans les bras de la faction ultramontaine, qui l'avait circonvenu par ses intrigues et ses promesses. Les réactionnaires Lares, Marin, Campos et Tavera entraient dans le nouveau conseil. L'abbé Fischer devenait chef du cabinet impérial, et MM. Osmont et Friant, l'un chef d'état-major général, l'autre intendant en chef du corps expéditionnaire (dont le maréchal avait cru devoir prêter le concours passager à Maximilien durant un moment de crise), étaient chargés définitivement des portefeuilles de la guerre et des finances. La nouvelle de ce coup d'Etat, qui s'était accompli à Mexico le 26 juillet, parvenait tardivement au quartier général français, où l'étonnement égala les regrets. Car le choix fait par l'Empereur d'un parti aussi

extrême se changeait en déclaration de guerre à la grande majorité de la nation. De plus, l'immixtion solennelle de deux officiers français dans les affaires publiques était en contradiction formelle avec les ordres de notre gouvernement, qui prescrivait de n'intervenir en rien dans la direction politique du pays. Il était difficile, d'autre part, dans l'intérêt même de notre armée, que ces deux hauts fonctionnaires pussent cumuler leurs portefeuilles avec leurs emplois de chef d'état-major et d'intendant. Il n'était pas moins regrettable que pareille décision eût été prise et déjà exécutée à Mexico sans l'aveu du général en chef, surtout en présence du nouveau pavillon dont le trône venait de se couvrir.

La confiance accordée par Maximilien au père Fischer, qui a joué plus tard un si funeste rôle, était déplorable à tous égards, et à coup sûr la religion du souverain n'eût pas été surprise, s'il eût connu la biographie de cet ancien luthérien, devenu catholique. Augustin Fischer, d'origine allemande, s'était enrôlé vers 1845 dans une troupe de colons partant pour le Texas. Après s'être fait, sans succès, clerc de notaire, il était allé chercher de l'or en Californie. L'ancien colon abjurait bientôt sa foi de protestant, recevait les ordres au Mexique et obtenait le poste de secrétaire de l'évêque de Durango. Banni bientôt du palais épiscopal pour cause de mœurs dissolues, il avait été recueilli à Parras, chez M. Sanchez Navarro, qui, séduit par les apparences, l'avait présenté à Maximilien. Le père Fischer, qui est doué d'une rare intelligence, ne tardait pas à se voir confier une mission diplomatique auprès du Saint-Père : cependant, il revenait au Mexique après avoir échoué à Rome. Malgré tout, son crédit grandissait, et, à cette heure, l'ambition du secrétaire

impérial, qui n'avait plus de bornes, convoitait l'évêché de Durango, un des bénéfices ecclésiastiques les plus opulents du Mexique. La faveur directe du souverain était un moyen certain de succès. Mais le choix de ce prêtre n'était pas fait pour apaiser les esprits et rallier les dissidents.

Maximilien espéra-t-il ainsi donner des gages au Saint-Siége, et se concilier ses bonnes grâces par l'appel d'un ministère réactionnaire, à cette seule fin de faciliter les démarches de l'impératrice Charlotte ? Cela est croyable, surtout si on évoque le souvenir de son récent voyage à Rome et les engagements qu'il y contracta envers le Saint-Père, comme les aspirations de sa jeunesse, prises sur le fait dans les *Tableaux de sa Vie* qui viennent d'être publiés à Leipzig par ordre personnel de son frère, l'empereur François-Joseph. L'archiduc était d'humeur profondément catholique, autant par instinct que par éducation. Les tendances de sa dévotion de prince du sang l'entraînaient vers le mysticisme, de même que sa fierté d'être issu du grand Charles-Quint lui faisait dire que rien n'était supérieur au droit divin. Devant ce seul droit, le prince enfant courbait la tête en attendant qu'il acceptât d'un prétendu suffrage populaire la couronne entrevue sans cesse dans ses rêves. Car Maximilien se croyait prédestiné ; c'est là le secret de son aventure mexicaine qui, dans sa pensée, on le verra plus tard, n'était pas le terme de ses espérances. En présence de ses aspirations religieuses qu'avait dû surexciter sa visite au Saint-Siége, on eût compris, quoique c'eût été impolitique à notre avis, que, dès sa prise de possession du trône, Maximilien eût radicalement embrassé la cause cléricale, luttant franchement du premier coup contre le mouvement libéral.

On peut croire toutefois qu'il s'en fût suivi une guerre à outrance, aussi désastreuse pour la dignité du trône qu'inconciliable avec notre propre drapeau : car si le clergé français est le premier à donner de grands exemples aux deux mondes, celui du Mexique, à peu d'exceptions, est corrompu par l'abus et le désir des jouissances, que toute absence de discipline n'a fait qu'accroître en ces temps de longues révolutions. Ce n'est pas dans son sein que le nouveau souverain pouvait puiser les forces vives ; de ce côté, il n'y avait ni sincérité ni désintéressement à attendre. Nous n'avons pu oublier que la première parole prononcée par Mgr La Bastida, archevêque de Mexico, rentrant dans la capitale d'une patrie désolée qu'il n'avait pas revue depuis des années, avait été pour s'enquérir, avant tout, si les oliviers de son domaine épiscopal de Tacubaya avaient été respectés par la guerre. La question de l'Église et des fidèles s'était effacée devant celle des revenus. Maximilien venait donc de commettre une seconde faute capitale. Dès l'origine, il avait assumé le grave tort, quand il aurait pu mieux s'entourer, de s'appuyer sur des individualités hostiles au nom français. A cette heure, il se laissait emporter par le plein flot d'une réaction contre lequel devaient lutter les vrais conservateurs et la plus grande partie d'une génération, élevée dans les principes républicains. Ces principes ne pouvaient pas tarder, en s'insurgeant contre le nouveau programme du trône, à reprendre le dessus dans tous les centres que l'armée française, en marche d'évacuation, remettait militairement à la défense des troupes impérialistes.

Pourtant, toute la première période de 1866 avait été consacrée par nos soldats à améliorer ainsi qu'à compléter

les fortifications et l'armement des places de l'intérieur, telles que Monterey, San-Luis, Durango, Zacatecas, Guadalajara et Matehuala. Nos artilleurs étaient parvenus à mettre en batterie, sur les ouvrages de ces villes, plus de six cents pièces en bon état et largement approvisionnées. Mais ces travaux de défense, confiés successivement aux armes mexicaines, devaient rester désormais impuissants contre le soulèvement du pays, irrité du choix des nouveaux ministres, qui détruisait tout espoir de renaissance libérale. Après ce coup d'État, le gouvernement mexicain, désespéré, adhérait, le 30 juillet, à la nouvelle convention réclamée par le gouvernement français. Par ce contrat, exécutoire à partir du 1er décembre 1866, et substitué au traité de Miramar, la moitié du produit des douanes de la Vera-Cruz et de Tampico était affectée au paiement de la dette française. Maximilien avait signé là un funeste engagement qu'il savait bien ne pas pouvoir tenir, sans marcher à la banqueroute nationale. Il eût été plus digne pour l'empereur de briser lui-même sa couronne et de se retirer, laissant au gouvernement français l'énorme responsabilité de la situation. Mais ce souverain ne savait pas résister aux séductions de la royauté. Peut-être espérait-il encore le succès de la mission de l'impératrice auprès des cours de Paris et de Rome. Là est sa seule excuse.

Pendant ce temps, l'armée française, conformément au plan d'évacuation résolu en trois termes successifs, se repliait sur elle-même. Pour faciliter son mouvement rétrograde, le maréchal restait à cheval sur les routes du nord, prêt à donner la main à celui de ses deux gros corps d'opération qui serait menacé. Sur la gauche, la division de Castagny,

abandonnant peu à peu les immensités de la Sonora, les plaines du Zacatecas et du Durango, se rabattait sur la ville de Léon, son nouveau quartier général. Sur la droite, le général Douay quittait toutes les positions du nord, voisines de la frontière américaine, et ses troupes, après s'être concentrées à Saltillo, venaient planter leur tentes sous les murs de San-Luis, faisant face aux contingents de Zébéda, de Pedro Martinez et d'Aureliano Rivera. La contre-guerilla française, qui opérait aux environs de Matehuala, se préparait à redescendre dans les terres chaudes de l'Etat de Vera-Cruz. Ce vaste mouvement en arrière découvrait la zone des Etats excentriques tels que le Tamaulipas, le Nuevo-Léon, le Cohahuila, le Sinaloa et la Sonora. Outre qu'elle était imposée par les ordres de Napoléon III, cette concentration eût été sage dès l'origine. Maximilien avait rêvé l'impossible en voulant conserver sous son sceptre d'immenses solitudes, et le quartier général eût prudemment fait, à notre avis, en résistant d'une façon plus complète encore aux entraînements de la couronne : car nos troupes sillonnaient le Mexique comme le navire qui fend l'eau, laissant à peine derrière lui la trace de son sillage. Ce mouvement concentrique était d'autant plus urgent que des révélations, adressées à Maximilien lui-même par le préfet de Zacatecas, constataient que les libéraux étaient sur le point d'obtenir la garantie d'un emprunt de 50 millions de piastres des Etats-Unis. Pour négocier cet emprunt, les juaristes offraient de leur vendre la Basse-Californie. Grâce à ces secours américains, Gonzales Ortega, avec dix mille flibustiers, cent mille fusils, quarante pièces de canon et des munitions considérables, devait entrer par Piedras-Negras, pour se diriger sur Zaca-

tecas. Cortina se préparait à attaquer Monterey et Saltillo : Negrete avait promis de débarquer dans le Tamaulipas et de s'engager dans le Huasteca, pendant que Corona descendrait sur Culiacan. A l'appui de ce plan bien concerté, notre consul à San-Francisco nous avisait que le général Miller, collecteur des douanes dans cette ville, venait d'autoriser le transit et l'embarquement des armes et des munitions, envoyées aux dissidents mexicains par les agents officiels de Juarez, pendant que le général Vega engageait clandestinement, sur une grande échelle, les soldats licenciés américains, pour les diriger par petits détachements sur la Sonora. De plus, les provinces de l'intérieur avaient besoin d'être fermement contenues dans le devoir. Presque tous les régiments mexicains étaient travaillés par les libéraux : leurs généraux eux-mêmes recevaient de secrètes propositions de l'ennemi. Certains y prêtaient l'oreille : le général Quiroga, il faut le reconnaître à son honneur, dénonçait ces manœuvres au commandement français. La désertion, d'ailleurs, était à l'ordre du jour. Ainsi, le général Lopez, dont le commandement s'exerçait à Matehuala, comptait un effectif de 500 hommes ; la solde manquait depuis plusieurs jours : la contre-guerilla française, émue du dénûment de soldats privés de vivres et de vêtements, leur consentit des avances sur sa propre caisse. A peine habillés et payés, trois cents de ces Mexicains firent défection en huit jours.

Il fallait s'attendre à voir bientôt se manifester l'influence du nouveau ministère, jaloux de se venger des mesures libérales inaugurées avant l'arrivée de Maximilien à Mexico, à l'époque où le général en chef avait déclaré valables les ventes des biens de mainmorte, sauf pour les cas d'acquisition

frauduleuse. Notre quartier général, de son côté, ne pouvait s'associer qu'avec déplaisir à la politique d'une réaction aussi marquée et totalement contraire aux aspirations de la cour des Tuileries, qui s'était déclarée pour le triomphe des idées libérales, et cela, depuis la prise de commandement par le maréchal Bazaine. Nous en trouvons la preuve dans une lettre particulière, adressée par l'empereur Napoléon au général Almonte, lorsque ce dernier présidait la régence à Mexico. Almonte avait subi un instant l'influence réactionnaire de Mgr La Bastida, qui, de son côté, s'était prétendu, en réclamant les biens du clergé, autorisé par les encouragements personnels de Napoléon III et de l'impératrice Eugénie : l'empereur des Français s'était plaint confidentiellement à Almonte lui-même de cette attitude.

Au général Almonte, président de la Régence.

Compiègne, 16 décembre 1863.

Mon cher général,

Je n'ai pas répondu depuis longtemps aux lettres que vous m'avez écrites, parce que, je l'avoue, je n'étais pas très satisfait de la marche des affaires au Mexique et que je préférais que mon mécontentement ne vous arrivât pas directement.

En effet, tant que mon armée sera au Mexique, je ne permettrai pas qu'il s'établisse une réaction aveugle qui compromettrait l'avenir de ce beau pays et qui, aux yeux de l'Europe, déshonorerait notre drapeau.

Je vous écris aujourd'hui pour vous remercier du magnifique album que vous m'avez envoyé. C'est un souvenir précieux pour moi et le beau travail de la reliure fait honneur à l'industrie de votre pays.

Je vous prie de remercier aussi, de ma part, M. José Salazar Illaregui, ministre *del Fomento,* de la dédicace qui accompagnait cet album et qui m'a vivement touché.

J'espère que dans ce moment Mme Almonte vous aura rejoint. Je vous prie de me rappeler à son souvenir.

Recevez, mon cher général, l'assurance de mon amitié,

NAPOLÉON.

Ainsi, l'empereur des Français avait condamné la réaction cléricale. L'empereur du Mexique, de son côté, avait pris à Rome des engagements formels en faveur de l'église.

L'entrée aux affaires des nouveaux ministres devait être une source certaine de mésintelligence entre la France et le Mexique. Les hostilités ne tardèrent pas à s'ouvrir entre la couronne soumise à de fâcheuses influences et le représentant militaire du gouvernement français. C'est à cette heure que le maréchal avait le droit de s'applaudir d'avoir épargné au Mexique les rigueurs d'un état de siége, qui eût été terrible sous l'action du fanatisme religieux !

La prise par les dissidents du port de Tampico, si important par ses recettes douanières, fut le prétexte des attaques du ministère, qui s'était flatté un instant que notre drapeau, compromis dans un brusque conflit avec les Etats-Unis, se trouverait tellement engagé, que la France, loin de pouvoir se retirer, se verrait forcée d'appeler de nouveaux renforts. Maximilien, il faut le reconnaître, s'était aperçu que la politique des Tuileries tenait deux langages ; que les ministres contredisaient les assurances de son allié, qui n'avait cessé de lui promettre concours efficace et appui moral ; qu'en fin de compte, l'empereur Napoléon l'avait placé dans une

dure alternative, en lui faisant signer la convention du 30 juillet.

L'empereur du Mexique avait profité à son tour de ces leçons d'une politique aujourd'hui en honneur en Europe. Aussi, n'hésitait-il plus à jeter des germes de discorde dans le camp français, en faisant appel à certains dévouements qui, par suite de leur complète ignorance des instructions du cabinet des Tuileries, déploraient la rigueur des mesures d'évacuation, bien que ces dernières fussent encore tempérées par notre quartier général. Oubliant que la discipline est la première loi d'une armée, il cherchait à se créer des partisans dans nos propres rangs, dans l'espoir que leur opposition aurait de l'écho en France et serait assez forte pour ralentir notre mouvement de retraite.

Les innovations répétées que subissait la maison militaire de Maximilien avait souvent même révélé, de la part du souverain, un manque réel d'expérience comme un oubli complet de la hiérarchie. Ainsi, la lettre suivante, émanée du cabinet impérial, avait eu un instant pour but de contraindre un maréchal de France, comme tous les ministres de la couronne, à correspondre avec l'empereur par l'entremise d'un capitaine du corps expéditionnaire.

Cabinet militaire de l'Empereur.

Mexico, 7 mars 1866.

Monsieur le maréchal,

J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le cabinet de l'Empereur est supprimé et remplacé par un secrétariat.

Sa Majesté place à la tête de la section militaire de ce secrétariat M. le capitaine X...

C'est par l'intermédiaire de ce dernier officier que l'Empereur désire correspondre à l'avenir avec Votre Excellence, avec le chef d'état-major général et les divers ministres.

Je ne saurais vous faire connaître encore le nom du chef de la section civile.

Le Chef de cabinet.

A cette heure où il se sentait, avec raison, dégagé de toute reconnaissance pour le gouvernement français, Maximilien ne tendait plus qu'à un but : celui de tirer le meilleur parti et d'user le plus longtemps possible de nos soldats et de notre trésor pour sauver sa couronne. Il était dans son droit. Aussi exprimait-il sans cesse le désir que les Français gardassent spécialement les lignes du nord et les ports voisins des États-Unis. Il y avait sur ce terrain chance de choc avec les Américains: mais le quartier général se tenait en garde et obéissait aux instructions émanées de Paris, tout en prêtant son entier concours à la couronne du Mexique, qu'il avait toujours mission de défendre, puisque la convention du 30 juillet avait été signée. Ce fut sous l'impression de ces espérances, déçues par notre abandon complet du nord-frontière, que Maximilien écrivit au général en chef:

Alcazar de Chapultepec, 4 août 1866.

Mon cher maréchal,

La prise de la ville de Tampico par les dissidents, l'évacuation de Monterey, m'apprennent que les résultats de la campagne dans le nord auront pour mon pays les plus graves conséquences.

Je désire donc être instruit du plan que vous vous proposez de suivre dans vos opérations, afin que je tente de sauver, s'il

est possible, les adhérents à l'empire et les malheureux fonctionnaires qui se sont sacrifiés pour notre cause.

MAXIMILIEN.

Cette lettre atteste une grande irritation, bien légitime de la part du prince, qui est encore sous le coup de la note impériale partie de Paris à la date du 31 mai, et qui sent toutes ses espérances trahies. Si le général en chef eût été reçu au palais, où il se présenta lors de son départ pour cette tournée du nord, ces questions eussent pu recevoir une solution plus conciliante. A mesure que se précipitera cette pénible histoire, on verra que, dans tous ses rapports personnels avec le maréchal, la correspondance du souverain ne cesse d'accuser des sentiments d'une cordiale bienveillance. Mais, dès que reparaîtront les grands intérêts militaires de la couronne mexicaine, mis en jeu par le retrait anticipé de nos troupes, ce ne sera plus, avec raison, que le représentant du gouvernement contre lequel il se sent de puissant griefs, que Maximilien aura devant les yeux; et partant, les relations seront aussi tendues de part et d'autre que la situation elle-même, le quartier général ne pouvant, après plusieurs blâmes déjà reçus de Paris, que se conformer aux instructions du cabinet français.

Le général en chef répondit de son camp:

Peotillos, 12 août 1866.

Sire,

Je reçois à l'instant la lettre de Votre Majesté, en date du 4 août courant.

En associant le fait de la prise de Tampico par les dissidents

à l'évacuation de Monterey, par mes ordres, Votre Majesté semble vouloir m'imputer la responsabilité de ces deux faits. Je croyais avoir suffisamment exposé à Votre Majesté, par mes deux lettres écrites de San-Luis Potosi, à la date du 11 juillet, nº 7, et du 20 juillet, nº 46, la situation de Nuevo-Leon et de Cohahuila, pour que la nécessité de l'évacuation de Monterey, après la destruction des troupes du général Mejia et la capitulation de Matamoros, dans les conditions morales où se trouvait la légion belge, fût reconnue, non-seulement au point de vue politique, mais surtout au point de vue militaire.

La capitulation de Matamoros et les conséquences qui en sont résultées ne sont point de mon fait, et je n'ai pas pu formuler mon appréciation à ce sujet. J'avais à parer aux exigences d'une situation que je trouvais toute faite, et je crois avoir rempli mon devoir envers le souverain en mettant sous ses yeux tous les documents joints à mes lettres précitées, dont j'ai d'ailleurs envoyé le duplicata à mon gouvernement.

Quant à la prise de la ville de Tampico par les dissidents, j'aurai l'honneur de rappeler respectueusement à l'Empereur, qu'avant d'entreprendre ce qu'il veut bien appeler ma campagne dans le nord, au moment où les débris des troupes du général Mejia arrivaient à Vera-Cruz, j'ai demandé l'envoi à Tampico de M. le général Olvera, avec ce qui restait de sa brigade. Les instances du général Mejia auront vraisemblablement fait modifier la première décision de Votre Majesté, qui était favorable au mouvement projeté; car la brigade Olvera ne s'est point rendue à Tampico, et a même été dirigée depuis sur Mexico, contrairement à des ordres que j'avais laissés, et qui correspondaient à une combinaison militaire, dont l'effet avorté a ses conséquences actuelles dans l'État de Queretaro.

Un défaut de concours analogue, que refusa de me prêter M. le général de Thun, n'a pas peu contribué non plus aux désastres qui frappent le Tamaulipas. Le général Mejia se plaignit

que ses soldats fussent exposés aux dangers de la fièvre jaune à Tampico.

Un faible détachement de la contre-guérilla, le seul dont je pusse disposer pour constituer une garnison à Tampico, fut alors embarqué à la Vera-Cruz, sans compter avec les rigueurs du climat, qui nous a coûté un bataillon l'année dernière. Je ne sache pas que ce détachement ait abandonné son poste, ni livré ce qu'il était chargé de défendre.

Votre Majesté m'exprime le désir d'être instruite du plan que je me propose de suivre dans mes opérations.

Si Votre Majesté eût daigné me recevoir lorsque, la veille de mon départ de Mexico, je sollicitais l'honneur de prendre congé d'elle, je lui eusse exposé mes projets, qui consistaient simplement à reconnaître de mes propres yeux l'effet produit dans le nord de l'empire par les événements de Matamoros; à m'assurer de l'exactitude des rapports qui m'étaient adressés, sur le peu de confiance que l'on devait avoir dans les principaux fonctionnaires et sur l'esprit généralement hostile des populations de ces contrées.

C'est après avoir constaté toutes ces vérités, que, m'appuyant sur les rapports des généraux Douay et Jeanningros, j'ai reconnu l'impossibilité de conserver pour le moment des points avancés, qui ne pouvaient être qu'une source de dangers et de dépenses continuelles. J'ai pris, en en rendant compte à Votre Majesté, le parti, que je persiste à croire sage, d'ordonner l'évacuation de Monterey et de Saltillo, afin d'établir en arrière une ligne forte, facile à garder, et séparée de la première par un véritable désert, où alliés comme ennemis ne peuvent compter sur aucune ressource. Mon opinion était et est encore, qu'il est préférable de développer son influence dans l'intérieur, en concentrant ses moyens d'action dans une zone déterminée, que de s'user aux extrémités, soumises aux influences de la frontière.

Votre Majesté provoque des explications; je les lui donnerai sincères.

L'abandon absolu dans lequel les anciens ministres de l'empire ont laissé le général Mejia à Matamoros a déterminé la capitulation de cette place; la triste situation qui est faite au général Montenegro à Acapulco, malgré mes nombreuses réclamations, malgré les promesses toujours faites et jamais tenues, entraînera, je n'en doute pas, un jour ou l'autre, ou la défection de cette troupe qui a donné des preuves réelles d'abnégation et de dévouement, ou la capitulation de la place.

En présence de cette inertie, de ce mauvais vouloir flagrant que je ne crains pas de dénoncer encore à Votre Majesté, tout en accomplissant loyalement envers l'empereur du Mexique, avec conscience et dévouement, la mission que m'a confiée mon Souverain, je dois me préoccuper des soins que m'impose mon devoir comme mon droit de commandant en chef de l'armée française.

Ma lettre du 11 juillet a exposé à Votre Majesté mes devoirs en vue des éventualités d'une prochaine évacuation par une notable portion de l'armée confiée à mon commandement.

Comme conséquence naturelle des événements et des appréhensions qu'il m'est permis de concevoir sur le rôle que l'élément mexicain joue dans ce pays, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Majesté qu'il me sera impossible de laisser mes troupes à Guaymas et à Mazatlan.

Depuis longtemps le gouvernement mexicain a pu et dû s'occuper d'assurer le maintien du pouvoir impérial dans ces deux places. Je me vois forcé de laisser la Sonora et le Sinaloa aux seules ressources dont dispose le gouvernement de Votre Majesté, et je ne tarderai pas à rappeler les troupes françaises qui occupent ces contrées éloignées.

Quant aux fonctionnaires qui ont prêté leur concours au gou-

vernement de Votre Majesté, je les crois trop habiles, ou pour s'être compromis inutilement, ou pour s'exposer à des éventualités prévues par eux.

Ils ont su jusqu'ici et sauront tous, dans l'avenir, se mettre d'eux-mêmes à l'abri de tout danger.

En résumé, sire, je ne crois pas que l'évacuation de Monterey et de Saltillo puisse avoir pour le pays de Votre Majesté des conséquences aussi graves qu'elle semble le craindre.

Il faut savoir, à la guerre, faire la part des éventualités et sacrifier momentanément une portion de son territoire pour assurer le principal, dût-on plus tard, si l'ennemi s'est usé ou affaibli par les désertions, reprendre l'offensive et rétablir sa prépondérance.

Votre Majesté dispose déjà et disposera toujours, j'en ai la conviction, pour arriver à ce but, d'éléments (la légion étrangère et la brigade autrichienne), qui ne la laisseront pas dans l'embarras.

C'est avec le plus profond respect, sire, etc.

BAZAINE.

Il ressort de cette lettre, qui indique clairement la tension survenue dans les rapports officiels, par suite de l'attitude du cabinet français, que notre armée tenait toujours les positions les plus périlleuses, positions évitées par les troupes mexicaines. Nos ports de France, qui ont assisté au retour des régiments d'infanterie de marine, peuvent dire combien le séjour des Terres-Chaudes, et de Tampico surtout, leur a enlevé d'enfants. La contre-guerilla française y avait été largement éprouvée à son tour, tant par le feu que par la maladie.

Cependant Tampico n'était tombé au pouvoir des libéraux que grâce à la trahison des soldats mexicains qui faisaient

égorger une partie des nôtres dans le fort d'Iturbide. On n'a pu oublier la valeureuse défense du capitaine Langlois qui, malgré la famine et le *vomito*, résista pendant des semaines, avec ses deux cents contre-guerillas, aux deux mille libéraux du chef Pavon, et qui ne rendit le fort de Casa-Mata que pour défiler librement devant l'ennemi, les armes chargées et son enseigne fièrement déployée.

Quant à la place de Monterey, confiée à la garde de la légion belge, la lettre de Maximilien, reproduite ici, indique assez le concours qu'il pouvait attendre du cabinet de Bruxelles et du corps belge, récemment mutiné. Ce malheureux prince ne bénéficiait même plus de l'appui des étrangers, qu'il avait été si impolitique d'appeler à la défense du trône.

Mon cher maréchal,

L'état de surexcitation qui existe actuellement dans le régiment belge, démontré par la dernière dépêche télégraphique des officiers, et qui est produit par des causes extérieures, la réorganisation qu'il est nécessaire de lui faire subir, et enfin la nécessité où sont les officiers de s'embarquer au plus tard le 13 septembre, puisque le gouvernement belge n'a pas accordé les prolongations de congé, me font croire qu'il serait désirable et prudent de faire rentrer pour quelque temps le régiment belge à Mexico ou une des villes voisines, et je crois qu'il serait bon de donner en conséquence des ordres relatifs. Vous voudrez bien me communiquer votre avis sur cette question aussi grave que désagréable.

Recevez, mon cher maréchal, l'assurance des sentiments de sincère amitié avec lesquels je suis votre très affectionné,

MAXIMILIEN.

Chapultepec, le 30 août 1866.

Il faut dire ici que Maximilien n'apprit que plus tard que le roi des Belges avait autorisé ses officiers à prolonger leur séjour au Mexique jusqu'au mois d'avril 1867. Mais, par malheur, la dépêche émanée de Bruxelles, à la date du 30 juillet 1866, et adressée au chargé d'affaires de Belgique à Mexico, s'était égarée pendant six semaines et ne parvint à ce diplomate, d'après son assertion, que le 21 octobre suivant, époque à laquelle tous les officiers belges, à l'exception de cinq, avaient déjà pris la mer pour retourner en Europe.

A l'exemple de ce contingent étranger, l'armée nationale était en pleine décomposition. L'édifice impérial craquait de toutes parts, par suite de la pénurie du trésor. Les bataillons de *cazadores* eux-mêmes, cette suprême ressource des mauvais jours, qui avaient jusqu'ici rendu d'importants services et dont les commandants français n'hésitaient pas à se faire tuer, étaient menacés de périr faute d'argent et de recrutement. Grâce à l'action exercée par le nouveau ministère, les fonctionnaires, les préfets impériaux et les grands propriétaires, qui recevaient le mot d'ordre de Mexico, se refusaient à fournir des soldats. Le parti clérical, qui voulait que Maximilien se livrât à lui pieds et poings liés, employait tous les moyens pour secouer le joug de l'intervention française et s'affranchir de sa direction militaire. Aussi le dégoût et la lassitude s'emparaient-ils de nos officiers qui demandaient leur rappel dans toutes les provinces où fonctionnaient les *cazadores*. A Queretaro, à Mazatlan, partout s'élevaient les mêmes plaintes, accompagnées d'offres de démissions. Les deux documents qu'on va lire, et qui ont été choisis parmi plusieurs autres conçus dans le même esprit,

retraceront la situation avec plus de netteté qu'un simple récit.

15 septembre 1866.

Monsieur le maréchal,

Lorsque vous m'avez fait l'honneur de me confier le commandement du ..... bataillon de *caçadores*, j'ai cru pouvoir entreprendre cette mission difficile, mais non impossible. On promettait des avantages et des garanties aux militaires de ces bataillons, et bon nombre de soldats français pouvaient se présenter sur la foi de ces promesses. Le système de recrutement par des enrôlements volontaires était un élément de force; on puisait de la confiance dans la certitude que les *caçadores* seraient traités comme la légion étrangère dont ils étaient une annexe, relevant du commandement et de l'administration du corps expéditionnaire, recevant la solde de payeurs français, les vivres de l'administration, les effets de magasins de l'État et du campement; enfin, qu'ils seraient soignés dans les hôpitaux du corps expéditionnaire. Cette confiance était augmentée par la certitude de rester *encore au moins dix-huit mois à côté de l'armée française*, dont l'appui devait faciliter et favoriser l'organisation, l'instruction et la solidité de ces bataillons.

Aujourd'hui les avantages et les garanties disparaissent de jour en jour. Le système de recrutement tend à changer complètement; déjà les payeurs ont reçu l'ordre de ne plus solder les bataillons de *caçadores*. L'administration française fait peu pour nous *; il ne nous reste qu'une perspective de misères et de privations de toute espèce, comme pour les corps mexicains; car les caisses publiques ne pourront plus payer. Les officiers,

* Rappelons que le maréchal, qui avait pris l'initiative de faire payer ces troupes par le Trésor français, s'était vu désavouer de Paris.

habituellement soldés les derniers, se verront réduits à un état déplorable, d'où ils ne pourront sortir sans y laisser leur dignité ou leur honneur. On vient d'adopter le recrutement par *la leva*, malgré les instructions de l'Empereur. Ainsi, M. le commissaire impérial Iribarren prétendait me donner à garder et à entretenir six cents juaristes, tout prêts, personne ne l'ignore ici, à se tourner contre nous à la première occasion ; et cela au moment où nous devons le plus éviter d'armer au dedans un certain nombre d'ennemis. Car ceux du dehors sont *nombreux et forts*, et le deviennent tous les jours davantage. Du reste, je ne saurais accepter le commandement de soldats de *leva*, prisonniers qu'il faut garder à vue nuit et jour, au combat comme dans les villes. Avec un recrutement de cette espèce, la mission d'organiser et d'instruire est impossible, et l'on ne formerait que des corps où l'élément français ne trouverait qu'un avenir plein de déboires.

Je me déclare donc incapable de commander un corps soumis à un pareil recrutement, et je me fais un devoir, monsieur le maréchal, de cet aveu, pour vous prier de vouloir bien me retirer le commandement du ..... bataillon de *cazadores*.

Le commandant .....

23 septembre 1866.

Monsieur le maréchal,

. . . .

Toutes les caisses mexicaines sont vides. Le commissaire impérial vient de frapper une imposition des plus iniques, dont je vous envoie le décret. Bien des gens vont être réduits à la misère; chacun se plaint. Les différents consuls ont protesté, mais rien n'y a fait. Ce qu'il y a de plus fâcheux, c'est qu'on s'imagine ici que c'est sous la protection des baïonnettes françaises que ce fameux décret a été lancé, puisque nous serions obligés

de réprimer tous désordres qui se produiraient par suite de cette déplorable décision.

Une *leva* a été faite pour former la garde ; chaque habitant devait son concours; mais moyennant quelques piastres, beaucoup ont pu s'en exonérer. Nous ne recevons que des gens sans aveu, ennemis bien reconnus qu'on est obligé de tenir renfermés. Voilà sur quels éléments se repose le commissaire impérial pour conserver cette ville à l'empereur Maximilien. Chacun se demande si c'est aberration d'esprit, ou projet qu'on n'ose pas avouer. Si des renforts n'arrivent ici, il y aurait crime à y laisser une poignée de français, qui tomberaient victimes de leur dévouement. Il n'y a pas à se faire illusion à cet égard, les libéraux sont attendus ici et les fêtes se préparent pour les recevoir.

Le commandant .....

La déposition du général mexicain, commandant à Guadalajara, la première ville de l'empire après Mexico, n'est pas moins curieuse. Ce haut fonctionaire, placé à la tête de la 4me division militaire, l'une des plus importantes, écrit à l'empereur, pour se plaindre à son tour du défaut de concours des autorités civiles.

Quartier général. Guadalajara.

Les mouvements révolutionnaires que l'on observe en divers endroits de cette circonscription militaire, l'infatigable activité des moteurs du désordre, l'apathie et l'indolence que la majeure partie des autorités politiques de ces départements mettent à accomplir leur devoir, rendent de jour en jour ma position plus difficile.

J'insisterai toujours sur l'obligation pour les autorités civiles d'aider l'action militaire par tous les moyens possibles. Conti-

nuer comme jusqu'à cette heure contre la mauvaise volonté de quelques préfets, est une œuvre condamnée d'avance.

Je pense qu'il est indispensable de destituer toutes les autorités, excepté celles de Zacatecas et de Colima, pour les remplacer par des hommes loyaux, d'idées saines, et partisans de l'intervention et de l'empire.

Général J. GUTTIEREZ.

Tels étaient les fruits de la nouvelle politique. Si l'on demandait l'établissement de cours martiales françaises, le maréchal répondait officiellement qu'il ne pouvait approuver la convocation de pareils tribunaux français, parce que c'était tout à fait contraire à ses instructions et à ses intentions.

De son côté, l'administration cherchait à faire évader les coupables auxquels le clergé s'intéressait. Nous n'en voulons d'autres preuves que cette dépêche télégraphique, émanée à cette même époque d'un général du corps expéditionnaire. « Un télégramme du secrétaire impérial prescrit de surseoir au jugement de Rosada. L'évêque s'intéresse à lui. On veut le faire évader. Malgré ce que j'ai écrit, malgré un premier refus de l'empereur, Rosada va échapper au châtiment mérité. Je suis écœuré de voir fusiller les pauvres diables et amnistier les grands coupables. Cela produit un très fâcheux effet pour la cause impériale. » C'est ainsi que l'empereur se voyait désobéi dans les provinces où le père Fischer faisait sentir déjà son action directement.

XII

Le général en chef avait cru sage, par crainte de contrarier à distance les projets de Maximilien, d'attendre sa propre rentrée à Mexico, pour prendre une résolution relativement au choix de MM. Osmont et Friant à titre de ministres. Lors de son arrivée, le nouveau cabinet n'était pas encore complètement constitué; mais dès que son organisation fut complète, le maréchal fit comprendre à ces hauts fonctionnaires que la présence d'officiers français dans le conseil mexicain pouvait faire naître des incidents fâcheux au point de vue politique et qu'il était préférable, s'ils désiraient rester attachés à la fortune impériale, de renoncer à leurs emplois militaires, dont la vacance prolongée pouvait laisser péricliter les intérêts du corps expéditionnaire. Malgré toutes leurs sympathies naturelles pour la cour du Mexique, des officiers français ne pouvaient consentir, sans l'autorisation de leur gouvernement, à quitter momentanément leur drapeau. Cette question importante donna lieu à l'échange

de la correspondance suivante entre le palais de Mexico et le quartier général.

Palais de Mexico, 15 septembre 1866.

Mon cher maréchal,

Je crois qu'on a surpris votre bonne foi en vous présentant la modification ministérielle, comme le commencement d'une ère de réaction incompatible avec la présence de deux généraux français au milieu de leurs nouveaux collègues.

Mon passé et ma tolérance politique bien connue sont, si je ne me trompe, un gage certain que la transition sera celle que les événements demandent, et digne de mes glorieux alliés et de moi.

Recevez, mon cher maréchal, l'assurance des sentiments de sincère amitié avec lesquels je suis votre très affectionné,

MAXIMILIEN.

Mexico, 16 septembre 1866.

Sire,

En réponse à la lettre que Votre Majesté m'a adressée hier au soir, j'ai l'honneur de lui faire connaître que si j'ai engagé MM. Osmont et Friant à opter entre les fonctions qu'ils remplissent auprès de Votre Majesté et celles qui leur sont assignées dans le corps expéditionnaire, c'est que l'expérience démontre chaque jour que ces deux fonctions sont incompatibles, et il se produit des tiraillements tels que les divers services de l'armée en souffrent trop.

Il ne m'appartient pas d'apprécier la nuance politique que représente le nouveau cabinet de Votre Majesté; aussi n'est-ce point ce motif qui m'a fait prendre cette détermination.

Lors de ma rentrée à Mexico, j'ai laissé à MM. Osmont et Friant la faculté de rester auprès de Votre Majesté, parce que le

nombre des ministres était restreint ; aujourd'hui que le cabinet est complètement constitué, j'ai pensé qu'ils pourraient se retirer sans amener aucun inconvénient.

Cependant, j'ai l'honneur de le répéter à Votre Majesté, je suis tout disposé à laisser à son gouvernement le concours de ces officiers supérieurs, s'ils veulent résigner les fonctions qu'ils ont à remplir dans le corps expéditionnaire.

C'est dans ce sens que j'en ai écrit à mon gouvernement par le dernier courrier, et c'est à ce point de vue que la situation de cette affaire doit être envisagée.

C'est avec le plus profond respect, Sire, etc.

BAZAINE.

Mexico, 16 septembre 1866.

Mon cher maréchal,

Je regrette que vous mettiez MM. les généraux Osmont et Friant dans une alternative qui sera pour eux l'obligation de laisser leurs portefeuilles. Tous deux s'acquittent de leurs fonctions à mon entière satisfaction. Le premier a su se concilier les sympathies de l'armée mexicaine ; le second vient d'élaborer une suite de décrets propres à augmenter les ressources, mais que lui seul peut mettre à exécution. *Si donc il est vrai que l'alliance entre mon gouvernement et le gouvernement français doive être prise pour une réalité, comme je me plais à le croire*, je désire que ces deux officiers généraux restent en fonctions ; car, si je ne me trompe, il n'est pas impossible de les remplacer, provisoirement au moins, dans les charges qu'ils occupent au corps expéditionnaire.

Votre réponse me fera connaître à quel ordre d'idées je dois m'arrêter.

Votre très affectionné,

MAXIMILIEN.

Mexico, 17 septembre 1866.

Prenant en sérieuse considération le désir que Votre Majesté m'a exprimé dans sa lettre du 16 septembre, j'ai l'honneur de l'informer que, jusqu'à l'arrivée de nouvelles instructions de mon gouvernement, rien ne sera changé dans la situation de MM. Osmont et Friant.

Ces deux messieurs resteront à la disposition du gouvernement de Votre Majesté, et les fonctions qui leur sont assignées dans le corps expéditionnaire seront remplies jusqu'à nouvel ordre par leurs seconds respectifs.

C'est avec le plus profond respect, Sire, etc...

BAZAINE.

Cette fois encore, le quartier général avait cédé au désir de Maximilien. La réponse du cabinet français, en date du 31 août, ne se fit pas attendre. Comme l'avait prévu le maréchal, « il était pour nous, écrivait-on, du plus sérieux intérêt de rester étranger à l'administration proprement dite du pays. L'empereur Napoléon devait envoyer directement ses instructions. En tout cas, il était inadmissible qu'un chef d'état-major et qu'un intendant du corps expéditionnaire pussent être tout à la fois les ministres de l'Empire du Mexique. » Sur ces entrefaites arrivait à Paris, au début du mois de septembre, une dépêche du marquis de Montholon * portant à la connaissance des Tuileries une note de M. Seward ainsi conçue :

* Le bruit courut à l'époque que M de Montholon avait profité du fil transatlantique, qui venait d'être installé, pour transmettre sans retard à l'Empereur le texte de cette note. De cette façon, le gouvernement français, averti à temps, se serait prononcé, sans paraître obéir aux injonctions de la dépêche arrivée plus tard.

M. Seward au marquis de Montholon.

Washington, 16 août 1866.

Monsieur,

J'ai l'honneur d'appeler votre attention sur deux ordres ou décrets que l'on dit avoir été lancés, le 26 juillet dernier, par le prince Maximilien, *lequel prétend être empereur du Mexique.* Dans ces ordres, il déclare qu'il a remis la direction du département de la guerre au général Osmont, chef d'état-major du corps expéditionnaire français, et celle du département du trésor à M. Friant, intendant en chef du même corps.

Le président croit nécessaire de faire savoir à l'empereur des Français que la nomination à des fonctions administratives desdits officiers du corps expéditionnaire français, par le prince Maximilien, *est de nature à porter atteinte aux bonnes relations entre les Etats-Unis et la France*, parce que le congrès et le peuple des Etats-Unis pourront voir dans ce fait un indice incompatible avec l'engagement conclu pour le rappel du corps expéditionnaire français du Mexique.

William H. Seward.

A la suite de cette communication presque menaçante, le *Moniteur* du 13 septembre annonçait sans retard que MM. Osmont et Friant n'étaient pas autorisés par le gouvernement français à accepter leurs portefeuilles. De plus, on écrivait au général en chef, en faisant allusion à la nomination subite de ces fonctionnaires, qu'il aurait dû s'opposer à des faits même accomplis, et un désaveu formel de cette immixtion dans les affaires publiques du Mexique partait des Tuileries. Si le rôle de notre commandement militaire devenait de plus en plus difficile, qu'allait donc dire à son tour

Maximilien, qui demandait tout à l'heure « *s'il était vrai que l'alliance entre son gouvernement et le gouvernement français dût être prise pour une réalité, comme il se plaisait à le croire?* »

L'attitude des Etats-Unis, pleine d'une logique qui ne se démentait pas, était du moins plus franche. A cette époque était lancée une proclamation du président Johnson, déclarant nul et sans effet un décret de Maximilien, qui ordonnait le blocus de certains ports du Mexique.

On s'étonne encore ici des illusions d'un prince qui voulait ordonner un blocus sérieux aux portes mêmes des Etats-Unis, et qui ne comptait même pas en ligne un bâtiment mexicain prêt à appuyer de ses feux la volonté du souverain. Pourtant le Mexique est assis sur deux mers et possède de vastes côtes. Qu'avait donc fait son département de la marine depuis trois ans? Sans lancer des navires de haut bord, sans songer à se mesurer avec les *Monitor* de l'Union, n'eût-il pas dû faire construire des canonnières et des bateaux légers propres à remonter les fleuves et à en protéger les rives contre les guérilleros et les contrebandiers*? Seule, la France, à titre d'alliée de Maximilien pouvait, à l'aide de son escadre, maintenir efficacement le blocus de Matamaros, et surtout celui de Tampico où, par la convention du 30 juillet, elle allait avoir de puissants intérêts engagés. Elle préféra s'abstenir et céder cette fois encore le pas aux Américains.

On se rappelle qu'en exigeant impérieusement la convention du 30 juillet, si ruineuse pour la monarchie mexicaine,

* Il n'avait pas même utilisé le crédit ouvert par le maréchal à cet effet.

l'empereur Napoléon avait promis à Maximilien que, s'il acceptait les nouvelles conditions posées, l'armée française ne se retirerait qu'en trois termes échelonnés jusqu'au mois de novembre 1867. Mais les entrevues de Saint-Cloud et du grand Hôtel avaient provoqué des résolutions aussi extrêmes que l'entretien des deux souverains avait été violent ; l'irritation avait été égale de part et d'autre. La cour des Tuileries, cédant alors à la passion, qui devrait toujours être bannie de la politique, prit la résolution soudaine de rappeler ses troupes à bref délai et en un seul bloc, foulant encore aux pieds son dernier engagement contracté. Pourtant on comprenait à Paris qu'un pareil oubli de la foi jurée, quoique conseillé par une excessive impatience d'en terminer avec cette funeste expédition, était d'une haute gravité ; gravité qui pouvait s'amoindrir, si, arrachant Maximilien de gré ou de force aux nouvelles aventures, on parvenait à le faire abdiquer. De cette façon on courait la chance, tout en rendant à l'Europe un archiduc déconsidéré, il est vrai, mais sain et sauf, de constituer une nouvelle république mexicaine avec laquelle on pût compter.

Tel devait être le résultat de cinq années de douloureux sacrifices! Où donc était le temps où l'amiral Jurien de la Gravière eût pu négocier avec succès sans tirer un coup de fusil? En 1861, on avait conspiré l'élévation de Maximilien ; en 1866, on conspira sa chute, et on se prépara, au cas où le malheureux souverain ne consentirait pas à se dépouiller de sa couronne, à hâter le dénoûment, en faisant entamer des négociations mystérieuses par notre diplomatie et par l'intermédiaire des États-Unis, avec les chefs libéraux du Mexique. Tout d'abord on allait essayer d'obtenir, par la

persuasion, l'abdication de Maximilien. Pour cette mission secrète et délicate, dont le caractère était complexe, le cabinet français jeta les yeux sur le général Castelnau, aide-de-camp de l'empereur, alors en service auprès de son souverain. L'envoyé de Sa Majesté fut investi de pleins pouvoirs pour toutes les éventualités. Cette mission conférait, même à un simple général, des attributions supérieures à l'autorité du général en chef, et un droit de contrôle sur ses actes, qui, quoique non avoué, portait une atteinte indirecte à la dignité des maréchaux de France. Le cabinet français eût certainement été arrêté dans cette voie contraire à la hiérarchie s'il n'eût profité de l'absence du maréchal Randon, ministre de la guerre, parti de Paris afin de présider le conseil général de l'Isère; nous nous plaisons à croire que la loyauté éprouvée de ce ministre, qui connaissait à fond la question du Mexique, les engagements pris et les immenses difficultés qu'avait à vaincre le commandement militaire, n'eût pas prêté les mains au renversement brutal de Maximilien.

Le général Castelnau prit la mer le 17 septembre 1866.

XIV

Pendant ce temps, l'horizon s'assombrissait de plus en plus au Mexique. Les dissidents poussaient des pointes jusqu'au cœur de l'empire. Les Français seuls faisaient tête à l'insurrection grandissante. Les bataillons de *cazadores* dépérissaient et les Autrichiens eux-mêmes donnaient des signes non équivoques d'un découragement facile à comprendre, si on songe que Maximilien négligeait malgré lui ses propres compatriotes. Cette insouciance apparente du souverain exerça une influence morale sur la légion autrichienne, dont les blessés n'avaient encore reçu de l'État mexicain aucun adoucissement à leur sort. A la fin de septembre 1866, les officiers de ce corps se voyaient forcés de prélever généreusement une partie de leurs appointements, pour venir en aide à leurs soldats mutilés. A la décharge de la cour de Mexico, il faut reconnaître que la liste civile elle-même, qui tout d'abord prélevait, chaque matin, 27,500 f. en or sur les recettes journalières de la capitale, s'était vue bien amoindrie par la crise financière, qui sévissait dans tout l'empire, et restait souvent

frappée d'impuissance, quoiqu'animée des plus généreuses intentions. Quant à l'armée mexicaine régulière et auxiliaire, dont le ministère disposait complètement, elle s'en allait à l'abandon.

C'est alors que Maximilien apprit par la voie des Etats-Unis l'insuccès de l'entrevue de Saint-Cloud; il conserva ces nouvelles secrètes, attendant encore le résultat des négociations de l'impératrice avec le Saint-Siége, dont l'appui moral pouvait, croyait-il, contrebalancer le départ successif de nos troupes. Mais, dès ce moment, il fit sans bruit ses préparatifs de départ, et pour s'assurer d'avance une escorte en temps utile, il adressa la lettre suivante au général en chef, qui venait d'arriver à Puebla, marchant au secours d'une colonne autrichienne très gravement compromise.

Palais de Mexico, 26 septembre 1866.

Mon cher maréchal,

Je vous envoie ci-joint quelques documents sur l'invasion de *Llanos de Apam* par les dissidents, pour que vous ayez la bonté de prendre les mesures nécessaires, avec l'urgence que la situation exige, afin d'éviter que ces rebelles s'emparent complètement de ces points si riches et si importants.

Vous aurez également la bonté de donner vos ordres pour que les trois escadrons de hussards autrichiens soient appelés à Mexico, *dans le but de remonter leur cavalerie et de se reposer de la rude et longue campagne qu'ils viennent de faire.*

Recevez, mon cher maréchal, les assurances de la bienveillance et de l'amitié de votre très affectionné,

MAXIMILIEN.

Après avoir exécuté ses ordres, le maréchal précipita sa marche sur la route de Jalapa. Malgré ses avis et ses objec-

tions, le ministre de la guerre, qui opérait à son insu, avait fait entreprendre la pacification de la *sierra* de Tulancingo, et les troupes autrichiennes avaient été mises en mouvement. Cette guerre de montagne difficile et pénible, inopportune surtout, vu l'état de soulèvement général du pays, devait être funeste à ces soldats étrangers qui se voyaient mis en déroute et bloqués étroitement dans la ville de Pérote. A peine le général en chef s'approchait-il à leur portée, pour les dégager, qu'un officier de cavalerie française arrivait à franc-étrier de Mexico dans son bivouac ; il était porteur d'un message impérial.

Chapultepec, 14 octobre 1866.

Mon cher maréchal,

L'arrivée de l'impératrice devant avoir lieu probablement entre le 20 et la fin du présent mois ; d'autre part, souhaitant la recevoir en personne au port de débarquement, je me propose de sortir de la capitale dans les premiers jours de la semaine prochaine. En conséquence, désireux de laisser la tranquillité de Mexico bien assurée, en même temps que de *traiter avec vous certains points importants,* il est indispensable que nous nous concertions, et cela me fait désirer une entrevue pour dimanche prochain.

J'espère que vous aurez la bonté de venir, *quelque obstacle qui puisse se présenter, à cause de l'intérêt majeur* de la conférence que je vous indique. Je regrette de *ne pas avoir su cette nécessité* avant votre départ de Mexico ; car j'aurais pu vous éviter les tracas de la route auxquels vous allez être soumis ; mais je compte sur votre amabilité bien connue pour ne pas en faire cas.

Votre bien affectionné,

MAXIMILIEN.

Malgré la fatigue et la grande distance, le général en chef remonta en toute hâte vers la capitale, laissant au général Aymard, qui s'en acquitta avec succès, le soin de dégager les troupes étrangères. Le départ précipité du quartier-général fut immédiatement commenté, et les feuilles américaines répétèrent à l'envi qu'on avait laissé massacrer les Autrichiens. Pendant que le général en chef courait sur la route de Mexico, un second pli lui était remis de la part de Maximilien.

Alcazar de Chapultepec, 19 octobre 1866.

Mon cher maréchal,

J'attends, à la fin de ce présent mois, le retour de l'Impératrice de son voyage d'Europe. Ayez la bonté, mon cher maréchal, de me dire si vous avez pris quelques mesures pour son escorte, et dans le cas où ce ne serait pas encore fait, vous me ferez plaisir d'aviser à la sécurité de l'impératrice, *en ne perdant pas de vue l'état d'insurrection dans lequel se trouvent les départements voisins de la route*. Je vois avec la plus grande confiance la sécurité de l'impératrice dans vos mains, et en vous envoyant par avance mes remercîments, mon cher maréchal, il m'est agréable de vous faire parvenir les assurances de ma bienveillance et de ma sincère amitié.

Votre très affectionné,

MAXIMILIEN.

L'empereur n'ignorait pas que l'impératrice Charlotte ne pouvait être encore en route, en supposant même qu'elle eût rapidement réussi au Vatican ; car la succession du roi Léopold devait nécessiter le séjour de la souveraine du Mexique à Bruxelles. Mais cette lettre avait pour but tout à la fois, et

de ne rien révéler de ses projets aux dissidents, si elle tombait par hasard dans leurs mains, et de faire placer sur tout le parcours de Mexico à la Vera-Cruz un cordon de troupes destinées à assurer la sécurité de Maximilien, pendant sa descente des hauts plateaux. Toutes les dispositions militaires indiquées furent prises jusqu'aux Terres-Chaudes. Le général en chef se trouva le dimanche au rendez-vous de l'empereur. Le grand chambellan, qui reçut le maréchal, le pria, de la part de Maximilien de remettre l'entrevue projetée au lendemain, et d'attendre un nouvel avis de Sa Majesté. La mobilité d'esprit était telle chez le souverain, qui n'osait encore s'arrêter à un parti décisif, qu'il ne fut plus question des intérêts majeurs qu'il avait annoncés si urgents.

En rentrant à Mexico, le maréchal apprenait le débarquement du général Castelnau : de plus, il recevait ces instructions pressantes, datées de Paris, du 12 septembre : « La question s'aggravant chaque jour, la prise de Tampico nous frustrant des recettes douanières, Napoléon III s'était décidé à rappeler ses troupes en masse et à avancer au printemps prochain leur évacuation complète. Toutefois, il fallait retenir les régiments qui étaient déjà sur le point de prendre la mer, et on ajoutait : *Protégez notre drapeau contre toute insulte, et affirmez au besoin la puissance de la prépondérance de nos armes.* »

Ce dernier ordre ainsi conçu, donné au quartier général, ne pouvait avoir en vue que les insultes des juaristes ou des Etats-Unis. Or, comment le comprendre, puisqu'à la même heure le gouvernement français, comme le prouvent les deux dépêches suivantes, avait déjà demandé au cabinet américain la liberté de retarder l'évacuation de notre armée, et

l'avait pressenti par notre diplomatie, tant à Washington qu'à Paris, *sur la restauration d'une république mexicaine*?

Dépêche de M. Seward à M. Bigelow, au sujet du départ des troupes françaises du Mexique, en date du 8 *octobre* 1866.

Monsieur,

La question que vous me soumettez dans votre dernière dépêche, à savoir : que penserait notre gouvernement du rappel de la totalité des troupes françaises, dans le courant de l'année prochaine, au lieu de leur retrait en trois détachements dans l'espace de dix-huit mois ? ne m'a jamais été posée directement.

Ce que j'ai à dire à ce sujet, est ceci : L'arrangement proposé par l'Empereur pour le rappel des troupes en trois détachements, dont le premier partirait en novembre, était par lui-même sujet à être oublié au milieu de la surexcitation politique qui a accompagné toutes les questions mexicaines, avant même que sa mise à exécution fût commencée.

Des incidents fréquents et de diverses natures, mentionnés par la presse en France et au Mexique, et représentés comme indiquant, de la part de l'Empereur, une disposition à ne pas remplir cet engagement, ont eu pour effet inévitable de *créer et de répandre des doutes sur la sincérité même de l'Empereur, en contractant l'engagement, et sur sa fidélité à le remplir.*

Par cela même, ce département s'est trouvé continuellement dans la nécessité apparente de protester contre des actes qui étaient de nature à affaiblir la confiance du peuple dans des espérances aussi justes que bien définies.

Le gouvernement, au contraire, espère en toute confiance que l'engagement de l'Empereur sera rempli au moins à la lettre, et il s'est même attendu à ce que, passant sur la lettre, cet engagement serait rempli avec une sincérité d'intention qui aurait

hâté, au lieu de retarder, le départ des forces françaises du Mexique. Aujourd'hui, cependant, nous attendons le commencement de l'évacuation. *Quand cette opération aura été effectuée, le gouvernement prêtera volontiers l'oreille à des suggestions, de quelque part qu'elles viennent, tendant à assurer de nouveau le rétablissement de la tranquillité, de la paix et du gouvernement constitutionnel indigène au Mexique.*

Mais, jusqu'à ce qu'il nous soit permis de constater ce commencement d'évacuation, toute tentative de négociation n'aurait pour effet que d'égarer l'opinion publique aux Etats-Unis et de rendre la situation du Mexique plus compliquée.

Il est à peine besoin de vous informer que les conjectures auxquelles se livre une partie de la presse au sujet des prétendues relations qui existeraient entre ce département et le général Santa-Anna, ne reposent sur aucun fondement.

W. H. Seward.

Dépêche de M. Bigelow à M. Seward, rapportant sa première entrevue avec le nouveau ministre des affaires étrangères, marquis de Moustier, en date de Paris, le 12 octobre 1866.

Monsieur,

Le marquis de Moustier a reçu hier le corps diplomatique pour la première fois.

Il m'a demandé s'il était vrai, ainsi que le rapportaient les journaux, que nos relations officielles dussent bientôt cesser. Il a exprimé le regret d'apprendre que cela fût, et le désir qu'il aurait eu de coopérer avec moi à cultiver des relations très amicales entre nos deux pays respectifs.

En réponse à une question que je lui adressai, il dit que la

politique de son gouvernement envers les Etats-Unis et le Mexique ne subirait aucun changement, par son avénement au ministère.

Son Excellence ajouta qu'il consacrait tous les loisirs, qui lui restaient, à étudier les diverses questions américaines avec lesquelles il n'avait pas encore eu occasion de se familiariser, et qu'aussitôt qu'il serait prêt, il serait heureux de causer plus longuement avec moi ou avec mon successeur. Il désirait néanmoins m'annoncer, et me prier de vous en faire part, qu'il avait vu l'Empereur à Biarritz; que Sa Majesté avait exprimé le désir et l'intention de retirer ses troupes du Mexique, aussitôt que faire se pourrait et *sans tenir compte de la convention conclue avec Maximilien*. Son Excellence ajouta que, d'après les derniers rapports, les dissidents gagnaient du terrain, mais *que ce n'était pas l'intention de l'Empereur d'entreprendre de nouvelles et distinctes expéditions pour les réduire;* qu'il était question de reprendre Tampico, mais que rien n'avait transpiré à Paris sur ce sujet.

Il dit que la position de la France était délicate, et que l'Empereur ne désirait rien autant que *de se débarrasser de tous ses engagements avec le Mexique*, aussitôt qu'il pourrait le faire avec dignité et honneur, et qu'avec notre aide, sur laquelle il comptait, le moment pourrait être considérablement avancé.

A cela je répondis seulement, d'une manière générale, que je n'avais pas de raison de douter que les futures relations des États-Unis avec la France ne fussent marquées par les mêmes considérations amicales qui les avaient caractérisées jusqu'ici.

Je n'ai pas demandé quel genre d'aide des Etats-Unis il voulait dire, présumant qu'il comptait *sur de la tolérance (*forbearance) *plutôt que sur aucune coopération active.*

Je puis aussi mentionner, à ce propos, que je suis revenu hier de Biarritz, où j'ai été informé par M. Pereire, le propriétaire

de la ligne de paquebots franco-mexicaine, que son agent avait enfin signé le contrat, au ministère de la guerre, pour le rapatriement de toute l'armée française, en mars prochain. *

Il avait reçu la veille, ainsi que je l'ai compris, la lettre l'avisant de ce fait. Quelques détachements de troupes, a-t-il dit, seraient rapatriés cet automne, et tout le reste avant la fin de mars. J'ai lieu de penser qu'on l'a prié de me faire cette communication.

JOHN BIGELOW.

Par ces deux documents, il est facile de juger quel cas on faisait de la politique française par delà l'Océan. C'était justice. Quoi qu'il en soit, le quartier général restait alors dans l'ignorance de ces manœuvres diplomatiques. Quant à la mission du général Castelnau, son caractère comminatoire ne tarda pas à transpirer. L'émotion publique se propagea jusqu'à Mexico, et le président du conseil, M. Larès, s'en fit l'interprète auprès du quartier général, dont la réponse réaffirma, comme c'était son mandat et sa conviction, que le corps expéditionnaire n'avait qn'une mission, celle de protéger l'empire. En même temps, le maréchal démontrait loyalement au cabinet mexicain les fautes commises, tout en combattant de prétendus griefs qu'il invoquait contre le corps expéditionnaire.

Mexico, le 6 octobre 1866.

Monsieur le ministre de la justice,

En réponse à la lettre de Votre Excellence du 9 octobre, j'ai l'honneur de l'informer que, par suite de l'arrivée du général

* La modification des premiers marchés passés avec cette ligne de paquebots en vue du rapatriement primitif, en trois échelons, fut même assez onéreuse pour le trésor français.

Castelnau, aide-de-camp de Sa Majesté l'empereur Napoléon, qui bien certainement doit apporter des instructions de mon auguste souverain, je ne puis lui dire le rôle réservé pour l'avenir aux troupes françaises. En attendant, elles restent dans leurs positions, continuant à prêter leur assistance, chaque fois que la nécessité s'en présente, aux autorités comme aux populations de l'Empire.

Quant aux troupes nationales et auxiliaires, comme Votre Excellence est restée éloignée du gouvernement, elle ignore, sans doute, que depuis la création des divisions militaires, ces troupes ont été complètement mises à la disposition des généraux mexicains commandant ces divisions, et, par suite, à celle du gouvernement impérial qui leur communiquait ses ordres, soit par l'intermédiaire du ministère de la guerre, soit par celui des commissaires impériaux.

Depuis cette époque, mon rôle s'est borné à donner des conseils qui n'ont presque jamais été suivis, ou à donner l'appui de mes troupes, à faire réparer le matériel et à fortifier les villes importantes ou les places de guerre ; enfin, à aider de tous mes moyens la réorganisation de l'armée nationale. Cette armée comprend aujourd'hui vingt-deux bataillons d'infanterie, y compris les *cazadores* de Mexico ; dix régiments de cavalerie, quatre compagnies de gendarmerie, l'artillerie et le génie correspondant ; le tout formant un effectif de 17,254 hommes.

En ajoutant à cet effectif les 6,811 hommes de la légion austro-belge, plus les auxiliaires ou gardes stables qui existent encore, on arrive facilement au chiffre total de de 28,000 hommes. *Au* 28 *janvier dernier, cet effectif s'élevait à* 43,520. Les services de l'artillerie et du génie ont été remis, dès l'année dernière, aux officiers mexicains nommés par le ministre de la guerre, et ils ont par devers eux l'inventaire qui a été établi à cette époque.

A Puebla, il existe, par les soins de l'état-major autrichien, une poudrerie et la capsulerie, ainsi que des ateliers en fer, bois, cuir, qui peuvent pourvoir aux besoins de l'armée nationale, et qui ne dépendent que du ministère de la guerre.

Le gouvernement impérial peut donc disposer de tous ces éléments, sur lesquels, d'ailleurs, je n'ai jamais eu aucune action directe, ainsi que de l'artillerie qui existe dans les places, et des 46,000 fusils et autres armes qui ont été distribués, dans une période de trois ans, à l'armée mexicaine et aux populations. Le rôle du commandant en chef, tel qu'il a été déterminé, n'est pas de s'immiscer dans la discipline, l'avancement et l'administration de troupes, mais seulement de les faire agir, afin qu'il y ait unité d'action.

J'ai le regret de dire qu'il n'en a pas été ainsi, malgré mes observations réitérées, et que dans toutes les divisions territoriales, les généraux commandants ont le plus souvent agi à leur guise ou par suite des ordres émanés directement du ministère de la guerre.

Rien n'empêche donc de continuer, et la question que vous me posez, de la mise à la disposition du gouvernement des troupes nationales, est ainsi résolue comme vous le désirez.

Seulement, il faudrait que les généraux nommés à des commandements divisionnaires se rendissent à leur poste, tels, par exemple, que les généraux Chacon et Severo Castillo, l'un pour la 8e et l'autre pour la 9e division militaire.

Une autre erreur que Votre Excellence commet, sans doute involontairement par suite de son éloignement des affaires, mais que je tiens à rectifier, c'est d'attribuer l'évacuation des villes aux troupes françaises. *Elles ne les ont pas évacuées, mais elles en ont fait la remise aux troupes mexicaines, qui, pour une cause ou pour une autre, ne les ont pas défendues ; voilà la vérité*, et Votre Excellence doit la connaître

Il ne faut donc pas chercher d'autres causes que les réelle dans les événements derniers, et ces causes sont bien connues de Sa Majesté, puisque nos rapports les lui ont définies.

Votre Excellence doit les connaître aussi; je m'abstiendrai de les énumérer à nouveau. En résumé, le gouvernement impérial peut disposer, comme par le passé, de tous les éléments de l'armée nationale; mais il est de ma loyauté de dire que si l'administration, le recrutement, ne sont pas mieux assurés que par le passé; si, d'un autre côté, il n'y a pas plus de fidélité, d'énergie et de dévouement de la part desdites troupes, *le gouvernement impérial fera sagement de ne pas compter d'une manière absolue sur son appui.*

Le maréchal de France,

BAZAINE.

Dans le camp libéral de Porfirio Diaz, on était mieux renseigné, qu'au quartier général français, sur les démarches de notre gouvernement. Le journal républicain s'exprimait ainsi, au moment même où l'envoyé de Napoléon gravissait les hauts plateaux : « Le *Packett* de Saint-Nazaire vient d'amener le général Castelnau et le marquis de Galliffet, tous deux aides-de-camp de Napoléon III. . . . . Castelnau ne fait pas mystère de son importante mission : il dit apporter l'ordre de faire abdiquer Maximilien. On prétend que, à la chute du prince autrichien, surgira une convention conclue d'avance entre les cabinets de Washington et des Tuileries sur la dette française. On comprendra que l'abdication volontaire ou *forcée* de Maximilien est inévitable; les démarches de la France sont bien connues, et le soleil de la nouvelle année verra briller les armes triomphantes de la République sur tout le territoire mexicain. »

Nos troupes continuaient à se replier sur le centre du pays. D'après les derniers ordres reçus de Paris, leur mouvement rétrograde allait s'accentuer plus fortement encore, et le quartier général porta ces dispositions militaires à la connaissance de Maximilien, laissant à l'envoyé de Napoléon le soin de traiter le côté politique de la mission dont il était seul chargé, et dont seul encore il connaissait la dernière portée. Quel drame compliqué que celui dont les différentes scènes, vraiment émouvantes, se jouaient à Paris, à Rome, à Washington et à Mexico! Tout le poids en incombait aux deux principaux personnages, Maximilien et le maréchal. L'empereur du Mexique sentit bientôt son énergie brisée, et au moment de renoncer à la lutte, il lança cette dernière protestation contre les actes de notre politique :

Mexico, 18 octobre 1866.

Mon cher maréchal,

C'est avec le plus grand regret que j'ai appris, par votre estimable lettre en date d'hier, que nous sommes prochainement menacés de voir abandonner Matehuala, qui est un des points stratégiques de la plus haute importance par rapport aux dissidents.

J'ai donné immédiatement les ordres pour qu'on fasse parvenir les fonds nécessaires pour solder intégralement les troupes. J'ai la ferme persuasion qu'une seule attaque vigoureuse suffirait pour mettre en fuite les forces mal organisées des dissidents ; tandis que si les forces franco-mexicaines se retirent, non-seulement le nombre de l'ennemi ne diminuera pas, mais les communications entre le Tamaulipas et San-Luis seront coupées en même temps que les ressources de ce territoire nous échappe-

ront. Ce sera donner artificiellement à la révolution des proportions qu'elle n'a jamais atteintes jusqu'à ce jour.

Vous savez bien, mon cher maréchal, que le *gouvernement ne peut réunir assez de forces en si peu de temps pour faire face seules à l'ennemi,* et, par conséquent, la proposition de s'appuyer sur les ressources locales est uniquement illusoire. J'espère, mon cher maréchal, que, d'accord avec l'article 4 du traité de Miramar, en vertu duquel vous disposez de toutes les forces de l'empire, vous aurez la bonté de prendre toutes les mesures propres à empêcher un désastre militaire et politique, plus considérable que tous ceux éprouvés jusqu'ici.

Votre très affectionné,

MAXIMILIEN.

Maximilien songeait encore à invoquer le traité de Miramar, déchiré depuis trois mois, et lorsque l'Empereur Napoléon avait déclaré à M. Bigelow qu'il ne voulait plus entreprendre d'expédition pour réduire les dissidents !

XV

La mission française venait d'être signalée à deux journées de marche de la capitale. Résolu de l'éviter, l'empereur fit hâter les préparatifs pour descendre, comme il l'annonçait à ses ministres, à la rencontre de l'impératrice Charlotte. Mais l'envoi des bagages de sa maison et de son entourage en destination du port de la Vera-Cruz, s'était déjà ébruité, et l'on savait que les trois escadrons de hussards autrichiens, rappelés à Mexico, sous le prétexte de se reposer de leurs fatigues, avaient déjà reçu l'ordre de se tenir prêts à monter à cheval. La nouvelle de l'éloignement probable du souverain produisit une vive sensation dans la population de Mexico.

L'histoire exclut le roman; pourtant ici l'historien ne peut retracer sans émotion cette scène de deuil, qui voila les derniers moments passés par l'Empereur, au palais de Chapultepec.

L'heure du départ approchait : le souverain, épuisé par la fièvre et vaincu par les événements, songeait à ses espé-

rances brisées et rêvait à son pays natal, qu'il avait maintes fois regretté, en tressaillant aux échos lointains du canon de Sadowa et de Lissa. Une dépêche télégraphique, expédiée des États-Unis, lui fut remise : elle annonçait que la raison de l'impératrice Charlotte avait reçu un ébranlement. Il y a des déchirements, des révoltes d'une âme meurtrie contre la destinée, des luttes de désespoir que la plume ne peut rendre.

La ville entière, où l'impératrice était adorée, resta frappée de désolation. Maximilien donna l'ordre du départ pour la nuit, et, dans la matinée du 20 octobre, annonça au maréchal qu'il s'éloignait de Mexico.

Alcazar de Chapultepec, 20 octobre 1866.

Mon cher maréchal,

J'ai été profondément touché des paroles de consolation et de deuil, que vous venez de m'envoyer en votre nom et en celui de la maréchale. Je tiens à vous exprimer ma plus vive et profonde reconnaissance. Le terrible coup de ces dernières nouvelles, qui ont si grièvement blessé mon cœur, et le mauvais état de ma santé causé par les fièvres intermittentes qui durent depuis si longtemps, et qui, ces jours derniers, ont naturellement augmenté, ont nécessité, d'après la volonté expresse de mes médecins, un séjour momentané sous un climat plus doux.

Pour me rencontrer avec le courrier extraordinaire qui m'est annoncé de Miramar, dont j'attends les nouvelles avec une anxiété facile à comprendre, j'ai l'intention de partir pour Orizaba.

C'est avec la plus grande confiance que je remets à votre tact e maintien de la tranquillité de la capitale et des points les plus

importants qui sont, à cette heure, occupés par les troupes de votre commandement.

Dans ces circonstances douloureuses et difficiles, je compte plus que jamais sur la loyauté et l'amitié que vous m'avez toujours témoignées.

Je suivrai l'itinéraire ci-joint, et je prendrai avec moi les trois escadrons de hussards du corps des volontaires autrichiens et les hommes disponibles de la gendarmerie.

Cette lettre vous sera remise par le conseiller d'État Herzfeld, mon ancien compagnon de mer, que je mets à votre disposition, *pour vous donner tous les éclaircissements.*

Je vous réitère, ainsi qu'à la maréchale, ma vive gratitude pour les tendres sentiments qui ont fait tant de bien à mon pauvre cœur.

Recevez, mon cher maréchal, les assurances de toute ma sincère amitié.

MAXIMILIEN.

A ce moment critique où le dévouement pouvait devenir périlleux, M. Larès se présenta au palais et déclara, au nom de ses collègues, que tout le ministère se retirerait si l'empereur quittait Mexico. M. Herzfeld en avisa immédiatement le quartier général.

Mexico, le 20 octobre 1866.

Excellence,

M. Larès vient de présenter la démission de tout le ministère, et a déclaré qu'aussitôt que l'empereur sortirait de la capitale, *il n'y aurait plus de gouvernement.* Sa Majesté étant dans un état de faiblesse extrême et insistant pour partir, il faudra pren-

dre des mesures. Je supplie Votre Excellence de vouloir conseiller l'empereur encore ce soir.

Je suis, etc.

HERZFELD.

Instruit de ce grave incident, le maréchal Bazaine écrivit aussitôt au président du conseil, que c'était manquer de loyauté et de générosité que d'abandonner l'empereur à pareille heure, après avoir recherché toute sa confiance, et qu'il se verrait forcé de prendre certaines mesures vis-à-vis des ministres, s'ils persistaient dans leur résolution.

Sans cette décision énergique et commandée par les circonstances, tout le gouvernement du pays incombait brusquement au commandement français, au moment même où des renseignements précis, déjà reçus par le quartier général, prouvaient que tous les partis étaient sur le point de se lever en masse contre les étrangers, et de massacrer les petits corps français, encore très disséminés sur le territoire, dans une nouvelle nuit des Vêpres siciliennes. A la tombée du jour, M. Herzfeld venait au quartier de Buena-Vista demander conseil sur la situation, de la part de Maximilien. Sur ces entrefaites, les ministres intimidés répondaient qu'ils seraient trop heureux de continuer à s'acquitter de leur mission. Le maréchal, à qui l'envoyé de Maximilien s'ouvrit confidentiellement sur le projet définitif de son souverain, décidé à l'abdication, répondit que Sa Majesté pouvait partir et voyager en toute sécurité, et qu'il se chargeait de tout. Le général en chef pensait, en effet, que les chances de la monarchie ne pouvaient que s'amoindrir, et il ne se sentait pas le courage de retenir Maximilien qu'il laissait libre de suivre

ses propres inspirations. Toutefois, il fallait avant tout gagner du temps, pour permettre à des détachements français, exilés encore, à cette date, à six cents lieues de Mexico, de se masser et de se replier sur le gros de l'armée. Une abdication brusque devait déchaîner l'insurrection de tout le pays; pour y obvier, il fallait que Maximilien prétextât une absence provisoire, qui permît d'installer une régence, de façon à conduire doucement le pays à une autre forme gouvernementale. Une abdication, datée de l'Europe, pouvait seule prévenir une grande secousse et sauvegarder notre armée. Tel était le plan auquel le maréchal désirait rallier Maximilien. A sept heures du soir, le prince attendait avec impatience dans son palais la réponse du quartier général. Au moment où il la reçut, il se promenait de long en large en proie à une grande agitation; après sa lecture, il parut soulagé. Les dernières paroles qu'il prononça, avant de s'éloigner de Chapultepec, révélaient toutes ses pensées : « Je ne puis plus en douter, ma femme est folle. Ces gens-là me tuent à petit feu. Je suis épuisé. Je m'en vais. Remerciez bien le maréchal de cette nouvelle preuve de dévouement. Je pars cette nuit, et s'il désire m'écrire, voici mon itinéraire. »

A deux heures du matin, le 21 octobre, trois voitures escortées par trois escadrons de hussards autrichiens et par des gendarmes hongrois roulaient sur la chaussée de la *Piedad*. Le père Fischer, le ministre Arroyo, le colonel de Kodolich et le docteur Bash, accompagnaient l'empereur à Orizaba, où une résolution publique et définitive, déjà pressentie par l'opinion, devait être prise par le souverain. Le même soir, Maximilien, qui était venu coucher à l'*hacienda*

de Zoquiapa, traçait une missive toute confidentielle qu'un officier autrichien apportait dans la nuit au quartier général français. Cette lettre n'était que le corollaire de l'entrevue du maréchal et de M. Herzfeld.

Hacienda de Zoquiapa, 21 octobre 1866,
au soir.

Mon cher maréchal,

Demain, je me propose de déposer entre vos mains les documents nécessaires pour mettre un terme à la situation violente dans laquelle se trouvent non-seulement ma personne, mais aussi le Mexique entier. *Ces documents devront rester réservés jusqu'au jour que je vous indiquerai par le télégraphe.*

Trois choses me préoccupent, et d'une fois je veux dégager la responsabilité qui m'incombe.

La première : que les cours martiales cessent d'intervenir dans les délits polltiques ;

La seconde : que la loi du 3 octobre soit révoquée de fait ;

La troisième : que, pour aucun motif, il n'y ait de persécutions politiques, et que toutes espèces d'hostilités cessent.

Je désire que vous appeliez les ministres Larès, Marin et Tavera, afin de convenir des mesures indispensables pour assurer ces trois points, *sans nécessité que mes intentions exprimées dans le premier paragraphe transpirent tant soit peu.*

Je ne doute pas que vous n'ajoutiez cette nouvelle preuve de véritable amitié à toutes celles que vous m'avez données, et, par avance, je vous donne mes sentiments de gratitude en même temps que je vous renouvelle les assurances de considération et d'amitié avec lesquelles je suis,

Votre très affectionné,

MAXIMILIEN.

Comme on le voit, Maximilien recommandait instamment de ne pas laisser transpirer, même vis-à-vis de son propre conseil, son projet d'abdication ; en second lieu, il priait le maréchal de réunir ses ministres pour leur communiquer ses ordres, d'autant plus importants, que la loi du 3 octobre était révoquée. Au moment où il allait quitter le pays, le souverain ne voulait plus que le sang coulât inutilement. Le lendemain même, le 22 au matin, le général en chef, quoique le gouvernement français lui eût recommandé de ne pas s'immiscer dans la politique, s'empressait, par dévouement pour l'empereur Maximilien, de convoquer et de réunir MM. Larès, président du conseil, Marin, ministre de l'intérieur, et Tavera, ministre de la guerre. Il leur signifiait officiellement les volontés de leur souverain, et donnait l'ordre de les mettre à exécution. Il faut ajouter que les ministres Larès et Marin se déclarèrent peu disposés à accéder aux idées généreuses de Maximilien. Le maréchal répondit de son côté à l'empereur, en l'informant de la mise à exécution de ses ordres, qu'il ne pouvait cesser les hostilités là où les dissidents et les partis qui n'avaient pas reconnu l'empire viendraient attaquer les troupes françaises. En effet, le quartier général n'avait pas pouvoir pour signer un armistice avec les libéraux. Il ne lui appartenait pas de modifier de son autorité privée le programme militaire du corps expéditionnaire, dont la mission était de défendre l'empire. L'évacuation du reste suivait son cours, et le nombre des places occupées par nos armes diminuait de jour en jour.

Maximilien changea encore cette fois de projet ; car jamais il n'adressa au maréchal ni les graves documents ni la dépêche télégraphique annoncés dans sa lettre confidentielle

du 21 octobre. Un incident, important à relater, marqua les débuts du voyage du jeune souverain. Les relais du cortége impérial avaient été disposés à dessein, de façon à ce que le général Castelnau ne pût approcher Maximilien. Pourtant, les deux voyageurs se rencontrèrent un instant dans le village d'Ayotla, à l'heure du déjeuner, et quoique l'envoyé de Napoléon III eût cherché accès auprès du jeune empereur, il dut se résigner à partir sans pouvoir obtenir une audience.

Le voyage de l'Empereur s'accomplit rapidement, sans être inquiété par les guerillas qui, si elles n'eussent été tenues en respect par le déploiement de nos troupes, avaient l'intention de s'emparer de sa personne. Un gros mouvement de contingents juaristes s'était accusé du côté d'Oajaca, que Porfirio-Diaz venait menacer. Pendant tout le trajet, Maximilien ne s'arrêta que chez le clergé mexicain. Le 24 octobre, il couchait déjà dans le presbytère d'Acacingo. Le chemin qui sépare ce gros village de la Cañada est raviné par les pluies d'hivernage et plein de sables pendant les sécheresses. Le pays est tourmenté, et couvert de bois, où il fallut redoubler de surveillance contre les bandes. Il y eut un instant où le trouble s'empara de l'entourage du souverain.

En avant sur la route, un gros tourbillon de poussière venait de se soulever sous les pas d'une troupe de cavaliers rouges. C'était un des escadrons de la contre-guerilla française qui venait flanquer la marche de Sa Majesté. Maximilien s'enquit des différents postes que les contre-guerillas occupaient dans les Terres-Chaudes; puis il retomba dans le silence obstiné qu'il avait conservé depuis son départ de

Chapultepec. En mettant pied à terre à la Cañada, il demanda l'hospitalité à la cure ruinée de ce petit bourg. La nuit s'écoula tristement dans une chambre glaciale, et le lendemain matin, vers sept heures, le cortége s'ébranla dans la direction d'Orizaba. Un brouillard épais s'étendait sur les défilés des Cumbres et voilait au loin la vallée. Pendant toute la marche, Maximilien fut éprouvé par la fièvre : il quitta sa voiture pour descendre à pied les nombreux lacets de la grande chaîne de montagnes qui domine les Terres-Chaudes. Enveloppé d'un long vêtement gris et coiffé d'un *sombrero* blanchâtre à petits bords, l'empereur marchait rapidement, la tête penchée, suivi de son fidèle compagnon, le docteur allemand Bash. Parfois, aux détours du chemin, il faisait halte pour attendre son escorte et pour jeter un dernier regard aux horizons qu'il ne comptait plus revoir. Vers onze heures, le curé d'Aculcingo, misérable hameau situé au pied des Cumbres, offrit un maigre repas à Maximilien. Quand on voulut se remettre en route, on s'aperçut que les huit mules blanches qui traînaient les voitures de la cour venaient d'être volées; et on dut attendre deux longues heures avant de se procurer d'autres animaux, par voie de réquisition. Le soleil disparaissait déjà à l'horizon quand on arriva au gracieux village d'Ingenio noyé dans la verdure. Là, sur le chemin, une foule nombreuse de cavaliers, de piétons, de curés à cheval suivis d'Indiens et d'habitants d'Orizaba, attendaient l'empereur pour l'acclamer à son passage et l'escorter jusqu'à la ville, encore éloignée de deux kilomètres. En apercevant les clochers d'Orizaba, le colonel de Kodolich donna l'ordre à la cavalerie française de ralentir sa marche, Sa Majesté désirant entrer seule

dans les rues où elle se savait attendue par la population.

Une des tendances marquées de Maximilien, qui s'est accusée nettement pendant tout son règne, était de se montrer à son peuple le plus rarement possible entouré des Français, pour qui il ressentait en général une profonde antipathie. Un savant critique, M. Dubois, qui a publié dans le journal le *Temps* une consciencieuse analyse des « Souvenirs de voyage » tracés par l'archiduc autrichien pendant sa première jeunesse, y constate l'expression de ces sentiments défavorables à la France. Il conclut même en avouant que l'étude du caractère du prince a diminué à ses yeux le descendant de Charles-Quint. « Il faut bien reconnaître, ajoute cet écrivain, que lorsque Maximilien accepta la couronne mexicaine, d'autres avaient brandi l'épée pour lui, et ces autres, il ne paraît pas les avoir aimés beaucoup. Il se montre, en effet, dans ses écrits, plein de préventions contre la France et les Français. L'empereur Napoléon III est presque seul excepté de cette défaveur, qui contraste si fort avec le fanatisme du prince pour les Espagnols. Dès 1852, quelques mois après le 2 décembre, avant la proclamation de l'empire, le futur empereur du Mexique reconnaît au futur empereur des Français « l'esprit puissant d'un homme d'État qui domine son siècle. » Nul doute que cette impression n'ait subsisté, et qu'elle n'ait, au moment décisif, justifié chez le prince la confiance en lui-même et en son étoile, à laquelle il était naturellement tout disposé. Mais il faut répéter qu'en général le prince nous refuse ses sympathies : nous ne sommes ni assez catholiques, ni assez romantiques. Peut-être aussi les préventions qu'il manifeste proviennent-elles de ce ressentiment intime et profond contre la France, sur lequel

les nécessités politiques peuvent bien parfois jeter un voile, mais qui, pour de bonnes et de mauvaises raisons, doit être héréditaire dans la maison de Hapsbourg. Quoi qu'il en soit, le prince n'aime pas notre langue, et il félicite l'empereur François-Joseph de l'avoir autant que possible proscrite de sa cour; il n'aime pas nos modes, et il félicite les Espagnols de ne pas les avoir adoptées; mais ce qu'il déteste surtout, ce sont nos idées et notre esprit. »

Bien des questions eussent pu être résolues par le maréchal, d'une façon plus conciliante dans des conversations intimes que par correspondance; mais Maximilien lui avait souvent recommandé de ne venir que rarement au palais de Mexico, où les visites du général en chef français pouvaient, prétendait l'Empereur, être interprétées défavorablement par les Mexicains. Lorsqu'il résidait au palais retiré de Chapultepec, il lui exprimait le désir contraire. Cette même règle de conduite se retrouve dans les derniers écrits de Maximilien à son ministre de la guerre, datés de la ville de Queretaro : il y a exprimé toute son impatience du joug français et sa joie du départ de l'intervention, à laquelle pourtant il devait son trône. Cette attitude, prise dès le début de son règne, manquait de logique.

XVI

Maximilien fit son entrée dans la ville d'Orizaba, pleine d'enthousiasme, à travers une haie d'infanterie française et de gardes nationaux échelonnés dans les rues, au bruit des pétards et des carillons sonnant à toutes volées. Il se retira aussitôt dans la maison de l'opulente famille Bringas. Le salon de Bringas, le plus grand contrebandier du Mexique, était le rendez-vous connu de tous les ennemis de l'Intervention, et, tout récemment, plusieurs conciliabules secrets s'y étaient tenus, lors du passage et sous la présidence du général Uraga, descendant s'embarquer au port de la Vera-Cruz. Pendant son court séjour d'une semaine à Orizaba, le jeune empereur ne se montra en public que pour se rendre à l'établissement de bains. Dès qu'il eut reçu le courrier d'Europe qui lui apportait des nouvelles navrantes de la santé de l'impératrice, il se retira dans l'*hacienda la Jalapilla*, voisine de la ville et perdue à travers les caféiers et les cannes à sucre. Il hésitait encore à abdiquer ; le père Fischer, profitant de son influence sur le jeune empereur, sous prétexte que son

corps et son esprit avaient besoin d'un grand repos, l'entraîna dans cette solitude. Les intrigues du parti réactionnaire, qui sentait bien que la ruine du clergé et son dépouillement définitif allaient suivre la chute de la monarchie, déguisaient aux yeux du souverain l'importance et la rapidité des succès des libéraux. Les visites des agents cléricaux, qui travaillaient dans le but de retenir Maximilien sur le sol du Mexique et sous leur seul drapeau, avaient besoin de l'ombre et du mystère; aussi se succédèrent-elles sans interruption dans cette *hacienda*.

Cependant, une partie des bagages de la couronne était déjà embarquée sur la frégate autrichienne le *Dandolo*, mouillée dans le port de la Vera-Cruz, et l'entourage allemand du prince, tout en regrettant amèrement de voir s'écrouler le trône auquel était attachée sa propre fortune, reconnaissait lui-même que la partie était perdue. En effet, la nouvelle d'un grave désastre, subi le 18 octobre par les troupes autrichiennes, venait de fondre sur Orizaba. Une colonne, forte de quinze cents hommes environ, qui venait porter secours au général mexicain Oronoz et aux *cazadores* bloqués par Porfirio Diaz dans la ville de Oajaca, avait été attaquée par les bandes juaristes sur les collines de la *Carbonera* et mise en complète déroute, après avoir subi de grosses pertes tant en hommes qu'en matériel de guerre. La situation intérieure s'annonçait d'autant plus mauvaise que le moment approchait d'appliquer la convention du 30 juillet et de remettre aux commissaires français la moitié des recettes journalières du port de la Vera-Cruz. Toutes les ressources s'évanouissaient à la fois. Cependant, le maréchal était obligé de mettre le doigt sur cette plaie sensible.

Mexico, 25 octobre 1866.

Sire,

Le moment approche d'appliquer la convention sur les douanes, qui a été établie entre le gouvernement de Votre Majesté et celui de la France. M. Dano n'ayant encore reçu aucune réponse à la notification qu'il a faite à ce sujet, m'a informé que son intention était de m'en référer pour la mise à exécution.

J'ai l'honneur d'en rendre compte à Votre Majesté et de la supplier de vouloir bien donner ses ordres pour l'exécution de ladite convention.

Votre Majesté connaît certainement le désastre survenu à la colonne qui se portait au secours de Oajaca ; j'aurai l'honneur de lui en faire connaître les détails aussitôt que les documents officiels me seront parvenus.

Le général Douay est en ce moment au-delà de Matehuala, poursuivant un parti assez considérable de cavalerie.

C'est avec le plus profond respect, Sire, etc.

Bazaine.

Quelques jours après, la ville de Oajaca elle-même, dont toute la garnison était contrainte de mettre bas les armes, malgré la défense héroïque du chef des *cazadores*, le brave commandant Testard, tué pendant l'action, capitulait et ouvrait ses portes au vainqueur Porfirio Diaz. Ce double fait d'armes des troupes libérales eut un grand retentissement dans tout le Mexique. En Terres-Chaudes, les chefs des guerillas s'enhardissant recommencèrent des démonstrations menaçantes, et se groupèrent dans les environs de Médellin, de Tehuacan et de Pérote. A cette heure critique, Maximilien, circonvenu par le clergé, n'osait pas encore prendre un parti décisif, telles étaient la versatilité de son caractère et la gran-

deur de ses regrets. Il lui en coûtait de renoncer à cette couronne qu'il avait rêvée depuis l'enfance. On est frappé de cette ambition précoce dont s'inspiraient les « souvenirs de voyage » qu'il écrivait après qu'il eut contemplé sous le dôme de Grenade les insignes royaux de Ferdinand le Catholique.

« Je touchai, disait Maximilien, le cercle d'or et l'épée, autrefois si puissante, avec un sentiment mêlé d'orgueil, de convoitise et de mélancolie. Quel beau, quel brillant rêve pour le neveu de Hapsbourg d'Espagne, de brandir l'épée de Ferdinand pour conquérir la couronne! »

Ces quelques lignes expliquent bien les douloureuses incertitudes, les dernières angoisses auxquelles l'ambition de Maximilien était en proie dans l'*hacienda* de la *Jalapilla*.

Voici une lettre du 31 octobre, écrite sous l'impression du désastre subi par les Autrichiens, dont la valeur a été si malheureuse, et où il oublie généreusement ses griefs contre les Belges. Elle atteste assez qu'au moment solennel d'une abdication arrêtée dans son esprit, il veut tenter encore une dernière chance avant de laisser tomber un sceptre qui coûte déjà si cher à son cœur et à son orgueil.

Mon cher maréchal,

Dans les circonstances difficiles dans lesquelles je me trouve, et qui, *si les négociations que je viens d'entamer n'aboutissent pas à un heureux résultat*, me forceront de rendre le pouvoir que la nation m'a confié, il me tient avant tout à cœur de fixer le sort des corps volontaires autrichien et belge, et de leur garantir l'accomplissement entier des conditions contractées avec ces corps.

Pour arriver à ce but, je vous envoie mon aide de camp, le colonel de Kodolich, auquel je viens de remettre le commandement du corps des volontaires autrichiens, et que je munis des pleins pouvoirs nécessaires pour régler cette question, qui m'intéresse plus que toute autre.

Cet officier jouit de mon entière confiance, et en mettant entre vos mains, entre celles de la France, si sensibles pour tout dévouement, le sort de ces corps si braves et si dévoués, j'attends avec une entière sécurité le dénouement satisfaisant de cet arrangement.

Recevez, mon cher maréchal, l'assurance des sentiments de sincère amitié, avec lesquels je suis,

Votre très affectionné,

MAXIMILIEN.

Orizaba, 31 octobre 1866.

A l'heure où il faisait partir le colonel de Kodolich pour le quartier général de Mexico, Maximilien connaissait exactement le but de la mission du général Castelnau. L'envoyé de Napoléon III venait s'enquérir de ses propres yeux, en interrogeant les faits et l'opinion publique, si la monarchie était capable de se maintenir seule. Dans l'alternative contraire, que les Tuileries savaient certaine par avance, il devait provoquer l'abdication immédiate de l'empereur, et, en cas de refus du jeune souverain de rentrer en Europe, il avait l'ordre de le prévenir du rappel de tout le corps expéditionnaire en bloc et à bref délai. Ces instructions de son allié Napoléon III, dont Maximilien ignorait encore le dernier mot, n'étaient pas faites pour l'encourager à se rejeter seul dans la mêlée; il ne conservait plus d'ailleurs de grandes illusions sur la puissance des ressorts de l'élément mexicain. Son es-

prit flottait, partagé d'un côté entre l'humiliation d'un retour en Autriche après un éclatant échec qui compromettait son avenir politique, de l'autre entre la crainte bien fondée de poursuivre une œuvre impossible et le légitime désir de revoir une compagne, victime de son dévouement à sa mauvaise fortune.

C'est ici qu'intervient une péripétie douloureuse, ignorée, qui a eu tant d'influence sur les destinées du malheureux prince, qu'elle a conduit au fossé de Queretaro. Maximilien avait échoué dans ses négociations avec les chefs libéraux et les États-Unis auprès de qui, aveuglément encore, il avait essayé une seconde tentative. La santé de l'impératrice Charlotte, qu'on croyait presque perdue, le rappelait plus que jamais au château de Miramar. Déjà il s'apprêtait à faire voile pour l'Europe, sans esprit de retour, lorsqu'une lettre de M. Eloin, le conseiller belge, datée de Bruxelles, lui parvint, mais non sans avoir été soumise, à son passage aux Etats-Unis, au cabinet noir de Washington.

Sire,

L'article du *Moniteur* français désavouant l'entrée aux ministères de la guerre et des finances des généraux français Osmont et Friant, prouve que désormais, et sans pudeur, le masque est jeté. La mission du général Castelnau, aide de camp et homme de confiance de l'Empereur, bien que secrète, ne peut avoir d'autre but, selon moi, que de chercher à provoquer au plus tôt une solution. Pour chercher à expliquer sa conduite, que l'histoire jugera, le gouvernement français voudrait qu'une abdication précédât le retour de l'armée, et qu'ainsi il lui fût possible de procéder *seul* à réorganiser un nouvel état de choses capable d'assurer ses intérêts et ceux de ses nationaux. J'ai l'intime con-

viction que Votre Majesté ne voudra pas donner cette satisfaction à une politique qui doit répondre tôt ou tard..... de ses actes et des conséquences fatales qui en seront la suite.

Le discours de M. Seward, le toast à Romero, l'attitude du président, résultat de..... du cabinet français, sont des faits graves destinés à accroître les difficultés et à décourager les plus braves. Cependant, j'ai l'intime conviction que l'abandon de la partie avant le retour de l'armée française serait interprété comme un acte de faiblesse, et l'empereur tenant son mandat d'un vote populaire, c'est au peuple mexicain, *dégagé de la pression d'une intervention étrangère*, qu'il doit faire un nouvel appel, et c'est à lui qu'il faut demander l'appui matériel et financier indispensable pour subsister et grandir.

Si cet appel n'est pas entendu, alors Votre Majesté ayant accompli sa noble mission jusqu'à la fin, reviendra en Europe avec tout le prestige qui l'accompagnait au départ, et *au milieu des événements importants qui ne manqueront de surgir, Elle pourra jouer le rôle qui lui appartient à tous égards.*

Parti de Miramar le 4 de ce mois avec la résolution de m'embarquer à Saint-Nazaire, après avoir pris les ordres de Sa Majesté l'impératrice, j'ai été entraîné à ajourner de nouveau mon départ. Il fallait cette haute influence pour changer une détermination que mon dévouement me conseillait comme l'accomplissement d'un devoir.

J'ai été vivement désappointé en apprenant que mes nombreuses dépêches de juin et de juillet ne sont pas parvenues à Votre Majesté en temps opportun. Mises sous le couvert de Bombelles et accompagnées de longues lettres écrites à cet ami dévoué, pour être communiquées à Votre Majesté, j'étais loin de prévoir son départ de Mexico. Elles ont perdu aujourd'hui tout l'intérêt qu'elles empruntaient aux événements si imprévus qui se succédaient si rapidement alors. Je regrette surtout ce

fâcheux incident, s'il a pu un instant éveiller dans l'esprit de Votre Majesté des doutes sur mon incessant désir de remplir fidèlement mon devoir.

En traversant l'Autriche, j'ai pu constater le mécontentement général qui y règne. Rien ne se fait encore. L'empereur est *découragé;* le peuple s'impatiente et demande publiquement son abdication. Les sympathies pour Votre Majesté se communiquent ostensiblement à tout le territoire de l'Empire. En Vénétie, tout un parti veut acclamer son ancien gouverneur; mais quand un gouvernement dispose des élections sous le régime du suffrage universel, il est facile de prévoir le résultat.

D'après les derniers ordres de Votre Majesté, j'expédie par ce courrier un télégramme chiffré à Roccas, pour avertir Votre Majesté de l'arrivée du général Castelnau et du désaveu donné à Osmont et Friant.

J'ai appris par G*** que l'attitude douteuse prise à Paris par 2,146 devenait chaque jour plus publique. Depuis quelque temps il comble d'égards et d'argent le jeune Salvador (Hurbide), qui, lui-même, ne comprend rien à ce changement. Je crois nécessaire de reprendre le jeune homme près de moi en attendant la fin de ses vacances. L'état de santé de l'Empereur préoccupe vivement l'Eupore entière. . . . .

. . . .

ELOIN.

Bruxelles, le 17 septembre 1866.

Est-il croyable qu'un conseiller du trône eût osé tenir un pareil langage, s'il n'y eût été autorisé par les secrètes aspirations et les confidences de son souverain? Ainsi donc, Maximilien rêvait de nouvelles aventures, et son regard ambitieux s'était déjà détaché de la couronne du Mexique pour

se reporter sur celles de l'Autriche et de la Vénétie, erdevenue province italienne ; à moins qu'à l'image de Charles-Quint, son aïeul, qu'il appelait l'empereur poète et qu'il prétendait imiter, il n'eût entrevu dans l'avenir les deux sceptres confondus dans sa main. * A chaque pas qu'on fait à travers les dédales de cette lamentable histoire, issue d'une double politique, on vient se heurter aux intrigues et à la conspiration.

En présence de ces sourdes menées que Sadowa avait ravivées, il ne faut plus s'étonner si la cour d'Autriche prenait ombrage, même du titre porté par le frère de François-Joseph, et adressait au baron de Lago, son ambassadeur à Mexico, une dépêche qui interdisait à l'archiduc le sol autrichien, s'il voulait rentrer en Europe avec son titre d'empereur. De plus, une lettre de l'impératrice-mère, qui ressentait pour son fils cadet une prédilection marquée (l'attitude de François-Joseph étant très réservée à son égard), encourageait Maximilien *à s'enterrer sous les murs de Mexico, plutôt que de se laisser diminuer par la politique française.*

Après avoir médité la lettre de M. Eloin, Maximilien, oubliant les périls pour n'écouter que la voix d'une folle ambition, ressaisissait les rênes du pouvoir, et résolu à se livrer au parti clérical qui lui promettait trésor et armée, préparait un appel au peuple mexicain.

* Il avait été même question un instant de restaurer la couronne polonaise pour Maximilien. Lors de la dernière insurrection, qui désola ce malheureux pays, on avait même vu M. Pouilly-Mensdorff, vice-roi de Galicie, remercier publiquement, du balcon de son palais de Cracovie, la populace assemblée sous ses fenêtres et criant : « Vive Maximilien, roi de Pologne. » L'Autriche n'était pas étrangère à cette manifestation.

XVII

Après avoir croisé l'empereur Maximilien dans le village d'Ayotla, le général Castelnau, qui n'avait pu approcher le souverain quittant sa capitale, était entré le 21 octobre 1866 à Mexico.

A dater de cette heure grave pour les destinées du Mexique, la responsabilité morale du maréchal Bazaine cessait totalement. L'opinion publique a été égarée à dessein quand on a prétendu faire peser sur le général en chef le poids d'une seule résolution prise, d'un seul acte commis dans ce pays lointain, à partir de l'arrivée de l'aide de camp de Napoléon III. Et, en effet, les instructions émanées des Tuileries, à la date du 12 septembre 1866, enjoignaient au quartier général de n'arrêter et de n'exécuter aucune mesure ni politique, ni militaire, au milieu des événements importants qui s'annonçaient, sans l'avoir soumise préalablement à l'assentiment du général Castelnau, doublé de la personne de M. Dano, ministre de France, dont le rôle bien effacé jusqu'ici acquérait alors une nouvelle autorité.

En conséquence, le maréchal ne restait plus qu'un chef militaire, entièrement subordonné aux pleins pouvoirs discrétionnaires de l'envoyé de Napoléon III, au contrôle du simple général de brigade investi par le souverain d'une confiance illimitée en prévision de toutes les éventualités. Le général en chef continuait de parler et d'agir en son propre nom, mais il ne conservait plus qu'une liberté d'action illusoire. Car son initiative s'effaçait au moment de l'action. Seulement, une fois les faits accomplis, il devait en endosser forcément la responsabilité, puisque le général Castelnau restait la pensée secrète, tandis que lui était le bras apparent. Eh bien ! nous n'hésitons pas à le dire, du jour où la politique du gouvernement français s'est annoncée équivoque, où les instructions officielles se sont heurtées contre les instructions officieuses, où cette politique ne s'est plus inspirée que de sous-entendus; à l'heure où, en un mot, la pleine confiance de l'empereur des Français s'est reportée avec éclat de la tête du général en chef sur celle de l'aide de camp impérial, le maréchal Bazaine a commis une grosse faute dont il porte la peine; car il s'est fait responsable, devant le tribunal de la France et de l'Europe, des actes qu'il n'a pas conçus, mais auxquels il a paru s'associer en obéissant militairement. A notre avis, pour le général en chef, à qui il répugnait de renverser brutalement le trône qu'il avait aidé lui-même à élever depuis quatre années, le jour était venu de briser son épée.

Cette protestation, d'un caractère purement politique, eût été une grande leçon; nous comprenons pourtant qu'à cette époque de crise, le sentiment du devoir ait prévalu dans l'esprit du général en chef. L'armée française était encore dissé-

minée au loin. Une retraite concertée et opérée à travers dix-huit cents lieues de territoire, dont il avait lui-même marqué d'avance toutes les étapes, avait besoin, pour être menée à bonne fin, de l'expérience d'un homme connaissant à fond le pays, ses éléments et ses résistances. Notre gouvernement, d'ailleurs, avait fait appel au dévouement du maréchal, pour qu'il préservât lui-même le drapeau français de toute insulte avant de quitter le sol mexicain. Or, si la monarchie était précipitée, on pouvait s'attendre à voir se lever contre nous les deux grands partis de la nation. En l'absence des deux généraux divisionnaires, Douay et de Castagny, encore éloignés de Mexico et nécessaires eux-mêmes à la concentration de leurs troupes, à qui le commandement suprême eût-il pu être remis sans danger? Le général Castelnau, débarqué d'hier, ignorant la topographie comme le monde mexicains, inférieur en grade aux divisionnaires, était incapable, malgré sa haute autorité et son caractère d'envoyé impérial, de se saisir de la direction du corps expéditionnaire. Sous l'empire de ces préoccupations, le maréchal résolut, malgré cet effacement de lui-même, et par attachement à l'armée, de poursuivre jusqu'au bout l'œuvre qu'il avait entreprise. Ce n'est qu'ainsi que nous pouvons expliquer le mobile de la conduite du maréchal.

Une des raisons qui avait déterminé Maximilien à ne pas recevoir à Ayotla l'aide de camp de Napoléon, dont le but de la mission avait déjà transpiré, c'est que le général Castelnau n'était pas accrédité auprès du jeune souverain, mais seulement auprès de notre quartier général, auquel il venait donner l'impulsion voulue et prévue par les Tuileries, selon les différentes phases qu'allaient subir les événements.

Au premier plan des instructions du cabinet français, se dessinait un programme très net, l'abdication de Maximilien. L'attitude de notre gouvernement, en enlevant tout appui à la cause impérialiste, avait déjà préparé de longue main et devait faire espérer le succès de ce projet. S'il eût réussi, il est certain qu'il eût prévenu cette longue agonie qui a ensanglanté Queretaro. « Si Maximilien vient à abdiquer, mandait-on de Paris, on devra réunir un congrès, surexciter l'ambition des différents chefs dissidents qui tiennent la campagne, et faire décerner la présidence républicaine à celui d'entre eux, Juarez seul excepté, qui consentira le plus d'avantages sérieux à l'intervention. » Aussi, malgré le mauvais accueil du jeune empereur, le général Castelnau dut fort se réjouir de la tournure déjà imprimée aux choses par la volonté de Maximilien lui-même, qui s'éloignait spontanément du territoire, car les difficultés de sa mission se trouvaient singulièrement diminuées. La chute prochaine du trône laissait la place libre à toutes les combinaisons gouvernementales et au prompt rapatriement du corps expéditionnaire, que rien n'allait plus retenir, une fois les intérêts de nos nationaux garantis. Or, pour obtenir cette garantie, on avait pensé à Paris que le meilleur moyen, conseillé par la longue lutte et les succès des libéraux, était d'aider à la restauration du fauteuil présidentiel, dont l'essai de renversement nous avait coûté tant d'or et de sang inutiles.

Les autorités françaises attendaient donc avec une vive impatience à Mexico la nouvelle définitive de l'embarquement de Maximilien. Cet événement était d'autant plus désirable que le pays était en proie à une sourde émotion qui pouvait éclater d'un moment à l'autre. Le gouvernement

mexicain, quoique le ministère restât passivement à son poste, n'existait plus que de nom, et il y avait gros péril à laisser prolonger une crise qui pouvait se dénouer par un mouvement insurrectionnel de toutes les factions liguées à la fois contre l'étranger. Ces symptômes, développés par les ministres eux-mêmes à l'heure où Maximilien, encore incertain, avait quitté Orizaba pour se retirer à l'*hacienda la Jalapilla*, avaient pris un caractère si menaçant dans la capitale même, que le quartier général dut concerter des mesures de précaution, comme l'atteste la lettre du maréchal au général français chargé du commandement de la place.

Mexico, 2 novembre 1866.

Mon cher général,

Compte m'a été rendu des désordres qui se sont produits hier soir au théâtre forain établi sur la place d'Armes. J'ai écrit à S. E. le ministre président du conseil, pour l'inviter à faire fermer dès aujourd'hui cet établissement public.

Dans le cas où le gouvernement mexicain ne jugerait pas à propos de faire fermer ledit théâtre, comme S. M. l'empereur Napoléon y a été insulté par le public, et que des huées, des cris de mort et de mépris ont accueilli la présentation de son image, vous voudrez bien donner des ordres au capitaine Oudriot et à la gendarmerie, pour qu'en vertu de l'état de guerre, ce théâtre soit fermé ce soir et cesse ses représentations.

Vous prendrez les mesures nécessaires pour que la tranquillité publique ne soit pas troublée et que tout perturbateur soit immédiatement arrêté.

Le maréchal commandant en chef.

BAZAINE.

On insultait déjà le souverain de la France : les Italiens nous avaient payé de pareille gratitude après Villafranca.

Le cabinet des Tuileries avait par anticipation une telle certitude de l'écroulement prochain du trône mexicain, que, sans perdre de temps, il avait déjà secrètement invité ses diplomates à nouer des relations avec Ortéga, l'ancien défenseur de Puebla, qui s'était échappé de nos mains en 1863, malgré sa parole donnée, et qui, depuis cette époque, nous faisait une guerre acharnée, guerre d'ambition toute personnelle. Ce général mexicain avait paru le compétiteur le plus redoutable à opposer à Juarez, tant à cause de son influence que de son droit légal à recueillir provisoirement la succession de l'ancien président, dont les pouvoirs eussent dû déjà expirer d'après la constitution républicaine, en état de paix.

Telle n'était pas, avec raison, la façon de voir des États-Unis, qui n'avaient reconnu et n'entendaient reconnaître, jusqu'à la pacification du pays, que le vieil Indien, comme chef réel de la nation. A peine était-il avisé de la mission du général Castelnau, que le cabinet de Washington organisait l'ambassade du plénipotentiaire Campbell et du général Sherman. Cette députation, conçue par le président Johnson, qui avait songé à raffermir sa position très-compromise à l'intérieur par quelques actes de politique étrangère susceptibles de flatter l'orgueil américain, avait pour but de rallier à Juarez les principaux chefs, et d'annihiler les efforts d'Ortéga. L'homme véritablement important de cette mission était le général Sherman, d'un esprit élevé et conciliant. Campbell ne jouait que le second rôle : on leur avait adjoint un secrétaire de légation qui avait longtemps séjourné au Mexique, d'un caractère ardent, disposé aux partis violents.

Il suffira de reproduire les instructions données par la Maison-Blanche à ces deux personnages principaux, pour comprendre l'attitude que prenait alors le gouvernement américain, tant envers le Mexique qu'à l'égard de la France.

Note de M. Seward à Campbell, pour lui envoyer ses instructions en date de Washington, le 22 octobre 1866.

Monsieur,

Vous savez qu'un arrangement amical et explicite existe entre notre gouvernement et l'empereur des Français, par lequel celui-ci s'est engagé à retirer ses forces militaires du Mexique en trois détachements, dont le premier partira du Mexique en novembre prochain, le second au mois de mars suivant et le troisième en novembre 1867, et qu'une fois l'évacuation accomplie, le gouvernement français adoptera immédiatement, vis-à-vis du Mexique, une politique de non-intervention, pareille à celle qui est pratiquée par les Etats-Unis. Des doutes ont été conçus et exprimés en certains cercles sur la bonne foi qu'apportera le gouvernement français à l'exécution de cette mesure. De pareils doutes n'ont pas été admis par le président, qui a reçu des assurances réitérées, et même récentes, que la complète évacuation du Mexique par les Français sera consommée aux époques convenues, ou même plutôt, suivant les convenances climatériques, militaires et autres.

Il y a des motifs de supposer que deux questions incidentes ont déjà engagé le gouvernement français, savoir : premièrement, si le départ du prince Maximilien pour l'Autriche ne devrait pas avoir lieu avant la retraite de l'expédition française; secondement, s'il ne serait pas préférable, à cause des convenances climatériques, militaires et autres ci-dessus mentionnées, de retirer toutes les forces expéditionnaires en une seule fois, au lieu de

les retirer en trois détachements successifs et à diverses périodes.

Néanmoins, l'empereur Napoléon n'a pas fait de communication formelle à ce sujet au gouvernement des États-Unis. Lorsque la question s'est incidemment produite, le département d'État a répondu, par l'ordre du président, que les États-Unis attendent l'exécution de la convention pour l'évacuation dans les délais fixés par le gouvernement français, et qu'ils se réjouiraient de voir cette évacuation s'opérer encore plus promptement qu'il n'a été convenu. Dans ces circonstances, le président s'attend à ce que, *dans le courant du mois prochain* (novembre), *une partie au moins des forces expéditionnaires françaises quittera le Mexique,* et il pense qu'il n'est pas improbable que le gros des forces expéditionnaires se retire en même temps ou presque en même temps.

Un pareil événement ne peut manquer de produire une crise d'un grand intérêt politique dans la république du Mexique. Il importe que vous vous trouviez soit sur le territoire de la république, soit dans une résidence à proximité, afin de pouvoir prendre l'exercice de vos fonctions comme ministre plénipotentiaire des États-Unis auprès de la république du Mexique. On ne peut savoir d'une manière positive le parti auquel s'arrêtera le prince Maximilien, en cas d'une évacuation complète et partielle du Mexique. On ne peut non plus définir par anticipation le parti que prendra, au même cas, M. Juarez, président de la république du Mexique.

Nous sommes prévenus de l'existence, à Mexico, de divers partis politiques autres que ceux à la tête desquels sont le président Juarez et le prince Maximilien; ces divers partis sont en conflit de sentiments touchant les moyens les plus prompts et les plus convenables de restaurer la paix, l'ordre et le gouvernement civil de la république.

Nous ignorons ce que feront ces partis après l'évacuation française. Enfin, il est impossible de prévoir la conduite du peuple mexicain quand cet événement se produira.

Par ces motifs, il est impossible de vous donner des instructions précises sur la ligne de conduite que vous devez tenir dans l'accomplissement de la haute mission que le gouvernement des Etats-Unis vous a confiée. On doit laisser beaucoup à votre appréciation personnelle, et on devra se baser sur les mouvements politiques qui se produiront dans l'avenir. Il est cependant certains principes qui, à notre jugement, devront régir la conduite politique que le gouvernement des États-Unis attend de vous. Le premier de ces principes est que, comme représentant des États-Unis, vous êtes accrédité auprès du gouvernement républicain du Mexique, dont M. Juarez est le président.

Vos communications, comme représentant, devront être adres sées à lui, en quelque endroit qu'il se trouve; et, dans aucun cas, vous ne pourrez reconnaître officiellement soit le prince Maximilien, qui prétend être empereur du Mexique, soit tout autre personne, chef ou commission exerçant le pouvoir exécutif à Mexico, sans en avoir préalablement référé à mon département, sans avoir reçu les instructions du président des États-Unis.

Secondement, en supposant que les commandements de l'armée et de la marine française exécutent de bonne foi la convention de l'évacuation du Mexique avant le terme fixé, l'engagement qui vous incombe, dans cette hypothèse, est que les États-Unis ou leur représentant n'apportent aucune entrave ni aucun obstacle au départ des Français.

Troisièmement, ce que le gouvernement des États-Unis désire pour l'avenir du Mexique, ce n'est pas la conquête de ce pays ni d'aucune de ses portions, ni l'agrandissement des États-Unis par des achats de terre ou de domaines; mais, au contraire, il désire voir le Mexicain délivré de toute intervention militaire étrangère,

afin qu'il puisse régler la conduite de ses propres affaires avec le gouvernement républicain existant ou tout autre forme de gouvernement que, jouissant d'une liberté parfaite, il aura résolu d'adopter de son propre mouvement, à l'abri de toute influence de pays étrangers et aussi des États-Unis.

Il découle de ces principes que vous ne devez pas faire de stipulations avec les commandants français, ni avec le prince Maximilien, ni avec tout autre parti qui aurait une tendance à contrecarrer ou à s'opposer à l'administration du président Juarez, ou à retarder et à ajourner la restauration de l'autorité de la république. D'un autre côté, il peut arriver que le président de la république du Mexique réclame les bons offices des États-Unis, ou quelque acte efficace de notre part pour favoriser et hâter la pacification d'un pays si longtemps déchiré par la guerre civile et étrangère, et activer ainsi le rétablissement de l'autorité nationale sur des principes concordant avec un système républicain et domestique du gouvernement.

Il est possible encore que l'on fasse quelques mouvements des forces de terre ou de mer des États-Unis, sans intervenir dans les limites de la juridiction du Mexique, ni violer les lois de la neutralité, mais pour favoriser la restauration de la loi, de l'ordre et du gouvernement républicain de ce pays.

Vous êtes autorisé à conférer à ce sujet avec le gouvernement républicain du Mexique et ses agents, et même de conférer à titre d'informations, si vous le jugez nécessaire, avec tous autres partis ou agents, dans le cas où une conférence exceptionnelle deviendrait absolument nécessaire; mais dans ce cas seulement.

Vous pourrez ainsi obtenir les informations qu'il importe à notre gouvernement de connaître, et vous les transmettrez à mon département avec vos suggestions et avis sur toutes autres mesures de notre part qui pourraient être adoptées en conformité des principes ci-dessus développés. Vous vous bornerez à référer

ainsi toute proposition importante qui pourrait s'élever au sujet de la réorganisation et de la restauration du gouvernement républicain du Mexique, à mon département, pour l'information du président.

Le lieutenant général des États-Unis possède déjà une autorité discrétionnaire touchant la disposition des forces des États-Unis dans le voisinage du Mexique; son expérience militaire le rend apte à vous donner des conseils sur les questions de ce genre, qui peuvent s'élever pendant la période transitoire qui fera passer le Mexique de l'état de siége militaire maintenu par un ennemi étranger à la condition politique de « selfgouvernement. »

En même temps, il aurait le pouvoir, étant près de la scène de l'action, de lancer tous les ordres qui lui paraîtront convenables ou nécessaires pour maintenir les obligations des États-Unis relativement à ce qui se passerait sur les frontières du Mexique. Pour ces motifs, il a été requis et a reçu l'ordre du président de vous accompagner à votre destination et de remplir, à votre égard, l'office d'un conseiller officiel, reconnu par le département de l'État, en ce qui touche les matières qui viennent d'être indiquées.

Après vous être entendu avec lui, veus pourrez vous rendre dans la ville de Chihuahuâ ou tout autre endroit du Mexique où le président Juarez pourra résider, ou dans tout autre lieu du Mexique, à votre choix, qui ne sera pas tenu ou occupé au moment de votre arrivée par les ennemis de la république du Mexique; vous pourrez aussi vous arrêter dans tout endroit des États-Unis, à proximité de la frontière ou des côtes du Mexique, pour y attendre le moment d'entrer dans telle partie du Mexique qui sera occupée, par la suite, par le gouvernement républicain du Mexique.

WILLIAM H. SEWARD.

Note du président Johnson à M. E. Stanton, ministre de la guerre, pour adjoindre le général Grant à M. Campbell, ministre des Etats-Unis au Mexique, datée de Washington le 26 octobre 1866.

Monsieur,

Des avis récents annonçant l'évacuation prochaine du Mexique par les troupes françaises, le temps est venu, pour notre ministre au Mexique, de se mettre en rapport avec cette république. Pour l'aider dans sa mission, et pour donner une preuve du vif désir des États-Unis de régler les questions pendantes, je crois important de faire accompagner notre ministre par le général Grant. Je vous demande donc d'inviter le général Grant à se rendre sur quelque point de notre frontière mexicaine, le plus convenable pour communiquer avec notre ministre, ou, si le général Grant le trouve préférable, qu'il l'accompagne jusqu'à destination et lui donne l'aide de ses conseils pour exécuter les instructions du secrétaire d'État, dont je vous envoie copie pour l'usage du général. Le général Grant fera au secrétaire de la guerre son rapport sur tout sujet qui, dans sa pensée, devra être communiqué au département.

A. Johnson.

Le général Grant ayant décliné ce mandat, le lieutenant général Sherman, qui l'accepta à sa place, reçut l'ordre de partir sans retard pour sa destination. Comme on l'a vu, par leur langage aussi bien que par leurs démonstrations militaires, les États-Unis, écartant sur l'heure tout autre candidat à la présidence, affirmaient plus haut que jamais l'autorité de Juarez; mais ils n'exigeaient pas que l'empereur Napoléon modifiât sa décision connue d'évacuer le Mexique en trois termes. Cette fois donc, la cour des Tuileries avait

bien résolu, de son plein gré, d'accélérer la chute de la monarchie mexicaine, en devançant l'époque fixée du rapatriement de nos troupes et en modifiant une retraite par échelons qui eût laissé le temps à Maximilien d'ouvrir les yeux et de se retirer honorablement, ce qu'il eût fait sans nul doute avec le dernier détachement de notre arrière-garde.

Le 11 novembre, les envoyés américains, montés sur la frégate de guerre *la Susquehanah*, sortirent de New-York et prirent le large, le cap sur les ports de Matamoros, et plus tard de Tampico, tombés déjà au pouvoir des dissidents. De ce dernier point ils comptaient pouvoir entrer en relations avec Juarez. Ils avaient pour but réel de réclamer un navire chargé d'armes pour les libéraux, capturé par les impérialistes. Mais le général Pavon, qui tenait la place, s'était récemment rallié, avec les siens, à la fortune d'Ortéga. Ces libéraux, maîtres à leur tour du navire, déclarèrent à leur profit la capture de bonne prise. Cependant, la frégate resta plusieurs jours mouillée devant la barre de Tampico.

XVIII

Au moment où la mission américaine s'organisait dans le cabinet de M. Seward, les événements se pressaient à l'hacienda de la Jalapilla. S'inspirant de la lettre de M. Eloin, on se le rappelle, Maximilien avait arrêté dans sa pensée le projet de réunir un congrès national, projet qu'il caressait depuis longtemps déjà. Il se flattait que la convocation de ce congrès trancherait pacifiquement, aussitôt le départ des Français consommé, le duel engagé entre la monarchie et la république. Si alors le principe qu'il représentait venait à succomber devant un vote populaire, dénoûment qu'il prévoyait d'ailleurs, il recouvrerait la liberté de rentrer la tête haute en Europe, comme un prince descendu noblement des marches du trône et digne encore de jouer un rôle dans sa patrie. Mais, pour se maintenir au pouvoir jusqu'au terme de l'occupation française, il fallait s'appuyer sur un parti qui contînt l'insurrection en respect et lui permît de traiter au moins d'égal à égal avec les différents chefs libéraux, dans le but d'assurer l'exécution de son plan, c'est-à-dire la libre as-

semblée à Mexico de tous les notables du territoire appelés à se prononcer. Or, le père Fischer tenait dans sa main tous les fils de la trame cléricale, et ne cessait de faire miroiter sous les yeux de Maximilien, qui ne se prononçait pas encore, les prétendues ressources du parti dont il se disait la tête. A ce moment décisif, le confesseur de la cour reçut un puissant renfort. Les généraux Marquez et Miramon, que la couronne avait écartés en Europe depuis deux ans environ, venaient de débarquer à la Vera-Cruz; quelques heures après, leur passage mystérieux était signalé à la Soledad. Le lendemain du jour où ils avaient touché terre, oublieux de leur disgrâce et n'ayant pu rester sourds à l'appel de leur faction, ils entraient à la Jalapilla, tout prêts à jeter leurs épées dans la balance, et si Maximilien consentait à se donner aux cléricaux, à ouvrir une seconde fois la campagne sous la bannière impériale. Maximilien n'hésita plus; il donna parole au parti clérical qu'il s'engageait à réintégrer dans ses biens et dans ses dignités. Miramon, fort de la promesse impériale qui devait encore être tenue secrète quelques jours, monta en toute hâte à Mexico pour porter cette grande nouvelle au ministère et au conseil d'État, réchauffer le zèle de tous les partisans de l'Église et arrêter toutes les mesures nécessaires à la mise d'une nouvelle armée sur pied et à la concentration de vingt millions de francs dans le trésor de la monarchie.

A partir de cet instant, Maximilien, ne se sentant plus isolé, engagea une partie serrée avec les autorités françaises. Le bruit des négociations ouvertes par notre diplomatie avec les chefs libéraux, et de la mission Campbell destinée à Juarez par le président Johnson, avait pénétré à la Jalapilla. Le souverain apprenait successivement, par ses créatures de

Washington, ce qui était fondé d'ailleurs, que plusieurs agents avaient été expédiés de Paris pour préparer sa chute. Un second secrétaire de légation avait été dépêché par le marquis de Moustier au marquis de Montholon, et à son retour d'Amérique obtenait un avancement de grade.

Certains envoyés secrets, tels que le colonel Estvan, reçu à cette époque par l'Empereur en audience à Saint-Cloud, et un Français du nom de Moreau, avaient été signalés à Washington. Enfin, M. Marcus Otterbourg, consul américain, précédant la frégate *la Susquehanah*, venait de débarquer à la Vera-Cruz et de remonter précipitamment à Mexico. Convaincu dès lors que le général Castelnau était l'âme de l'action, il résolut de démasquer d'un seul coup les intentions de la politique française pour la forcer à se prononcer ouvertement dans un sens ou dans un autre. Maximilien avait à ses côtés, dans la personne de son confesseur Fischer, un diplomate des plus exercés, rompu à toutes les finesses du métier, et qui dirigeait la pensée du souverain comme sa plume et sa conscience. Sous son empire, le jeune monarque se repentait déjà de ne pas avoir fait accueil au général Castelnau; car il eût été intéressant d'entendre par sa bouche les dernières volontés des Tuileries. Le président du conseil, M. Larès, fut chargé à Mexico d'inviter l'aide de camp de Napoléon à s'expliquer. Cette tentative échoua; le général Castelnau, fidèle à son rôle, répondit à M. Larès que la présence du maréchal qui avait qualité pour traiter les affaires était nécessaire. MM. Larès et Arroyo durent se rendre au quartier général où les attendaient les trois autorités françaises. A la suite de cette entrevue, les deux ministres mexicains rédigèrent une note qui était le résumé fidèle des expli-

cations échangées, et l'adressèrent au maréchal, en date du 4 novembre 1866.

Tout d'abord, ils entendaient bien constater que le général Castelnau avait déclaré n'avoir d'autre mission que celle de confirmer les lettres du 15 janvier et les suivantes, par lesquelles l'empereur Napoléon avait signifié à Maximilien qu'il ne pouvait continuer à aider l'empire ni avec les troupes françaises ni avec de l'argent. La question ainsi posée, restait à Maximilien toute liberté de prendre une décision. En même temps, les ministres réclamaient la remise entre les mains de la couronne de tous les arsenaux, de l'artillerie, des munitions de guerre et la pleine disposition des troupes mexicaines,, pour entreprendre les opérations militaires que le gouvernement national jugerait opportunes. Ils demandaient que les places fortes leur fussent confiées en temps opportun. Les deux dernières phrases de ce document révélaient surtout la pensée qui l'avait dicté : elles s'exprimaient ainsi : « Nous désirerions faire savoir à notre souverain quelle est l'époque la plus reculée du départ de l'armée française, et quel secours elle entend prêter encore au gouvernement de Sa Majesté pour la pacification du pays.

« Enfin, dans le cas où la décision de l'empereur serait de ne pas gouverner, nous *devons lui faire connaître ce que* M. le maréchal et M. le général Castelnau *auront arrêté de faire, d'après les instructions de l'empereur Napoléon*, pour éviter l'anarchie et les désordres *qui auraient lieu par suite du manque de gouvernement.* »

Quatorze jours auparavant, MM. Larès et Arroyo se montraient moins soucieux de l'avenir de leur pays lorsqu'ils déclaraient, en apportant leur démission au palais de Cha-

pultepec, que si Maximilien quittait Mexico, *il n'y aurait plus de gouvernement!*

Les trois autorités françaises confirmèrent, le 7 novembre, les résolutions de l'empereur Napoléon. Toutes les forces et le matériel de guerre mexicains devaient être confiés aux généraux impérialistes, déjà maîtres de tous les établissements militaires. Comme par le passé, toutes les places de l'empire seraient remises aux autorités mexicaines, prévenues en temps opportun de leur abandon par nos détachements. Les troupes françaises continueraient à protéger les fonctionnaires et les populations dans les zones occupées par nos soldats, mais sans entreprendre d'expéditions.

« Quant au dernier article, était-il répondu, il est pour ainsi dire impossible d'*exposer les mesures qui seraient prises le cas échéant;* mais nous pouvons assurer qu'elles auraient surtout pour but le maintien de l'ordre, le respect des vœux des populations, ainsi que la sauvegarde des intérêts français. »

Ce langage, qui n'était pas dépouillé d'artifice, fut loin de satisfaire le père Fischer. Maximilien rédigea aussitôt une lettre qui, tout en étant adressée au maréchal, réclamait une réponse collective des représentants de la France. Sous prétexte de régler certaines questions, et entre autres le rapatriement de la légion austro-belge, dont les intérêts avaient été déjà pleinement confiés par le trône à la sollici tude du colonel de Kodolich, il chercha à provoquer une déclaration plus explicite.

Orizaba, 12 novembre 1866.

Mon cher maréchal,

Avant de résoudre définitivement ce que je dois faire, et pour

le cas où ma résolution serait d'abandonner ce pays, je dois laisser assurés certains points, qui sont à la fois de stricte justice et qui méritent de ma part une attention particulière. A cet effet, je ne doute pas de votre bonté pour m'envoyer un acte signé collectivement par vous, par le ministre de France et par le général Castelnau, et dans lequel document se trouveraient stipulés les points suivants :

1° Que le gouvernement français fera rentrer dans leurs pays respectifs les individus qui forment la légion austro-belge, en leur accordant le passage et les ressources nécessaires pour effectuer leur rapatriement. Les individus de la légion austro-belge devront être les premiers à évacuer le territoire mexicain.

2° Les autorités françaises au Mexique prendront les dispositions nécessaires pour qu'aux frais du Mexique soit déterminée la somme indispensable à l'établissement d'une pension à vie, pour chacun des mutilés et des invalides du corps austro-belge, au cas où ne suffirait pas à cette opération le produit de la vente des canons de la légion autrichienne, qui sont ma propriété particulière.

Les pensions dont parle cet article devront être liquidées par une commission nommée par vous, et dont feront partie les colonels Kodolich et van der Smissen, qui, chacun pour leur part, se chargeront d'envoyer ces sommes à qui de droit parmi les intéressés.

3° Les autorités françaises à Mexico prendront toutes dispositions pour que le trésor mexicain paie 10,000 piastres, que vous ferez remettre à la princesse Iturbide, à compte de sa pension.

En même temps, vous ordonnerez d'envoyer dans une ville de France 10,000 piastres au prince D. Salvador d'Iturbide, à compte de ce qui lui est dû, et on devra stipuler en même temps, sur les actes, que le jeune prince seul pourra disposer des intérêts du capital pendant sa minorité.

4° Les mêmes autorités françaises prendront leurs dispositions pour qu'au compte du gouvernement mexicain il soit compté à Don Carlos Sanchez Navarro la somme de 45,000 piastres, destinée à payer les dettes de la liste civile.

En même temps, on fera remettre audit Sanchez Navarro les sommes nécessaires pour liquider les comptes de la grande chancellerie, en comprenant que ces comptes, ainsi que ceux de la liste civile, seront payés avec ce que l'État reste devoir à la liste civile.

5° Les paiements compris aux articles 2, 3 et 4 devront être intégralement exécutés le jour où sortira de Mexico la dernière fraction des troupes du corps expéditionnaire.

Ma propriété particulière restera confiée à votre propre sauvegarde, mon cher maréchal, et, avec ses produits, je vous prierai, d'accord avec Sanchez Navarro, de vous conformer à la teneur de mes instructions.

Recevez les assurances des sentiments de ma sincère amitié, avec lesquels je suis votre très affectionné,

MAXIMILIEN.

Le souverain, en donnant une nouvelle preuve de confiance au maréchal, sous la sauvegarde de qui il plaçait sa propriété particulière, semblait annoncer nettement son abdication. Les représentants de la France accueillirent avec joie cette tardive manifestation qui devait mettre un prompt terme au désarroi toujours croissant du royaume, et à la panique de la capitale. Ils s'empressèrent de souscrire à tous les désirs de l'empereur dont il convenait de remplir au moins les engagements contractés par la couronne, et l'acte collectif, destiné à faire tomber les derniers scrupules de Maximilien, fut expédié à Orizaba.

Mexico, 16 novembre 1866.

S. M. l'empereur Maximilien ayant manifesté le désir d'obtenir un document signé collectivement par le maréchal de France, commandant en chef le corps expéditionnaire, par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de France, et par le général, aide de camp de l'Empereur des Français, en mission, concernant la solution de plusieurs questions exposées dans une lettre impériale datée d'Orizaba, 12 du courant;

Les soussignés, heureux de trouver une occasion de témoigner, autant qu'il dépend d'eux, de leur bon vouloir, sont convenus de transmettre à sadite Majesté la déclaration suivante :

Le gouvernement français s'engage à effectuer le rapatriement de tous les hommes qui composent la légion austro-belge. Cette opération s'exécutera aussi vite que les circonstances le permettront, et, en tout cas, de telle sorte que les Austro-Belges aient complètement évacué le Mexique avant le départ de la dernière brigade française.

Les conditions de détail relatives à ce rapatriement seront réglées entre deux personnes, dont l'une sera désignée par l'empereur Maximilien, l'autre par le maréchal Bazaine.

Les soussignés s'engagent à faire payer une gratification de réforme aux mutilés et invalides de la légion austro-belge, et à faire accorder aux officiers et soldats de cette légion une indemnité payable au port de débarquement.

La liquidation des gratifications de réforme et des indemnités ci-dessus spécifiées sera confiée à une commission dont feront partie les colonels Kodolich et van der Smissen.

Les soussignés s'engagent, en outre, à employer toute leur influence pour qu'une avance soit faite à la princesse doña Josefa, et au jeune prince don Salvador de Iturbide sur la pension qui leur est due.

Enfin, conformément au vœu exprimé par S. M. l'empereur

Maximilien, M. Carlos Sanchez Navarro sera chargé du payement des dettes de la liste civile et de la liquidation des comptes de la grande chancellerie. Les sommes provenant de la vente des effets mobiliers appartenant à la liste civile, seront affectés à cet usage, et, dans le cas d'insuffisance, les soussignés s'efforceront d'obtenir que *le complément en soit fourni par le nouveau gouvernement du Mexique.*

En foi de quoi, les soussignés ont signé la présente déclaration.

BAZAINE. — DANO. — CASTELNAU.

Les représentants de la France étaient tombés dans le piége que leur avait tendu Maximilien. Le dernier énoncé de l'acte collectif trahissait l'approche d'un nouveau gouvernement déjà prêt à succéder à la monarchie. Les trois cosignataires avaient manqué de perspicacité : ils n'eussent certes pas commis cette faute contre la diplomatie, s'ils se fussent éclairés en comparant les termes des deux lettres impériales, qui traitaient du rapatriement de la légion belge et espacées seulement de douze jours. La première, datée du 31 octobre 1866, commençait ainsi :

« Dans les circonstances difficiles dans lesquelles je me trouve, et qui, si les négociations que je viens d'entamer n'aboutissent pas à un heureux résultat, me forceront de rendre le pouvoir que la nation m'a confié... »

On savait que ces négociations avaient échoué, et au lieu de rendre le pouvoir, Maximilien disait à cette heure, en termes très dubitatifs, qui indiquaient bien une révolution dans ses idées :

« Avant de résoudre définitivement ce que je dois faire,

et pour le cas où ma résolution serait d'abandonner ce pays..... »

Toujours est-il que la lecture du document français ne laissa plus de doute à Maximilien : il venait d'acquérir la certitude que la politique française, l'ayant complètement sacrifié, sans l'ombre d'un regret, au salut de ses propres intérêts, avait définitivement séparé sa fortune de la sienne, et que toutes les mesures étaient prises par le commandement français pour substituer un nouvel ordre de choses à l'empire. Les prédictions de M. Eloin s'étaient donc réalisées ! Impatient d'en finir avec la France, avisé d'un autre côté par Miramon du revirement favorable qui s'était opéré dans les corps de l'État, puisqu'ils se préparaient à descendre à la Jalapilla sur l'appel du souverain, Maximilien envoya une dépêche au maréchal Bazaine pour l'inviter à une entrevue particulière. Dans un entretien confidentiel, il espérait que le général en chef laisserait échapper le dernier mot de la politique des Tuileries.

Orizaba, 18 novembre 1866.

Très confidentielle et urgente.

Au maréchal Bazaine,

Je vous remercie, ainsi que le général Castelnau, ainsi que M. Dano, d'avoir réglé les points qui me touchaient de si près. Mais il reste à régler le définitif : un gouvernement stable pour protéger les intérêts compromis. Ces points ne peuvent être traités sans une entrevue directe avec vous. La continuation de mes fièvres ne me permet pas de monter à Mexico. Je vous invite donc à venir un de ces jours ici, et en peu de paroles nous pour-

rons tout arranger d'une manière satisfaisante. J'ai appelé ici, pour samedi, mon conseil d'État et mon président du conseil des ministres.

MAXIMILIEN.

Jamais ces fonctionnaires mexicains n'eussent consenti, eux qui tout à l'heure craignaient de se compromettre dans Mexico, à traverser soixante lieues d'un pays prêt à se soulever, pour venir enregistrer une abdication. Ils connaissaient donc le véritable but de leur réunion à la Jalapilla. Quand cette dépêche parvint au quartier général, l'arrivée et les démarches de Miramon dans la capitale avaient déjà fait pressentir la réaction qui s'était opérée dans les résolutions de Maximilien ; l'attitude du ministère, devenue presque provocatrice, en était un indice certain. Néanmoins, le général en chef, obéissant à la lettre aux instructions officielles de son gouvernement, qui prescrivait de respecter la liberté d'action du jeune empereur, crut devoir se rendre à son appel. Le général Castelnau et le ministre de France, réunis en conseil, s'y opposèrent. Forcé de se soumettre à cette décision, le maréchal expédia à la Jalapilla sa réponse.

Mexico, 18 novembre 1866.

A S. M. l'empereur Maximilien.

J'ai pris connaissance de la dépêche télégraphique de Votre Majesté, datée de ce jour. Malgré mon grand désir de me rendre auprès d'elle, il me paraît bien difficile de quitter la capitale dont Votre Majesté m'a confié la garde avant l'arrivée du général Douay, et sans que je sois tranquillisé sur les mouvements militaires ordonnés.

BAZAINE.

Ce ne fut que plusieurs jours après avoir tracé cette réponse, que le maréchal fut pour la première fois éclairé sur les véritables intentions du cabinet français, en recevant une missive du marquis de Montholon, dont pourtant, au premier abord, le sens lui parut assez énigmatique; car il n'était nullement au courant de la marche politique suivie à Washington.

Washington, 9 novembre 1866.

Monsieur et cher maréchal,

Je ne puis que vous annoncer le départ de M. Campbell et du général Shermann pour le Mexique sur la frégate la *Susquehanah*, et vous prier de lire la dépêche chiffrée que j'adresse, par ce courrier, à M. Dano. Dans quelques jours, je pourrai vous en dire davantage. Les dispositions ici sont bonnes ; s'il y avait à craindre quelque incident, ce ne serait que sur des questions de détail.

Les nouvelles d'Europe de ce matin ne signalent aucune amélioration dans l'état sanitaire de l'impératrice. Quelle fatalité! La nouvelle du départ de l'empereur de Mexico a été accueillie avec joie, et l'on considère son éloignement comme le signal d'une solution amicale et définitive du différend avec la France au sujet du Mexique.

La question *feniane* au Canada va désormais faire les frais de la politique extérieure. Le résultat des élections est tout entier en faveur de l'opposition et passe condamnation sur la politique présidentielle pour la reconstruction de l'Union. Le parti républicain et radical est, du reste, en ce qui nous concerne, très nettement opposé à tout conflit extérieur.

MONTHOLON.

Washington, 8 novembre 1866.

Frégate *Susquehanah* porte au Mexique M. Campbell et le général Shermann pour rencontrer Juarez. Instructions d'aider à l'établissement d'un gouvernement républicain régulier et d'éviter tout prétexte de conflit avec les autorités françaises. Nulle amélioration dans l'état de l'impératrice.

MONTHOLON.

Washington, 12 novembre 1866.

Au ministre de l'Empereur à Mexico.

Mission partie hier. Instructions très vagues. S'entendre avec autre que Juarez en cas d'absolue nécessité seulement; pas d'intervention, pas d'acquisition de territoire. Appui moral à Juarez. Forces sur la frontière de terre et de mer aux ordres du général Sherman. Eviter tout conflit avec nous.

MONTHOLON.

Général Ortega arrêté à Brazos par les Américains.

Tout s'expliqua pour le maréchal dans une visite qu'il reçut sur ces entrefaites de M. Marcus Otterbourg. Ce consul américain, qui arrivait en toute hâte des Etats-Unis où l'on croyait Maximilien déjà embarqué pour l'Europe, était chargé de préparer le terrain aux deux plénipotentiaires accrédités auprès de Juarez. Dans cet entretien, M. Otterbourg annonça au général en chef la prochaine visite de ses deux compatriotes et le but de leur voyage, cherchant à le pressentir sur l'impulsion qu'il comptait donner aux événements. Plus tard, dans une conversation tout officieuse, il manifesta qu'il avait été chargé par son gouvernement,

agissant d'accord avec la cour des Tuileries, de restaurer de concert avec le général en chef la république mexicaine.

« Il était temps, disait-il, de jeter les yeux sur le général juariste à qui devrait être remise la ville de Mexico pour éviter les désordres qui pourraient éclater d'un moment à l'autre. Porfirio Diaz semblait, à son avis, digne du choix français. Il était donc prudent, en prévision des événements, de l'inviter à se rapprocher de la capitale; d'ailleurs, il prévenait le quartier général qu'il avait déjà obtenu des banquiers de la ville les fonds nécessaires pour assurer la solde d'un mois aux troupes de Porfirio Diaz. »

Le maréchal marqua tout son étonnement de voir les choses aussi avancées, et déclara nettement à M. Otterbourg que « tant que Maximilien conserverait le pied sur le sol mexicain et n'aurait pas abdiqué, il restait à ses yeux le seul chef légal du pays ayant droit à la protection française; que jusqu'à ce moment suprême, il n'y avait donc aucune mesure à prendre, tout général dissident conservant forcément le caractère de rebelle et devant être poursuivi comme tel. Plus tard, ajoutait-il, une fois l'archiduc embarqué, il ne verrait pas d'inconvénient à organiser un gouvernement avec le concours de Porfirio Diaz, pour lequel il avouait professer plus d'estime que pour le général Ortega, dont il ne pouvait oublier la forfaiture à sa parole, quoique ce dernier fût le candidat recommandé de Paris. Si cette éventualité de restauration se présentait, continua le maréchal, nous n'accepterons et nous n'appuierons comme prétendant au fauteuil de la présidence que le chef républicain qui nous garantira la reconnaissance de la dette française, en nous donnant des garanties sérieuses. Si nous tombons d'accord,

et en cela je suivrai les instructions de mon souverain, nous traiterons régulièrement, quand le moment sera venu, de gouvernement à gouvernement, et à ce titre nous remettrons naturellement au nouveau président les places de la république, ainsi que l'armement et l'artillerie mexicains. »

Sur une observation spéciale, relative à la livraison de six mille fusils, dont la commande avait été faite d'après la demande de Maximilien, ces armes furent comprises dans le matériel qui pouvait être remis, sauf remboursement, au futur chef de l'État légalement reconnu. La propre déclaration de M. Otterbourg suffirait pour attester l'authenticité de cette conversation dans la forme comme dans le fond, puisque c'est elle qui a donné naissance à la fameuse lettre de Porfirio Diaz adressée au ministre de Juarez, Romero, et publiée récemment par le cabinet de Washington. La tierce personne à laquelle Porfirio a fait allusion est précisément ce consul américain qui n'avait été nullement autorisé à se faire l'interprète officieux ou officiel du quartier général français auprès de ce chef dissident, comme il peut l'attester lui-même. La proposition que Porfirio entend avoir repoussée comme peu honorable a trait à la reconnaissance de la dette et des emprunts français. Quant à la cession éventuelle de canons et de fusils, elle trouve son explication dans le récit qui précède. Reste le dessein prêté au maréchal d'avoir voulu livrer secrètement à Porfirio des armes, les places de l'empire, l'empereur et ses généraux ; cette calomnie ne tardera pas à retomber sur son auteur, quel qu'il soit.

Jamais le maréchal n'a revu le général Porfirio depuis le jour où il l'a fait prisonnier à Oajaca avec tout son corps d'armée ; il est bon de rappeler que ce chef, remis par les

Français aux Autrichiens sur l'ordre de Maximilien, s'est échappé des mains de la légion austro-belge. Le quartier général, comme les documents le prouveront tout à l'heure, a négocié plus tard l'échange de prisonniers avec ce chef mexicain, dont la loyauté a égalé l'humanité; mais tout cela s'est passé au grand jour et à distance par les soins des officiers français commandant à Tehuacan et à Puebla. Porfirio, dont on ne peut qu'honorer l'énergique revendication des droits de son pays, avait donc cédé à un conseil perfide ou à un sentiment coupable qu'il ne pouvait manquer de désavouer, lorsqu'il a tracé cette lettre dont M. Seward a fait naître lui-même et a réclamé l'envoi, comme pièce à l'appui de sa politique étrangère. Ce document inséré au livre jaune, avait pour but de prouver qu'il avait fait agir à Mexico le représentant américain en faveur de la doctrine de Monroë et de calmer la mauvaise humeur du congrès irrité de l'échec de la mission de ses deux envoyés, MM. Campbell et Sherman. La question mexicaine, qu'on ne s'y trompe pas, a été depuis cinq ans, pour le cabinet des États-Unis, un moyen calculé de popularité et un instrument dont il a su jouer avec autant de hardiesse que d'habileté, pour imposer silence aux cris des mécontents ou des ennemis du successeur de Lincoln.

En effet, la mission des plénipotentiaires américains avait complètement échoué. Le consul des États-Unis à la Vera-Cruz avait fait demander le 25 novembre à Mexico, par voie télégraphique, si la frégate la *Susquehanah*, encore à l'ancre devant Tampico, pouvait venir à la Vera-Cruz, et si elle y serait bien reçue, le ministre Campbell et le général Sherman désirant s'aboucher avec les autorités françaises. Le quartier général répondit : « que la frégate américaine serait

reçue comme tout autre bâtiment de guerre d'une nation amie, et que les personnages en question seraient bien accueillis à Mexico, s'ils désiraient y venir. » Le consul s'empressa d'expédier cette réponse à Tampico par le *packett* anglais qui était de passage. Le 29 novembre, par gros temps, la *Susquehanah*, arborant fièrement le pavillon étoilé, contournait les grandes dunes derrière lesquelles se détache tristement la ville de Vera-Cruz. A peine en vue de la rade, elle aperçut un canot qui s'éloignait du port à force de rames et qui se dirigeait dans ses eaux; elle stoppa bientôt au large du fort Saint-Jean-d'Ulloa, pour recevoir à son bord le personnage qui montait l'embarcation signalée : c'était le consul américain de Vera-Cruz. Il était porteur de graves nouvelles qui frappèrent de surprise MM. Campbell et Sherman. La ville était en fête; on apercevait déjà les guirlandes de feux dont s'illuminaient ses principaux édifices, et le vent apportait en rade le bruit des détonations des pétards. Tout ce mouvement avait pour cause la résolution de Maximilien, qui allait apprendre au Mexique que le souverain renonçait à son départ pour l'Europe, et que, cédant aux instances des grands corps de l'État, il remontait à Mexico retremper sa souveraineté dans le suffrage populaire. Le ministre et le général américain, qui s'étaient flattés de voir à leur arrivée la bannière républicaine flotter sur les bâtiments de la douane du port, donnèrent l'ordre à la frégate de virer de bord, et s'en allèrent mouiller devant l'île Verte, à quelques milles de la Vera-Cruz, dans l'attente des événements. Le lendemain matin, un offficier de la marine française allait complimenter le commandant de la frégate américaine, selon le cérémonial ordinaire. Le lieutenant général Sher-

man, avisé de Mexico par M. Otterbourg, que le *maréchal le recevrait avec toute la distinction due à son grade et avec la plus franche cordialité*; *qu'il serait même heureux de le faire assister à une revue des troupes françaises*, répondit qu'il n'irait à Mexico que sur une invitation pressante du quartier général. Il est certain que le spectacle d'un défilé de nos troupes n'était pas le but de la mission américaine.

Cette invitation pressante ne fut pas envoyée à la *Susquehanah*, et la frégate reprit la mer, comme le faisait pressentir la dépêche du consul américain, à Vera-Cruz.

A M. Marius Otterbourg. Mexico.
(Confidentielle.)

Heureux d'apprendre que vous êtes arrivé, tout allant bien. J'ai passé la nuit à bord de la *Susquehanah*, attendant avec patience de vos nouvelles. Si ce n'est tout de suite, aller à Tampico, ne voulant pas aller à Mexico sans être invités. Mais vous savez tout ce qui concerne la chose, et écrivez promptement.

LANES.

XX

Que s'était-il donc passé dans les derniers temps à la Jalapilla? Le ministère et le conseil d'État, descendus de Mexico à Orizaba sous escorte française et sous la conduite de Miramon, étaient entrés en conférence et s'étaient constitués en permanence du samedi au lundi, pendant trois jours, à la résidence impériale. M. Larès, chargé de porter la parole par tous les membres de la commission, avait supplié l'empereur de ne pas s'éloigner du territoire, affirmant, au nom du clergé dont l'abbé Fischer se portait garant, que Sa Majesté pouvait compter sans délai sur quatre millions de piastres et sur une armée prête à commencer les opérations. Marquez et Miramon acceptaient des commandements. Pendant que le premier de ces généraux occuperait la capitale et protégerait la vallée de Mexico, ainsi que les plateaux de l'Anahuac contre les tentatives de Porfirio Diaz, le second devait courir au nord livrer bataille aux troupes d'Escobedo. La victoire ne pouvait être douteuse, surtout avec le concours dans l'intérieur du brave Mejia, dont le

crédit militaire était encore tout puissant dans la Sierra comme dans l'État de Queretaro, témoin jadis de ses triomphes. Au besoin, aussitôt après la déroute des bandes du nord, les forces victorieuses de la monarchie se retourneraient contre les rebelles d'Oajaca dont elles obtiendraient facilement raison. Quant aux millions nécessaires, le président du conseil s'était borné à déclarer qu'on les trouverait : *c'était le secret de son parti.*

Ce plan était bien séduisant sur le papier; Maximilien l'avait pleinement adopté. Pour mettre un terme à l'état d'incertitude dans lequel vivait le pays depuis un mois, l'empereur faisait volte-face complète et lançait une dépêche télégraphique qui contredisait tous les événements accomplis. Le passage à Orizaba du diplomate anglais, M. Scarlett, rentrant alors en Europe, n'avait pas peu contribué à brusquer la prise d'une mesure violente par le jeune empereur, qu'il avait fortement conseillé de ne pas abandonner le trône, dans le but de contrecarrer les vues de la politique française.

Le quartier général recevait immédiatement communication du cabinet impérial de la dépêche télégraphique partie d'Orizaba le 20 novembre 1866.

Cabinet impérial.

Aucun des pas que j'ai faits n'autorise personne à croire que j'ai l'intention d'abdiquer en faveur d'aucun parti. L'appel du conseil d'État et des ministres a été précisément pour qu'unis à eux, on dépose entre les mains de qui on doit le laisser le pouvoir intérimaire, quand arrivera l'heure d'abdiquer, et en attendant que le vote de la nation règle le reste. L'appel fait au maréchal Bazaine n'avait d'autre but que de régler ces points, d'accord avec le général en chef de l'armée.

La prétention de ce qu'un gouvernement provisoire sera reconnu par les États-Unis est plus que hasardée. Pourquoi? Qui garantit cette reconnaissance? Qui ira la solliciter? Je crois devoir remettre les pouvoirs que j'ai reçus à la même nation qui me les a donnés, et laisser les autres questions d'origine et d'élection du nouveau gouvernement au libre choix de la nation.

Mon unique devoir consiste à nommer une régence provisoire en attendant que la nation soit appelée, et de faire les démarches convenables pour la convoquer ; enfin, de chercher protection pour les impérialistes, mais sans me mêler en rien quant au reste.

MAXIMILIEN.

Telle était la réponse de l'empereur, s'appuyant désormais sur la note collective du 7 novembre, à la mission Campbell qu'il savait déjà mouillée devant Tampico. Elle s'adressait en même temps aux manœuvres du cabinet des Tuileries, qu'il savait engagées tant à Washington que dans le camp des libéraux. En présence de la manifestation de ce nouveau coup d'État, il n'y avait plus à espérer l'abdication du prince pour le moment. Cette dépêche fut bientôt suivie d'un document plus officiel et plus explicite. Le 1er décembre, paraissait le manifeste impérial d'Orizaba qui annonçait au pays la réunion du congrès national.

Manifeste de l'Empereur.

Mexicains,

Les circonstances si graves, qui touchent au bien-être de notre patrie et qui disparaissent devant nos malheurs domes-

tiques, ont provoqué dans notre esprit la conviction que nous devions vous rendre le pouvoir que vous nous aviez confié.

Nos conseils des ministres et de l'État convoqués par nous ont été d'avis que le bien du Mexique exigeait que nous restassions au pouvoir. Nous avons cru de notre devoir d'accéder à leurs instances, en vous annonçant tout à la fois notre intention de réunir un congrès national sur les bases les plus larges et les plus libérales, auquel participeront tous les partis. Ce congrès déterminera si l'empire doit continuer dans l'avenir, et, au cas affirmatif, concourra à la formation des lois vitales pour la consolidation des institutions publiques du pays. Dans ce but, nos conseils se préoccupent actuellement de nous proposer toutes les mesures opportunes, et, en même temps, font les démarches nécessaires pour que tous les partis se prêtent à un arrangement sur cette base.

En conséquence, Mexicains, en comptant sur vous tous sans exclusion d'aucune couleur politique, nous nous efforcerons de poursuivre avec courage et constance l'œuvre de régénération que vous avez confiée à votre compatriote.

MAXIMILIEN.

Deux jours après, le président du conseil, au nom de l'Empereur, signifiait aux autorités françaises la résolution prise par Maximilien de ne s'appuyer que sur ses propres forces. Toutefois il était établi que le corps expéditionnaire devrait continuer sa protection à la monarchie pendant son séjour au Mexique, limité au printemps 1867, et sur tous les points qu'il occuperait, sans pourtant entreprendre d'expéditions lointaines.

A. S. E. le ministre de France à Mexico, Alf. Dano, S. E. le maréchal Bazaine et M. le général Castelnau.

Orizaba, 3 décembre 1866.

Les soussignés désignés par l'empereur Maximilien dans le but de décider les mesures que rendait nécessaires la mission du général Castelnau, mission que celui-ci nous a déclaré remplir de concert avec LL. EE. MM. le ministre plénipotentiaire Dano et le maréchal Bazaine, avons l'honneur de porter à leur connaissance qu'ayant communiqué à S. M. l'Empereur la note du 7 du mois dernier, note signée par le maréchal Bazaine et le général Castelnau en réponse à celle que nous avons eu l'honneur de leur adresser le 4 du même mois, Sa Majesté, après un sérieux et long examen, de l'avis de ses ministres et de son conseil d'État, a décidé de prolonger, appuyé sur le pouvoir que lui a conféré la nation, et de maintenir son gouvernement avec les seules ressources du pays, l'empereur des Français déclarant qu'il ne lui est plus possible de soutenir l'empire ni par ses troupes, ni par son argent, et persévérant dans la décision qu'il a prise de retirer celles-ci dans les premiers mois de 1867.

S. M. l'empereur, poussant jusqu'au bout l'exécution de ses desseins, s'occupe des mesures nécessaires à la formation de l'armée mexicaine et à l'organisation des forces qui doivent soutenir l'empire. Il espère que M. le maréchal Bazaine voudra bien donner ses ordres, en ce qui le concerne, aux commandants supérieurs français, ainsi qu'il l'annonce dans la note citée plus haut, pour que les troupes mexicaines, les établissements, les magasins militaires restent dès maintenant à la disposition exclusive de Sa Majesté; comptant toujours que les troupes françaises, pendant leur séjour au Mexique, protégeront les autorités et les populations dans les zones qu'elles occupent sans entreprendre d'expéditions lointaines.

18

Ce concours, dont les termes sont spécifiés dans la note du 7 novembre déjà citée, est accepté avec reconnaissance par Sa Majesté.

S. M. l'Empereur nous ordonne, en outre, de déclarer que toute question relative aux matières qui font l'objet de cette note, ou motivées par la résolution qu'il a prise, pourra être traitée par le président du conseil d'État qui, en cette qualité, a signé le premier :

Le président du conseil des ministres,
TEODOSIO LARÈS.
Le ministre de la maison de l'Empereur,
LUIS DE ARROYO.

La rupture était consommée de fait avec le gouvernement français : à partir de ce jour, Maximilien ne communiqua plus directement avec le quartier général. Le président du conseil avait mandat pour traiter toutes les questions intérieures et étrangères, et s'adresser collectivement aux trois représentants de la France. Maximilien avait bien compris que la personne du général en chef s'était effacée avec son autorité, et que le trône mexicain devait compter désormais avec l'aide de camp de Napoléon III comme avec le souverain lui-même.

Le revirement soudain de l'empereur du Mexique provoqua un mécontentement profond à Mexico dans le camp français. Le plan des Tuileries était détruit de fond en comble. Pourtant les illusions avaient été bien fortes à Paris, à ne consulter que les dépêches de notre gouvernement datées du 31 octobre, qui arrivaient alors d'Europe. « Le ministère Larès, écrivait-on, n'a pas de chance de durée ; la mission du général Castelnau ne saurait être plus opportune,

et le désir de l'Empereur est de voir Maximilien quitter le Mexique. » Deux des représentants de la France pensèrent qu'une note énergique, ne déguisant pas la vérité sur l'impossibilité de l'entreprise qu'il tentait, ouvrirait peut-être les yeux à Maximilien et le ferait renoncer à son dessein.

Le maréchal persistait à croire, dans sa conscience de soldat, qu'avec le secours certain de la légion étrangère et des Autrichiens, appuyé d'autre part sur des places bien fortifiées, Maximilien conservait encore des éléments de durée qui permettraient de se retirer un jour plus honorablement et en toute sécurité. Toutefois il dut se ranger à l'avis du général Castelnau et de M. Dano.

Le général Castelnau avait déjà informé l'empereur Napoléon des irrésolutions de Maximilien, et le 7 décembre il lui fit part du nouveau coup d'État, où la monarchie, déployant le drapeau clérical, faisait évanouir tout espoir de solution amicale. Toutefois il fallait promptement arriver à mettre un terme à cette situation compromettante pour les intérêts français. Le même jour et le lendemain de la réception de la missive de M. Larès, une note rédigée en commun par les trois signataires fut adressée au président du conseil. C'était tenter un dernier effort contre le parti réactionnaire.

Mexico, le 8 décembre 1866.

A. S. E. M. Teodosio Larès, président du conseil des ministres, etc.

Les soussignés ont reçu la note que LL. EE. MM. Teodosio Larès et Luis de Arroyo leur ont fait l'honneur de leur adresser à la date du 3 courant.

M. le président du conseil étant chargé de traiter des affaires qui font l'objet de cette note, les soussignés ont à lui faire connaître quelle est leur opinion au sujet de la détermination prise par S. M. l'empereur Maximilien de conserver le pouvoir que la nation mexicaine lui a conféré, et de soutenir son gouvernement avec les seules ressources du pays.

Les sacrifices du gouvernement des soussignés et leurs efforts personnels pour établir la forme monarchique au Mexique, n'ont pas besoin d'être rappelés. Les agents de la France regrettent profondément une crise qu'ils eussent voulu rendre impossible. Toutefois, après avoir mûrement examiné la situation, ils sont arrivés à cette conviction, que le gouvernement impérial serait impuissant à se soutenir avec ses seules ressources.

Si pénible que cela soit, et sans prétendre influencer en rien la décision finale, ils considèrent comme un devoir de le déclarer, en ajoutant qu'en l'état actuel des choses, la résolution suprême et généreuse à laquelle l'empereur Maximilien paraissait vouloir s'arrêter, il y a un mois, eût seule permis de chercher une solution propre à sauvegarder tous les intérêts.

Pour ce qui a trait à la question militaire et tout ce qui s'y rapporte, il a déjà été répondu par les agents français compétents. De nouvelles explications seraient fournies par eux, si elles devenaient nécessaires.

Bazaine. — Alph. Dano. — Castelnau.

La réplique du ministère ne se fit pas attendre : le 10 décembre, il lançait une longue circulaire résumant les efforts de la monarchie dans le passé, ses espérances dans l'avenir, et révélant en même temps les défections du gouvernement français.

Circulaire. — (Extrait).

. . . .
. . . . . . Au milieu de cette lamentable crise, on exploitait l'attitude des États-Unis, toujours contraires à la forme monarchique et à une intervention européenne. On faisait savoir à Sa Majesté l'Empereur qu'entre le gouvernement français et celui des États-Unis, s'étaient nouées des négociations pour assurer une médiation franco-américaine, en vertu de laquelle on se promettait d'apporter un terme à la guerre civile qui désolait ce pays, et, pour arriver à ce but, on considérait comme indispensable que le gouvernement qui s'établirait sous cette médiation reprît la forme républicaine et s'inspirât des libéraux. Les espérances de notre gouvernement qui étaient basées en partie sur une loyale et ferme alliance avec la France pour la consolidation de l'ordre actuel, se voyaient ainsi trompées.

Cette circulaire restera en opposition formelle avec une assertion de M. Berthemy, notre ministre de France à Washington, qui, lors d'un entretien avec M. Seward, consigné dans la correspondance diplomatique, avait affirmé, que « l'empereur Maximilien était prêt à accepter toutes les combinaisons que le gouvernement français pourrait proposer d'accord avec les Etats-Unis. »

XXI

Le gouvernement français n'était poutant pas encore arrivé au terme de ses défections. La frégate américaine, après plusieurs jours de vaine attente dans le golfe, avait repris le large pour rallier les États-Unis, remportant à son bord les deux plénipotentiaires qui n'avaient même pas débarqué. Les nouvelles de Mexico et d'Orizaba étaient venues ruiner les espérances des Tuileries, qui cette fois ne craignirent pas de démasquer toute leur politique hostile à Maximilien, en violant encore la parole donnée et consignée dans les traités.

L'Empereur à Castelnau.

Compiègne, 13 décembre 1866.

Rapatriez la légion étrangère et tous les Français, soldats ou autres qui veulent revenir et les légions autrichienne et belge, si elles le désirent.

Les promesses solennelles du palais des Tuileries n'avaient donc plus aucune valeur pour la couronne du Mexique ; car, cette dépêche que rien ne devait faire prévoir, mais qui, nous sommes fondé à le supposer, était encore inspirée par la politique impérieuse du cabinet américain, venait enlever à Maximilien son dernier appui, au mépris de l'article 3 du

traité de Miramar, article formellement respecté par la convention du 30 juillet, et ainsi conçu, comme on se le rappelle :

« La légion étrangère au service de la France, composée de « huit mille hommes, demeurera encore six années au Mexi- « que, après que toutes les autres forces françaises auront « été rappelées, conformément à l'article 2. A dater de ce « moment, ladite légion devra passer au service et à la solde « du gouvernement mexicain. Ce dernier gouvernement se « réserve la faculté d'abréger la durée et l'emploi au Mexique « de ce corps étranger. »

Il n'était pas douteux que la dissolution de la légion devait entraîner la retraite de la légion austro-belge incapable de soutenir à elle seule la monarchie, même provisoirement. De plus, devait s'ensuivre la défection des volontaires français engagés dans les rangs de l'armée mexicaine; car ils comptaient avant tout sur le voisinage de cet élément presque français. Cet oubli de la foi jurée, de la part de notre gouvernement, a d'autant plus lieu de surprendre que, dans une conversation échangée avec M. Bigelow le 7 novembre 1866, ***l'empereur Napoléon avait déclaré à ce ministre américain que si Maximilien prétendait pouvoir se soutenir seul, la France ne retirerait pas ses troupes plus vite que ne l'avait stipulé M. Drouyn de Lhuys, si tel était le désir du jeune souverain.*** C'était dire clairement que le rapatriement du corps expéditionnaire n'aurait lieu qu'en trois échelons et que par conséquent la protection française serait acquise au Mexique, pendant une année encore. Le même jour où M. Bigelow recevait ces assurances à Saint-Cloud de la bouche impériale, le général Castelnau faisait exactement le contraire à Mexico. Car on a vu que la note collective des

trois signataires français annonçait à Maximilien, que l'empereur Napoléon s'était résolu à retirer ses troupes en bloc, dès les premiers mois de 1867. Qu'y avait-il donc de changé dans la situation admise par notre gouvernement? Rien absolument. Mais tandis que Maximilien déclarait pouvoir se soutenir avec ses seules ressources, on essayait près de lui un dernier moyen d'intimidation, qui, par son refus définitif d'abandonner le trône, se changeait forcément en réalité : car le général Castelnau ne pouvait plus se rétracter. L'empereur Napoléon qui avait cru à l'infaillibilité de ce stratagème, et qui était convaincu que l'abdication de Maximilien dénouerait tout à sa satisfaction, avait sans doute trouvé préférable de taire une dernière mesure comminatoire sur laquelle il espérait bientôt voir tomber le voile de l'oubli. Nous saurons tout à l'heure quel langage menaçant ce silence provoqua de la part de Seward. Toujours est-il que le général Castelnau retirait à Maximilien les troupes que l'empereur des Français déclarait lui laisser, si on s'en réfère aux termes de l'entrevue de Saint-Cloud, rapportée par le ministre américain lui-même et dont il convient de citer les principaux passages.

Dépêche de M. Bigelow à M. Seward, au sujet du rapatriement en bloc des troupes expéditionnaires du Mexique au printemps, en date de Paris, le 8 novembre.

Monsieur,

Le ministre des affaires étrangères m'a informé jeudi dernier, en réponse à une question que certaines rumeurs de journaux m'ont engagé à lui adresser, que l'Empereur avait le dessein de

retirer ses troupes du Mexique au printemps, mais qu'il ne rappellerait aucun corps avant cette époque.

J'exprimais ma surprise et mon regret de cette détermination, si clairement contraire aux assurances données par le prédécesseur de Son Excellence, soit à vous, par l'intermédiaire du marquis de Montholon, soit à moi personnellement.

Le ministre s'est rejeté sur les considérations d'un caractère purement militaire, *ne voulant pas voir ou n'appréciant pas à sa valeur*, à ce qu'il m'a semblé, l'importance que ce changement pourrait peut-être avoir sur les relations de la France avec les États-Unis.

Mon premier mouvement a été de lui envoyer une note le jour suivant, en demandant une constatation formelle des motifs de l'Empereur pour n'avoir aucun égard aux stipulations de son ministre des affaires étrangères, relativement au rappel d'un détachement de son armée du Mexique dans le courant du mois de novembre.

J'arrivais cependant à conclure qu'il serait plus satisfaisant pour le Président, que je visse l'Empereur lui-même à ce sujet.

Je me suis donc rendu hier chez Sa Majesté à Saint-Cloud; je lui répétai ce que le marquis de Moustier m'avait dit et lui exprimai le désir de savoir si je pourrais faire quelque chose pour prévenir et empêcher le mécontentement que ressentirait le peuple de mon pays, j'en étais persuadé, s'il recevait cette nouvelle sans aucune explication.

Je fis allusion à la prochaine réunion du congrès, moment où tout changement dans nos relations, soit avec la France, soit avec le Mexique, serait probablement l'objet de discussions; j'exprimais aussi la crainte que les raisons de Sa Majesté, pour ajourner le rapatriement du premier détachement de ses troupes, ne fussent attribuées à des motifs que notre peuple serait disposé à ressentir.

L'Empereur me dit qu'il était vrai qu'il avait résolu d'ajourner tout rappel de troupes jusqu'au printemps, mais, qu'en agissant ainsi, il avait été exclusivement influencé par des considérations militaires. . . . .

. . . .

Cette dépêche, a ajouté Sa Majesté, n'a pas été envoyée en chiffres, afin qu'aucun secret ne fût fait de sa teneur pour les États-Unis. . . . .

. . . .

Sa Majesté continua en disant qu'elle avait envoyé à peu près en même temps au Mexique le général Castelnau, chargé d'informer Maximilien que la France ne pourrait lui donner ni un sou ni un homme de plus. *S'il pensait qu'il pouvait se soutenir seul, la France ne retirerait pas ses troupes plus vite que ne l'avait stipulé M. Drouyn de Lhuys, si tel était son désir;* mais si, d'autre part, il était disposé à abdiquer, ce qui était la conduite que Sa Majesté lui conseillait de tenir, le général Castelnau était chargé de trouver un gouvernement avec qui traiter pour la protection des intérêts français et pour rapatrier toute l'armée au printemps.

Je demandai à l'Empereur si le président des États-Unis avait été avisé de tout cela et si on avait fait quelque chose pour préparer son esprit à ce changement de politique de Sa Majesté.

Il répondit qu'il n'en savait rien; que M. de Moustier devait l'avoir fait. . . . .

. . . .

Il n'y a qu'un sentiment ici sur la détermination de la France, de se laver les mains du Mexique aussitôt que possible. Je ne doute pas non plus que l'Empereur n'agisse de bonne foi envers nous; mais je n'ai pas été sûr que le changement dans ses plans, que j'ai commenté, reçût une interprétation aussi favorable aux aux États-Unis.

En raison des derniers succès des impérialistes au Mexique et de la situation quelque peu troublée de nos affaires politiques à l'intérieur, j'ai craint que la conduite de l'Empereur n'éveillât peut-être aux États-Unis des soupçons qui pourraient être sérieusement préjudiciables aux rapports des deux pays.

Pour prévenir une pareille calamité, s'il était possible, j'ai cru de mon devoir de prendre les précautions dont je viens de vous rendre compte. Le fait que l'Empereur a admis dans cette conversation, qu'il avait conseillé à Maximilien d'abdiquer, m'a préparé à attendre chaque jour la nouvelle de cette abdication; car un pareil conseil, dans la position dépendante de Maximilien, équivaut presque à un ordre.

L'Empereur a dit qu'il espérait connaître le résultat final de la mission de Castelnau vers la fin de ce mois.

Il a paru dans le *Star* et dans le *Post* de Londres un télégramme reproduisant le bruit en circulation à New-York le 6 courant, que Maximilien avait abdiqué. Comme nous avons reçu des dépêches du 7, qui ne font aucune allusion à cette nouvelle, je présume qu'elle était au moins prématurée.

JOHN BIGELOW.

En résumé pourtant, le général Castelnau avait été moins dur pour Maximilien que la cour des Tuileries elle-même, puisque tandis qu'il se bornait à signifier le rappel des troupes à court délai, Napoléon III redoublant de rigueur donnait l'ordre de rapatrier la légion étrangère. Une pareille attitude de la part des Tuileries ne peut s'expliquer que par la profonde irritation qu'avaient causée : d'abord, la non-abdication de Maximilien qui retenait notre politique, notre drapeau et surtout notre responsabilité à son égard, encore engagés au Mexique; en second lieu, l'échec de la mission.

Sherman dont le succès eût dû étouffer, par la restauration de la république mexicaine, tous les germes de mésintelligence avec les États-Unis ; et enfin, la communication récente faite à l'empereur Napoléon d'une dépêche de M. Seward, démentie par notre gouvernement, qui faisait dire au *Moniteur* dans son bulletin du 24 décembre 1865 : « La presse américaine nous apporte des extraits fort incom-« plets de la correspondance diplomatique, qui vient d'être « soumise au congrès. On y voit figurer une dépêche en date « du 23 novembre adressée par M. Seward à M. Bigelow. « *Le gouvernement français n'a jamais eu connaissance de « ce document*. Les journaux des États-Unis confirment du « reste le bon accord qui existe entre le gouvernement fé-« déral et celui de l'empereur. »

Notre patriotisme a pourtant peine à comprendre ce bon accord, dont la constatation révélait vraiment trop de complaisance de la part du journal officiel, en présence de ce nouveau document comminatoire *.

Dépêche de M. Seward à M. Bigelow,
sur le retour des troupes françaises du Mexique, en date du 23 novembre 1866.

Monsieur,

Votre dépêche du 8 novembre (nº 384), relative au Mexique, a été reçue. Votre conduite dans votre entrevue avec M. de Moustier et votre conduite aussi dans votre entrevue avec l'Empereur sont complètement approuvées.

* On voit, par ce démenti infligé au sujet d'une pièce officielle, quel fonds les esprits non prévenus peuvent faire sur les démentis du *Moniteur*.

Dites à M. de Moustier que notre gouvernement est étonné et affligé d'apprendre par l'annonce faite, pour la première fois maintenant, que le rapatriement promis d'un détachement des troupes françaises qui devait s'effectuer du Mexique en ce mois de novembre, a été différé par l'Empereur. L'embarras qui en résulte est accru considérablement par la circonstance que cette résolution de l'Empereur a été prise, sans en avoir conféré avec les États-Unis, et même sans leur avoir donné avis. Notre gouvernement n'a en aucune façon fourni des renforts aux Mexicains, ainsi que l'Empereur semble le présumer, et il n'a rien su du tout de son contre-ordre au maréchal Bazaine, dont parle l'Empereur.

Nous consultons seulement les communications officielles, quand il s'agit de connaître le but et les résolutions de la France, attendu que nous faisons connaître par cette même voie nos intentions et résolutions, alors qu'il s'agit de la France. Je ne suis pas en mesure de dire, et il serait superflu, quant à présent, d'entamer la question à cet égard, si le Président aurait pu, ou non, acquiescer au retard projeté par l'Empereur dans le cas où il aurait été opportunément consulté, si cette proposition avait été appuyée, comme on l'appuie maintenant, sur des considérations purement militaires, et si elle avait été caractérisée par les manifestations ordinaires de déférence pour les intérêts et les sentiments des États-Unis.

Mais la décision prise par l'Empereur de modifier l'arrangement actuel sans entente préalable avec les États-Unis, de laisser, quant à présent, l'armée française tout entière au Mexique, au lieu de retirer un détachement en novembre, ainsi qu'il avait été promis, paraît aujourd'hui, sous tous les rapports, regrettable.

Nous ne pouvons y adhérer : premièrement, parce que le terme « au printemps prochain » tel qu'il a été fixé pour la complète évacuation, est indéfini et vague ; secondement, parce que

rien ne nous autorise à déclarer au congrès et au peuple américain que nous avons maintenant une garantie meilleure pour le rappel de l'armée expéditionnaire tout entière au printemps, que nous n'en avons eu jusqu'ici pour le rappel d'une portion en novembre; troisièmement, comptant parfaitement sur l'exécution au moins littérale de l'accord fait alors par l'Empereur, nous avons pris des mesures en prévision de l'évacuation des troupes françaises, pour concourir avec le gouvernement républicain du Mexique à la pacification de ce pays, ainsi qu'au prompt et complet rétablissement de la véritable autorité constitutionnelle de ce gouvernement.

Comme faisant partie de ces mesures, M. Campbell, notre ministre nouvellement nommé, accompagné du lieutenant général Sherman, a été envoyé au Mexique, afin de conférer avec le président Juarez sur les questions qui intéressent au plus haut point les États-Unis, et sont d'une vitale importance pour le Mexique. Notre politique et les mesures ainsi adoptées dans la ferme conviction que l'évacuation du Mexique allait commencer, ont été portées ici à la connaissance de la légation française, et vous avez déjà sans nul doute exécuté vos instructions en les faisant connaître au gouvernement de l'Empereur à Paris.

L'Empereur verra que nous ne pouvons maintenant rappeler M. Campbell, ni modifier les instructions conformément auxquelles on s'attend qu'il traitera, et d'après lesquelles il peut même traiter avec le gouvernement républicain du Mexique : ce gouvernement désire certes bien vivement, et il espère avec confiance voir discontinuer au plus tôt et définitivement une occupation étrangère.

Vous direz donc au gouvernement de l'Empereur que le président désire et qu'il espère sincèrement que l'évacuation du Mexique s'accomplira en conformité de l'arrangement actuel,

autant que le permettra la complication inopportune qui nécessite cette dépêche. Sur ce point, M. Campbell recevra des instructions. Des instructions seront aussi envoyées aux forces militaires des États-Unis, placées en observation, et qui attendent du président des ordres spéciaux. C'est ce qui sera fait avec la confiance que le télégraphe ou le courrier nous apporteront une satisfaisante résolution de l'Empereur, en réponse à cette note. Vous assurerez au gouvernement français, qu'en voulant affranchir le Mexique, les États-Unis n'ont rien tant à cœur que de conserver paix et amitié avec la France.

Le Président n'a pas le plus léger doute que ce qui a été résolu en France a été décidé sans qu'on ait pleinement réfléchi à l'embarras que cela doit produire ici, et sans aucune arrière-pensée de laisser les troupes de l'expédition française au Mexique au delà de la période intégrale de dix-huit mois, primitivement stipulée pour l'évacuation complète.

W. H. Seward.

Ce document prouve que M. Bigelow avait mission d'exprimer au gouvernement de l'empereur des Français les désirs du président Johnson. Les diplomates américains n'ont pas l'habitude, que nous sachions, d'altérer par simple courtoisie la portée de leurs instructions : il est donc hors de doute que la communication de ce document a eu lieu effectivement. La dépêche télégraphique émanée le 13 décembre de Compiègne, après que les Tuileries eurent été informées du contenu de la dépêche américaine, indique qu'on brisait désormais toutes les relations avec le Mexique sans ménagement aucun.

D'autre part, on comprend à merveille qu'en présence du redoublement des rigueurs françaises, le gouvernement mexi-

cain prît une attitude des plus hostiles. Après avoir quitté la Jalapilla, le jeune empereur était remonté à petites journées vers Puebla : il voyageait lentement, car, sous l'action du mauvais régime qu'il suivait, sa santé s'était encore davantage altérée. Les tristes nouvelles de France et de Miramar n'apportaient aucun soulagement à sa douleur. D'un autre côté, il se souciait peu, jusqu'à ce que l'évacuation se fût bien prononcée, de se rencontrer à Mexico avec les autorités françaises. Il vint s'arrêter dans la maison de campagne de l'archevêque de Puebla, située au bord de la vallée qui descend d'Amozoc. Le général Castelnau et le ministre de France, sans prévenir le maréchal, descendirent de Mexico et obtinrent une entrevue du souverain. Cet entretien, qui fut assez curieux pour que l'empereur du Mexique ait écrit qu'il se proposait d'en publier le récit en Europe, ne fit qu'accentuer davantage les résolutions de la couronne. Maximilien rentra à Mexico, et renonçant au palais de Chapultepec, il vint prendre ses quartiers dans une modeste *hacienda* voisine de la capitale, nommée la *Teja*, où nos escadrons de chasseurs d'Afrique avaient campé, le jour de l'entrée des Français à Mexico.

XXII

Comme on peut le penser, le gouvernement mexicain se sentait peu disposé à épuiser son trésor, pauvre d'ailleurs, pour satisfaire aux exigences de la convention du 30 juillet. Le rappel de la légion avait définitivement déchiré toutes les conventions qui liaient les deux partis ; et, à notre avis, Maximilien avait raison de chercher à s'affranchir des réclamations françaises. Le soir même où Maximilien était arrivé à Orizaba, le quartier général l'avait prié de donner des ordres à la direction des douanes de la Vera-Cruz, la cour de Mexico ayant laissé sans réponse, avant son départ de la capitale, une notification faite à ce sujet par M. Dano. L'empereur avait répondu par le télégraphe qu'il s'occuperait de cette question sans retard. Le 1er novembre, jour où la convention devenait exécutoire, aucune mesure n'avait été encore prise : le ministère cherchait à gagner du temps ; il exigea que la convention déjà approuvée fût ratifiée. M. Dano prescrivit aux agents financiers d'entrer en fonctions à la Vera-Cruz et d'établir le procès-verbal d'arrêté des

comptes de douanes. Le 20 novembre, la situation s'empira par suite du refus des fonctionnaires mexicains de laisser opérer les prélèvements stipulés. L'agent français, en vertu des ordres venus de Paris, menaça d'employer la force pour obtenir satisfaction. L'empereur, prévenu à la Jalapilla, avait envoyé au maréchal Bazaine une dépêche pour l'engager à faire suspendre de pareilles mesures.

Orizaba, 21 novembre 1866.

L'Empereur au maréchal Bazaine.

D'aucune manière, je ne puis consentir au procédé de M. X... envers l'administration de la douane de *Vera-Cruz*, pour lequel il s'est servi de votre nom, et moins encore quand il s'agit des fonds dont a disposé le ministre de *l'Hacienda*, avec mon autorisation, depuis le mois de septembre et d'octobre. Je vous informe que M. X... menace d'empêcher, par la force, le fonctionnement de la douane. J'espère que vous empêcherez cette illégalité.

MAXIMILIEN.

N'était-il pas vraiment triste d'assister au spectacle d'un souverain se plaignant de voir protester sa propre parole? Aux termes de la convention, nous étions rigoureusement dans notre droit, d'après l'enquête qui fut faite sans retard par un inspecteur des finances. Mais, sans tenir compte de la mauvaise volonté évidente du ministère, était-il généreux d'enlever ainsi au monarque ses dernières ressources, quand notre gouvernement avait oublié lui-même ses engagements formels? Après l'enquête achevée, le maréchal adressa à Maximilien la réponse de M. Maintenant qui s'appuyait textuellement sur les dispositions de la convention du 30 juillet.

Mexico, 29 novembre 1866.

Sire,

J'ai l'honneur de transmettre à Votre Majesté une copie de la réponse que m'a faite M. l'inspecteur général des finances en mission, aux explications que je m'étais empressé de lui demander. Il ne m'appartient pas de discuter les arguments que fait valoir M. de Maintenant. Votre Majesté ne saurait ignorer que mon action dans les questions qui concernent spécialement la mission financière est très bornée. Les instructions qui la dirigent émanent directement du ministre des finances de France.

C'est avec le plus profond respect, sire, etc.

BAZAINE.

Le même scandale qui s'était produit au port de Véra-Cruz déterminait aussi à Mexico des mesures de violence. Le gouvernement mexicain refusait de délivrer aux négociants de la capitale les marchandises qui arrivaient à la douane de Mexico, quoique ces objets d'importation eussent acquitté les droits au port de débarquement. Cet état de choses causait le plus grand dommage au commerce, surtout à la veille du 1er janvier 1867. A l'issue d'une conférence dont faisaient partie le maréchal, le ministre de France, le général Castelnau, et l'inspecteur général de Maintenant, il fut décidé que, de gré ou de force, les marchandises retenues seraient délivrées aux intéressés. Malgré les résistances de M. de Péreda, sous-secrétaire des affaires étrangères, on passa outre, et un avis officiel fut inséré dans l'*Ère nouvelle* pour prévenir les négociants des dispositions prises. Ces actes inspirèrent à M. de Péreda une protestation solennelle. *

* Puisque notre gouvernement se montrait si rigoureux dans ces derniers temps, où l'arrêt de sommes minimes améliorait peu le sort

Mexico, 6 janvier 1867.

Monsieur le ministre,

J'ai eu l'honneur de recevoir la note de V. Exc. datée d'hier, en réponse à la mienne du 2 courant, relative à la publication d'un avis de M. de Maintenant, inséré dans l'*Ère nouvelle*, et avec elle la copie d'un nouveau communiqué convenu entre V. Exc. et M. le maréchal Bazaine, le général Castelnau et l'inspecteur général des finances, insistant sur la remise des marchandises retenues à la douane de cette capitale, malgré les ordres contraires du gouvernement, jusqu'au point d'annoncer qu'il sera placé un agent à la dite douane pour assurer l'exécution de ce qui a été convenu.

J'ai rendu compte de tout à l'Empereur, et Sa Majesté m'ordonne de dire à V. Exc., comme réponse, qu'elle voit avec un profond mécontentement et avec affliction la conduite observée, dans cette affaire, par les autorités françaises à Mexico; quand bien même la convention du 30 juillet serait légalement en vigueur, prise à la lettre ou dans l'esprit, elle n'autorise pas d'exercer des actes de juridiction dans l'empire ni d'attaquer la souveraineté de son gouvernement.

En conséquence, Sa Majesté a disposé que je proteste une fois de plus, comme je proteste solennellement et formellement en son nom, contre les procédés aussi irréguliers qu'attentatoires aux droits de la nation et à la majorité du souverain, rendant responsables dès à présent les représentants de la France à Mexico, devant la France même, devant son propre gouvernement et devant toutes les nations civilisées, du conflit produit par de tels procédés et de toutes les conséquences.

de nos nationaux et de notre trésor, pourquoi avait-on permis de compter douze millions au seul suisse Jecker, naturalisé Français d'hier? Pourquoi laissait-on primer les intérêts de nos vrais compatriotes par cette créance d'origine si douteuse?

La nouvelle disposition des représentants de la France a mis le gouvernement impérial dans la nécessité de produire une autre publication pour la juste défense des droits de l'empire, dans les termes que verra V. Exc. dans la copie ci-jointe.

Le sous-secrétaire d'État,
DE PÉREDA.

L'avis au commerce publié officiellement est ainsi conçu :

Avis au commerce.

Nous sommes autorisés à faire savoir aux commerçants qui ont des marchandises à la douane de cette capitale, provenant de la Vera-Cruz et expédiées avec des documents qui ne sont pas conformes aux lois de l'empire, que les représentants de la France manquent d'autorité pour placer des agents à cette douane pour favoriser la sortie desdites marchandises; car, même en supposant dans toute la rigueur la convention du 30 juillet, l'action desdits représentants resterait limitée aux administrations du port, sans jamais s'étendre aux douanes intérieures; d'un autre côté, si lesdites marchandises étaient extraites sans un règlement préalable avec l'administration respective des rentes mexicaines, les propriétaires resteraient sujets à ce qu'il y aurait lieu de faire, conformément aux lois fiscales en vigueur.

On ne s'étonnera pas, si nous disons que l'harmonie ne régnait pas entière dans le camp des autorités françaises ; et si nous en croyons les indiscrétions calculées ou involontaires qui suivaient les conférences secrètes du quartier général du Buenavista, on ne peut douter du désaccord qui, sur certains points, éclatait entre nos représentants et dont l'écho retentissait jusqu'à Washington. Or, dans cette ville de l'Union toujours si bien renseignée par Roméro, le ministre de Juarez,

on savait très bien que le séjour prolongé de Maximilien irritait l'aide de camp impérial ainsi que M. Dano. On parlait même de mesures énergiques dictées par les circonstances. C'est alors que le maréchal éprouva combien difficile et pénible était la tâche qu'il avait consenti à mener à bonne fin. Il a dû plus d'une fois, nous le défions de nous démentir, regretter amèrement de ne pas avoir exigé son rappel du Mexique. De quel œil pouvait-il contempler la dislocation journalière d'une monarchie qu'il se rappelait avoir prise au berceau et que depuis trois ans il avait essayé de faire vivre?

Somme toute, on ne pouvait en vérité forcer Maximilien, *qui avait déclaré ne pas vouloir rentrer en Europe dans les fourgons de notre armée*, à prendre un parti que le cabinet français, dans une heure de franchise, avait été tenté lui-même de flétrir. « Il n'est pas aisé à Maximilien, écri-
« vait-il à la date du 31 décembre 1866, de faire une retraite
« qui ne soit pas une tache pour sa vie politique, et il serait
« à désirer pour tous qu'il en pût être autrement. Mais
« aura-t-il l'énergie nécessaire pour entamer la campagne? »
Maximilien avait, à ses risques, usé de son plein droit personnel, en se rejetant dans la mêlée. Mais il oubliait que son ambition était coupable, car il continuait la guerre civile. Quand il entra dans la carrière ouverte par Eloin, il avait dû entrevoir à l'horizon un champ de bataille où il pourrait trouver une mort méritée que garde le sort aux conquérants trahis par les armes.

Toujours est-il qu'il répugnait au maréchal de précipiter de ses mains la chute de Maximilien par des négociations avec les chefs libéraux, négociations inopportunes, puisque le corps expéditionnaire allait se retirer, laissant derrière lui

le souverain qui ne voulait pas abdiquer. Aussi, la conduite militaire et politique des représentants français devait paraître à bon droit suspecte, parce qu'elle s'inspirait des instructions des Tuileries toujours vagues, mal définies, ouvrant la porte à tous les compromis. En dehors du quartier général, les intrigues avec les dissidents continuaient. Quant au maréchal, fidèle à son rôle et à son mandat écrit, il faisait prévenir les chefs libéraux que, s'il lui était interdit par son gouvernement d'entreprendre de nouvelles expéditions, du moins il ordonnait de les canonner s'ils s'approchaient des places occupées par nos armes, à une distance moindre de deux journées de marche. Tel était le langage tenu à Porfirio Diaz, à Ruis, et à Riva Palacios.

Après mûr examen de toutes les pièces contradictoires, nous conservons la persuasion que le gouvernement français avait à tort espéré trouver dans le général en chef un instrument docile de sa politique, prompt à comprendre de simples désirs et à en assurer de lui-même le succès. C'est dans cette voie équivoque, autorisée par la diplomatie moderne, que l'honneur militaire courait risque de s'égarer. La situation était fausse à n'en pas douter : mais le maréchal a été préservé précisément par sa loyauté de soldat, se mettant toujours à couvert derrière des instructions écrites : et si nous voulons nous en convaincre davantage, il suffit d'interroger la dépêche de Napoléon III, arrivée par voie américaine à Mexico et adressée au général Castelnau. L'Empereur ne communiquait plus directement avec le maréchal depuis l'arrivée de son aide de camp au Mexique; et le général en chef, de son côté, interrompit momentanément l'envoi des rapports qu'il adressait directement à son souverain.

Paris, 10 janvier 1867.

L'Empereur au général Castelnau.

Reçu dépêche du 7 décembre. Ne forcez pas l'Empereur à abdiquer; mais ne retardez pas le départ des troupes. Rapatriez tous ceux qui ne veulent pas rester.

Quel événement avait pu provoquer cette dépêche explicite? à coup sûr le refus du général en chef de s'associer à des mesures violentes contre le souverain qu'il avait toujours mission officielle de défendre. Le général Castelnau était, il est vrai, armé de pleins pouvoirs : mais cette dépêche semble prouver qu'il ne devait pas être porteur d'instructions écrites, trop compromettantes pour la politique française. On avait dû compter sur la complaisance du maréchal à un moment donné. Mais, à l'heure où le refus d'abdication de Maximilien avait forcé le général Castelnau à prendre une attitude hostile prévue tacitement à Paris, il avait dû se heurter, ne pouvant se prévaloir que d'instructions verbales, contre la résistance du quartier général résolu à ne pas laisser dénaturer son véritable mandat sans ordres formels de son gouvernement. De ce conflit évidemment a dû sortir une demande d'ordres adressée au palais des Tuileries. De là, la dépêche impériale du 10 janvier : le gouvernement français avait reculé au dernier moment. Si le maréchal eût été assez homme de cour pour se faire tenir au courant, de Paris même, de la vraie politique dont s'inspirait depuis une année déjà le cabinet des Tuileries par rapport au Mexique dont on voulait se laver les mains à tout prix, il eût été éclairé d'avance sur la conduite que les événements allaient

lui imposer, et il se fût retiré à temps. A deux mille lieues de distance, il ne pouvait deviner le vent qui soufflait dans les hautes régions d'une cour aussi mobile que la cour de France; il y avait donc intérêt pour lui à toujours s'orienter, comme le pilote qui interroge l'horizon pour ne pas se laisser surprendre.

XXIII

Depuis son retour à Mexico, Maximilien commençait à s'apercevoir des difficultés inextricables dans lesquelles il s'était jeté à corps perdu, poussé par le père Fischer. L'espoir de les surmonter s'évanouissait de jour en jour. Le rappel inattendu de la légion étrangère avait désorganisé les contingents auxiliaires de l'armée mexicaine, dans les rangs de laquelle les volontaires français hésitaient à rester après le départ des Européens. L'Empereur du Mexique, à qui on ne peut reprocher un défaut de générosité, avait résolu définitivement de ne plus associer ses compatriotes aux chances de sa fortune, et les avait déliés de leurs engagements. Cet acte honore la mémoire du souverain. Le maréchal avait attendu ce mouvement spontané de la couronne pour lui demander sa décision relative à nos compatriotes. Maximilien répondit cette fois lui-même qu'il leur rendait aussi la liberté : ce fut sa dernière lettre au quartier-général français

Hacienda de la Teja, 7 janvier 1867.

Mon cher maréchal,

J'ai reçu la lettre par laquelle vous me demandez si je ne mets aucun obstacle à ce que les militaires d'origine française, qui servent actuellement dans notre armée, puissent retourner dans leur patrie (ceux du moins qui le désirent), selon les instructions que vous avez reçues de votre gouvernement. Je m'empresse de vous faire savoir que notre ministre de la guerre a reçu l'ordre d'accorder aux militaires de nationalité française, qui ont pris du service au Mexique, les mêmes avantages qu'aux Autrichiens et aux Belges.

Recevez les assurances de toute l'amitié de votre affectionné

Maximilien.

Maximilien, abusé sur l'opinion publique en France, et se reprenant sans cesse au souvenir des anciennes promesses reçues de Paris, avait longtemps conservé une secrète espérance que la cour des Tuileries se relâcherait de ses rigueurs. Une lettre particulière même de l'impératrice Eugénie, pour le caractère de laquelle il professait une sympathique admiration, n'avait pas peu contribué à entretenir ces illusions dans l'esprit du jeune empereur. Il se plaisait à dire que cette missive qui avait eu pour but de guérir la plaie ouverte par les mesures du gouvernement français, *l'avait bien réconforté*. Mais la dernière dépêche de Compiègne avait apporté une déception suprême. A toutes ces causes de découragement vint s'ajouter la question intérieure.

Le clergé tenait mal ses promesses de concours : Miramon se préparait bien à la campagne du nord ; mais les vides opérés par les défections dans les rangs de l'armée mexicaine

ne se comblaient pas plus que ceux du trésor. Le spectre de la banqueroute était toujours là menaçant. Chaque jour les rebelles gagnaient du terrain. Au fur et à mesure que les capitales d'État étaient évacuées par le corps expéditionnaire, la cession de chaque place s'accomplissait aussi régulièrement qu'en Europe par les soins de notre artillerie et du génie entre les mains des généraux impérialistes. La remise régulière des procès-verbaux, dûment signés, atteste que pas une ville mexicaine n'a été livrée par les Français aux dissidents, et que les troupes de Maximilien sont restées en possession de toutes les places fortes mises en excellent état de défense. Il est vrai que quelques jours après, souvent même le lendemain, les commissaires impériaux en ordonnaient l'abandon par écrit, sans même brûler une cartouche.

Le programme tracé par M. Eloin avait donc eu pour résultat immédiat de placer Maximilien dans une nouvelle impasse dont sa dignité lui rendait déjà l'issue plus difficile. Comment le souverain avait-il pu se flatter un seul instant de réunir un congrès ? L'insurrection, toujours grandissante, n'était-elle pas une barrière infranchissable pour les notables des provinces éloignées, qui auraient consenti à se risquer à travers les routes coupées par l'ennemi, dans le but de venir délibérer à Mexico? Cette immense levée de boucliers n'affirmait-elle pas que cet appel au peuple était condamné d'avance à la stérilité? Car les citoyens qui se levaient en masse sous le drapeau républicain, soit par conviction, soit par nécessité politique, exprimaient clairement leur vote. Le sort de la monarchie était décidé en dernier ressort. Mais alors les Mexicains prenaient-ils les armes pour élire président de la République un archiduc autrichien de préférenec

à un libéral, enfant de la nation ? Cette idée de congrès était une malheureuse utopie que Maximilien poursuivait opiniâtrement, circonvenu qu'il était par les passions de ses partisans. Cette chimère a conduit le prince à la chapelle ardente de Queretaro.

La réalité s'accusait trop évidente pour toujours échapper aux yeux de Maximilien. Sous l'influence de ses sombres pensées, il fit mander le maréchal à *l'hacienda de la Teja*. Cette entrevue intime piqua au plus haut point la curiosité de bien des personnages, et entre autres des gens de cour. On était jaloux de deviner le sens des propos échangés entre le souverain et le général en chef, qui depuis longtemps déjà n'avait pas revu Maximilien. Parmi les cavaliers qui circulaient sur la route autour de l'hacienda de la Teja, et qui, debout sur leurs étriers, cherchaient à plonger du regard dans le jardin impérial à travers les haies d'arbustes, on reconnaissait de grands personnages. Grand fut leur étonnement, mêlé d'inquiétude, d'apercevoir l'Empereur se promenant dans l'allée principale, appuyé familièrement sur le bras du maréchal. Cette attitude amicale n'avait rien de rassurant pour l'influence des conseillers de la couronne, dont tous les efforts tendaient à isoler le monarque, pour le mieux dominer. L'entretien fut long, comme l'atteste une lettre de Maximilien au digne général Mejia : on parla d'abord de la santé de l'impératrice Charlotte, puis de la campagne de Miramon, enfin de la visite sous Puebla de MM. Castelnau et Dano dont l'empereur avait conservé le souvenir. Le maréchal, interrogé sur la situation et l'avenir de la monarchie, répondit qu'après le rappel de la légion étrangère, qui enlevait toute chance de retraite en cas de revers, il n'y avait plus

vu le départ de nos soldats, que des périls sans gloire à courir. « Du jour où les Etats-Unis, ajouta-t-il, ont opposé hautement leur *veto* au système impérial, le trône n'était plus qu'éphémère, Votre Majesté eût-elle obtenu cent mille Français. En supposant même la neutralité américaine durant le séjour de l'intervention, la monarchie n'était plus viable. La combinaison fédérale eût été le seul système à tenter en face de l'Union, qui y eût sans doute accédé si le Sud eût été reconnu à temps par la France. Mon avis aujourd'hui est que Sa Majesté se retire spontanément. » Au moment de se séparer, Maximilien répondit au maréchal : J'ai la plus grande confiance en vous, vous êtes mon véritable ami, et je vous prie d'assister à une *junta* que je vais convoquer pour lundi 14 janvier, au palais de Mexico; j'y serai présent; là, vous répéterez ce que vous pensez. Si la majorité se range à votre avis, je partirai. S'ils veulent que je reste, tout sera dit; je resterai parce que je ne veux pas ressembler au soldat qui jette son fusil pour fuir plus vite du champ de bataille. »

Ce mâle langage était vraiment digne de la race de Hapsbourg ; mais il révélait plutôt le courage du soldat que le sens clairvoyant du politique. Le lendemain, le maréchal recevait une invitation que lui adressait le président du conseil des ministres.

Mexico, le 11 janvier 1857.

Maréchal,

S. M. l'Empereur, désirant entendre confidentiellement et amicalement l'opinion de Votre Excellence et celle d'autres personnes sur une affaire de grave importance, m'ordonne de

m'adresser à Votre Excellence comme j'en ai l'honneur, en la priant de vouloir bien assister à la réunion qui aura lieu au palais du Gouvernement lundi prochain, 14 du courant, à deux heures de l'après-midi.

Le président du conseil des ministres,
LARES.

Maximilien ne savait pas vouloir jusqu'au bout ce qu'il avait résolu. Quand le maréchal se rendit au palais de Mexico, à l'heure de la convocation, il fut reçu par une assemblée de quarante personnages. Mais on lui apprit que l'empereur avait renoncé à se rendre à la réunion. Sans nul doute, ses conseillers, effrayés de la décision que la déclaration publique du général en chef, déjà pressentie, pouvait entraîner de la part de la couronne, s'étaient opposés à la présence du souverain à la *junta*. Le maréchal, étonné, fut sur le point de se retirer à son tour; mais il réfléchit qu'il convenait mieux d'accuser hautement sa façon de juger la situation, au moment surtout où le pavillon français était sur le point d'abandonner Mexico.

Déclaration du maréchal Bazaine à la junte.

Mexico, 14 janvier 1867.

L'évacuation des garnisons impériales mexicaines, sans tirer un coup de fusil, des principales places fortes et suffisamment armées, par suite des démonstrations d'un ennemi plus faible que ces garnisons, avait laissé voir le peu de confiance qu'inspire la protection militaire que l'empire peut promettre aux populations. Ces dernières se sont prononcées à cette date. Chaque État a recouvré son rang dans la fédération. Les élections, faites

suivant les bases de la constitution de 1857, ont renforcé la majeure partie des autorités fédérales établies de fait depuis le départ des employés impériaux. Le système fédéral s'est aussi rétabli dans la plus grande partie du territoire.

Que gagnera-t-on à faire des efforts militaires et de grandes dépenses pour retourner conquérir le territoire perdu? Rien!

Avec l'expérience de ces deux dernières années, les populations ont peu de disposition en faveur du soutien de l'empire; et seul, pourrait-il se soutenir avec des colonnes dirigées vers l'intérieur, que celles-ci, recevant peu à peu cette influence, se prononceraient, et, d'autre part, se débiliteraient par les garnisons qu'on serait obligé de laisser dans de grands centres. L'ennemi, comme nous le voyons en ce moment, les harcèlerait, les tiendrait bloquées et leur couperait toutes relations avec le gouvernement central. Comme conséquence immédiate, le commerce complètement paralysé, ainsi que les travaux agricoles et industriels, produirait un mécontentement profond parmi les populations et un manque absolu de ressources pour contenir les troupes dans leur devoir.

L'organisation fédérale semble devoir placer le pays à l'abri de toute tentative d'hostilité de la part des États-Unis, et cette dernière considération paraît exercer une grande influence sur l'esprit des populations, qui, avec raison, craignent que quelqu'autre forme de gouvernement ne pousse les voisins du nord à se poser en conquérants.

1° Au point de vue militaire, je ne crois pas que les forces impériales puissent maintenir le pays dans un état de pacification tel que le gouvernement de l'empereur puisse s'exercer avec toute sa plénitude. Les opérations militaires seront des combats isolés, sans résultats définitifs, qui maintiendront la guerre civile par des mesures arbitraires, que ces opérations entraîneraient forcément avec elles; et, comme une conséquence infaillible, en sortiraient la démoralisation et la ruine du pays.

2° Au point de vue des finances, le pays ne pouvant s'administrer régulièrement, ne produira plus les moyens nécessaires au maintien du gouvernement unitaire impérial, et ses agents seront obligés d'imposer de forts impôts, en augmentant ainsi le mécontentement des populations.

3° Au point de vue politique, l'opinion de la majorité de la nation paraît dès aujourd'hui bien plus républicaine fédérale qu'impérialiste ; il est permis de douter qu'un appel à la nation soit favorable au système actuel, et peut-être même n'obéira-t-elle pas à la sommation qui lui sera adressée.

En résumé, il me paraît impossible que Sa Majesté puisse continuer de gouverner le pays dans des conditions normales et honorables pour sa souveraineté, sans descendre au rang d'un chef de partisans, et il est préférable pour sa gloire et sa sauvegarde que Sa Majesté fasse la remise du pouvoir à la nation.

Cette déclaration loyale devait parvenir aux marches du trône. Le maréchal en envoya immédiatement la copie à l'empereur.

Sire,

Par l'intermédiaire de M. le président du conseil des ministres, Votre Majesté m'a invité à lui exposer d'une façon franche et amicale mon opinion sur la situation.

J'ai l'honneur d'adresser à Votre Majesté l'exposé que j'ai lu à la réunion de ce jour, et qui est la sincère expression de ma manière de voir.

C'est avec le plus profond respect, Sire...

Bazaine.

Après avoir entendu le général en chef et plusieurs autres orateurs, la *junta* procéda au scrutin. L'archevêque de

Mexico déclara que son ministère ne lui permettait pas d'émettre un avis. Depuis trois ans pourtant, Mgr La Bastida avait donné au clergé le signal des violentes résolutions. A l'unanimité, moins cinq voix, il fut décidé que la monarchie devait lutter : le sort en était jeté. Ce vote, qui fermait la porte à toutes les combinaisons de restauration républicaine par les mains de la France, et qui enlevait sans retour la garantie des créances et des emprunts qu'on aurait pu stipuler avec un nouveau président de la République, rendait définitif l'échec de la mission Castelnau et des tentatives essayées par notre diplomatie auprès des chefs dissidents. La junta déclara d'ailleurs « que tout autre appel était inutile, malgré le désir formel de l'empereur d'en référer au congrès national. » Les ministres de la guerre et des finances assurèrent posséder, l'un 250,000 piastres en caisse, le second 11,000,000 de piastres, dont 8 (c'est-à-dire 40 millions) à sa disposition immédiate.

XXIV

L'occupation française touchait à son terme. Après la dernière dépêche de l'empereur Napoléon, qui prescrivait de laisser toute liberté d'action à Maximilien, il ne restait plus qu'une tâche au général en chef, le rapatriement des vingt-huit mille hommes du corps expéditionnaire. L'honneur français exigeait, en outre, que toutes les places que nous tenions encore fussent remises en bon état de défense à Maximilien, avec des approvisionnements suffisants pour les garnisons chargées de les occuper. Un juste sentiment de délicatesse commandait aussi à notre gouvernement de faire bénéficier son malheureux allié de toutes les ressources envoyées d'Europe pour le corps expéditionnaire et emmagasinées par notre intendance à Mexico et à Vera-Cruz.

Toutes ces questions avaient été prévues à Paris. Il faut reconnaître qu'elles n'avaient pas été résolues sous une inspiration généreuse à l'égard de Maximilien ; il est juste de dire qu'à cette époque, le cabinet des Tuileries ne prévoyait pas les résistances du jeune empereur : mais il eût pu, du

moins, modifier ses premiers ordres. Datés du 15 septembre 1866, ils enjoignaient au commandement « de ne ramener en France que les rares chevaux dont la valeur serait constatée supérieure au prix considérable du fret. Tous les autres animaux devaient être vendus *à n'importe quel prix*, soit au Mexique, soit à la Havane. Il était recommandé de faire transporter et vendre à nos colonies de la Martinique et de la Guadeloupe les meilleurs sujets. Vous ne devez pas, ajoutait-on dans la dépêche au quartier général, laisser au Mexique votre matériel d'artillerie. »

L'ordre concernant les bouches à feu était juste et nécessaire, car les canons marqués aux armes de la France sont de vrais drapeaux qu'elle ne laisse pas à l'étranger, sinon chèrement vendus. Quant aux animaux, qui comptaient dans leurs rangs, sans parler de vieux serviteurs de Crimée, d'Algérie ou d'Italie, fatigués par les campagnes ou épuisés par l'âge, d'excellents chevaux arabes ou indigènes, il eût convenu d'en faire don à l'empereur; car autrement, c'était s'exposer à les voir grossir les escadrons de la cavalerie libérale, à qui ils allaient donner tout de suite une supériorité réelle dont nous avions si bien profité nous-mêmes dans toutes les rencontres : souvent nous avions battu l'ennemi de vitesse. On n'ignorait pas à Paris que le trésor de la monarchie était pauvre, et l'offre qui lui fut faite de les lui vendre, argent comptant, ne pouvait être que repoussée comme illusoire.

Or, que devait-il arriver? Nos régiments, forcés de descendre avec leurs montures à la Vera-Cruz, et nos batteries traînées par leurs carrossiers et leurs mulets jusqu'au chemin de fer de la *Soledad*, allaient forcément jeter dans les

Terres-Chaudes une quantité considérable d'animaux qui ne pourraient être vendus qu'à vil prix. Le comité de remonte publia et fit imprimer des avis annonçant qu'au fur et à mesure que les diverses colonnes passeraient à Paso-del-Macho, tête de ligne de la voie ferrée et misérable bourgade qui se trouve entre la Soledad et le Chiquihuite, des ventes successives et publiques auraient lieu. Les préfets mexicains eux-mêmes reçurent du quartier général une circulaire qui appelait tous les habitants aux adjudications d'Orizaba, de Cordova, de Paso del Macho et de Vera-Cruz.

Monsieur le préfet,

J'ai l'honneur de vous prier de faire savoir aux propriétaires, ainsi qu'aux populations de votre département, par la voie de la publicité la plus étendue, que l'armée française, au moment de son départ, va vendre, à Orizaba, Cordova, etc., un nombre considérable de chevaux, mulets, harnachements.

MM. les sous-intendants militaires pourront, s'il en est besoin, donner sur les lieux mêmes les renseignements les plus complets sur la nature et la quantité des objets à vendre.

En vous priant de donner de la publicité à ces ventes, je ne veux point imposer aux municipalités des frais en dehors de leurs budgets. Je ferai faire le remboursement des dépenses qui sont utiles pour l'affichage ou le colportage des avis que vous jugerez nécessaire de publier.

Bazaine.

Mais les Mexicains, instruits d'avance que ces chevaux étaient condamnés à rester sur leur sol, se souciaient peu et avec raison d'acheter quatre ou cinq cents piastres, comme

cela s'était produit sur les hauts plateaux, des bêtes arabes qu'ils savaient pouvoir obtenir pour une once d'or.

Les embarquements étaient commencés. Tel de nos régiments pénétrait en Terre-Chaude le matin; le soir même il avait rallié le port. Cette délicate opération de mettre à bord un corps d'armée et un gros matériel dans la rade de Vera-Cruz, où il y a toujours à redouter à cette époque les coups de *norte* et les atteintes de *vomito*, exigeait impérieusement que la concentration des navires dans le port fût la plus brève possible. Les troupes ne firent que passer de Cordova à la mer. Les *hacendados*, comme les *guerillas* dont le costume ne trahit nullement le caractère (1) guettaient l'arrivée des détachements : les uns, pour remonter en sang arabe leurs *manadas*, poussèrent les enchères à une certaine somme dont la moyenne ne dépassa pas cent francs, les autres s'en allaient fièrement sur nos pauvres compagnons d'armes tout harnachés, achetés à bas prix, et aux derniers hennissements des pauvres bêtes, nos cavaliers attendris se sentirent parfois les paupières humides. Ils eussent éprouvé moins de regrets lors de cette séparation qui avait bien ses tristesses, s'ils avaient su que ces fidèles coursiers s'en retournaient mourir sous le drapeau de Maximilien, pour lequel ils avaient combattu pendant cinq années. La politique n'entrait pour rien dans ces adieux : la sympathie seule pour le prince abandonné parlait. Plutôt que d'assister à ce désolant spectacle qui ressemblait à une déroute, nos soldats eussent volontiers remboursé à notre trésor, au profit de Maximi-

(1) Aucun laisser-passer n'a été accordé aux libéraux, pour venir faire des achats d'animaux.

lien, les faibles sommes que cette lamentable opération, ordonnée par notre gouvernement, a pu lui rapporter.

L'inspiration avait été meilleure à Paris, quand on avait songé à nos pauvres colonies de la Martinique et de la Guadeloupe, si déshéritées aujourd'hui par la mère-patrie qu'elles s'étiolent, malgré le beau soleil des tropiques, et qu'elles demandent pour vivre à devenir russes ou anglaises. L'amiral La Roncière le Noury fit transporter dans nos possessions des Antilles quatre cents des meilleurs animaux du corps expéditionnaire. Ceux-là du moins trouveront leurs invalides sur le sol de la patrie.

Néanmoins, ces ventes publiques, faites au grand jour, profitèrent si peu aux dissidents, qu'elles provoquèrent immédiatement une proclamation de Porfirio Diaz, qui fut affichée dans tous les centres où l'armée française avait laissé derrière elle une partie de ce qui lui avait appartenu, et des visites domiciliaires firent rentrer dans les mains des juaristes tous les objets qu'avec raison, ils devaient considérer comme contrebandes de guerre, importées au profit d'un parti rebelle à l'autorité légale.

République mexicaine. Quartier général de la ligne d'Orient.

Le quartier général ayant eu connaissance qu'en se retirant, l'armée d'invasion a mis en vente une grande partie de son convoi qu'elle n'a pu embarquer, vous avertirez le public que tous les bagages, transports, matériels de guerre, animaux, etc., qui appartiennent ou ont appartenu à ladite armée, seront saisis par les autorités constitutionnelles, que l'on soit Mexicain ou étranger, parce que la nation ne reconnaît ni ne reconnaîtra l'achat, la vente et encore moins toute autre espèce de contrats sur

lesdits objets qui sont contrebandes de guerre, et appartiennent pour ce motif à la République.

INDÉPENDANCE ET RÉFORME. — Acatlan, 14 février.

PORFIRIO DIAZ.

Il faut reconnaître que, jusqu'à la dernière heure de l'occupation, on puisa dans le trésor mexicain, qui s'appauvrissait chaque jour : c'était marcher dans une voie qui était peu digne de la France, mais M. Dano se voyait forcé d'obéir aux instructions de notre ministre des affaires étrangères, comme il ressort des deux documents qu'on va lire.

Mexico, le 21 janvier 1867.

Monsieur le maréchal,

La résistance opposée par le gouvernement de l'empereur Maximilien à l'exécution de la convention du 30 juillet étant plus vive que jamais, et de nouvelles difficultés devant en être la conséquence, j'ai l'honneur de transmettre ci-inclus à Votre Excellence copie des dernières instructions qui m'ont été données au sujet de cette affaire par le ministre des affaires étrangères de l'Empereur.

Le ministre de l'Empereur, *

DANO.

Paris, 15 décembre 1866.

Monsieur,

Par votre lettre du 9 novembre, sous le n° 99, vous me faites savoir que, sans vous arrêter aux objections qu'a essayé d'introduire M. de Pereda, vous avez procédé à la mise à exécution de la convention relative aux délégations à partir du 1er novembre,

* On est étonné de voir M. Dano s'intituler ministre de l'Empereur, et non de la France, qu'il représentait, avant tout.

et vous m'envoyez en même temps le procès-verbal d'arrêté de comptes de la douane de la Vera-Cruz, qui a été dressé par nos agents à leur entrée en fonctions.

C'est avec raison que, vous fondant sur les stipulations précises de l'article 7, vous avez répondu à M. le sous-secrétaire des affaires étrangères mexicain que l'acte du 30 juillet n'avait besoin d'aucune formalité pour devenir exécutoire. Je ne puis que vous approuver pleinement et vous engager à vous maintenir dans les mêmes termes, si notre droit venait à être remis de nouveau en question.

MARQUIS DE MOUSTIER.

On avait manqué de prévoyance quand, sous prétexte de recouvrer quelques millions en faveur de nos nationaux, on avait enfoui plus de 600 millions dans le gouffre mexicain. A cette heure, on manquait de générosité en arrachant à Maximilien ses dernières ressources financières.

Au point de vue militaire, il restait encore une grosse question à résoudre. Notre armée ne pouvait se retirer laissant derrière elle des prisonniers français aux mains de l'ennemi. Le quartier général, par l'intermédiaire officiel de son cabinet militaire, avait dû entrer en pourparlers, sur plusieurs points du territoire, avec les chefs libéraux, pour obtenir et conclure les échanges de nos compatriotes contre des Mexicains dissidents. Le ministre de la guerre Murphy, au nom de Maximilien lui-même, avait prié le général en chef de traiter de la liberté des impérialistes tombés au pouvoir des juaristes. Le chargé d'affaires autrichien avait recours aussi à la sollicitude française pour la délivrance des soldats de la légion austro-belge, qui avaient capitulé aux combats de Miahuatlan, de la Carbonera et d'Oajaca. Dans

sa demande, le baron de Lago priait même le maréchal d'intervenir directement, ce qu'il n'a fait à aucune époque, dans les négociations avec les premiers lieutenants de Juarez.

Mexico, le 29 janvier 1867.

Monsieur le maréchal,

Les membres du corps des volontaires autrichiens ayant, par la dissolution de ce dernier, cessé d'être soldats mexicains, je prends la liberté de m'adresser à la bienveillante sollicitude de Votre Excellence, en la priant de vouloir bien employer toute son influence et tous ses efforts dans le but d'obtenir aussi promptement que possible la mise en liberté des anciens volontaires autrichiens qui se trouvent entre les mains des dissidents, notamment ceux d'Oajaca. *Je prierai en même temps Votre Excellence de ne pas se laisser arrêter un instant dans cette noble tâche par les remontrances et les observations qui pourraient être élevées contre son intervention directe dans l'affaire susmentionnée.*

Le chargé d'affaires d'Autriche,

BARON DE LAGO.

Cette dernière phrase surtout révèle le peu de crédit dont le chargé d'affaires d'Autriche jouissait à la cour de Mexico où M. Magnus, le ministre de Prusse, même jusqu'à la mort de Maximilien, exerça une véritable influence.

Du reste, les généraux de la république avaient bien compris, comme nous l'écrivions déjà en 1865, qu'il y aurait imprudence dans l'intérêt même de leur propre cause, à retarder l'évacuation des armes françaises par des démonstrations menaçantes ou par un seul coup de fusil. Dès l'abord,

ils s'étaient montrés tout disposés à la reddition des prisonniers, qu'ils avaient presque tous loyalement et humainement traités, en vertu de règlements émanés de Juarez, qui eussent fait honneur à une armée européenne.

A Pachuca, Joachim Martinez nous offrait d'entrer en relations à cet effet. Dans le nord, Escobedo nous rendait les Autrichiens capturés le long du Rio-Bravo; du côté d'Oajaca, le secrétaire particulier de Porfirio Diaz, du nom de Thiele, dès le mois de novembre 1866, s'était présenté à nos avant-postes de Tehuacan. Ce personnage, d'origine française, avait d'abord été rattaché à la brigade de sûreté envoyée de Paris par M. Hyrvoix, inspecteur général de police, pour la sécurité des souverains du Mexique; plus tard, après avoir quitté le service de l'empereur Maximilien, il s'était rendu comme agent de colonisation du côté d'Oajaca. De là, il avait passé à l'ennemi pour fuir les persécutions d'un haut fonctionnaire mexicain. Il avait offert ses services à Porfirio Diaz, dont il apportait en novembre une réponse à une note du général Aymard. Cette note française, qui ouvrait les négociations avec les libéraux, avait eu pour but de réclamer ceux de nos compatriotes surpris dans Oajaca après la mort du commandant Testard. Nous comptions soixante-dix prisonniers, dont dix-neuf officiers de *cazadores*, entre les mains de Porfirio, qui, le 22 janvier, nous les remettait sains et saufs dans l'hacienda de Buena-Vista. Quelque temps auparavant, le jeune Empereur, espérant bien à tort rallier à son trône le général Porfirio, ami dévoué et compatriote de Juarez, avait fait mander secrètement à Mexico le secrétaire Thiele, par l'intermédiaire du quartier général, et l'avait chargé auprès du chef ennemi d'une mission confi-

dentielle qui échoua. Il n'avait pas, du reste, été plus heureux près du général Ortega, avec qui, lui aussi, il avait noué des relations confidentielles; de telle sorte qu'Ortega se trouva un instant en butte aux propositions françaises et impérialistes. Un avis émané du cabinet militaire de Maximilien avait même été adressé aux autorités en dehors de l'influence française pour faire respecter les démarches du négociateur.

Palais de Mexico, le 20 mars 1866.

Général,

M. Miguel Ruelas, avocat, chargé de régler les affaires d'Ortega, fait des voyages entre Mexico et Zacatecas.

Le gouvernement de l'Empereur est prévenu de ces voyages et a des raisons pour les autoriser. Je vous prie de vouloir bien en faire part très confidentiellement au commandant supérieur de Zacatecas, afin que les allures de ce personnage, qui pourraient lui paraître suspectes, ne soient pas la cause de son arrestation. Pareille communication confidentielle est adressée directement au préfet politique de Zacatecas.

Toutes ces intrigues s'entrecroisant, laissent une impression fort affligeante. On comprend très bien que le malheureux prince cherchât à accroître le nombre de ses partisans, et surtout à recruter des généraux dans le camp ennemi; c'était de bonne guerre. Mais que de fausses démarches, également compromettantes, eussent pu prévenir une sincérité parfaite, un aveu légitime des fautes commises, la réparation du passé, par une retraite commune, enfin une franchise réciproque entre les deux cours de Paris et de Mexico. Ortega, aspirant au fauteuil présidentiel, encouragé par notre politique, qui oubliait bien vite, en haine de Juarez, que l'ancien

général en chef de Puebla avait forfait à sa parole en s'échappant de nos mains, et nous avait suscité, depuis son évasion, une guerre acharnée, pouvait-il se résigner au simple rôle d'officier général? Qu'en était-il résulté? un double affront. Ce compétiteur opposé à Juarez portait ombrage aux Américains. Les *Yankees* avaient arrêté tout simplement à Brazos Ortega, qui, à cette heure encore, attend les effets de la clémence du président de la république réélu, à cette heure, à une imposante majorité par son pays reconnaissant. Est-ce le signal de la résurrection du patriotisme mexicain?

XXV

La délicate opération des échanges avec le général Porfirio, qui avait duré plus de deux mois, se dénoua par la lettre adressée au chef du cabinet militaire du quartier général chargé de traiter toutes ces questions.

Oajaca, le 12 janvier 1867.

Colonel,

M. Thiele m'a remis la lettre que vous m'avez adressée. J'approuve la convention passée pour l'échange des prisonniers, et aujourd'hui même ils se mettent en marche pour la ville de Tehuacan.

Le colonel Milicua, chef de mon état-major, et mon secrétaire, M. Thiele, sont désignés pour régler et terminer officiellement l'échange. Ils ont pleins pouvoirs pour écarter tous les incidents qui peuvent s'élever jusqu'au terme des négociations.

Quant aux soldats français faits prisonniers à la Baranca Seca, ils seront mis à votre disposition. J'ignore où ils se trouvent, et je ne puis assurer qu'ils seront rendus à jour fixe; mais je puis vous affirmer que toutes les mesures sont prises pour arriver à un

résultat prochain. Les soldats mexicains, prisonniers entre vos mains, devront être remis, à Tlacotalpan, entre les mains du général Rafael Benavidez, commandant militaire de cette ligne.

Agréez, etc.

PORFIRIO DIAZ.

Dans le Michoacan, Vicente Riva Palacios poussait lui-même la loyauté jusqu'à faire respecter dans toute l'étendue de son commandement des petits détachements de blessés ou de convalescents français ralliant Mexico des rives du Pacifique, et veillait à ce qu'ils ne fussent pas inquiétés par les *guerillas* indisciplinées.

ARMÉE RÉPUBLICAINE DU CENTRE.

Au colonel chef de cabinet.

J'ai reçu votre lettre du 14 janvier, avec les plis de service, que j'ai fait passer de suite à destination des officiers français. Vous pouvez assurer, en mon nom, au maréchal, que ses compatriotes, qui doivent traverser les chemins de Morelia à Mexico, seront entièrement respectés dans leur personne et dans leurs intérêts sur toute la ligne de mon commandement, et je donne des ordres pour prévenir tout contre-temps.

Patrie. — Quartier général de Tenancingo,
le 19 janvier 1867.

VICENTE RIVA PALACIOS.

Du reste, l'attitude de ces chefs libéraux était un éclatant et dernier hommage rendu à l'humanité du commandement français, qui pendant cette atroce campagne avait toujours su distinguer les soldats des bandits. Malgré une guerre pour

laquelle ils nous savaient d'ailleurs peu de sympathie, ils avaient eu confiance dans le drapeau français, et ils n'avaient jamais craint de lui demander, les premiers, protection contre les excès de leurs propres compatriotes.

ARMÉE RÉPUBLICAINE DU CENTRE.

El Salitre, 30 décembre 1866.

Maréchal,

Au moment de marcher avec mes forces sur la ville de Toluca, avec la conviction que la place ne pourrait me résister, et désireux d'éviter à la ville les tristes conséquences d'un assaut, j'ai envoyé le colonel Jesus Lalanne en parlementaire pour ménager une entrevue avec les chefs mexicains de la place, en leur proposant des conditions honorables.

Mon envoyé a été fait prisonnier sur la route et emmené à Mexico. C'est une violation des usages de la guerre, qui, sans nul doute, n'a pour cause que le trop de zèle de ceux qui l'ont commise.

Comme j'ai toujours connu vos sentiments de galant homme, je compte sur eux pour faire réparer le mal.

VICENTE RIVA PALACIOS.

Cette missive prouve que les juaristes savaient d'avance pouvoir demander justice au commandement français contre les violations des lois de la guerre. Mais si notre quartier général se montrait toujours prêt à observer le droit des gens, il ne perdait pas non plus une occasion de faire respecter les droits de la couronne placée sous sa sauvegarde. Aux démonstrations juaristes, fidèle à sa ligne de conduite, il avait toujours opposé un langage dont l'énergie avait fait impression dans le camp républicain.

Mexico, 3 janvier 1866.

A M. le général Riva Palacios.

S. E. le maréchal, commandant en chef le corps expéditionnaire français au Mexique, me charge d'avoir l'honneur de répondre à votre lettre datée de Tenancingo, le 30 décembre dernier.

Les occupations de Son Excellence ne lui permettent pas de vous répondre personnellement. Vous verrez que M. le lieutenant-colonel Jésus Lalanne a été remis en liberté, sur les instances du maréchal, qui le renvoie auprès de vous.

Permettez-moi d'ajouter, monsieur le général, que dans les circonstances actuelles, les mouvements qui s'exécutent du côté de Toluca (à vingt lieues de la vallée de Mexico), ne sauraient rester indifférents au chef de l'armée française, vous le comprendrez sans peine.

Il ne m'appartient point de vous conseiller telle ou telle manière d'être; mais je tiens à ce qu'aucun malentendu ne puisse vous faire supposer que Son Excellence reste inactive, alors que vos troupes prennent l'offensive et s'approchent de nos lignes plus qu'il ne convient à l'armée française de le supporter.

Vous voudrez bien apprécier la situation sous son véritable jour, et vous comprendrez que vous restez responsable des mesures que croit devoir prendre le maréchal pour tenir, pendant tout son séjour à Mexico, les corps de l'armée républicaine à distance de la capitale et des points stratégiques qu'il croit devoir occuper.

Le colonel d'état-major.

D'un autre côté, le colonel Milicua, chef d'état-major du général Portirio Diaz, dénonçait lui-même la reprise des hostilités au commandant français, qui occupait la ville de Tehuacan.

ARMÉE RÉPUBLICAINE. — ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL.

Coxcatlan, 8 février 1867.

Au commandant des forces françaises à Tehuacan.

Les opérations relatives à l'échange des prisonniers étant terminées, je vais me retirer à Teotitlan : à partir du 12 février courant, en vertu des instructions du général Porfirio Diaz, les troupes libérales, qui, pour ne pas troubler les opérations de l'échange, avaient reçu l'ordre de ne pas dépasser certains points, reprendront leur complète liberté de manœuvres contre vos forces.

Le colonel chef d'état-major.
PEREZ MILICUA.

Les autorités impérialistes méconnaissaient sans cesse le droit des gens : c'était autoriser des représailles de la part des républicains, et il incombait à notre quartier général d'intervenir entre les deux partis.

Apam, le 27 janvier 1867.

Au quartier général français.

Le jeune Antonio Mendez a été arrêté dans la capitale d'une manière arbitraire. Il sert sous mes ordres. Son père étant mort, je lui ai permis de me quitter pour ses affaires. Il était donc séparé des forces républicaines, et son emprisonnement est aussi injuste qu'indigne.

Vous ne permettrez pas que, sous le nom français, on commette de pareils abus du droit. J'ai permis à Mendez de se rendre à Mexico, parce qu'il y allait à l'ombre du pavillon de la France.

Si j'avais su qu'il ne dût rencontrer que le parti clérical, je ne lui eusse pas permis de s'éloigner.

J'espère que vous voudrez bien faire mettre Mendez en liberté.

Agréez, etc.

FLORENTINO MERCADO.

Comme on le voit, les généraux républicains ne prononçaient pas le nom de Maximilien. Leurs récriminations ne s'adressaient qu'au parti clérical, l'auteur premier de l'invasion étrangère et de tous leurs maux. C'est qu'ils n'ignoraient pas que les sentiments de vengeance et de cruauté de certains impérialistes (Marquez en a donné de tristes preuves pendant le siége de Mexico) avaient secrètement encouragé chez Maximilien la conception du décret du 3 octobre, décret qu'ils prévoyaient devoir servir un jour leurs propres rancunes, accumulées depuis la guerre d'indépendance et surexcitées par la chute de Miramon, renversé en 1860 sous les coups des libéraux. Mais, nous ne craignons pas de le répéter, si ce décret est devenu plus tard une arme terrible entre les mains des impérialistes, c'est outrager la vérité que d'en rendre seul responsable le cœur d'un prince plein d'une clémence qui souvent lui a été funeste, et que le commandement français n'hésita pas à lui reprocher en certains cas.

Au moment où il a été lancé, ce décret n'atteignait et ne devait atteindre, dans la pensée du souverain, que ces faux généraux qui, à la tête de bandits, désolaient le pays sous la bannière républicaine comme sous le drapeau monarchique. En France, on s'est apitoyé sur le sort du fameux Romero, fusillé justement après la sentence d'une cour martiale. Voici ce que Juarez écrivait de San Luis à son général Porfirio Diaz, et cela à la date du 2 août 1863 :

Au général Porfirio Diaz.

Du côté d'Arroyozarco et de Tepeji, les guerilleros Fragoso, Romero, et un certain prêtre Dominguez, commettent des excès scandaleux et extorsionnent des villages. Ces malfaiteurs nous discréditent chaque jour, *et il faut les exterminer.* Donnez vos ordres en conséquence, car il ne convient pas que ces gens-là vous fassent perdre les sympathies des populations.

BENITO JUAREZ.

Le président républicain ne s'était donc pas montré moins rigoureux que l'Empereur Maximilien, lorsqu'il s'était agi de la conservation de l'ordre social. D'ailleurs, au mois de septembre 1865, qui précéda le décret du 3 octobre, le parti libéral était profondément abattu. On savait officiellement que Juarez avait effectivement franchi la frontière du Nord; on pouvait croire qu'il avait quitté le territoire mexicain sans esprit de retour, car on ignorait encore toute la tenacité de sa volonté. Bien des chefs dissidents, à cette même époque, fatigués d'anarchie et de révolutions, se laissaient aller à l'espoir d'une résurrection de leur pays, et, de bonne foi, songeaient à tenter l'essai de la monarchie. Le célèbre général Uraga lui-même se ralliait franchement au trône. Le répit fut de courte durée, il est vrai; mais, le Mexique peut l'attester, il régna véritablement une heure de calme dans le pays, et la pacification eût été presque complète à ce moment sans les violences des bandes, dont le pillage était le seul mobile comme la seule ressource.

Pour restituer à l'histoire son véritable caractère, il convient de produire un ordre impérial, intimé au maréchal Bazaine. Ce document semble prouver que le décret du 3 oc-

tobre s'accusait spontanément comme une nécessité dans l'esprit de l'empereur Maximilien, qui, malgré tout, nous l'affirmons, généreux de sa nature et fort clément d'ordinaire, n'avait en vue que le châtiment des bandits. Et la preuve évidente en est que, dès que l'Empereur eut appris que Riva Palacios avait relevé l'étendard républicain, il prescrivit sans retard de traiter selon le droit des gens ce vrai général ennemi, qui lui-même s'était montré plein d'humanité pour les captifs belges.

Cabinet militaire de l'Empereur.

Mexico, 16 novembre 1865.

Monsieur le maréchal,

Sa Majesté me charge de faire connaître à Votre Excellence que, dans le cas où on viendrait à s'emparer de Vicente Riva Palacios, Elle veut qu'il soit amené à Mexico. *C'est la seule exception que, pour des motifs spéciaux, l'Empereur entend faire au décret du* 3 *octobre*, et Elle désire que Votre Excellence donne des instructions précises pour que, le cas échéant, Riva Palacios ne soit pas passé par les armes.

Le chef du cabinet militaire de Sa Majesté.

Les exactions des bandits prirent tout à coup un tel développement, qu'il devint impérieusement nécessaire de courir sus aux guerillas, qui ne s'étaient recrutées que de la lie de la population et de l'armée mexicaine, d'Indiens vagabonds (*vagos*) et de flibustiers américains. Ces hordes déguenillées ou à demi nues marquaient leur passage par des excès horribles. Les pillards étaient impitoyables pour leurs propres familles; n'avons-nous pas vu nous-même, à Le-

desma, un de ces sauvages briser d'un coup de feu la cuisse de sa femme, qui ne le servait pas assez vite! Lorsque nos prisonniers tombaient entre leurs mains, espérant encore le traitement dû aux vaincus, ils trouvaient la torture et achetaient la mort par de cruelles agonies. L'Europe n'a pas eu sous les yeux ces atroces tableaux des forêts vierges parsemées de cadavres desséchés au soleil, où nos pauvres camarades s'agitaient pendus aux branches d'arbres, les uns saignés aux quatre membres, le feu sous le crâne; les autres, le cœur arraché et palpitant hors de la poitrine. Ces spectacles, nous y avons assisté, non sans frissonner d'épouvante ni sans songer aux angoisses des suppliciés comme au long deuil de leurs familles. Tout soldat a droit à une autre mort. Que la fumée du combat lui serve de linceul, il tombe bien celui qui meurt à l'ombre de son drapeau; certes, il ne se plaint pas de périr de la main d'un ennemi, mais il ne veut pas que sa dépouille soit souillée par la main d'un bourreau. Voilà pourtant la guerre que, pendant cinq ans, nous infligeaient ces Indiens à demi sauvages, abrutis par la débauche, lancés au combat comme à la curée par des chefs invisibles, qui se tenaient prudemment sous bois pendant l'action! Cette guerre, comme tant d'autres, nous l'avons faite en Terres-Chaudes, sans trêve ni merci, de jour et de nuit, un revolver soigneusement caché sous la ceinture, résolu à nous faire sauter la cervelle plutôt que de tomber au pouvoir d'un vainqueur féroce. Le mot de prisonnier était rayé du code militaire des bandits. Eh bien, oui, il fallait se faire tuer ou tuer, comme l'homme civilisé tue la bête féroce s'il ne veut pas en être dévoré. A coup sûr, toutes les armes sont bonnes pour le peuple qui veut exterminer

ses envahisseurs. Certes, les Mexicains avaient le droit de défendre leur patrie à outrance. Mais l'armée française, qui n'avait pas à discuter la politique de son gouvernement, qui ne devait qu'obéir, se trouvait, quant à elle, en cas de légitime défense. Tout en voulant l'indépendance d'autrui, nous ne pouvions oublier que nous étions Français, ayant charge d'hommes.

Certains généraux républicains,qui tenaient la campagne, surtout dans les provinces les moins centrales, nous ménageaient peu ; on s'en convaincra en consultant une lettre du général Corona, guerroyant à la tête du Sinaloa. Cette dépêche, tombée en nos mains, était adressée au général Lozada, qui commandait pour l'Empereur à Tepic, à San Blas sur la côte du Pacifique. A côté du traitement réservé aux Français avant le décret du 3 octobre, elle donne une idée de la trahison qui nous enveloppait à chaque pas, et qui explique les désastres subis dans ces parages; trahison facile à comprendre, mais devant laquelle nous ne pouvions pas rester désarmés.

Panuco, 12 mars 1865.

Au général Lozada.

Mon ami,

J'ai reçu votre lettre du 6 courant, qui contient les renseignements et les instructions que j'accomplirai avec toute l'exactitude nécessaire.

Dans ce moment, trois heures du soir, je vous envoie les dernières mules faisant partie des trois cents, dont nous nous sommes emparés sur les Français, le 4 au matin, à Ziqueros. Nous avons pris aussi vingt-cinq Français que j'ai fait fusiller

sur place. Dans le nombre était un chef qui se disait prince; plus un capitaine de cavalerie, deux chefs subalternes et un sergent : le reste ne comptait que de simples soldats.

Liberté et réforme.

Général CORONA.

Il faut pourtant reconnaître que tous les généraux mexicains n'avaient pas recours à de pareils moyens. Ils savaient pertinemment que les ordres émanés de notre quartier général, tant que les opérations militaires avaient duré avant l'arrivée de Maximilien, s'étaient révélés conformes à l'humanité et au droit des gens.

Circulaire n° 331.

10 avril 1864.

Les actes d'odieuse barbarie commis tout récemment sur l'hacienda de Mal Passo par des bandes qui, au nom de l'indépendance, ont assailli une population de paisibles travailleurs, tuant des femmes et des enfants, ont provoqué une indignation générale.

Les hommes qui se livrent à de pareils excès, et les chefs qui commandent à de tels hommes, se mettent d'eux-mêmes en dehors du droit commun, et ne méritent pas d'être traités comme des soldats, mais comme des bandits que réprouvent tous les partis.

A l'avenir, quels que soient les grades qu'aient pu occuper dans l'armée, quelles que soient les fonctions qu'aient pu remplir dans l'administration les chefs qui commandent à des bandes de cette sorte, la loi martiale leur sera appliquée dans toute sa rigueur.

Les sentiments de l'honneur et du devoir militaire commandent le respect pour les officiers et soldats qui, dans une lutte

honorable entre troupes régulières, peuvent tomber entre nos mains; il n'en saurait être de même pour ces chefs qui conduisent au pillage et au meurtre des bandits de profession.

Tout chef pris les armes à la main, et dont l'identité pourra être reconnue sur les lieux, sera fusillé séance tenante. Ceux qui ne pourront point être reconnus immédiatement ou qui seront pris à la suite d'un combat ou signalés comme faisant partie de ces bandes qui attaquent les haciendas, pressurent les populations et vont semant partout le désordre et le pillage, seront traduits devant la cour martiale.

Vous donnerez, monsieur le commandant supérieur, la plus grande publicité à cette circulaire, afin que les populations sachent bien que je suis résolu à venger toute atteinte portée aux droits de l'humanité et de la propriété.

Bazaine.

Après l'arrivée de Maximilien, à mesure que les troupes françaises s'éparpillaient sur ce vaste empire, les chefs de bandes devinrent encore plus audacieux et plus cruels. Les *hacenderos* eux-mêmes réclamèrent de toutes parts l'énergique application de notre code militaire, que l'empire avait adopté dès le début du règne. Les officiers français, investis de commandements, comprirent bientôt que sévir était une nécessité; c'était une question de vie ou de mort. Les cours martiales s'assemblèrent et se séparèrent plus tard avec la conscience calme. Le général qui eût permis à ses troupes de se rendre à des ennemis implacables eût été criminel; car l'expérience chèrement acquise nous enseignait trop bien qu'agir ainsi, c'était vouer d'avance les nôtres à la torture. Il fallait donc vaincre ou mourir sur le champ de combat.

Cette guerre était blâmable; qu'on en accuse les auteurs;

mais c'eût été faire injure au bon sens que de condamner les Français, au nom de l'humanité et de la clémence, à se laisser paisiblement égorger parce qu'ils soutenaient une mauvaise cause. Le décret du 3 octobre, qui allait dépopulariser le prince, était aussi impolitique qu'inutile, car le code militaire suffisait à toutes les vicissitudes d'une pareille lutte. Il défend toute capitulation qui n'a pas pour but de sauver honorablement les soldats vaincus par l'ennemi. Or, les bandes mexicaines égorgant leurs prisonniers, on devait se battre jusqu'à la dernière goutte de sang. Ces scènes de violence sont faites, nous le comprenons, pour émouvoir ceux qui n'ont jamais quitté les délices de Capoue. Mais à la vue des mines qui faisaient explosion sur les routes publiques, au goût du poison qui se trouvait mêlé aux aliments, au contact de la trahison qui revêtait mille formes subtiles, au milieu des embuscades où les cris sauvages dominaient la fusillade, et où l'homme blessé se voyait odieusement mutilé, l'instinct de conservation se réveillait inexorable, et le cœur s'attendrit peu au souvenir de ces émotions poignantes, quand on se rappelle que nous avons laissé près de neuf mille cadavres dans ce lugubre pays, sans compter les malades, les mourants, les blessés ou mutilés, les fous et les aveugles que le Mexique a rejetés sur les rives de notre patrie.

Lorsque, plus tard, la guerre régulière eut repris son cours sur les hauts plateaux, le décret du 3 octobre, ce qu'eût dû prévoir Maximilien et ce qu'il a cruellement expié, s'est malheureusement transformé en instrument de vengeance entre les mains des juges mexicains, qui ont condamné Salazar, Arteaga et tant d'autres, à titre de libéraux. Mais la

justice française, quoiqu'elle ne soit pas infaillible, a rendu ses verdicts froidement et avec le calme de la force qui convient à notre armée, plus éclairée, plus indépendante qu'on ne veut le supposer. Plus tard, l'histoire, dégagée des émotions publiques, prononcera en dernier ressort.

Les dissidents, dont nous nous faisons honneur d'avoir été un des premiers en France à défendre le bon droit, celui de la résistance à l'invasion, n'avaient jamais d'ailleurs confondu notre armée avec notre politique. et la lettre du chef d'état-major de Porfirio Diaz prouve que, dans le camp des libéraux, on savait aussi honorer le courage des adversaires.

ARMÉE RÉPUBLICAINE, GÉNÉRAL EN CHEF.

Au chef d'état-major du corps expéditionnaire français.

J'ai l'honneur de vous faire remettre par M. Ch. Thiele le sabre porté par M. le commandant Testard, tué au combat de Miahuatlan.

Je serais heureux, M. le colonel, que cette arme fût remise à la famille, et ce sera pour elle une preuve de l'estime que, quoique ennemis, nous avions pour M. Testard, dont nous avons admiré le courage et l'abnégation sur ce champ de bataille qui lui a été si funeste.

Oajaca, le 29 décembre 1866.

Le chef d'état-major général de la ligne d'Orient,
ESPINOSA.

L'heure était arrivée, pour les Autrichiens, de quitter le sol mexicain qu'ils avaient arrosé de leur sang. Ils crurent devoir, avant de se retirer, adresser un adieu à des compa-

gnons d'armes qui n'avaient pu oublier leur héroïque défense dans les plaines de la Lombardie. Ils avaient aussi chèrement payé l'honneur de défendre le trône d'un prince issu de leur patrie.

Orizaba, le 27 janvier 1867.

Monsieur le maréchal de France,

Au moment où nous allons bientôt quitter le Mexique pour rentrer en Autriche, j'ai l'honneur de vous exprimer toute notre reconnaissance pour la bienveillante protection de Votre Excellence, sans laquelle le sort du corps autrichien serait devenu bien triste.

Ce sera pour nous, à jamais, un glorieux souvenir d'avoir combattu sous les ordres de Votre Excellence et à côté du corps expéditionnaire français.

Dieu le veuille, qu'il arrive une époque où il nous sera permis de donner des preuves de notre dévouement pour Votre Excellence, et de notre reconnaissance envers la France, qui nous a protégés au Mexique et nous a comblés de bienfaits.

Pour le corps autrichien,

Le lieutenant-colonel,

POLAK.

XXVI

A la fin du mois de janvier 1867, l'armée française, en pleine retraite, s'allongeait comme un ruban d'acier, sur la route poudreuse de Mexico à la Vera-Cruz. Le corps austro-belge descendait à la mer, flanqué par nos troupes, pour s'embarquer le premier, en vertu de la promesse consentie à Maximilien. Dans quelques jours, il ne devait plus rester que l'arrière-garde à Mexico. Aussi, les environs de la capitale étaient-ils déjà envahis par l'insurrection, qui s'avançait comme le flot montant. L'heure des combats était passée pour nos soldats. Les rebelles avaient soin de se tenir à longue distance et hors de vue de nos avant-postes, qui restaient prêts d'ailleurs à repousser vigoureusement toute attaque. Pouvait-on exiger davantage des juaristes? Fallait-il reprendre la campagne pour leur arracher les villes que les impérialistes livraient sans résistance? Une pareille conduite eût été un acte de folie; car, outre qu'elle eût été périlleuse, sans but utile, elle eût retardé l'évacuation et

provoqué des représailles contre les habitants de ces centres, et plus tard contre nos propres nationaux, dont il eût été criminel de rendre pire la situation déjà mauvaise : de plus, les ordres du cabinet français s'y opposaient formellement, et cela avec sagesse. Mécontent de l'attitude passive de nos troupes, le président du conseil rédigea une lettre injurieuse pour notre bonne foi, et qui provoqua une plainte adressée à Maximilien lui-même et une rupture avec le ministère.

Mexico, 28 janvier 1867.

Sire,

J'ai l'honneur d'adresser à Votre Majesté copie de l'extrait d'une lettre que m'a fait parvenir, à la date du 25 de ce mois, M. le président du conseil des ministres.

Il est écrit dans cette lettre :

« Le maréchal et le général Castelnau, en communication du 7 novembre dernier, ont déclaré que tant que les troupes françaises seraient au Mexique, elles protégeraient comme par le passé les autorités et les populations, l'ordre en un mot, les zones qu'elles occupent, mais sans entreprendre d'expéditions lointaines.

« Une attaque récente vient de se produire à Texcoco *.

« Votre Excellence n'a pas jugé convenable de prêter secours, d'après les informations du général de notre seconde division. Le gouvernement désirerait savoir quelle serait l'attitude des troupes françaises dans la capitale si, avant leur sortie, elle était assiégée par les dissidents, si l'ennemi les attaquait sur quelques points, ou s'il se livrait à une agression quelconque. »

L'inconvenance de ce langage n'échappera pas à Votre Majesté,

* Deux sorties successives, dirigées par le commandant français La Hayrie, avaient eu lieu sur Texcoco même.

qui ne m'a jamais fait l'injure de supposer un seul instant que la loyauté de l'armée française puisse être mise en suspicion.

En signalant à S. M. l'empereur du Mexique les procédés dont ses ministres usent envers moi, en son nom, je crois faire un dernier et suprême acte de confiance et de loyauté.

Je crois, en effet, rendre encore service à l'Empereur en essayant de l'éclairer sur les tendances et sur les insinuations perfides d'une faction qui ne réunit que peu de sympathies, et dont les chefs abusent de l'ascendant qu'ils croient avoir, ou de la confiance qu'ils ont su inspirer, pour préparer au Mexique et à Votre Majesté une ère de sanglantes représailles, de douloureuses péripéties, de ruine, d'anarchie et d'humiliations sans nombre.

J'ai l'honneur d'informer Votre Majesté que, plus que jamais désireux de conserver son estime et l'amitié dont elle a bien voulu m'honorer, j'ai fait savoir à M. le président du conseil qu'en présence des termes de sa lettre précitée, je ne voulais plus, à l'avenir, avoir aucune relation directe avec l'administration dont il est le président.

J'ajouterai, sire, que les chefs d'armes de M. le général Marquez sont journellement en relations avec les commandants du génie et de l'artillerie de l'armée française, pour se mettre au courant de l'état des fortifications, des défenses, des approvisionnements en matériel, en armes, en munitions de la place.

Votre Majesté m'ayant témoigné le désir de savoir, à l'avance, à quelle époque je quitterai Mexico, j'ai l'honneur de l'informer que mon départ, avec les derniers contingents du corps expéditionnaire, aura lieu dans la première quinzaine du mois de février.

Jusqu'au dernier moment, sire, je serai toujours prêt à me rendre aux appels que Votre Majesté voudra bien m'exprimer, et toujours disposé à faire concorder mes efforts avec vos désirs.

Bazaine.

Cette dépêche fut la dernière communication officielle adressée à la couronne par le quartier général.

La veille, le maréchal avait déjà écrit au président du conseil :

A M. Larès, président du conseil des ministres.

Mexico, le 27 janvier 1867.

J'ai reçu votre lettre du 25 courant; je pourrais me borner à vous en accuser réception seulement, parce que je n'admets pas que vous me convoquiez à votre gré ; puis, parce que cette lettre traite de questions qui ont déjà été résolues tant par écrit que par les conférences antérieures.

C'est donc dans mes réponses, soit à vous, soit aux divers sous-secrétaires d'Etat, que Votre Excellence trouvera les éclaircissements qu'elle désire.

Vous semblez accuser l'armée française d'inertie... N'aurais-je pas bien plutôt le droit de me récrier contre les actes arbitraires, contre les violences commises chaque jour, depuis plusieurs semaines, et dont notre présence à Mexico semble rendre complice le drapeau de la France.

C'est pourquoi, monsieur le ministre, et comme la rédaction de votre lettre laisse percer un sentiment de défiance, constamment basée sur des appréciations calomnieuses qui froissent notre loyauté, je tiens à vous exprimer qu'à l'avenir je ne veux avoir aucune relation avec votre ministère.

BAZAINE.

La lettre du maréchal avait été portée à l'Empereur par un officier français. Ce dernier fut reçu par le père Fischer, qui se chargea de remettre au souverain la dépêche du général en chef, sans vouloir laisser pénétrer l'envoyé du quartier gé-

néral. Quelques minutes après, le secrétaire de Maximilien rapportait la lettre dont le cachet était brisé et la remettait à cet officier; l'abbé écrivait du même coup au maréchal que Sa Majesté n'avait pas voulu accepter un document sévère et injuste pour ses ministres. Le général en chef ne revit jamais l'Empereur. La rupture était complète. Le confesseur impérial en avait été l'auteur, en poussant le ministère à offenser la dignité du commandement qu'il savait esclave d'instructions précises. Un dernier incident vint combler la mesure. Au moment du départ, dans l'intérêt d'officiers et de soldats français qui avaient bien mérité de Maximilien, et appartenant aux régiments qui avaient toujours guerroyé, le quartier général, malgré ses récents griefs, n'avait pas craint de rappeler à l'Empereur des propositions faites d'ancienne date pour l'obtention de la croix de Guadalupe. L'abbé Fischer, interceptant la dépêche, écrivit au général Osmont, l'ancien ministre :

Confidentielle et réservée.

Mexico, le 1er février 1866.

Mon cher général,

Vous n'ignorez pas que la ligne de conduite observée ces derniers jours par le maréchal Bazaine a donné pour dernier résultat que Sa Majesté s'est déterminée, bien à son regret, à cesser toute relation avec le maréchal.

A raison de cet incident lamentable, j'ai cru devoir m'abstenir de soumettre à l'approbation de Sa Majesté l'état de proposition que vous m'avez adressé avant-hier, car je considère qu'il ne ferait qu'augmenter le déplaisir de l'Empereur.

Mais le respect que je vous dois et ma haute estime pour vos mérites me font vous parler avec cette franchise.

Désireux cependant de ne pas laisser sans la récompense méritée les bons services de dignes militaires compris sur ces états, je viens soumettre à votre choix deux moyens qui, à mon avis, seraient bons pour réussir. Demandez-les vous-même à l'Empereur, non pas au nom du maréchal, mais au vôtre.

Ou bien adressez-moi une lettre particulière dans le même sens, et, dans ce cas, j'éprouverai grande satisfaction à provoquer la haute approbation de Sa Majesté.

Le secrétaire de l'Empereur,
AUGUSTIN FISCHER.

Le clergé jouait le dernier rôle dans l'intervention française en 1867, comme il avait joué le premier rôle en 1861. Le clergé s'était cruellement vengé des tendances libérales accusées par Maximilien au début de son règne : il lui faisait payer chèrement le projet qu'il avait conçu de le réformer et de le moraliser en voulant jeter la lumière sur ses actes les plus mystérieux. Le malheureux souverain avait succombé dans la lutte qu'il avait voulu engager et qui avait dicté la circulaire confidentielle du 21 novembre 1864, adressée alors par le général Bazaine à tous les commandants supérieurs.

CIRCULAIRE.

S. M. l'empereur Maximilien désire recueillir tous les faits et actes scandaleux qui peuvent être reprochés au clergé, et à l'appui desquels des preuves certaines pourraient être mises.

La conduite privée des membres du clergé, les abus qu'ils commettent au titre du casuel, les obligations qu'ils imposent aux particuliers, dans certains cas, pour leur donner l'absolution *in articulo mortis,* le refus de sépulture, et enfin tous les actes

ayant un caractère de pression, devront être l'objet de vos investigations.

Je n'ai pas besoin de vous recommander la plus grande prudence dans les recherches que vous avez à faire à cet égard, ainsi que dans l'envoi que vous me ferez des documents à l'appui des actes répréhensibles de la catégorie énoncée.

Ces recherches devront avoir un caractère tout confidentiel, ainsi que votre correspondance, qui devra être adressée au cabinet.

BAZAINE.

Reprenons notre récit. Le chef du cabinet militaire fut chargé de répondre aux dernières propositions du secrétaire impérial, le père Fischer.

Mexico, le 2 février 1867.

Monsieur l'abbé,

S. E. le maréchal Bazaine, auquel le général Osmont a communiqué votre lettre du 1er février, confidentielle et réservée, me charge d'avoir l'honneur d'y faire réponse.

Votre ignorance des usages militaires vous fait adresser au général Osmont une double proposition qui témoigne du désir que vous avez de ne point voir priver de braves soldats d'une récompense à laquelle ils attachent du prix.

Vous ajoutez que vous ne croyez pas devoir soumettre les états de proposition à S. M. l'empereur du Mexique, à cause du lamentable accident qui s'est produit dans ces jours derniers.

Il est regrettable, en effet, que des propositions faites depuis longtemps aient été envoyées dans des circonstances aussi peu favorables; mais, Monsieur l'abbé, on ne saurait admettre que le désir particulier que vous témoignez d'être agréable au général

Osmont autorise cet officier général à s'écarter des règles de la hiérarchie qui, dans l'ordre militaire comme dans l'ordre religieux, constituent la base de la discipline.

Quant à l'incident que vous invoquez, vous ne sauriez ignorer qui l'a provoqué, et, en mettant de l'ordre dans les faits, vous vous apercevriez peut-être que la loyauté méconnue, le sentiment et la dignité offensés, ont nécessité, de la part du maréchal, une première rupture dont la conscience de vos amis politiques seule restera chargée.

Agréez...

Le colonel, chef du cabinet.

Le quartier général devait d'autant plus se féliciter de ne s'être pas écarté un instant de ses instructions écrites, malgré les tendances du général Castelnau, que notre gouvernement lui écrivait à la date du 15 janvier, que son mouvement de concentration et de retraite devait être terminé; qu'il fallait se masser pour procéder à l'embarquement, les bateaux transatlantiques devant mouiller en rade de Vera-Cruz dans les derniers jours du mois de février. On ne songeait plus à Paris qu'à une chose, à quitter au plus vite cette terre de mécomptes et de sacrifices. « Vous avez des devoirs à remplir, disait-on au maréchal; la responsabilité, quelque incident qui se présente, n'en pèse pas moins sur vous; mais elle devra être légère, quand vous marcherez comme toujours droit au but que vous devez obtenir, le rapatriement de vos troupes sans perdre de temps. » Dans ce grand naufrage, tout s'engloutissait; la régénération de la race latine comme la monarchie, les intérêts de nos nationaux, qui avaient été le prétexte de la guerre, comme les deux emprunts français, qui avaient servi à la conduire à ce sinistre résultat. A la surface avait sur-

nagé la seule créance de Jecker, qui avait obtenu douze millions et demi, payés avec l'argent français.

Les premiers jours de février, où séjourna encore le quartier général à Mexico, furent employés à rendre la ville aux autorités mexicaines. Notre intendance offrit au ministère impérial nos chariots, nos voitures et des vêtements militaires. Trop pauvre pour tout payer, celui-ci ne fit l'acquisition que de ces derniers objets pour habiller ses troupes presque nues. Mexico, autrefois ville presque ouverte, était à cette heure protégé par une enceinte continue, armée de nombreuses pièces de siége et de campagne, approvisionnées à trois cents coups. La place renfermait trois poudrières contenant une masse considérable de cartouches. L'arsenal regorgeait de fusils en parfait état. De crainte que l'ennemi ne tombât subitement sur la ville, le maréchal, pour la mettre à l'abri de toute surprise, fit planter en avant de toutes les chaussées aboutissant aux *garritas* (portes) des chevaux de frise. Comme c'est d'habitude en toute place de gnerre dont on fait la remise, les pièces de campagne, réparties sur treize kilomètres de ceinture, furent amenées dans la cour de la citadelle, comptées, reconnues et livrées à l'artillerie impérialiste, qui reçut les clefs de tous les magasins où avait été déposé l'outillage. Les procès-verbaux, régulièrement émargés, furent remis en échange à notre état-major. Cette opération avait d'ailleurs un double but : en cas de brusque tentative des libéraux, il eût été facile d'enlever les bouches à feu de léger calibre, tandis qu'elles étaient en sûreté dans la place d'armes. Quant aux pièces de siége laissées sur les remparts, elles se défendaient elles-mêmes par la lourdeur de leur poids.

Les instructions de notre ministre de la guerre avaient enjoint de ramener toute notre artillerie. Les projectiles creux ou pleins, dont le transport en France eût été trop coûteux, furent brisés; car ils étaient absolument inutiles aux mexicains, dont les canons lisses de 8 ne pouvaient se charger comme des pièces rayées de 4. Quant aux poudres du corps expéditionnaire, le général Castelnau, avec raison, donna l'ordre de les noyer dans la Sequia. Car Mexico restait alors en si bon état de défense et si largement approvisionné de munitions, qu'il a pu soutenir depuis lors un long siége contre un effectif bien plus considérable que sa garnison. La mort de Maximilien a été la vraie cause de la capitulation de cette place.

Au moment où on brisait nos projectiles, deux Mexicains, vêtus en costume de ville, se présentèrent à la porte de la citadelle encore occupée par nos soldats; arrêtés d'abord par la consigne du factionnaire, qui interdisait l'entrée à des inconnus, ils pénétrèrent. Les deux étrangers étaient l'Empereur et le général Marquez. C'était la première fois de son règne que Maximilien visitait la forteresse, malgré les offres répétées du général en chef. Cette visite mystérieuse (dont le maréchal se plaignit de ne pas avoir été avisé, car sa place, dans une citadelle encore tenue par nos armes, était aux côtés du souverain), était un acte de méfiance imméritée.

Le 5 février, au matin, le drapeau tricolore, qui flottait sur le quartier général de Buena-Vista, fut amené; Mexico redevenait libre de l'occupation française. Le maréchal, qui savait par expérience que les Mexicains s'acquittent mal du service de place, sortit de Mexico avec ses troupes. Pour leur laisser le temps de l'organisation, il vint camper sur la chaussée de

la Piedad, à une portée de canon de la ville où il resta un jour et une nuit, s'interposant ainsi entre l'ennemi, qui n'était nullement en vue, et la garnison de Mexico. Le maréchal espérait que Maximilien songerait à le rejoindre. Toutefois il restait sur ses gardes ; car il se pouvait que le ministère, sous l'empire de l'irritation, commît quelque acte d'hostilité, dans l'espoir de forcer nos troupes à rentrer dans Mexico. Le lendemain, les reflets des baïonnettes françaises disparurent à l'horizon.

La mission du général Castelnau était expirée. L'aide de camp impérial reprit immédiatement la route de Vera-Cruz, pour s'embarquer sur le steamer transatlantique du 15 février. Il redescendit de Mexico par la diligence jusqu'aux Terres-Chaudes. Il allait sans doute rendre compte à son souverain des événements auxquels il avait assisté et de l'état du pays. On a pourtant peine à comprendre qu'il ait pu éclairer avec fruit la Cour des Tuileries sur le véritable esprit des populations ; car, sauf son court voyage à Puebla, il n'avait pas quitté un seul instant la capitale. Le général Castelnau est trop perspicace pour n'avoir pas été frappé, au moment de s'éloigner de Mexico, des dispositions hostiles de tous les partis, et surtout du parti clérical, qui, sous l'action du ministère, poussait à une démonstration contre notre drapeau ; les conseillers de la couronne espéraient ainsi, soit faire oublier par leurs compatriotes leur alliance avec l'intervention, soit ralentir notre retraite, qu'ils voyaient, malgré tout, avec douleur : car le règne de la réaction touchait à sa fin. Déjà, à cette époque, Lares et Marquez excitaient Maximilien à partir pour Queretaro, certains d'avance de l'impuissance du souverain une fois sorti de la capitale, où

ils comptaient devenir les seuls maîtres de la situation, après le désastre probable du Prince.

Aussi, en présence de tous ces symptômes déjà éclatants au début du mois de février 1867, reste-t-on surpris de la placidité qui règne dans la dépêche finale adressée par le général Castelnau à l'empereur Napoléon, datée de la Vera-Cruz, le 14 février, et apportée au télégraphe de la Nouvelle-Orléans par l'aviso de notre escadre, le *Bouvet*.

Le général Castelnau à l'empereur Napoléon III.

L'évacuation de Mexico a eu lieu le 5, et n'a provoqué que des *manifestations sympathiques*. La retraite s'effectue dans un ordre parfait, sans un coup de fusil. L'empereur reste à Mexico *où tout est tranquille*..... Je rentre aujourd'hui en France.

A son retour en Europe, le général Castelnau fut promu au grade de général de division. La mission solennelle de l'aide de camp impérial n'avait pas résolu toutes les difficultés de l'évacuation : le maréchal en resta chargé. La retraite de tout le corps expéditionnaire qui, pendant le mois suivant, fut conduite à bonne fin, sans qu'on eût éprouvé un désastre partiel, restera une belle page militaire.

La dernière colonne française descendit lentement sur Puebla, de façon à pouvoir tendre encore la main à Maximilien. Dans cette intention, le maréchal demeura cinq jours dans cette dernière ville. Pour protéger la rentrée des détachements mexicains dans la place, il lança sa cavalerie du côté d'Oajaca. L'empereur du Mexique n'avait pas donné signe de vie. A ce moment, la nouvelle du désastre du général Miramon parvint au bivouac. Le général en chef écrivit

immédiatement à Maximilien, le suppliant de revenir. Il l'informait en même temps que le général de Castagny restait en arrière pour le protéger; M. Dano devait se faire l'interprète de sa décision. Cette dernière tentative échoua.

M. Dano au maréchal.

Mexico, 16 février 1867.

Le général Castelnau m'a écrit que V. E. pouvant encore tendre la main à l'empereur Maximilien pour se retirer, désirait connaître les intentions de S. M. par suite de l'échec du général Miramon : « que dans quelques jours cela serait impossible. »

Les ministres mexicains prétendent que vous avez écrit dans le même sens à leur souverain.

Le jeune empereur est moins que jamais disposé à accepter cette offre. Je regrette vivement qu'il se soit décidé à tenter les aventures. Il serait très fâcheux qu'il lui arrivât quelque malheur. Mais personne ne pouvait le retenir, et nous moins que personne. On a beaucoup vanté un succès, en réalité insignifiant, remporté sur Fragoso. En revanche, le bruit court que les dissidents seraient entrés à Queretaro sans tirer un coup de fusil, les impérialistes ayant pris le parti d'évacuer cette ville. La nouvelle n'est du reste pas certaine. On craint que le chemin de Mexico ne soit fermé à l'empereur Maximilien.

A mesure que les Français se retiraient, ils fortifiaient solidement toute la route qui devait servir de ligne de retraite à l'Empereur aux moments difficiles. La ville de Puebla, qui, un mois plus tard, tombait au pouvoir de Porfirio, était si bien organisée pour la défense, que l'ordre du jour du 7 avril, adressé par le vainqueur à ses troupes, se termine ainsi :

Mexicains,

. . . .

Avec les fusils pris à l'ennemi, la place, non sans raison dénommée invincible, puisque les premiers soldats du monde n'ont pu la prendre d'assaut, a cédé au premier effort de votre valeur entraînante. Toute la garnison *, et l'*immense matériel de guerre réuni par l'ennemi* sont les trophées de notre victoire.

PORFIRIO DIAZ.

A son arrivée à Vera-Cruz, le maréchal fit achever les fortifications du port : il passa lui-même la revue des forts et des remparts. Un instant, on crut que l'empereur avait quitté Mexico pour gagner la mer. Le maréchal qui, malgré le vomito, avait prolongé son séjour à Vera-Cruz, remonta en toute hâte à la Soledad avec quelques officiers, comptant s'appuyer sur l'arrière-garde et sur le bataillon égyptien des Terres-Chaudes. Le bruit se répandit même parmi les *guerillas* qu'il rouvrait la campagne pour dégager la route. Il dut reprendre seul le chemin de Vera-Cruz ; Maximilien avait déjà gagné Queretaro.

La note suivante, émanée de la direction de l'artillerie française, donne une idée exacte des moyens de défense laissés à la monarchie.

La fabrication de cartouches et de capsules de guerre par les soins de l'artillerie française, et au moyen de poudre française, pour venir en aide au gouvernement mexicain, s'est continuée

* La place était commandée et fut livrée par le général Noriéga, ami de Marquez, qui s'était sauvé de Jalapa en 1863 devant l'ennemi, et qui, remercié par le général Forey, venait d'être replacé par le ministère clérical.

jusque dans le courant du mois de janvier 1867, époque où le gouvernement mexicain cessa, malgré des demandes réitérées, de fournir les fonds nécessaires pour ce travail.

Sur la demande du maréchal commandant en chef, des quantités considérables de cartouches et 20,000 kilogrammes de poudre à fusil avaient été envoyés de France pour les besoins de l'armée et des populations mexicaines. Il résulte des pièces officielles, revêtues du récépissé des parties prenantes, que le nombre de cartouches délivrées a été de 3,228,226, et la quantité de poudre à fusil de 21,437 kilogrammes.

En résumé, l'armée française en quittant Mexico, a laissé cette place approvisionnée de 34,741 projectiles de tous calibres, avec les charges nécessaires pour donner trois cents coups à tirer par pièce, une réserve de 300,000 cartouches (sans compter celles appartenant à la légion austro-belge). Aucune espèce de munitions mexicaines n'a été détruite, ni distraite des magasins, et les officiers mexicains désignés à cet effet en ont opéré la reconnaissance et constaté la remise. Les mêmes formalités ont été observées dans toutes les places de l'intérieur occupées par l'armée, à mesure de leur évacuation.

Jusqu'au milieu de janvier 1867, c'est-à-dire quinze jours avant son départ de Mexico, l'artillerie française a contribué, par son travail et par les ressources qu'elle a tirées de ses approvisionnements, à augmenter les moyens d'action qu'elle laissait entre les mains du gouvernement mexicain.

Le directeur du parc.

Au moment de s'embarquer, le maréchal avait épuisé tous les moyens en son pouvoir pour assurer la retraite de Maximilien sans perdre de vue les intérêts de nos nationaux, en les faisant jouir le plus longtemps possible des bénéfices

d'une nouvelle convention éphémère, obtenue par les soins de M. Dano. Ce dernier document en fait foi.

A M. l'amiral commandant l'escadre.

Vera-Cruz, le 7 mars 1867.

Monsieur l'amiral,

J'ai remis aux autorités mexicaines militaires, dans la capitale, à Puebla, à Orizaba, tous les arsenaux et les établissements de la guerre en parfait état d'entretien, avec les b ouches à feu les approvisionnements au grand complet, les fortifications et les ouvrages détachés, dans le meilleur état possible de défense (matériel mexicain bien entendu).

Voilà pour la capitale et les places qui se trouvaient sur ma ligne de retraite.

Mon intention était d'agir de même à la Vera-Cruz, sans rien ajouter aux ressources de la garnison. Cependant, S. Exc. le ministre de France, ayant conclu avec le gouvernement mexicain un nouvel arrangement qui modifie la convention du 30 juillet 1866, et aux termes duquel le gouvernement mexicain s'engage à payer mensuellement à la France une somme de 50,000 piastres (250,000 fr.), j'ai dû me préoccuper du soin d'assurer, pendant le plus longtemps possible, le payement de cette somme, qui ne saurait être indifférente au trésor français, et qui représente l'intérêt d'une bonne partie des obligations des emprunts mexicains.

Pour cette raison, j'ai cru devoir donner à M. le commissaire impérial Bureau, tout ce dont je pouvais disposer en armes, munitions, attelages, objets de campement, etc., etc., à titre de remboursement. Il est, en effet, de notre intérêt de permettre à ce fonctionnaire de conserver la ville après le départ du corps expéditionnaire.

Une autre raison a encore dicté ma résolution : c'est la convenance qu'il y a, sans engager la politique de notre gouvernement, à assurer à S. M. l'empereur Maximilien un lieu de refuge où il puisse, si les circonstances l'y réduisent, trouver un asile et les moyens de s'embarquer. Afin de donner plus de force à la place, et pour rendre la garnison plus confiante, j'ai pensé à augmenter les ressources en munitions, et principalement en poudre. Je crois aussi qu'il serait bon de mettre à la disposition de l'autorité mexicaine un petit navire à vapeur qui pourrait garantir la ville d'une tentative de bandes armées, tirées des populations dissidentes voisines.

Dans l'ordre d'idées exposées ci-dessus, je vous prie, monsieur l'amiral, de me faire savoir si vous ne pourriez point disposer de quarante à cinquante quintaux de poudre, pris sur les approvisionnements de l'escadre, et si, parmi les canonnières présentes sur rade, il ne s'en trouve pas une que l'on pourrait céder au gouvernement mexicain, en employant certaines formalités qui permettraient d'écarter toute interprétation compromettante pour notre politique. Cette canonnière pourrait, par exemple, être dénationalisée et vendue comme impropre au service, comme matériaux ne valant plus la peine d'être ramenés en France.

La *Tourmente* m'est signalée comme remplissant ces conditions.

Je vous le répète, je vois dans ces mesures un moyen d'assurer à notre pays le paiement d'une rente assez importante, celui de sauvegarder plus longtemps nos nationaux, d'affermir la position et l'influence de notre consul, puis de permettre au jeune empereur, qui court en ce moment les chances d'une lutte qui peut lui être contraire, de trouver un point assez fort pour couvrir sa retraite et son embarquement.

J'ai la conscience, en agissant comme je le fais, de remplir les

intentions de mon souverain, et je verrais avec satisfaction qu'il vous fût possible de me seconder dans la limite des instructions qui, avant tout, doivent guider votre décision *.

BAZAINE.

A la dernière heure, le maréchal confia aux soins de M. Bureau une dernière missive pour le malheureux prince.

Le 11 mars 1867, à 8 heures du matin, le commandant supérieur de Vera-Cruz faisait la remise de la place et du matériel d'artillerie mexicain au général Perez Gomez, qui les recevait au nom de son empereur. Ce général venait d'ordonner l'abandon des villes de Cordova et d'Orizaba, pour se concentrer à Vera-Cruz. Le lendemain même, les derniers régiments français, pressés sur nos navires, disaient adieu aux rives du Mexique et aux braves compagnons tombés sur la terre étrangère.

* La marine française n'accorda que trente quintaux de poudre, et l'amiral ne crut pas pouvoir céder de canonnière.

XXVII

Six semaines après, le *Souverain* était signalé en rade de Toulon. Aussitôt, le préfet maritime et le commandant de la subdivision se rendirent à bord du vaisseau qui portait le maréchal Bazaine. Au nom de leurs ministres respectifs, ils lui annoncèrent que l'ordre avait été donné de ne pas lui rendre d'honneurs. La population déjà prévenue de ces dispositions par la *Gazette du Midi*, qui n'avait pas été démentie par les autorités, se pressait sur le quai. Le maréchal dut traverser la foule, le cœur brisé, mais la tête haute; il avait la conscience, en posant le pied sur le sol natal, d'avoir complètement rempli son devoir de soldat français.

La France n'avait pas fêté, à leur retour du Mexique, des régiments qui n'avaient pas moins mérité que leurs aînés, revenus jadis de Crimée et d'Italie. Le même sentiment de réserve avait pu inspirer notre gouvernement dans son attitude officielle à l'égard du général en chef du corps expéditionnaire. Mais nous devrions croire que la réception qui a été faite au maréchal dans le palais des Tuileries, où il fut

appelé dès sa rentrée à Paris, l'a vengé des déceptions qu'il avait trouvées à son passage dans Toulon. Cette conjecture serait naturelle si on ne s'appuyait que sur une lettre émanée du cabinet du ministre de la guerre, écrite de Paris au moment même où le général Castelnau disait adieu au Mexique.

Paris, 15 février 1867.

Le maréchal Niel écrit par ce courrier à M. le maréchal Bazaine une lettre que vous verrez. Elle a été mise sous les yeux de l'Empereur, qui l'a fort approuvée. J'espère qu'elle cicatrisera la blessure du maréchal, et que l'accueil qui lui sera fait à son retour en France complétera sa guérison.

Quelle pouvait être cette blessure? Toujours est-il qu'à la dernière heure de l'intervention du Mexique, à en croire le document qui précède, le gouvernement français aurait constaté que le général en chef avait mené sa tâche difficile à bonne fin jusqu'au terme de son commandement. Mais que pouvons-nous penser aujourd'hui? Notre gouvernement, si jaloux d'ordinaire de l'honneur de ses plus minces fonctionnaires, sait modérer la presse ou interdire la frontière aux feuilles étrangères quand elles s'écartent de certains principes. Déjà trois mois avant la rentrée en Europe de l'ancien général en chef, des pamphlets d'origine américaine ou autre inondaient librement notre pays, mettant ainsi au pilori le nom d'un maréchal de France, et donnant le change à l'opinion publique. On a vite oublié qu'un maréchal est tenu à la discipline du silence militaire, et que le gouvernement, dépositaire de l'honneur de ses grands militaires comme du sien propre, a seul le droit de parler. Mais ce droit est aussi un devoir imprescriptible, qui n'autorise pas de réticences,

et qui ordonne, après une enquête éclatante, ou de dégrader le général qui a trahi son vrai mandat et qui a forfait à la délicatesse et à l'honneur, ou bien de déclarer publiquement, après avoir été juste également pour tous, qu'il a bien mérité de son pays. L'armée, la France et l'Europe attendent avec impatience ce verdict suprême!

Ici s'arrête l'intervention française au Mexique. Les événements qui se sont écoulés pendant les trois derniers mois de la vie de Maximilien appartiennent au domaine de l'histoire mexicaine. L'élu de la politique française a succombé avec toute la fierté qui convenait au petit-fils de Charles-Quint. On ne peut pourtant s'empêcher de regretter qu'il ne se soit pas fait tuer à Queretaro, l'épée à la main. Un conquérant, vaincu par la fortune, tombe avec plus de dignité sous le feu de la bataille que sous la fusillade d'une cour martiale. Nous sommes forcé de penser que Maximilien, entraîné à la mort par une faction coupable, a toujours cru à un dénoûment pacifique, et la preuve certaine en est qu'il a refusé à ses six généraux de sortir de la place de Queretaro avec mille chevaux, pour courir à Mexico chercher les troupes de Marquez, resté sourd à l'appel du souverain. A ces mêmes généraux le suppliant de laisser le fidèle Méjia tenter cette expédition, sans laquelle ils prophétisaient un désastre, il a répondu par un refus. Cet acte collectif, où les signataires déclaraient remplir un devoir de conscience et de loyauté, est daté du 11 avril 1867. Désormais, l'idée fixe du prince était de remettre pacifiquement les pouvoirs, dont il s'était cru investi, entre les mains de Juarez, qu'il avait convié à une nouvelle entente : elle atteste la puissance de ses illusions. On ne saurait s'expliquer autrement la conduite

du jeune souverain. S'il avait cru marcher au combat et jouer la dernière partie de la monarchie, il n'aurait certes pas quitté sa capitale, prête à repousser tous les assauts, pour courir s'enfermer dans une ville ouverte, dominée par de fortes positions; il n'eût pas laissé derrière lui, à Mexico, cinq cents fidèles Hongrois qui lui eussent fait un rempart de leurs corps dans la mêlée, et dont les sabres lui eussent frayé un passage jusqu'à la mer. Malgré son abattement, causé par la douleur et par les fièvres, il eût saisi à deux mains ce glaive des Hapsbourg « qu'il avait tant d'impatience de brandir dès sa jeunesse. » Il a capitulé, parce que son caractère chevaleresque a cru à la magnanimité. Il oubliait, à ce moment suprême où ses fidèles Autrichiens se préparaient à mourir pour lui, qu'il avait à répondre avec raison du sang versé pour sa cause. L'ambition est une noble chose quand elle a pour but le bonheur d'un peuple. Un prince peut se tromper un instant sur la sincérité des suffrages de la nation qui, cédant à un entraînement passager ou à la compression, lui confie ses destinées. Mais l'épreuve est bientôt faite. Quand, après deux ans écoulés, les partis se déchirent encore sur tous les points du territoire, l'ambition qui persiste devient aussi condamnable que la main qui s'est levée contre la liberté d'un peuple, et la responsabilité des convulsions d'un pays remonte aux trônes, qui, s'ils échappent au jugement des hommes, ne peuvent échapper à la sévérité de l'histoire.

« L'escalier monumental du palais de Caserte est digne de la majesté. Quoi de plus beau que de se figurer le souverain placé en haut, et comme resplendissant de l'éclat du marbre qui l'environne, de se le figurer laissant venir jusqu'à lui les

humains. La tourbe monte gracieusement; le roi leur envoie un regard gracieux, mais qui tombe de haut. Lui, le puissant, l'impérieux, il s'avance vers eux avec un sourire d'une auguste bonté. Qu'un Charles-Quint, qu'une Marie-Thérèse parussent ainsi au haut de cet escalier, et je voudrais voir celui qui ne courberait pas la tête devant la majesté à qui Dieu donne la puissance. Moi aussi, pauvre éphémère, je sentis remonter en moi l'orgueil que j'avais déjà éprouvé dans le palais des doges de Venise, et je songeai comme il devait être agréable, en de certains moments trop solennels pour être fréquents, de se tenir au haut d'un tel escalier, de pouvoir laisser tomber son regard sur tous les autres et de se sentir le premier, comme le soleil dans le firmament. »

Telles sont les pensées, tracées de sa main, qui agitaient, en 1851, l'esprit de l'archiduc Maximilien pendant son séjour à Naples. Elles ont conduit le monarque éphémère sur les hauteurs de Chapultepec, qui masquaient à ses yeux une autre roche Tarpéienne. Trop à l'étroit dans l'ancien monde, il a été demander une couronne au nouvel hémisphère; il n'était pas de force à la porter. Rêveur, savant comme un Allemand, Maximilien n'était pas d'un caractère à tenter une telle aventure; d'une nature tendre, affectueuse pour tous les êtres qui l'approchaient, il n'était pas armé pour la lutte, et, comme les âmes faibles, il avait recours à la ruse. Le machiavélisme qu'il condamnait chez le citoyen, comme Charles Ier, il le proclamait hautement nécessaire chez le prince. Ambitieux, brave, généreux comme la race dont il était issu, il ne possédait pas la hardiesse astucieuse qui a fait si grande la maison de Savoie. Ultramontain par tradition comme par instinct, libéral par nécessité politique et par

entraînement du siècle, il consumait son activité à effacer le lendemain ce qu'il avait entrepris la veille, toujours incertain de la meilleure route à suivre. Sorti du Nord, il ignorait les passions qui fermentaient sous les latitudes brûlantes, et il se plaignait d'avoir été trompé sur les hommes comme sur les choses, ne s'apercevant pas qu'il se trompait lui-même. Car, enfant du droit divin, il avait prétendu régner par le suffrage populaire. Facile à dominer, il manquait de ténacité. Toute sa force résidait dans l'âme ardente de l'impératrice Charlotte. Brisé sans pitié par la politique américaine, qui était dans son droit, et la politique française, qui était cruellement égarée, vaincu par les événements comme trahi par ses propres forces, Maximilien a payé de sa vie la passion du pouvoir. Pourtant, on doit reconnaître qu'il souhaitait franchement le bonheur du peuple, par les suffrages duquel il s'était cru sincèrement appelé à l'origine. S'il a commis la faute de servir d'instrument à un parti rebelle, en même temps qu'au gouvernement français, on peut dire hardiment qu'il a été le moins coupable et le plus malheureux.

En achevant l'étude douloureuse de ce long drame, nous vons la conscience de n'avoir défendu que la vérité, heureuxa nous ne le cachons pas, d'avoir vu les faits accomplis venger la réputation d'une gloire militaire qui a pu commettre des fautes politiques dans un milieu aussi tourmenté que la cour de Mexico, mais qui a su rester pure. De quelque main qu'ils émanent, les nouveaux documents, qu'il importe à la sincérité de la critique de voir se produire, pourront contredire, mais non détruire les écrits authentiques sur lesquels nous nous sommes appuyé sans passion. L'avenir seul se chargera de reconstruire le passé avec tous les vrais maté-

riaux que chaque jour apportera au monument de l'histoire du second Empire français. Toutefois, des événements déjà connus, il ressort un grand enseignement : c'est que la politique des États, dont l'honnêteté doit être la devise, ne peut impunément se livrer à tous les hasards sans ébranler le pouvoir et sans compromettre le prestige de sa dignité, à l'intérieur comme à l'extérieur. Les gouvernements, qui ne peuvent oublier que les passions agitent l'humanité dans les plus hautes régions de la société comme à ses derniers échelons, ont mission de soumettre tous leurs actes au contrôle salutaire et préventif de leurs gouvernés, s'ils ne veulent s'exposer aux rigueurs du contrôle de la postérité.

15 octobre 1867.

NOTE DE L'AUTEUR

Le Mexique est divisé en deux partis distincts, qui se sont intitulés eux-mêmes CLÉRICAUX *et* LIBÉRAUX. *Depuis plus d'un demi-siècle, ces partis se disputent le pouvoir, sous deux drapeaux politiques différents : mais il faut ne pas perdre de vue qu'ils sont tous les deux essentiellement catholiques, ainsi que le président Juarez lui-même, qui pratique la dévotion comme les Indiens, ses compatriotes.*

PIÈCES JUSTIFICATIVES

I

Une des erreurs les plus accréditées est de croire que le dépouillement des trésors des églises et des communautés a été commis au Mexique par le parti libéral. Voici la circulaire du gouvernement clérical qui régnait à Mexico en 1860, pendant que Juarez, président légitime et constitutionnel, tenait la campagne. Elle nous a semblé digne d'être citée.

Administration des revenus du district de Mexico.

S. E. M. le ministre des finances, D. Gabriel Sagaseta, par une note officielle datée de ce jour, m'a communiqué un ordre suprême de S. E. le général de division D. Miguel Miramon, relatif à l'établissement d'un bureau spécial chargé de recevoir des corporations et communautés ecclésiastiques, les bijoux et autres objets précieux qu'elles doivent remettre au gouverne-

ment pour subvenir aux nécessités urgentes du moment. Cette décision a été approuvée du très illustre archevêque, et le gouvernement a désigné l'administration principale des revenus du district comme le lieu où devait s'exécuter cette remise importante. En conséquence, vous aurez immédiatement à exécuter les dispositions que je transcris ici :

La remise des bijoux et des pierres précieuses se fera directement dans cette administration principale des revenus du district, sur factures indiquant la qualité de la remise, le nombre des pierres précieuses, leurs noms tels que, brillants, émeraudes, perles, rubis, etc., et, si cela est possible, le poids de chacune d'elles; si elles sont grandes ou petites, etc. . . . . .

. . . . . *Je vous recommande aussi d'envoyer les matières d'or et d'argent à l'hôtel des monnaies le plus secrètement possible*, et de me remettre de même les bijoux, afin d'empêcher les ennemis du gouvernement suprême de commenter à leur manière cette mesure, et d'en dénaturer la légalité qui ne saurait être plus entière, puisqu'elle a reçu l'autorisation du très illustre archevêque de Mexico. . . . .

Ce que je vous communique, afin que vous preniez vos dispositions pour l'exécution des ordres contenus dans cet office, dont vous m'accuserez réception.

Dieu et Loi. Mexico, le 21 août 1860.

Signé : IGNACIO DE LA BARRERA.

II

Le roi Léopold Ier au général en chef à Mexico.

Monsieur le maréchal,

Mes très chers enfants, l'empereur Maximilien et l'impératrice Charlotte me parlent sans cesse, dans les termes les plus chaleureux, des éminents services que Votre Excellence rend à

l'Empire mexicain et des preuves constantes de bienveillance qu'Elle leur donne.[1]

Je prie Votre Excellence de me permettre de me joindre à eux dans l'expression de leurs sentiments, et d'accueillir le témoignage de ma haute estime, et des sentiments que je lui ai voués.

LÉOPOLD.

Laecken, 25 décembre 1864.

III

Bruxelles, le 11 juillet 1865.

Monsieur le maréchal,

. . . .

Notre pauvre légion belge est bien affaiblie. Tout le pays compte sur votre sollicitude pour obtenir l'échange des prisonniers. Il est à espérer que le gouvernement mexicain aura des ressources suffisantes pour nous permettre de continuer à recruter ce corps. La réaction qui s'est opérée dans les esprits nous permettrait de recruter facilement cinq à six mille fantassins, cinq à six cents cavaliers et trois à quatre cents artilleurs pris parmi nos hommes les plus vigoureux. . . . .

. . . .

Votre Excellence jugera mieux que personne ce qu'il conviendra de faire dans l'intérêt de la légion, et je me mets à ce sujet à sa dévotion, si elle me fait connaître ses intentions.

Baron CHAZAL.

Ces deux lettres témoignent des sentiments manifestés à l'origine par la Cour de Bruxelles, en faveur du nouvel empire mexicain.

IV

Mexico, le 16 juillet 1864.

Circulaire.

A l'avenir, les hommes condamnés à la peine de mort par les cours martiales ne devront être exécutés que sur un ordre spécial de S. M. l'Empereur, auquel on rendra compte sans retard de la condamnation.

Les cours martiales placées sur le parcours de la ligne télégraphique, se serviront de cette voie pour rendre compte à l'Empereur des condamnations capitales qu'elles prononceront, sauf à envoyer ultérieurement le dossier, sans qu'on le leur demande. Quant aux autres, elles devront joindre les dossiers au compte-rendu qui devra être adressé par la voie la plus rapide.

Le général commandant en chef.

BAZAINE.

V

Mexico, le 25 mars 1865.

Monsieur le commandant supérieur,

J'ai insisté déjà près de MM. les généraux commandant les divisions et les subdivisions territoriales, les commandants supérieurs et chefs de colonne pour les inviter à ne point s'immiscer dans les affaires civiles du Mexique.

Le rôle de l'armée française doit se borner à maintenir la tranquillité dans le pays.

Le gouvernement de l'empereur Maximilien, par les agents qu'il a nommés, doit conserver toute initiative, toute liberté d'action dans la gestion des affaires civiles et politiques.

L'intervention des chefs militaires français, dans les questions

de cette nature, ne pourrait que susciter des embarras et causer des froissements toujours nuisibles au service général.

Je vous prie de ne point oublier ces recommandations et de les prendre pour ligne de conduite dans nos rapports avec les autorités mexicaines.

Le maréchal commandant en chef,
BAZAINE.

VI

Monsieur le maréchal,

J'ai le plaisir d'annoncer à Votre Excellence que les prisonniers, qui étaient à Cirandaro et à Huetama, sont partis aujourd'hui pour être échangés.

Le maréchal voudra bien donner ses ordres pour que les généraux Tapia et Ramirez, faits prisonniers à Puebla, soient remis à mon quartier général. Cette négociation, une fois terminée, restera toujours l'honneur du maréchal de France et du chef de l'armée républicaine du centre.

Je vous renouvelle.....

Patrie et indépendance. — Quartier général
de Tacambaro, 4 décembre 1865.

VICENTE RIVA PALACIOS.

Cet échange, conclu deux mois à peine après le décret du 3 octobre, prouve que les Français savaient respecter les véritables soldats tombés en leurs mains, et que les chefs libéraux n'étaient pas atteints par la rigueur d'un décret qui ne devait frapper que les bandits.

VII

CABINET MILITAIRE
de l'Empereur.

Mexico, le 2 janvier 1866.

Commandant,

Je m'empresse de vous envoyer la dépêche que je reçois à l'ins-

tant du ministère de la guerre au sujet des 300,000 francs à embarquer sur l'*Adonis*.

Il serait bien avantageux que Son Excellence pût différer de quelques heures le départ de ce navire, puisque Mejia a un besoin absolu d'argent. Je presse, tant que je peux, le ministre pour que les choses se fassent vite.

En outre de ces 300,000 francs, des ordres sont, paraît-il, donnés à la douane de Matamaros pour qu'elle tienne à la disposition de Mejia 500,000 autres francs. Dès que cette affaire sera réglée entre les douanes de Vera-Cruz et de Matamaros, j'aurai l'honneur de vous en donner avis.

Le chef de cabinet.

Le maréchal fit faire l'avance de ces fonds par le trésor à Vera-Cruz, le gouvernement n'ayant pas été en mesure de les envoyer.

VIII

CABINET MILITAIRE
de l'Empereur.

Mexico, 9 février 1866.

Mon général,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que la dépêche du général Lozada et la lettre signée de vous qui l'accompagnait, ont été remises hier à Sa Majesté *en conseil des ministres*.

Le ministre de la guerre, Peza, interpellé à ce sujet, a dit que « jamais il n'avait empêché Lozada de marcher, mais qu'il lui « avait seulement donné des instructions. Lozada n'a pas voulu « des instructions; alors le ministre de la guerre l'a autorisé à « n'en pas tenir compte. »

Le général Lozada est donc entièrement en situation d'exécuter ponctuellement les instructions de S. Exc. le maréchal

commandant en chef, ainsi qu'il l'a annoncé dans ses dernières dépêches.

Le ministre de la guerre a été blâmé des instructions données à Lozada.

Le chef du cabinet militaire.

Cette dépêche prouve les tiraillements auxquels était en proie le commandement militaire : elle atteste aussi, comme la suivante, les difficultés soulevées par le ministre de la guerre mexicain, et la faiblesse de caractère de l'empereur Maximilien, déplorée dans son propre entourage.

IX

CABINET MILITAIRE
de l'Empereur.

Palais de Mexico, le 23 février 1866.

Commandant,

Je viens d'être informé que le ministre de la guerre a donné l'ordre aux garnisons de Patzcuaro, Acambaro et Maravatio, de se replier sur Morelia et de s'y défendre à outrance!!! Il me répugne de vous écrire officiellement à ce sujet, car, vraiment, la persistance du ministre de la guerre à donner des ordres aux troupes, pour *des opérations de guerre*, en dehors du commandement en chef de l'armée franco-mexicaine, et le plus souvent contrairement à ses instructions ou à ses projets, est quelque chose d'inouï.

Je rends compte à l'Empereur de cette nouvelle mise en campagne de M. Peza. On me répondra qu'On a pris connaissance!

Le chef du cabinet militaire de l'Empereur.

X

Venado, le 17 août 1866.

Monsieur le maréchal,

Après avoir mis à l'ordre la contre-marche du corps sur Matehuala, tous les officiers belges de mon régiment, ceux qui, ayant sollicité des prolongations de congés, n'ont pas reçu de réponse, apprenant au contraire que notre gouvernement les refusait, de même que ceux qui ne veulent pas dépasser le terme de leur congé de deux ans, tous viennent de signer, et de me remettre la lettre ci-jointe.

J'ai répondu à ces messieurs que, quelles que puissent être leurs obligations vis-à-vis leurs corps en Belgique, je ne pouvais ni suspendre l'exécution du mouvement prescrit par Votre Excellence, ni leur donner en masse des congés provisoires; que tout ce que je pouvais faire, c'était de soumettre leur démarche au jugement de Votre Excellence.

Si ces messieurs quittent le régiment, je prie Votre Excellence de vouloir bien me diriger avec le régiment sur Mexico, où, avec ses éléments, je pourrai le réorganiser et former une garde de 900 hommes, qui serait pour Leurs Majestés un soutien sérieux dans les événements graves qui se préparent.

Je ne dois pas cacher à Votre Excellence que l'introduction d'officiers français dans le corps amènerait inévitablement une prompte désorganisation. Les dernières nouvelles d'Europe, les bruits d'annexion ont échauffé, à tort ou à raison, les esprits; et en déclarant cet état de choses à Votre Excellence, j'ai la confiance que le jugement profond du commandant en chef appréciera combien de pareilles rumeurs sont de nature à mettre en émoi le sentiment de nationalité des soldats.

Les excellents sous-lieutenants et sous-officiers du corps, avec

quelques capitaines autrichiens, constitueraient des cadres aussi solides que ceux qui disparaîtraient.

Agréez, monsieur, etc.

Le colonel,

VAN DER SMISSEN.

XI

Vienne, le 2 avril 1867.

Monsieur le maréchal,

La lettre que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser, en date du 29 janvier, me crée le devoir de vous exprimer, monsieur le maréchal, mes sincères remercîments de la bienveillante appréciation que Votre Excellence a bien voulu accorder aux faits d'armes du corps austro-mexicain.

L'armée autrichienne, de laquelle ce corps est issu, se réjouira de la haute distinction conférée à ses camarades, et se rappellera toujours avec satisfaction qu'il leur fut donné de servir sous vos ordres et à côté des valeureux soldats de la France.

Veuillez, monsieur le maréchal, agréer l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Le ministre de la guerre.

XII

NOTE DE VENTE D'ARMES.

Dans son numéro du 13 février courant, le *Courrier du Mexique* a publié, d'après le journal officiel, un communiqué duquel il résulterait que le corps expéditionnaire aurait vendu des particuliers, avant son départ de Mexico, des armes, des munitions et des projectiles, au sujet desquels l'autorité militaire a cru devoir prendre des mesures de police et de sûreté.

Les renseignements qui ont motivé ces mesures sont entièrement inexacts, et les cessions faites par l'armée française ne

sont de nature à donner lieu à aucune mesure de précaution de la part du gouvernement. L'armée a cédé à un honorable habitant de Mexico, pour la garde de ses propriétés, quarante fusils doubles d'un modèle particulier, qui ne peuvent être considérés comme armes de guerre, et un très minime approvisionnement de cartouches pour ces mêmes armes. A cette seule exception près, l'armée française n'a vendu ni une arme, ni une cartouche, ni un projectile, ni aucune quantité de poudre à aucun particulier. Il est de notoriété publique dans la ville, et le gouvernement en a très certainement connaissance, que toutes les cartouches, les munitions de toute espèce, les poudres et les projectiles jugés inutiles à l'armée pour la suite de ses opérations * ont été détruits ou mis hors de service avant l'évacuation de Mexico. Les projectiles ont été brisés, les balles ont été refondues en saumons, et c'est dans cet état qu'ils ont été livrés au commerce comme matières brutes, impossibles à utiliser immédiatement pour le service militaire. L'armée n'a vendu sans transformation que des objets d'un usage général, et dont le commerce se fait librement dans toutes les parties de l'empire. Elle a usé en cela de son droit naturel, tout en évitant de fournir à qui que ce soit les moyens de troubler l'ordre public. Rien ne motiverait donc les mesures de rigueur qui pourraient être prises envers les personnes intéressées dans ces ventes. Rien n'a été fait qui puisse les priver de la protection des lois, et, pour les étrangers, de celle de leurs nations respectives.

XIII

Ce pamphlet est un échantillon choisi parmi ceux qui ont été affichés lors de la retraite de notre armée.

* On entend l'armée française, car tout ce qui appartenait au gouvernement mexicain, pour le service de l'armée, lui a été délivré en parfait état dans toutes les places; les procès-verbaux en font foi.

4 janvier 1867.

Les habitants du district de Santiago Paltanulan (Jalapa) ont décidé en réunion populaire de dresser la présente manifestation, dans laquelle ils expriment leurs véritables sentiments, qui sont de manifester dès à présent à l'Empereur de la France que son armée expéditionnaire de Mexico a entièrement accompli les désirs et les vues du monarque, sans être arrêtée par des considérations d'aucune espèce, comme elle le fit la première fois en rompant les préliminaires de la Soledad. Après le siége de Puebla, on s'est servi des prisonniers pour donner à Marquez et à Miramon tous les moyens et secours, pour qu'ils pussent consommer la ruine de leur patrie; puis, avec leur influence et celle de Saligny, d'Almonte, on a créé une assemblée de notables criminels, qui, par paroles et faits, nous déclarèrent impérialistes, « levant des actes, ou arrachant aux autorités avec la pointe des baïonnettes, » ainsi que l'a fait Galvez (le général), qui a fait fusiller cinq individus à Tlacalalan, parce qu'ils résistèrent à reconnaître l'empire . . . .

. . . .

L'armée française, avec sa fabrique d'empires, a acquis l'admiration du monde, comme on le verra sous peu. Nous autres, Indiens du sol mexicain, ne pouvons moins que de montrer notre gratitude pour l'empire qu'on nous a si généreusement octroyé.

Suivent les signatures :

JUAN MEJIA, FÉLIX MARIN, ALAJO DURAM.
SANCHEZ, JUAN PABLO, MIGUEL MENDEZ.

XIV

Réponse au Moniteur officiel, *publiée par le journal le* Temps, *au sujet de l'entrevue de Saint-Cloud*

« D'abord, le *Moniteur* parle à tort *des conversations de Saint-Cloud :* je n'en ai indiqué qu'une seule. Il y en a eu une seconde

en effet, au Grand-Hôtel, et j'ai lieu de croire qu'elle n'a pas été beaucoup plus amicale que la première.

« Après l'échec de M. Almonte, ambassadeur extraordinaire du Mexique, qui fut suivi de la rupture du traité de Miramar, comme l'atteste lui-même notre gouvernement dans sa *note à Maximilien*, en date du 31 mai 1866, l'impératrice Charlotte fut envoyée auprès de l'empereur Napoléon, afin d'obtenir des hommes, de l'argent et le rappel du maréchal Bazaine.

« A son départ pour la Vera-Cruz, l'impératrice refusa publiquement de naviguer dans un canot de notre marine, sous pavillon français.

« A Paris, elle demanda l'hospitalité à un hôtel.

« A son arrivée, elle reçut M. Drouyn de Lhuys, qui, avec toute sa courtoisie, comme le constate la propre déclaration de ce ministre à M. John Hay, chargé des affaires des États-Unis (16 août 1866), reproduite dans le livre bleu, lui signifia que le *plan arrêté précédemment par le gouvernement de l'empereur serait exécuté comme il avait été dit.*

« L'audience de Saint-Cloud, difficilement obtenue de l'empereur Napoléon par l'impératrice Charlotte, *n'a en rien modifié*, comme l'affirme cette même dépêche diplomatique, *les résolutions déjà prises.*

« Peut-on admettre un seul instant que l'impératrice Charlotte, exaltée par un douloureux voyage, soit sortie satisfaite de cette entrevue sans témoins; et qu'à des refus nettement articulés, la malheureuse princesse, déjà irritée par l'abandon des Tuileries, n'ait pas répondu par des *récriminations plus ou moins vives?*

« A défaut d'autre preuve, qu'il ne convient pas de mettre aujourd'hui en lumière, je laisse l'opinion publique juge entre le démenti du *Moniteur* et la logique inexorable des faits.

« COMTE E. DE KÉRATRY. »

Paris. — Imprimerie L. Poupart-Davyl, rue du Bac, 30.

DU MÊME AUTEUR

—

	fr. c.
LA CONTRE-GUÉRILLA FRANÇAISE AU MEXIQUE, Guerre des terres chaudes. 1 vol. in-18 jésus.	3 50
LA CRÉANCE JECKER, LES INDEMNITÉS FRANÇAISES ET LES EMPRUNTS MEXICAINS. 1 v. in-8.	2 50

Typographie de L. Poupart-Davyl, rue du Bac, 30.

